

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



GASTRONOMIE
À PARIS, OÙ TROUVER
LES OURS EN CHOCOLAT
LES PLUS SAVOUREUX PAGES 38 ET 39
Pleincoeur, Paris 17^e.

PALMARÈS
NOTRE CLASSEMENT
DES MEILLEURS COLLÈGES
ET LYCÉES DE FRANCE PAGES 10 ET 11
Le collège Stanislas, Paris 6^e.



CONFLIT

L'Ukraine frappe les installations pétrolières russes
PAGE 6

UE

La Hongrie assume d'être un agent de Moscou à Bruxelles
PAGE 6

CORÉE DU SUD

À Séoul, Macron réplique vertement à Trump
PAGE 8

SÉCURITÉ

Désarmement des polices municipales : l'onde de choc des promesses de LFI
PAGE 9

COMMERCE

Droits de douane : Trump loin d'avoir atteint ses objectifs
PAGE 24

CHAMPS LIBRES

« Carlo Masala : « La Russie a une fenêtre d'opportunité parfaite pour attaquer l'Europe et regarder l'Otan s'effondrer »

« Les tribunes de Jacques de Saint-Victor et d'Édouard Tétreau

« Le bloc-notes de Laurence de Charette

PAGES 15, 18 ET 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi :

La France a-t-elle raison de refuser le survol de son territoire par des avions américains armés ?

OUI 49% NON 51%

VOTANTS : 163 230

Êtes-vous choqué par le retour du député Insoumis et fondateur de la Jeune Garde, Raphaël Arnault, à l'Assemblée nationale ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

PLEIN COEUR, BOUCHON/LE FIGARO

Lecornu face au casse-tête du prix des carburants

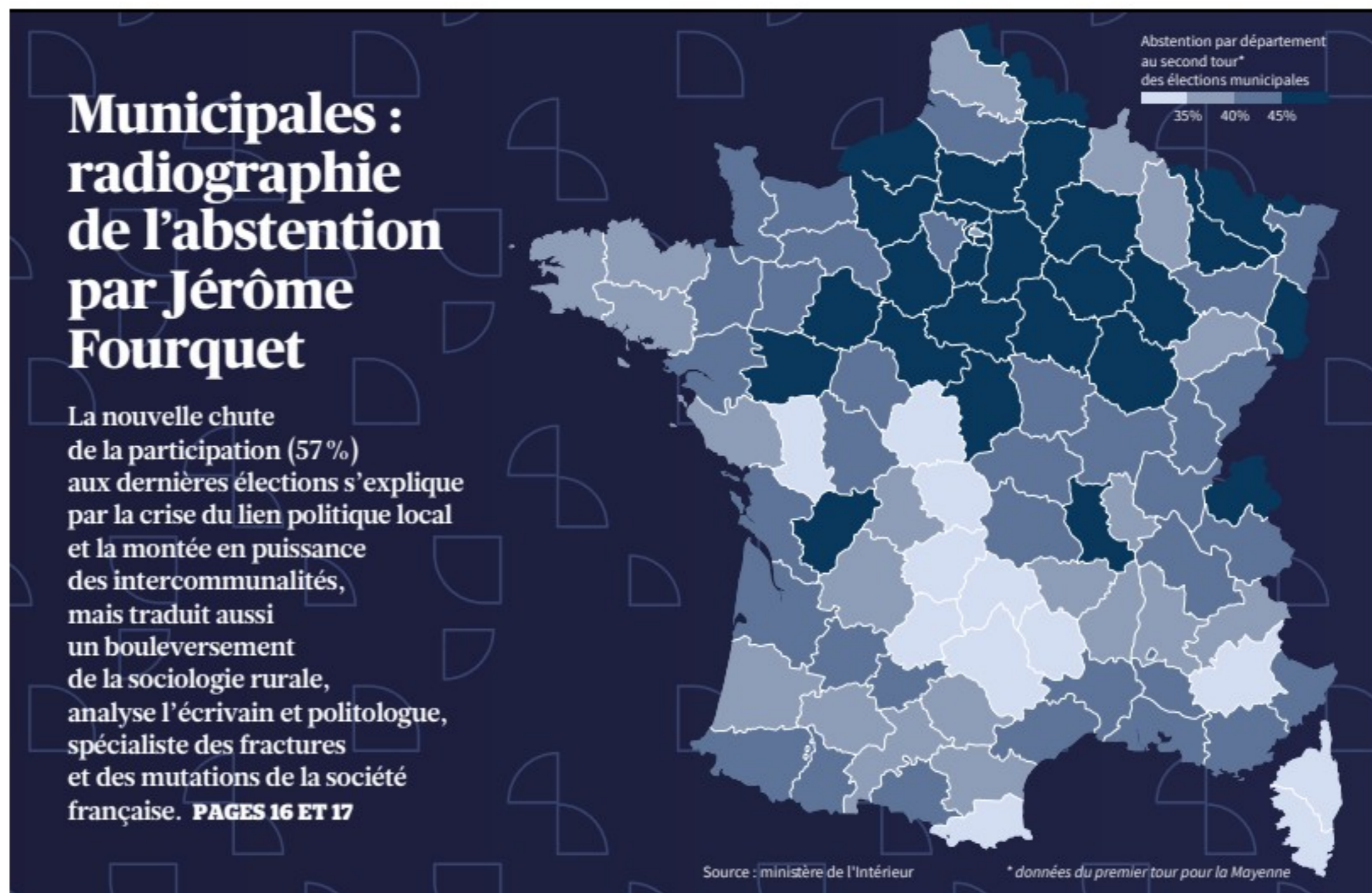
Alors que les caisses de l'État sont vides, le premier ministre peut difficilement aller au-delà d'aides ciblées pour soutenir les Français, qui voient leur pouvoir d'achat amputé par la crise.

Agriculteurs, pêcheurs, infirmiers libéraux... Les Français sont nombreux à subir la hausse des prix à la pompe et à demander l'aide de l'État. En déplacement à Bordeaux, Sébastien Lecornu a affirmé jeudi qu'il envisageait de nouvelles aides ciblées et qu'il a d'ores et déjà demandé à ses ministres de lui « faire de nouvelles propositions en début de semaine prochaine ». Sommé de répondre à l'angoisse des Français, le chef du gouvernement est aussi sous

pression face à ses opposants politiques. Accusé par Marine Le Pen de « mensonge » et de profiter de la crise pour encaisser des surplus fiscaux, le premier ministre défend qu'il n'y a pas de « cagnotte » dans un pays qui affiche un déficit

de 5,1 % du PIB. Et Sébastien Lecornu de tancer les responsables politiques « qui parfois nous ont fait la leçon sur le déficit à l'automne dernier » et qui « sont cette semaine les premiers à demander des chèques à l'aveugle ».

→ DANS L'OPINION, LE SPECTRE D'UNE NOUVELLE CRISE TYPE « GILETS JAUNES »
→ LES FINANCES PUBLIQUES NE PROFITENT PAS DE LA CRISE
→ LE SYSTÈME D DES FRANÇAIS ÉTRANGLÉS PAR LA HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL



Raphaël Arnault : retour sous haute tension à l'Assemblée

Le fondateur de la Jeune Garde, au cœur de la polémique depuis le lynchage de Quentin Deranque à Lyon, a fait son retour au Palais Bourbon ce mercredi. Après plus d'un mois et demi d'absence, l'élu du Vaucluse a siégé dans l'Hémicycle, suscitant la colère de ses opposants, dont certains appellent à son exclusion. Pour sa part, LFI assume totalement ce retour, mis en scène à grand renfort de messages de soutien. En parallèle, le Conseil d'État se penche ce vendredi sur la dissolution de la Jeune Garde, contestée par le groupuscule. PAGE 5

ÉDITORIAL par Yves Thérard

Le syndrome de la cagnotte

Face à la flambée des prix des carburants, le gouvernement s'en est tenu jusque-là à des mesures limitées. Mais la pression monte. Tentant d'ajuster son discours, le premier ministre suggère à présent de faire profiter les Français des « surplus » de recettes fiscales générés par la crise. Mal lui en a pris ! C'était prévisible : les « surplus » sont vite devenus une cagnotte dans la bouche de ses interlocuteurs. Laurent Wauquiez, lui-même, l'estime à quelque 2 milliards ou 3 milliards d'euros ! Une évaluation faite au doigt mouillé qui, de fil en aiguille, en passant de la droite à la gauche de l'échiquier politique, sera multipliée à l'envi. Et prise pour argent comptant. Sébastien Lecornu était encore adolescent quand Lionel Jospin, qui vient de s'éteindre, occupait l'Hôtel de Matignon. Il ne peut néanmoins ignorer que son lointain prédécesseur a payé très cher une même histoire de cagnotte. Supérieure aux prévisions, la croissance avait dégagé plus de rentrées fiscales. Où étaient-elles passées ? Les Français les avaient cherchées partout. En vain. Lionel Jospin, tout socialiste qu'il était, avait eu, qui plus est, le malheur de

dire un soir de septembre 1999 au journal télévisé : « Il ne faut pas attendre tout de l'État ou du gouvernement. » Des milliers d'emplois venaient d'être supprimés par Michelin en Europe. La présidentielle de 2002 est arrivée. On connaît la suite...

Sacrés Français ! Tout le monde le sait et en convient aujourd'hui : les caisses de l'État sont vides et la dette de la France est abyssale. La politique du « quoi qu'il en coûte » est accusée de toutes parts. Mais

De Lionel Jospin à Sébastien Lecornu

dès qu'une crise se profile dans notre pays, comme d'habitude, c'est vers l'État que se tournent les regards. Les démagogues de tout poil sont alors de sortie, dans une course à l'échalote effrénée. Le premier ministre se laissera-t-il déborder par le syndrome de la cagnotte ? Il dispose de peu de marge pour faire comprendre que les surplus de TVA ne sont qu'un mirage quand, dans le même temps, la consommation et la croissance baissent. Si la cagnotte de Jospin était introuvable, celle de Sébastien Lecornu est purement imaginaire. ■



*L'élégance est une attitude

HYDROCONQUEST

Elegance is an attitude
LONGINES

Niant l'existence d'une « cagnotte », Lecornu tente la pression politique provoquée par la flambée des

Tristan Quinault-Maupoil et John Timsit

Le premier ministre envisage de nouvelles aides ciblées « en début de semaine prochaine » à destination des Français « qui ne peuvent

Loin des images du golfe Persique qui s'embrase, le déplacement gouvernemental organisé ce jeudi était plus bucolique. Entre l'île d'Yeu et celle de Noirmoutier, le ministre de l'Économie Roland Lescure et la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon ont navigué pour découvrir le parc éolien, en construction depuis près de trois ans. L'occasion de mettre en lumière la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3), actée par Sébastien Lecornu juste avant l'irruption du conflit au Moyen-Orient. Sans renoncer aux renouvelables - des appels d'offres vont être relancés pour développer l'éolien terrestre et en mer ainsi que le photovoltaïque - les arbitrages de l'exécutif font la part belle au nucléaire et à l'électrique, à l'heure où les hydrocarbures flambent.

Alors que le gouvernement assurait début mars que la hausse des prix du pétrole affectait les finances de l'État, le chef du gouvernement a demandé mercredi à son ministre des Comptes publics, David Amiel, « de travailler à une affectation des éventuels surplus de recettes fiscales liés à la hausse du prix des carburants pour financer les mesures prioritaires du plan d'électrification ». Une manière de couper court à l'idée que Bercy serait le grand gagnant de la hausse des prix à la pompe. « L'État ne s'enrichit jamais sur le dos d'une crise », a déclaré la porte-parole du gouvernement et ministre déléguée à l'Énergie, Maud Bregeon, qui a réfuté l'existence d'une « cagnotte ».

Ces surplus « ne se comptent pas en milliards » d'euros, a assuré la porte-parole, alors que le chef de file des députés LR,

Laurent Wauquiez, les évalue « entre deux et trois milliards d'euros » depuis le début de la crise, et demande qu'ils soient « redonnés aux automobilistes sous forme de baisse de taxes ». Un chiffre contesté par la porte-parole du gouvernement, qui n'a toutefois pas précisé le montant de ce surplus. L'augmentation des recettes « est compensée négativement, donc à la baisse, par la baisse de consommation, par la baisse de croissance et par l'augmentation des taux » d'intérêt, a expliqué Maud Bregeon. Un argument repris par le premier ministre ce jeudi depuis Bordeaux (Gironde), affirmant qu'il y avait eu « beaucoup d'excitation » autour de « la fiscalité sur les carburants », mais que celle-ci serait vite « douchée ».

« On n'abandonnera personne, mais on ne dépensera pas de l'argent qu'on n'a pas »

Sébastien Lecornu
Premier ministre

Mais le chef de file des députés Rassemblement national (RN), Marine Le Pen, qui réclame une baisse de la TVA sur les carburants, n'a pas tardé à dénoncer les « mensonges » du gouvernement. « Je croyais qu'il n'y avait pas de "surplus" fiscal ? », a-t-elle ironisé. « La première des choses à faire quand on a un surplus de fiscalité dans une situation de crise (...), c'est de se servir des recettes supplémentaires et d'y renoncer en baissant la TVA et en baissant les taxes sur les carburants », a-t-elle exhorté. La baisse de fiscalité demandée par le RN (une TVA à 5,5 % sur les énergies), elle pourrait coûter 10 mil-

liards d'euros par an. Les partis politiques ne manquent pas d'imagination. La France insoumise a déposé une proposition de loi pour un gel temporaire des prix de l'énergie. Hostile à cette idée, le Parti socialiste a demandé un « chèque énergie ciblé sur les ménages les plus vulnérables ».

« Pas spectateur » de la crise, le premier ministre, lui, veut profiter du contexte pour tirer profit de ses choix avec la PPE 3, qui avaient été contestés par les oppositions. « Les motions de censure de LFI et du RN apparaissent bien anachroniques. Si on n'a pas compris qu'il faut tourner la page du fossile, je ne sais pas ce qu'il faut de plus », aime à dire en privé le premier ministre. Une offre de location de véhicules électriques « dédiée à certaines professions » doit être présentée prochainement par Roland Lescure. Son collègue chargé du Logement, Vincent Jeanbrun, « tra-

vaille » de son côté à améliorer les aides dédiées à l'électrification des systèmes de chauffage.

S'il se plaît à préparer l'avenir, difficile pourtant pour l'exécutif d'esquiver l'immédiateté de la situation. Les prix à la pompe mettent bien des ménages en difficulté. Des professionnels (agriculteurs, pêcheurs, infirmières libérales...) commencent à se mobiliser pour réclamer des aides. Et la pression politique croît à mesure que perdure l'offensive israélo-américaine en Iran.

Vendredi dernier, l'exécutif a présenté un premier plan de soutien pour certains secteurs, dont les pêcheurs. Une enveloppe de 70 millions d'euros pour ne pas apparaître insensible à la flambée du pétrole, même si le déficit budgétaire atteint, lui aussi, des sommets. Ce qui empêche Sébastien Lecornu d'être plus allant. « Cette guerre est particulière. On a du mal à

établir des scénarios très crédibles sur l'évolution de celle-ci. La gestion de cette crise, en externe comme en interne, on l'adapte », a concédé le premier ministre jeudi, mettant l'accent sur la batterie de mesures déjà prises par le gouvernement. « On n'abandonnera personne, mais on ne dépensera pas de l'argent qu'on n'a pas », a-t-il ajouté.

« Les réponses de court terme et les réponses de long terme ne s'opposent pas les unes aux autres », a, pour sa part, promis Maud Bregeon, alors que l'accélération de l'électrification du pays peut sembler être un horizon très lointain pour les consommateurs. « Quand vous dépendez à 60 % des énergies fossiles, vous payez le prix de vos dépendances lorsque vous faites face à une crise », a-t-elle insisté. Tout en réfutant ce 2 avril les allégations d'une « pénurie de carburant en France », malgré, reconnaît-elle, « des tensions logistiques ponctuelles

Le système D des Français étranglés par la hausse des tarifs du carburant

Isaure de Belleville
et Emma Ferrand

« Si ça continue, ce sera plus intéressant de poser des jours de congé plutôt que de refaire un plein pour aller travailler. » Ces dernières semaines, Erwan voit son compte en banque se vider à toute vitesse au rythme de ses allers-retours à la station essence. Chaque jour, ce Morbihannais prend sa voiture pour se rendre au magasin de pêche où il travaille, à 30 km de son domicile. Bilan : « Rien qu'en mars, j'ai dépensé presque 200 euros, pour deux pleins et demi ».

Comme Erwan, depuis le 28 février, des millions de Français ont vu leur quotidien frappé par la flambée des prix des carburants engendrée par la guerre au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz, au large de l'Iran, par lequel transite normalement le pétrole. Aujourd'hui, le gazole est facturé 2,20 euros le litre, son record historique, et l'essence dépasse 2 euros le litre. De quoi peser sur le portefeuille de nos concitoyens, étranglés par cette nouvelle crise.

Dans le Val-d'Oise, Dominique voit les prix du diesel s'envoler et ses rentrées d'argent diminuer. Pour ce chauffeur de taxi, les pertes sont colossales depuis le début de la guerre. « Je ne peux pas répercuter la hausse du prix du carburant sur le prix de mes courses. Je ne peux donc plus me faire autant de marge qu'avant », explique celui qui exerce le métier depuis 22 ans. Idem pour Jérôme, infirmier libéral à Roubaix, dans le Nord. « Avant, je dépensais 70 euros par semaine. Maintenant, je tourne autour de 100 euros », s'exaspère le soignant qui roule 150 km par jour. Il a donc ressorti de son garage son scooter acheté l'an dernier : « Il consomme deux fois moins que mon SUV. »

La hausse des prix du carburant touche particulièrement les plus fragiles. Infirmière à la retraite, Élisabeth fait attention à sa consommation d'essence, elle qui se sert pourtant de sa petite citadine au quotidien sur la côte basque. Courses, loisirs, visites à son père de 92 ans... « Je me surprends à réfléchir davantage à mes trajets pour éviter de faire des allers-retours. J'ai aussi changé de supermarché : je ne vais plus dans l'enseigne que je préfère, je me rends au magasin le plus proche, même si je ne trouve pas tous les articles que je cherche », explique la sexagénaire, qui vit en périphérie de Bayonne. Pour se déplacer sans trop se priver, Élisabeth opte aussi pour le covoiturage. « Samedi, nous sommes invités chez ma sœur, dans les terres. Pour limiter les frais et éviter d'y aller à quatre voitures différentes, mon frère et ma belle-sœur feront un crochet pour récupérer mon père, et mon mari et moi nous nous occuperons de véhiculer mon fils, sa femme et leur bébé », ajoute-t-elle.

« Je ne peux pas répercuter la hausse du prix du carburant sur le prix de mes courses. Je ne peux donc plus me faire autant de marge qu'avant »

Dominique
Chauffeur de taxi

Faute de transports en commun et de pistes cyclables, Erwan et sa femme dépendent eux aussi de leur voiture. Ils préfèrent donc se serrer la ceinture sur d'autres postes de dépenses. « On se restreint sur l'alimentaire, on fait moins d'achats plaisir, et on garde les tickets-restaurant pour faire les courses », liste-t-il.



Habitante de la périphérie de La Rochelle, en Charente-Maritime, Cécile peut, quant à elle, se tourner davantage vers le train pour se rendre au travail. « Si j'utilise la voiture pour le travail, je passe mes factures d'essence en note de frais. Je ne le faisais jamais avant, mais là, je n'ai pas le choix », confie-t-elle.

De son côté, Sandra n'a pas attendu la fin du conflit pour effectuer un changement plus radical. Cet agent immobilier de Champagne-sur-Seine (Seine-et-Marne) est propriétaire depuis ce mardi d'une voiture électrique d'occasion. « Initialement, je ne suis vraiment pas adepte de l'électrique. Mais cela faisait une semaine que je me contraignais à limiter mes déplacements, alors je me suis décidée à investir », observe-t-elle. S'estimant privi-

légiée, la quinquagénaire s'agace du manque d'aide de la part du gouvernement pour aider les Français à franchir le cap de l'électrique.

Le conflit a toutefois d'autres incidences sur la vie quotidienne des Français. Élisabeth et son époux, à la retraite également, veillent à réduire leur consommation de fioul, dont le prix a aussi fortement augmenté. En mars, comme chaque année, le couple a souhaité faire remplir sa cuve. Limité par les quantités disponibles, leur fournisseur a plafonné leur livraison à la moitié de la commande initiale, soit 500 litres. « Financièrement, nous n'aurions de toute façon pas pu prendre davantage. Nous avons payé 800 euros. Pour la même quantité, l'an dernier, nous en aurions eu pour seulement 510 euros. C'est dire comme le prix a

explosé ! », souffle Élisabeth. Même constat pour Laurent, qui a annulé sa livraison de fioul une semaine seulement après le début de la guerre en Iran. « J'avais regardé le prix avant le conflit. Il était à 1,10 euro le litre. Là, il est à plus de 1,50 euros. Je préfère at-

« J'ai changé de supermarché : je ne vais plus dans l'enseigne que je préfère, je me rends au magasin le plus proche, même si je ne trouve pas tous les articles que je cherche »

Élisabeth
Infirmière à la retraite

d'esquiver prix à la pompe

pas faire autrement que de rouler».

dans certaines stations, notamment les moins chères, liées à des pics de demande locaux».

À ce stade, le premier ministre se veut prudent. Et « assume » de « ne pas faire comme d'habitude, de ne pas ouvrir les vannes de milliards d'euros qui tomberaient de manière totalement indiscriminée », une ligne qu'il juge « salutaire », au regard probablement du coût de tels coups de pouce pour les comptes publics. David Amiel a redit combien le gouvernement était contraint à la discipline budgétaire pour maintenir le déficit à 5 % du Produit intérieur brut (PIB) cette année. « Nous ne pouvons pas verser une pluie de milliards d'euros chaque année dont nous n'avons pas le début d'un centime », a-t-il insisté.

Il n'empêche, de nouvelles aides ciblées pourraient être présentées « en début de semaine prochaine » à destination des Français « qui ne peuvent pas faire

autrement que de rouler. » Avant de lâcher du lest, Sébastien Lecornu cherche à y voir plus clair dans les intentions des belligérants. D'un côté, les déclarations répétées de Donald Trump, qui évoque son souhait de « quitter l'Iran très rapidement », pourraient contribuer à apaiser la crise. De l'autre, le baril de Brent, reparti à la hausse jeudi après l'allocation du président américain - au-delà de 108 dollars - continue d'inquiéter. Une préoccupation à Matignon où tous les regards sont bel et bien tournés vers le détroit d'Ormuz. ■

« Les motions de censure de LFI et du RN apparaissent bien anachroniques. Si on n'a pas compris qu'il faut tourner la page du fossile, je ne sais pas ce qu'il faut de plus », déclare en privé Sébastien Lecornu (ici, à l'Assemblée, le 25 mars).

GONZALO FUENTES/REUTERS



tendre que les prix baissent, donc nous avons réduit notre consommation de chauffage et allumons davantage de feux de cheminée. En contrepartie, je n'ai presque bientôt plus de bois ! », affirme ce quinquagénaire, originaire de Château-Thierry, dans l'Aisne.

L'incertitude ambiante brouille également les projections des Français dans d'autres secteurs de l'économie. Ainsi, William est ressorti inquiet d'un rendez-vous avec un courtier immobilier : « Il m'a assuré que les taux d'intérêt allaient continuer à augmenter, et que si on ne trouvait pas un logement rapidement, notre capacité d'emprunt allait s'amincir. »

Même son de cloche pour les vacances : sur les groupes Facebook dédiés au voyage, les touristes s'inquiètent des risques de se rendre dans les

régions proches du conflit. Eva devait aller au Sri Lanka en avril, avec une escale à Dubaï. « J'avais un mariage là-bas, mais j'ai préféré annuler. Je n'avais aucune envie de traverser une zone en guerre, ou de m'y retrouver bloquée », raconte la trentenaire. Ce qui arrange encore moins les affaires de Dominique, taxi. « Tout le monde fait attention à son argent. Le tourisme aussi en a pris un coup. Alors je n'ai plus personne à emmener à l'aéroport de Roissy. Je fais moitié moins de kilomètres que d'habitude. Quand je compare à l'an dernier, j'ai une baisse de 30 % de mes revenus sur mes prestations », ajoute-t-il. Avant de conclure : « À chaque nouvelle crise, c'est le même refrain. Il faut que le gouvernement trouve des solutions pour aider ses citoyens financièrement. » ■

Pêcheurs et agriculteurs en première ligne

Éric de La Chesnais

Des cours de ferme aux bateaux de pêche, la hausse des prix du carburant frappe violemment deux secteurs vitaux pour la souveraineté alimentaire du pays. « En Bretagne, 45 % des bateaux de pêche sont à l'arrêt, 50 % à 60 % pourraient l'être en fin de semaine, assure Jean-Vincent Chantreau, président de l'Union française des pêcheurs artisans (UFGA) et lui-même pêcheur à Granville, dans la Manche. Ce sont à peu près les mêmes proportions sur toutes les façades maritimes. De nombreux bateaux vident leurs cuves et ne pourront refaire le plein. » D'autres en profitent pour une mise à cale anticipée afin de réviser leur navire.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. « Au-delà de 60 centimes d'euro le litre de gazole détaxé - le gazole non routier (GNR), utilisé par les paysans et les pêcheurs -, un chalutier de 25 mètres perd de l'argent, précise le responsable associatif normand. Or, aujourd'hui, il atteint 1,3 à 1,40 euro le litre suivant les régions. Ce n'est pas viable. » La France n'est pas un cas isolé. « C'est un mouvement qui touche également les flottilles européennes, dont un tiers est à l'arrêt », précise Olivier Le Nézet, président du Comité national des pêches.

Du jamais vu pour la filière pêche. « Lors du début de la crise ukrainienne, le gazole avait atteint 92 centimes d'euro et le gouvernement nous avait octroyé 35 centimes d'aides », rappelle celui qui représente l'ensemble des 12000 pêcheurs et des 6200 navires tricolores. Cela a des répercussions terribles sur le salaire de nos marins. Ils sont rémunérés en fonction d'une quote-part de la vente de la pêche à quai, à laquelle sont soustraits des frais communs à bord dont le carburant, la nourriture et l'entretien du bateau. Avec cette hausse du gazole, cela

peut aller jusqu'à diviser par deux leur paye en fin de mois. » Or, un marin fait vivre quatre personnes à terre dans le mareyage, la criée ou la vente au détail... Des effets négatifs en cascade sont attendus dans toute la filière.

Autre dommage collatéral, moins connu : la sélection des poissons pêchés au profit de ceux qui sont plus rentables. « Les espèces les moins valorisées comme le tacaud, le requin-hâ ou la rousette commencent à être délaissés car ils ne rapportent pas assez pour les pêcheurs, constate Olivier Le Nézet. Cela pénalise les ménages les plus modestes qui ne peuvent pas se payer de poissons haut de gamme. »

« Nous ne voulons pas de mesurètes. Il nous faut une remise de 30 centimes du litre de gazole non routier »

Arnaud Rousseau
Patron de la FNSEA

C'est pour cette raison qu'en plus des 20 centimes d'euro d'aides par litre proposé par le ministre de la Mer, la profession demande « 20 centimes supplémentaires pour continuer à assurer la sécurité alimentaire de tous les Français, y compris les plus modestes ». Olivier Le Nézet souhaite aussi des restructurations de prêts pour les entreprises et un report des remboursements pour les marins. Des mesures nécessaires, selon lui, pour éviter des démissions en nombre de pêcheurs, attirés par des métiers plus rémunérateurs. Dès mardi prochain, une trentaine de chalutiers et entre 300 et 500 petites embarcations resteront à quai pour manifester leur colère et réclamer des aides plus conséquentes. Un mouvement qui concerne pour l'instant uniquement la façade méditerranéenne.

Dans l'opinion, le spectre d'une nouvelle crise du type « gilets jaunes »

Lucas Hélin et Service Infographie

L'exécutif est une nouvelle fois face au défi de protéger le portefeuille des Français et d'éviter une crise sociale. La hausse soudaine des prix à la pompe en lien avec le conflit au Moyen-Orient prend de court le gouvernement, alors sommé de trouver des leviers pour préserver un pouvoir d'achat déjà fragilisé. Mais une large majorité (76 %) des personnes interrogées dans notre sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro indique ne pas avoir confiance dans l'action d'Emmanuel Macron et des troupes du premier ministre, Sébastien Lecornu, pour répondre avec efficacité à cette problématique, soit 17 points de moins par rapport à un sondage réalisé en 2022 lors de la crise des prix du gaz et de l'électricité. Pire encore, 57 % d'entre eux pensent même que le gouvernement est incapable d'assurer l'approvisionnement en carburants ces prochains mois. À ce jour, seules 10 % des stations du pays seraient à sec d'au moins un hydrocarbure.

« Oui, il y a une crise énergétique liée à la guerre et aux tensions internationales. Mais non, il n'y a pas de pénurie de carburant en France », a assuré Maud Bregeon, la porte-parole du gouvernement et ministre en charge de l'Énergie, en réponse à la charge de Marine Le Pen sur le réseau social X. « Si ce gouvernement ne sait pas comment gérer cette crise, qu'il nous laisse la place », a écrit la présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale. Cette hausse des prix du carburant prend forcément une tournure très politique à un an de l'élection présidentielle et pourrait déjà se révéler comme un sujet hautement inflammable.

Un ajustement de la TVA sur le carburant

Chaque camp avance alors ses solutions mais une semble retenir la préférence des Français, toujours selon notre étude : une courte majorité (57 %) juge qu'une baisse de la TVA sur le carburant serait la meilleure réponse, comme vient de le faire l'Espagne. Une proposition formulée de longue date par le Rassemblement

QUESTION Pour agir contre la hausse du prix de l'essence, pensez-vous que le gouvernement...

... ne devrait mettre en place aucune aide car la situation de nos finances publiques ne le permet plus

10 %

... doit se contenter des aides ciblées sur certaines professions qu'il a déjà mises en place (pêcheurs, agriculteurs...)

14 %

... devrait élargir ces aides en accordant des chèques énergie aux Français modestes devant se déplacer pour leur travail (infirmières libérales...)

18 %

... doit baisser la TVA sur le carburant pour tout le monde comme l'Espagne vient de le faire

57 % NSP : 1 %

QUESTION Avez-vous confiance dans l'action d'Emmanuel Macron et du gouvernement...

● Oui ● Non ☒ Ne se prononce pas

... pour assurer l'approvisionnement en carburants en France dans les prochains mois

42 % 57 % 1 %

... pour protéger le pouvoir d'achat des Français face à la hausse des prix de l'énergie

23 % 76 % 1 %

ODOXA BACKBONE LE FIGARO

Étude réalisée par Odoxa-Backbone pour Le Figaro. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 1^{er} et 2^{er} avril 2026. Échantillon de 996 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Après de l'ensemble des Français, la marge d'erreur s'établit, selon le score visé, entre 1,4 et 3,1 points.

national, qui défend une TVA passant de 20 % à 5,5 % pour compenser cette flambée progressive des prix.

Cet ajustement de la TVA sur le carburant est plus ou moins plébiscité par les sympathisants de tous les partis politiques, au-delà de ceux du camp nationaliste (70 %) : 62 % des socialistes et 57 % des sympathisants Les Républicains y seraient aussi favorables. Seuls les Insoumis, les Écologistes (44 %) et les soutiens de camp présidentiel (40 %) se montrent plus sceptiques sur ce levier coûteux.

Jusqu'à présent, l'exécutif refuse cette solution, la jugeant beaucoup trop onéreuse dans un contexte de restrictions budgétaires pour maintenir à 5 % le déficit du pays. Seules des aides ciblées à certaines professions, comme les agriculteurs et les pêcheurs, ont été mises en place. Le locataire de Matignon, Sébastien Lecornu, a ensuite plaidé pour l'exploitation des « surplus » issus des recettes fiscales pour favoriser et accélérer une transition vers l'électrique. Insuffisant pour de nombreux Français, pour qui cette augmentation des prix à la pompe ravive de biens mauvais souvenirs.

Un mouvement de colère comme celui des « gilets jaunes » se révèle

ainsi redouté par 79 % des Français, selon ce sondage Odoxa-Backbone. Cette contestation sociale spontanée et d'ampleur était partie dès novembre 2018 d'une hausse des prix des carburants routiers. Pour la crise actuelle, la mobilisation n'est à ce stade que professionnelle : alors que le prix au litre vient de franchir un peu partout dans l'Hexagone la barre symbolique des 2 euros, des transporteurs routiers ont organisé de premières opérations es-cargot à Fréjus (Var), Toulouse mais aussi aux portes de Paris, lundi matin.

Quelque 8 Français sur 10 assurent dans notre étude avoir déjà constaté un impact sur leur budget, dans une proportion « importante » pour 42 % d'entre eux et « limitée » pour 41 %. Dans cet ensemble, toutes les classes sociales et les habitants de communes rurales comme de villes moyennes se disent touchés par ces nouveaux prix affichés à l'entrée des stations. Une majorité des sondés, là encore (58 %), expriment qu'ils ont rencontré une difficulté financière les entraînant à renoncer à effectuer certains trajets (42 %) ou à modifier leurs habitudes de transports (37 %). 23 % d'entre eux affirment même avoir peiné à trouver leur carburant. ■

Les finances publiques ne profitent pas de la crise

Julie Ruiz Perez

Les maigres « surplus de recettes fiscales » devraient être vite effacés.

À qui profite le choc pétrolier ? Un jour Sébastien Lecornu affirme qu'« il n'y a pas de cagnotte », un autre il évoque d'« éventuels surplus de recettes fiscales ». Une contradiction qui n'a pas échappé aux contempteurs du gouvernement, au premier rang desquels le RN. Celui-ci martèle que l'État s'enrichit grâce à la hausse des prix des carburants via les taxes sur les produits pétroliers, qui représentent plus de la moitié du prix dont le consommateur s'acquitte à la pompe. Alors, qui dit vrai ?

Pour rappel, il existe trois grandes taxes : la TICPE (aussi appelée accise sur les carburants), la TVA sur la TICPE et la TVA de 20 % sur le produit lui-même (calculée sur le prix hors taxes). Par exemple, juste avant le déclenchement du conflit, un automobiliste pouvait payer son litre de SP-95 1,708 euro. Sur ce total, il s'acquittait de 0,67 euro de TICPE (accise sur les carburants), 0,134 euro de TVA sur cette accise et 0,151 euro de TVA sur le produit, selon les calculs du site spécialisé dans les finances publiques Fipeco. Seul ce dernier montant a augmenté depuis la crise, d'environ 5 centimes par litre pour du SP-95 (un peu plus pour le gazole). En effet, la TICPE et la TVA qui s'y applique restent les mêmes, leur montant par litre étant voté chaque année par le Parlement.

Pour chaque litre de carburant, le gouvernement dégage donc bien un « surplus » de recettes. D'autant que, même si le gouvernement argue que la hausse des prix va tirer à la baisse les volumes consommés, les « besoins en carburants bougent très peu. Même pour les loisirs, les gens changent très peu leurs habitudes », observe Olivier Gantois, président de l'Union française des industries pétrolières (UFIP). Et « s'il y a une variation, ce sera de quelques points de pourcentage » seulement, ajoute-t-il. L'État devrait ainsi engranger quelques dizaines de millions d'euros supplémentaires via la TVA sur les carburants. Mais la crise actuelle est loin d'être une bonne nouvelle pour les finances publiques, tant s'en faut.

Les ménages dépendants de leur voiture devront procéder à des arbitrages : couper dans les dépenses alimentaires, dans les loisirs... Surtout dans un contexte où les salaires réels stagnent. Ceci devrait mécaniquement peser sur les recettes de TVA sur les autres produits. Par ailleurs, l'État lui-même « achète des produits pétroliers, qu'il paie plus cher lorsque leur prix augmente », rappelle Xavier Timbeau, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), dans une note publiée ce mardi.

Une économie affectée

Pour l'économiste, « la hausse des recettes fiscales est illusoire » car la crise a déjà commencé à se diffuser dans toute l'économie. Fin mars, l'Insee a revu à la baisse la croissance pour le premier semestre. Or « moins de croissance, c'est moins d'activité et donc moins de rentrées fiscales et de cotisations », résume Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision à l'OFCE. Sur le front du travail, la crise assombrit aussi l'horizon. L'Insee a récemment relevé sa prévision de chômage à 8,1 % à la fin du premier semestre, ce qui aura le double effet négatif de faire perdre des cotisations et d'augmenter les prestations.

Car en plus d'alléger les recettes, le conflit va alourdir les dépenses, notam-

ment au travers du plan d'aide pour les secteurs les plus touchés par la flambée des prix des carburants. Son coût est chiffré à 70 millions d'euros pour le seul mois d'avril. S'il s'applique tel quel jusqu'à la fin de l'année, le montant dépassera les 600 millions d'euros. De plus, le ministre du Travail a annoncé la prise en charge par l'État des potentielles mesures de chômage partiel, pour environ 70 millions d'euros, en précisant que son périmètre pourrait changer « en avançant au fur et à mesure dans l'année ».

Le regain d'inflation pourrait aussi faire s'envoler certaines dépenses publiques. De 0,9 % en février, elle a bondi à 1,7 % en mars et devrait dépasser les 2 % « au cours du printemps », selon l'Insee. Les achats publics, comme le reste de l'économie, en seront donc affectés. En outre, « lorsque l'inflation dépasse 2 %, le smic est revalorisé, c'est automatique », rappelle François Ecale, directeur de Fipeco. Dans ce cas, les allègements de cotisations sur les bas salaires coûteront plus cher, tout comme « certains salaires dans la fonction publique qui suivent la hausse du smic », souligne l'expert. Enfin, à plus long terme, la crise menace d'alourdir encore la charge d'intérêts de la dette française. Le taux d'emprunt à dix ans s'établit désormais au-delà de 3,70 %, contre 3,20 % avant le début de la guerre. ■



Le ministère de l'Économie, à Paris. La hausse des recettes fiscales est illusoire car la crise a déjà commencé à se diffuser dans toute l'économie.

Les producteurs de pétrole seuls gagnants

Enguerrand Armanet

Roland Lescure, le ministre de l'Économie, veut faire rentrer dans le rang les « brebis galeuses » qui surfacturent le carburant. Les prix à la pompe du SP95 et du gazole ayant respectivement augmenté de 6,3 % et 17,3 % en moins de deux semaines, grandes surfaces et stations-service sont accusées de « profiter » de la guerre au Moyen-Orient. La première semaine de mars, les marges brutes de transport et de distribution – avant déduction des coûts logistiques – ont bondi de 16 % pour le diesel et de 8 % pour le SP95, par rapport à la moyenne de février. Après ce pic, que certains attribuent à une anticipation de certains distributeurs, leurs marges n'ont pas tardé à revenir à leur niveau normal : entre février et mars, elles ont baissé de 1 à 2 centimes. La preuve que les distributeurs ne sont pas des profiteurs de crise.

Autres accusés, les raffineurs, qui transforment le pétrole brut en produits finis. En France, TotalEnergies se partage le marché avec Petroineos,

North Atlantic et RhôneEnergies. Les marges des raffineurs ont certes bondi : de 41 euros par tonne de pétrole raffiné en février, les marges brutes de raffinerie sont passées à 160 euros par tonne en mars, selon l'Union française des industries pétrolières (Ufip).

« Mais ça ne veut pas dire que l'industrie du raffinage est rentable et fait des profits », assure Olivier Gantois, président de l'Ufip. « La majorité du temps, les marges sont basses et couvrent à peine les frais du raffinage en Europe. D'où les nombreuses fermetures de sites et notre dépendance accrue aux importations de produits raffinés », explique un porte-parole de l'organisation. Cette dépendance européenne aux importations de diesel est à l'origine de l'envolée des prix. « C'est avant tout un enjeu de souveraineté : il faut garder la main sur ce maillon clé de la chaîne », analyse Jean François Lambert, fondateur d'un cabinet de conseil spécialisé dans les matières premières.

En réalité, les seuls à profiter de la hausse des prix depuis le début du conflit sont les producteurs de pétrole, au premier maillon de la chaîne. « Les

coûts sont fixes, le prix de vente augmente donc les profits ont naturellement augmenté depuis un mois sur le segment production », explique Olivier Gantois, qui précise que « 80 à 95 % » des retombées économiques vont au pays producteur dans lequel la filiale est implantée. Les groupes pétroliers en profitent aussi. « Le problème est à leur niveau, ils doivent prendre sur leurs marges », assure le patron de Coopérative U, Dominique Schelcher. Ce genre d'attaques devrait se multiplier dans les prochains jours.

« Coup de pouce » au consommateur

Ses profits estimés peuvent éclairer l'opération commerciale menée sur les prix à la pompe dans les stations du groupe TotalEnergies. Elles ont rapidement mis en place un prix plafond de 2,09 euros/litre de diesel. Un avantage concurrentiel difficilement soutenable sans la péréquation des profits que peut décider cette major du secteur, présente sur toute la chaîne.

Ce « coup de pouce » au consommateur fera-t-il dévier la menace de la charge fiscale qui guette les producteurs de pétrole ? En 2022, la France avait appliqué la décision européenne de créer une « contribution temporaire de solidarité » sur les bénéfices exceptionnels des énergéticiens. L'État prélevait alors un tiers des profits jugés excédentaires. Un dispositif séduisant sur le papier, mais inefficace en pratique. Les profits exceptionnels sur la production étant réalisés hors des frontières de l'Hexagone, ils sont intouchables. Reste à taxer les seules activités de raffinage et distribution, dont les « superprofits » sont... inexistantes. ■



Le député Nicolas Metzdorf, lors de l'examen du projet de loi constitutionnelle sur la Nouvelle-Calédonie, jeudi, à l'Assemblée.

Nouvelle-Calédonie : incertitude après le « non » de l'Assemblée

Loris Boichot

L'échec de la révision de la Constitution force le gouvernement à de nouvelles négociations.

C'est un camouflet pour le gouvernement. Et une nouvelle période d'incertitude pour la Nouvelle-Calédonie. Dès le début des débats à l'Assemblée nationale, jeudi, la gauche et le Rassemblement national (RN) ont rejeté la révision de la Constitution visant à doter l'archipel d'un nouveau statut.

Déposée par le député indépendant Emmanuel Tjibaou, une motion de rejet préalable – adoptée par 190 voix contre 107 – a empêché l'examen du texte. « Ces nuits blanches, toutes ces semaines passées... Il ne faut pas qu'on reparte de zéro... », soupire le rapporteur Philippe Gosselin (Les Républicains), au sortir de l'Hémicycle.

Cette épreuve parlementaire devait permettre de franchir une nouvelle étape, en vue de transcrire deux textes : le projet d'accord de Bougival du 12 juillet dernier, complété six mois plus tard par celui d'Élysée-Oudinot. Mais, après trois « non » aux référendums sur l'indépendance, entre 2018 et 2021, suivis de quatre ans de négociations et d'une insurrection kanake au printemps 2024, l'hostilité des députés dresse un nouvel obstacle dans ce processus de décolonisation historique.

Ce rejet « nous ramène au point mort, (...) nous ramène des années en arrière. C'est tout sauf une bonne nouvelle pour le territoire », a déclaré jeudi leur ministre des Outre-mer, Naïma Moutchou, devant un Hémicycle aux rangs garnis mais quasiment désertés par les députés LR. « Face à ce blocage inédit, le gouvernement prendra ses responsabilités : ni immobilisme ni passage en force », a aussitôt écrit sur X Sébastien Lecornu, alors que l'économie calédonienne, exsangue, inquiète les autorités.

Un scénario semble inéluctable : la tenue, d'ici au 28 juin, des élections provinciales, qui déterminent la composition du Congrès et du gouvernement calédoniens. Le gouvernement souhaitait un nouveau report, le temps de faire adopter la révision de la Constitution.

Le premier ministre a annoncé qu'il réunira les forces politiques calédoniennes la semaine prochaine, peut-être mardi. Il se prépare à pouvoir compter sur la présence des indépendantistes modérés de l'Union nationale pour l'indépendance (UNI), mais pas sur le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). Le principal mouvement indépendantiste s'oppose à la révision constitutionnelle. Une « rupture du principe de décolonisation », a fustigé jeudi Emmanuel Tjibaou. Le député kanak a opéré une impressionnante volte-face, en signant le projet d'accord de Bougival l'été dernier, avant de se dédire face aux pressions des radicaux.

Le gouvernement rappelle que cinq des six principales forces politiques calédoniennes le soutiennent, mais cet accroc au compromis initial empêche toute avancée, selon la

gauche. « Cette révision constitutionnelle est un acte colonial chimiquement pur », a déclaré le député Insoumis Bastien Lachaud dans l'Hémicycle, sous le regard de Jean-Luc Mélenchon, présent dans les tribunes. Le député socialiste Arthur Delaporte a regretté un texte « pas consensuel », alors que plusieurs de ses collègues, dont François Hollande, plaident pour qu'ait lieu la discussion.

Emmanuel Macron, qui suit le dossier depuis la Corée du Sud, et son premier ministre, cherchent la manière de sortir de l'impasse. Les deux hommes envisagent de convoquer au printemps une consultation locale, adossée à un projet de loi ordinaire mais sans valeur contraignante, afin d'obtenir une légitimité démocratique. « Les Calédoniens attendent qu'on prenne des décisions, ils doivent avoir la parole », insiste le député (Renaissance) Nicolas Metzdorf, malgré le risque que le FLNKS boycotte le scrutin. Le texte constitutionnel, lui, est censé repartir au Sénat, qui l'avait adopté le 24 février.

« Face à ce blocage inédit, le gouvernement prendra ses responsabilités : ni immobilisme, ni passage en force »

Sébastien Lecornu
Premier ministre

Les interprétations divergent autour des changements prévus dans cette réforme : la création d'un « État de la Nouvelle-Calédonie », l'instauration d'une nationalité calédonienne, mais surtout la possibilité de transférer plusieurs compétences régaliennes à l'archipel – monnaie, sécurité, justice, défense. Le FLNKS dénonce un « triple verrou » pour mener ces transferts : demande du Congrès local à la majorité qualifiée de 36 voix sur 56, accord de l'État puis consultation des électeurs locaux. Le gouvernement défend des « garanties démocratiques fortes ».

Au nom du RN, Marine Le Pen a regretté à l'inverse un cadre « dangereux pour l'unité nationale ». La députée demande que le Sénat vide le texte de sa substance pour n'en conserver qu'un point, forte revendication de la droite loyaliste : l'ouverture du corps électoral appelé à voter aux élections provinciales. Notamment aux habitants installés sur le territoire depuis au moins quinze ans. Une « exigence démocratique », selon l'ancienne candidate à la présidentielle.

Mais tout changement du corps électoral doit passer par la Constitution. Les délais sont serrés d'ici aux élections provinciales. À l'Élysée, on craint que le déraillement de la réforme enraye tout le processus. Et reporte à l'automne, en plein examen du budget de l'État, voire à l'après-présidentielle, un dossier qu'Emmanuel Macron rêve de clore avant de quitter le pouvoir. ■

Europe 1
LA RADIO LIBRE

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet, et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Wally Bordas
et Célestine Gentilhomme

Au cœur des polémiques depuis la mort de Quentin Deranque, le député Insoumis est revenu ce mercredi au Palais Bourbon après plus d'un mois et demi d'absence.

Les questions au gouvernement viennent de se terminer. L'examen du projet de loi contre la fraude sociale et fiscale va reprendre dans quelques minutes, quand soudain, salle des Quatre Colonnes, surgissent une dizaine de députés LFI. Parmi eux, Raphaël Arnault, qui, regard fuyant, file sans tarder en compagnie de ses collègues en direction de l'Hémicycle. Il signe ce mercredi son retour à l'Assemblée nationale. Et il ne le fait pas en passant par la petite porte : de nombreux chemins mènent à l'enceinte parlementaire et les Insoumis ont volontairement choisi la seule entrée remplie de caméras.

L'élue du Vaucluse n'avait pas remis les pieds au Palais Bourbon depuis plusieurs semaines et la mort du jeune militant identitaire Quentin Deranque, lynché mortellement par des « antifascistes » en marge d'une conférence de l'eurodéputée mélenchoniste Rima Hassan à Sciences Po Lyon. Un déchaînement de violences dans lequel trois des collaborateurs du député - dont un ancien stagiaire - sont mis en cause. En particulier Jacques-Élie Favrot, soupçonné d'avoir joué un rôle moteur dans l'agression de l'étudiant et placé depuis en détention provisoire. Parmi les neuf suspects, la plupart étaient membres de la Jeune Garde, groupuscule « antifasciste » (dissous l'an dernier) fondé par Raphaël Arnault, lui-même condamné pour violences en réunion il y a quatre ans.

Malgré les intenses polémiques et les appels à la démission, la patronne des députés LFI, Mathilde Panot, avait annoncé lundi devant la presse le retour imminent du parlementaire. Une arrivée en apparence discrète mais très remarquée. Dans le camp macroniste, à droite, comme au Rassemblement national, on observe son entrée dans l'Hémicycle en silence. Sans cris ni commentaires. Raphaël Arnault, lui, fait profil bas, assis sur son siège.

Le nom du député, fiché S au moment de son élection, était pourtant sur toutes les lèvres. « C'est à lui de juger s'il peut représenter la nation », a assuré la présidente de l'Assemblée nationale



Le député LFI du Vaucluse, Raphaël Arnault, mercredi, dans l'Hémicycle. ADNAN FARZAT/NURPHOTO VIA AFP

À l'Assemblée, LFI met en scène le retour du sulfureux Raphaël Arnault

le, Yaël Braun-Pivet. *J'estime qu'il est difficile d'exercer la fonction de député lorsqu'on a ce type d'accointances politiques et personnelles.* Un retour « parfaitement scandaleux », a estimé le macroniste Pierre Cazeneuve devant les caméras. « Raphaël Arnault est le chef d'une bande d'assassins », a enfoncé ce mercredi Marion Maréchal sur CNews, qui continue d'appeler à son exclusion.

« C'est à lui de juger s'il peut représenter la nation. J'estime qu'il est difficile d'exercer la fonction de député lorsqu'on a ce type d'accointances politiques et personnelles »

Yaël Braun-Pivet
Présidente de l'Assemblée nationale

Quelques heures avant de revenir sur les bancs, l'ancien porte-parole de la Jeune Garde était sorti du silence dans un long entretien au média en ligne Blast. Le trentenaire y justifie en partie son retrait par des « menaces de mort » à son encontre, mais aussi par « la vo-

lonté de prendre de la hauteur sur le moment ». Mais il déroule surtout un contre-récit à ce qu'il appelle « l'inversion des valeurs », qui consisterait à « faire croire que l'ennemi sera l'antifascisme ». « La France insoumise n'a rien à voir avec cette affaire (...) son seul tort est d'avoir gardé une boussole », a-t-il encore assuré. Jean-Luc Mélenchon s'était pourtant engouffré dans les polémiques après la mort de Quentin Deranque, l'isolant un peu plus chaque jour du reste de la gauche.

« Son courage honore les Insoumis », s'est empressé de réagir le leader de LFI, en partageant l'interview du député. Pour son retour au Palais Bourbon, Raphaël Arnault a tout de même choisi de rester épaulé par son assistant parlementaire, Robin Chalendar, enregistré à l'Assemblée sous pseudonyme avant l'affaire. Le collaborateur et proche de la Jeune Garde était, lui, soupçonné d'avoir aidé un autre suspect à se soustraire aux forces de l'ordre après le meurtre de Quentin Deranque. Qu'importe, les mélenchonistes n'ont nullement l'intention de lâcher Raphaël Arnault.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'ils sont confrontés au retour

controversé d'un des leurs. En 2023, l'ex-député du Nord Adrien Quatennens était revenu sur la pointe des pieds à l'Assemblée nationale après sa condamnation pour violences conjugales. Dans un premier temps, l'élue était resté très discret, se contentant de faire acte de présence en commission comme dans l'Hémicycle. Avant d'être provisoirement mis à l'écart du groupe LFI. Au bout de trois mois, il s'était décidé à prendre la parole dans l'Hémicycle pour défendre un amendement lors de la réforme des retraites. Une immense bronca avait alors été orchestrée par les macronistes, et plusieurs Insoumis, dont Sébastien Delogu et Sophia Chikirou, avaient entouré leur collègue pour lui signifier leur soutien, provoquant ainsi un très gros incident de séance.

En juillet 2025, le député LFI Andy Kerbrat, qui avait quelques mois plus tôt été interpellé en pleine transaction de drogue dans le métro parisien, avait lui aussi fait un retour feutré au Palais Bourbon. Après une cure de désintoxication, l'élue de Loire-Atlantique a réintégré les rangs mélenchonistes. Depuis, il se fait très discret. ■

CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

L'aplomb, la méthode des Insoumis

On finirait par l'oublier : le 12 février, à Lyon, un garçon de 23 ans a été lynché à mort par des militants « antifascistes » conduisant notamment à la mise en examen de membres de la Jeune Garde, dont des collaborateurs du député LFI Raphaël Arnault, fondateur de ce mouvement dont la dissolution avait été demandée par le ministère de l'Intérieur. C'était il y a moins de deux mois. Le retour du député du Vaucluse sur les bancs de l'Assemblée donne l'impression que la parenthèse de cet odieux événement est refermée. Et que les Insoumis sont en passe de retourner un récit politique qui les avait pourtant jetés dans la tourmente.

Pas trop d'ostentation pour ce retour dans l'Hémicycle mais pas une once de contrition non plus. C'est la méthode mélenchoniste : ne jamais rien regretter (du moins publiquement), ne jamais s'excuser, ne jamais rien concéder, faire le dos rond dans la tempête et contre-attaquer quand les vents se calment, ou que l'on regarde ailleurs.

Ce n'est pas en soi la reprise de l'activité parlementaire de Raphaël Arnault qui est choquante. On peut trouver indigne que LFI ait investi en 2024 un fiché S ayant été condamné pour violences en réunion, constatant qu'il ait été élu au nom du « barrage » dressé contre la députée RN sortante, et affligeant qu'il n'ait pas renoncé, au vu des circonstances, à son mandat de représentant de la nation. Mais dès lors qu'il ne démissionnait pas, se contenter de ne pas siéger devenait trop commode.

Le vrai scandale est le retournement de l'accusation. L'implication de membres de Jeune Garde, dont les premiers collaborateurs de Raphaël Arnault, est avérée. La violence de ce mouvement est connue, et c'est pourquoi le Conseil d'État confirme les motifs de sa demande d'interdiction. Mais le député du Vaucluse se pose en victime. À Lyon, c'est l'ultragache qui a tué, mais c'est l'ultra-droite qui serait le seul et unique danger. À propos de l'action de la mouvance avec laquelle il n'a pas pris la moindre distance, Arnault, dans un entretien avec le média Blast concède tout au plus qu'« il y a pu avoir des erreurs ». Le mot convient-il à l'assassinat d'un jeune ? Pour le reste, il n'était au courant de rien. Bien pratique, cette ignorance.

Avant ou après la mort de Quentin Deranque, les Insoumis n'ont pas changé leur théorème : le fascisme, c'est le danger absolu - et avec eux, on sait que les symptômes du « fascisme » apparaissent vite dès qu'on est à droite de LFI -, donc qui critique les méthodes de « l'antifascisme » se met de lui-même du côté des fascistes. Il devient dès lors suspect et interdit de les interpellier sur leurs liens, pourtant assumés, avec une ultragauche violente. Que le passé d'extrême droite de la victime, en dépit d'une récente conversion religieuse, soit connu, ne justifie cependant en rien ni son assassinat ni la clémence envers les « antifas ».

Jean-Luc Mélenchon va pourtant jusqu'à saluer le « courage » de Raphaël Arnault face au « harcèlement » qu'il a subi depuis le lynchage mortel de Lyon. Faisant le pari que l'indignation soulevée il y a moins de deux mois face à l'attitude des Insoumis est derrière eux. Et qu'on ne viendra plus les embêter avec ce drame. L'aplomb sans vergogne : la griffe de LFI. ■

Le Conseil d'État se penche sur la dissolution de la Jeune Garde, contestée par l'association antifa

Paule Gonzalès

Le rapporteur public du Conseil d'État n'a pas varié d'un iota entre le 7 août 2025 et le 11 février 2026. Dans ses conclusions, il a continué de préconiser le rejet des recours contre la dissolution de la Jeune Garde. Cette position sera rappelée ce vendredi à l'audience des 10^e et 9^e chambres du contentieux. En « chambre réunie » pour garantir plus d'objectivité, elles vont devoir infirmer ou confirmer la dissolution de l'organisation antifasciste et d'extrême gauche lyonnaise.

Cette dissolution était intervenue par décret du président de la République le 12 juin 2025 à la demande de Bruno Retailleau, alors encore ministre de l'Intérieur. Ce dernier avait reproché à ces « groupements de fait » de provoquer des « agissements violents contre les personnes » et des « provocations bien souvent suivies d'effets ». En l'occurrence, l'hôte de Beauvau accusait la Jeune Garde d'antisémitisme et d'incitation à la haine raciale après l'agression d'un jeune homme appartenant à la Ligue de défense juive.

Après la mort, le 12 février dernier, de Quentin Deranque, cette fois-ci militant de l'extrême droite, l'associa-

tion, fondée en 2018 par le député LFI Raphaël Arnault, avait été publiquement tenue pour responsable par plusieurs membres du gouvernement.

L'ironie de l'histoire est que la veille du drame mortel, le Conseil d'État, qui devait examiner au fond le recours de l'association contre sa dissolution, avait renvoyé l'affaire sine die. En pleine campagne des élections municipales, les Sages avaient en effet choisi de s'effacer et de reculer l'audience plutôt que d'être accusés d'interférences dans ce rendez-vous politique avec les Français.

Ce renvoi n'a rien changé au cours de l'histoire. D'une part, parce que rien n'a jamais empêché les membres d'une association dissoute de se reconstituer dans une autre entité pour poursuivre leurs activités et, d'autre part, parce que, juridiquement, un recours devant le Conseil d'État n'est pas suspensif d'un décret de dissolution.

Ce recours en annulation, également porté par le Gisti et la Ligue des droits de l'homme, était doublé d'un référé-suspension. Jugé le 7 août dernier, son caractère urgent a été réfuté par le Conseil d'État qui l'a renvoyé au fond pour deux raisons : l'association avait déposé son recours « le 3 août 2025, soit près de deux mois après l'adoption du décret de dissolution » et, d'autre part,

« la 10^e chambre de la section du contentieux du Conseil d'État » aurait été « en mesure d'inscrire la requête en annulation introduite par les requérants au rôle d'une formation de jugement sous trois mois ». Mais ce fut bien plus long que prévu puisque l'audience a été fixée ce vendredi. Aujourd'hui, avec la mort de Quentin Deranque, les lignes de défense de M^e Paul Mathonnet, conseil de la Jeune Garde, s'adapteront nécessairement à ce nouveau contexte.

Cette dissolution était intervenue par décret du président de la République, le 12 juin 2025, à la demande de Bruno Retailleau, alors ministre de l'Intérieur

Pour autant, les points de droit restent les mêmes : « les provocations à des agissements violents à l'encontre des personnes et des biens » et « la proportionnalité » de la mesure de dissolution. Concernant cette dernière, le 9 novembre 2023, le Conseil d'État a rappelé, après plusieurs décisions sur le même thème, qu'« une mesure de dissolution porte une atteinte grave à la liberté d'association, principe fondamental reconnu

par les lois de la République. Elle ne peut donc être mise en œuvre que pour éviter des troubles graves à l'ordre public ». Sous le prisme de l'affaire Deranque, il faudra beaucoup de dextérité et de persuasion du requérant pour convaincre les Sages du Palais-Royal.

Quant aux provocations, depuis la dissolution de l'association, ses membres ont toujours nié « les faits matériels » qui les confondraient et notamment les posts étant apparus sur le canal Telegram, dans un groupe nommé « Antifa Squads », réceptacle numérique des actions violentes. Pour autant, le rapporteur public aurait déjà balayé de la main leurs dénégations, estimant que leur apparition sur des réseaux sociaux différents n'exonère pas les auteurs de leur responsabilité. Le Conseil d'État va devoir se prononcer selon les critères stricts de sa propre jurisprudence : « Une dissolution n'est justifiée que lorsqu'une association ou un groupement incite des personnes à se livrer à des agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens - explicitement ou implicitement, par des propos ou des actes -, légitime publiquement des agissements d'une gravité particulière ou s'abstient de modérer des incitations explicites à commettre des actes de violence publiés notamment sur ses réseaux sociaux ». ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO

L'Ukraine frappe les installations pétrolières russes

Alain Barluet Correspondant à Moscou

Kiev concentre ses attaques de drones sur les ports de Russie, entraînant pour Moscou la perte d'environ 40% de ses exportations d'or noir.

Depuis plusieurs jours, l'air est appesanti d'une épaisse fumée au-dessus du grand port d'Oust-Louga, sur la Baltique, à 170 kilomètres à l'ouest de Saint-Petersbourg. Mardi, pour la quatrième fois depuis le 25 mars, une frappe de drones ukrainiens a endommagé les installations de ce terminal crucial pour l'exportation des produits pétroliers russes - en 2025, 32,9 de tonnes ont été expédiés depuis ses quais, soit près d'un tiers du volume total du pays. Lors de cette dernière frappe, la chute de débris de certains drones interceptés a endommagé trois immeubles résidentiels et deux classes d'une école, faisant trois blessés dont deux enfants, a indiqué le gouverneur de la région.

L'intensification de ces raids ciblés s'explique aisément : l'Ukraine redouble d'efforts pour que la Russie retire le moins de bénéfices possibles de la guerre qui se poursuit au Moyen-Orient. Kiev a ainsi multiplié les attaques de drones, ces jours derniers pour affaiblir la manne du pétrole exporté par la Russie dont les prix ont bondi depuis le début du conflit. Selon les calculs de Bloomberg, le prix moyen du baril de brut russe urals a augmenté de 11,30 dollars pour atteindre 73,24 dollars le baril. Les surplus journaliers engrangés par la Russie ont dépassé 150 millions de dollars.

À Oust-Louga, les frappes ont provoqué un incendie quasi-continu des réservoirs de stockage de pétrole et conduit à l'arrêt des expéditions. Parallèlement, dans la nuit du 22 au 23 mars, Primorsk, autre grand port sur le golfe de Finlande, a également subi des bombardements qui ont endommagé plusieurs réservoirs de carburant. Là aussi, l'incendie a duré quatre jours et était visible depuis le territoire finlandais.

Les attaques de l'Ukraine sur des sites énergétiques russes sont fréquentes notamment depuis un an, en représailles aux frappes massives de Moscou

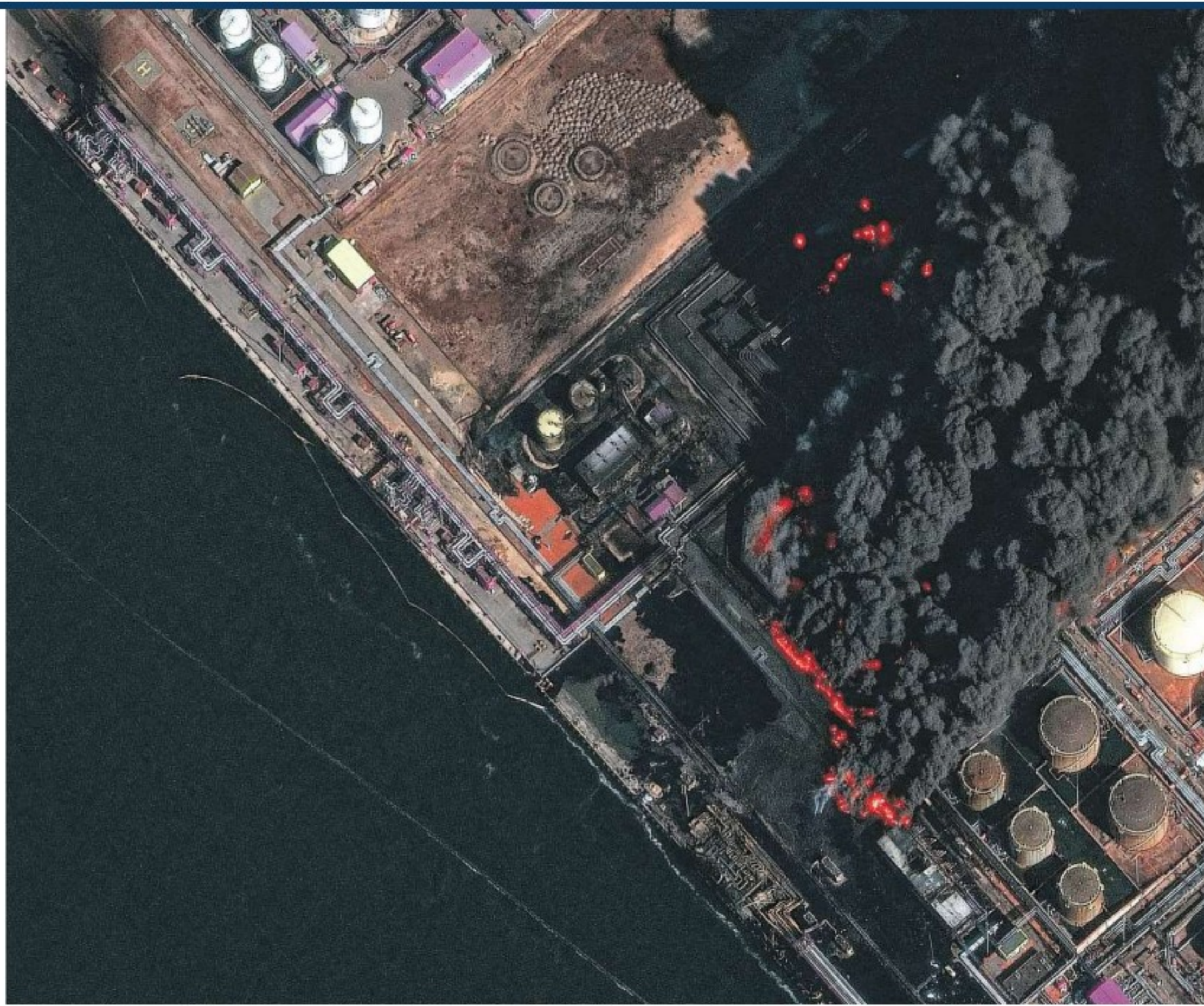
qui ont endommagé, au cours du rude hiver dernier, la majorité des centrales thermiques et électriques ukrainiennes. Cette fois, l'offensive de Kiev s'inscrit explicitement dans la séquence ouverte le 28 février par les bombardements lancés par les États-Unis et Israël contre l'Iran.

« Les forces ukrainiennes ont parfaitement choisi le moment et les cibles, au moment où la Russie cherche à exploiter au maximum ses capacités d'exportation », réagit un expert du secteur. Et outre les ports russes de la Baltique et de la mer Noire - tel Novorossisk -, les raffineries sont aussi dans la mire, dans la région de Saint-Petersbourg, de Krasnodar, au sud de la Russie, et du Bachkortostan, entre la Volga et l'Oural, soit très loin du front...

Résultat, du 22 au 29 mars, les exportations totales de pétrole de la Russie ont chuté de 43%, passant de 4,072 millions de barils/jour à 2,3 millions, toujours, selon Bloomberg. Il s'agit de la plus forte baisse depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en 2022. Pour illustrer cette forte chute durant cette semaine, vingt-deux pétroliers au total ont pu quitter les ports russes, soit quinze de moins que la semaine précédente. Concernant, les seuls ports d'Oust-Louga et de Primorsk, essentiels pour le trafic des hydrocarbures, les expéditions hebdomadaires ont plongé des

2,3 millions de barils par jour

Exportations totales de pétrole par la Russie du 22 au 29 mars, contre 4 millions de barils par jour avant les attaques de drones. La plus forte baisse depuis le début de la guerre en Ukraine, en 2022.



deux tiers. Quatre pétroliers ont été chargés à Primorsk, au lieu de dix la semaine d'avant et deux à Oust-Louga, contre huit auparavant.

Certes, pendant cette période, la hausse du prix du baril résultant de la guerre et du blocage du détroit d'Ormuz a en partie compensé les pertes. Mais celles-ci ont tout de même été conséquentes. Sur une semaine, la valeur des exportations de pétrole russe s'est établie à 1,4 milliard de dollars, soit 1 milliard de moins que la semaine précédente, d'après Bloomberg.

L'impact de la crise actuelle sur les revenus pétroliers de la Russie (environ 22% de ses recettes budgétaires) dépendra en bonne partie de la durée de la guerre au Moyen-Orient. Mais s'agissant d'Oust-Louga notamment, « nous pouvons nous attendre à ce que ses terminaux soient hors service pendant plusieurs mois », estime l'expert des questions pétrolières Konstantin Simonov, directeur du Fonds national pour la sécurité énergétique, un organisme proche des cercles officiels basé à Moscou. Autant de manque à gagner pour le financement du budget fédéral russe, sous forte pression compte tenu du coût de la guerre en Ukraine. Ceci alors que Moscou doit affronter des restrictions supplémentaires créées par les mesures britanniques contre la « flotte fantôme » russe : les pétroliers

sont désormais obligés de contourner la mer du Nord, ce qui allonge les itinéraires et augmente les coûts.

Cette offensive contre les infrastructures pétrolières russes a provoqué un regain de tension avec les pays Baltes, accusés par Moscou de faciliter les raids en tolérant le survol des drones ukrainiens. « La Russie prendra des mesures si les pays de l'Union européenne mettent effectivement leur espace aérien à la disposition des drones de l'Ukraine », a réagi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

« La Russie prendra des mesures si les pays de l'Union européenne mettent leur espace aérien à la disposition des drones de l'Ukraine »

Dmitri Peskov
Porte-parole du Kremlin

Toute cette affaire a mis sur les nerfs les blogueurs « Z-patriotes » et certains experts militaires qui accusent la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie d'autoriser le décollage des drones depuis leur territoire, afin de réduire la distance avec leurs cibles russes. « Il y a quelques jours un F/A - 18 Hornet de l'armée de l'air finlandaise a repéré et escorté

Une épaisse fumée noire s'élève du port d'Oust-Louga, le 27 mars, après une attaque ukrainienne sur des installations cruciales pour l'exportation des produits pétroliers russes.

VANTOR/VIA REUTERS

un de ces drones (se dirigeant vers la Russie). Pourquoi ne l'a-t-il pas abattu ? », affirme en s'insurgeant l'expert militaire Vladimir Popov dans les colonnes du très pro-Kremlin, Moskovski Komsomolets.

Dans le même temps, la Chine, grand partenaire de la Russie, se frotte les mains. Les aléas de la Baltique et le blocage d'Ormuz accréditent un resserrement des accords énergétiques entre Moscou et Pékin. Un premier signe serait l'accélération du laborieux projet de gazoduc Force de Sibérie 2, visant à relier les gisements de gaz russes de Yamal, sur les bords de l'océan Arctique, en Sibirie occidentale, à la province du Xinjiang, via la Mongolie. Mais d'ores et déjà, la Chine tire profit de la guerre en Iran et de la flambée du gaz : elle revend à des prix records sur le marché spot des volumes acquis grâce à ses contrats avantageux à long terme avec la Russie. ■

➤ Lire aussi PAGE 15

La Hongrie assume d'être un agent de Moscou à Bruxelles

Florentin Collomp
Correspondant à Bruxelles

« Je suis toujours à votre disposition. » Lors d'une conversation téléphonique dont le contenu a fuité dans la presse, le ministre hongrois des Affaires étrangères affirme clairement son état d'esprit auprès de son homologue russe, Sergueï Lavrov. Selon les révélations de trois médias est-européens, The Insider, VSquare et Delfi, Péter Szijjarto aurait fourni en « ligne directe » à Moscou « des informations stratégiques sur des questions cruciales » discutées au cours de réunions de l'Union européenne.

En l'occurrence, dans un appel téléphonique du 30 août 2024, le ministre hongrois, tout juste arrivé à Budapest de retour de Saint-Petersbourg, promet à Lavrov de faire son maximum pour obtenir le retrait de la sœur de l'oligarque Alisher Ousmanov d'une liste de sanctions européennes. « Nous ferons notre possible pour l'enlever », s'engage-t-il, selon la retranscription du coup de téléphone. Sept mois plus tard, c'était chose faite.

Un climat de suspicion et de paranoïa s'est emparé de Bruxelles depuis une série de révélations de fuites et d'espionnage de la part de membres de l'Union européenne au profit de la Russie. Péter Szijjarto a dénoncé pour la forme un « énorme scandale » à propos de ses conversations interceptées.

Sans toutefois nier sur le fond. « Les grandes oreilles ont pu constater que je disais la même chose en privé et en public », a réagi le ministre nationaliste, mardi, douze jours avant les élections législatives en Hongrie, où le Fidesz, le parti de Viktor Orban, au pouvoir depuis seize ans, est distancé dans les sondages.

La semaine dernière déjà, vingt-quatre heures après avoir qualifié de « fake news » un article du Washington Post révélant qu'il appelait régulièrement Sergueï Lavrov pour le tenir au courant des délibérations des Conseils des ministres des Affaires étrangères à Bruxelles, il avait fini par assumer ces contacts. « Je parle non seulement avec le ministre russe des Affaires étrangères, mais aussi avec nos partenaires américain, turc, israélien, serbe et d'autres, avant et après les réunions du Conseil de l'Union européenne », avait-il reconnu.

Selon le Washington Post, le Hongrois profiterait de pauses lors de réunions avec ses homologues pour tenir informé, en temps réel, son homologue russe Sergueï Lavrov. Grâce à ces appels, « depuis des années, la Russie est en quelque sorte présente à chaque réunion de l'Union européenne », assurait le média américain, citant une source anonyme.

La haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Kaja Kallas, s'est entretenue avec lui,

« réitérant l'importance de la confidentialité des discussions à huis clos ». La Commission s'est dite « très préoccupée » par ces informations et a réclamé des « éclaircissements » au gouvernement hongrois. Vendredi, lors d'une réunion des ambassadeurs des Vingt-Sept, les représentants de plusieurs pays ont pris la parole pour rappeler les principes de « coopération sincère » et de « confiance mutuelle » qui sous-tendent les travaux du Conseil. Les allégations selon lesquelles la Hongrie serait une taupe de Moscou ont également été qualifiées de « très graves » par Berlin. Péter Szijjarto, lui, a dénoncé des « ingérences étrangères » dans la campagne électorale hongroise.

Bruxelles n'a jamais été un modèle de discrétion, tant les sujets sont largement débattus entre fonctionnaires des différentes directions de la Commission, représentants des pays membres, institutions respectives et membres des groupes politiques au Parlement, sans compter les innombrables lobbies qui gravitent autour. Les fuites sont fréquentes, voire parfois institutionnalisées. La collusion entre la Hongrie et la Russie n'est un mystère pour personne, Viktor Orban s'étant ouvertement fait l'avocat de Vladimir Poutine en Europe sur la guerre en Ukraine. Pour le premier ministre polonais, Donald Tusk, apprendre que ses collaborateurs informent Moscou régulièrement n'est « une surprise pour personne ». « Nous avons ce soupçon depuis longtemps,

a-t-il confié. C'est l'une des raisons pour lesquelles je ne parle que lorsque c'est absolument nécessaire. »

C'est l'une des raisons aussi de la multiplication des formats « ad hoc » entre pays de confiance. Depuis plusieurs mois, les Conseils européens adoptent des conclusions à vingt-cinq, et non à vingt-sept, sur l'Ukraine, en raison des divergences de Budapest et Bratislava, rejoints depuis peu par Prague, avec le retour au pouvoir du premier ministre populiste Andrej Babis.

« Je parle non seulement avec le ministre russe des Affaires étrangères, mais aussi avec nos partenaires américain, turc, israélien, serbe et d'autres, avant et après les réunions du Conseil de l'Union européenne »

Péter Szijjarto
Ministre hongrois
des Affaires étrangères

C'est aussi l'une des justifications de la « coalition des volontaires » menées par Paris et Londres sur les garanties de sécurité à l'Ukraine. « Lors de la première session à Paris, le président Macron avait invité tous les Vingt-Sept, raconte un diplomate. À l'issue de la réunion, le premier ministre slovaque,

Robert Fico, avait aussitôt annoncé dans un tweet l'envoi prochain de soldats européens dans la guerre en Ukraine, ce qui était complètement faux. » Il n'a plus été convié, pas plus que Viktor Orban.

Un climat de défiance général s'est installé. « Tout le monde fait attention à ce qu'il dit », glisse un diplomate européen. Les barbouzeries se multiplient. La semaine dernière, l'enregistrement d'un coup de fil entre un journaliste de Politico et une conseillère d'Ursula von der Leyen à propos de l'Ukraine a été posté sur YouTube et amplement commenté dans les médias hongrois et slovaques. Rien d'explosif dans le contenu en question, mais un avertissement anonyme à bon compte qu'aucune conversation ne peut se dérouler à huis clos dans la « bulle » bruxelloise.

La paranoïa s'étend au-delà des Hongrois à Bruxelles. En Allemagne, des députés du Bundestag se sont récemment inquiétés de l'accès d'élus du parti d'extrême droite AfD à des documents confidentiels de l'UE dans la base de données EUDoX, notamment sur la défense antidrones ou les livraisons d'armes, au risque de les voir fuiter vers Moscou ou Pékin. L'AFD dément. L'an dernier, une mission de députés européens en Ukraine avait été annulée par Kiev lorsque des élus AfD s'y étaient inscrits, de peur de voir des secrets militaires transmis à l'ennemi. ■



Dans le Schleswig-Holstein, l'Allemagne s'entraîne contre les menaces russes

Aude Bariéty de Lagarde
Envoyée spéciale à Heiligenhafen (Schleswig-Holstein)

Au-dessus d'une vaste étendue d'herbe située juste au bord de la mer Baltique, sur le territoire de la petite ville côtière de Heiligenhafen (Schleswig-Holstein), un drone de fabrication artisanale doté d'une caméra et d'une fausse charge explosive s'élève dans le ciel gris de ce jeudi de mars. Soudainement, trois policiers vêtus et caquelonnés de noir, gilet pare-balles sur le dos, lunettes sobres sur le nez et casque antibruit sur les oreilles, sautent en dehors d'un van. Se positionnant en triangle, ces membres de l'unité spéciale de lutte contre les drones de la police régionale du Schleswig-Holstein lèvent leurs fusils de chasse et scrutent leur environnement.

Des coups de feu retentissent. À quelques dizaines de mètres de là, le drone tombe au sol, foudroyé. Objectif atteint : l'un des tirs a touché l'hélice de l'engin, mettant ce dernier hors d'état de nuire. Le tout sous les yeux de personnalités politiques, d'acteurs du monde de la défense et de représentants de la presse conviés à assister à l'acte final du Getex 2026 en Schleswig-Holstein, Land situé tout au nord de l'Allemagne, à la frontière du Danemark, bordé par la mer du Nord à l'ouest et la mer Baltique à l'est. Un lieu qui l'expose à la menace russe.

Interception de drones, arraisonnement de navires, désamorçage de bombes, transport de blessés... Pendant quatre jours, de nombreuses mises en situation ont été pratiquées en Allemagne dans le cadre de cet exercice conjoint de lutte contre le terrorisme. Il s'agissait de la deuxième édition à l'échelle fédérale du Getex, initialement créé en 2017. En raison de l'instabilité géopolitique mondiale, cet exercice a pris une ampleur importante.

Ses enjeux, eux, n'en sont que plus cruciaux : anticiper de multiples scénarios de « menaces intérieures ou extérieures », notamment sur des infrastructures critiques ; peaufiner la coordination des acteurs - armée, police fédérale, police régionale... - chacun dans son rôle et avec ses attributions ; mais aussi, de l'aveu même du ministre-président du Schleswig-Holstein, Daniel Günther (CDU), envoyer un « signal à la population » visant à démontrer que l'Allemagne est « bien préparée ». De concert, les différentes autorités ont salué le « franc succès » de l'exercice.

Cette année, le Getex était « conçu et coordonné » par la police régionale du Schleswig-Holstein. Un choix qui date de 2020 et donc « pas lié à un événement particulier actuel », précisent au Figaro les organisateurs. « La planification des scénarios a pris en compte des phénomènes observés par les autorités de sécurité à l'échelle mondiale, afin d'être préparé au mieux aux défis futurs ». Plusieurs scénarios de l'exercice se sont déroulés dans la mer Baltique.

« Nous nous sommes, par exemple, entraînés à intercepter différents types d'embarcations. Compte tenu de la situation sécuritaire actuelle - notamment en ce qui concerne la flotte fantôme russe - il est important de s'entraîner à gérer de telles situations », souligne Magdalena Finke, ministre régionale de l'Intérieur (CDU). « Ici, la question de la flotte fantôme nous préoccupe évidemment particulièrement », renchérit Maren Freyher, directrice de la police régionale, évoquant, elle aussi, ces navires tentant de contourner les sanctions.

« Cible d'une guerre hybride »

Un mois avant le Getex, le Schleswig-Holstein avait déjà accueilli le volet maritime de l'opération Steadfast Dart de l'Otan, sur la base d'entraînement de la Bundeswehr à Putlos. Un exercice de débarquement qui a mobilisé 2600 soldats de la Force de réaction alliée (ARF), plusieurs navires espagnols et turcs, des avions de combat Eurofighter, des hélicoptères de combat et de transport, des véhicules d'assaut amphibies... « Si quelque chose se passe sur le flanc est, les troupes de l'Otan doivent se déployer rapidement - et ce, via l'Allemagne », a déclaré le ministre de la Défense, Boris Pistorius (SPD), qui a assisté à l'exercice. Et la Bundeswehr d'ajouter : « La Russie intensifie ses activités en mer Baltique et menace l'Alliance de multiples façons, mais l'Otan peut compter sur l'Allemagne comme plaque tournante ».

C'est au Schleswig-Holstein que des drones ont été repérés fin septembre 2025 au-dessus d'« infrastructures critiques et d'installations militaires ». Après cette première alerte, des incidents de ce type se sont multipliés sur le territoire allemand, obligeant parfois des aéroports à cesser momentanément leurs activités, comme à Munich et à Berlin. Les autorités ont pointé du doigt le rôle de la Russie, accusant Vladimir Poutine de mener une « guerre hybride » contre l'Europe et notamment contre l'Allemagne à coups de désinformation, de cyberattaques ou encore de sabotages. Dans plusieurs affaires, aucun lien avec Moscou n'a cependant été pour l'heure établi, même si les soupçons demeurent. C'est le cas de l'arrestation d'un Roumain et d'un Grec suspectés d'avoir tenté de détériorer des navires de l'armée sur un chantier naval à Hambourg, État-région au sud-est du Schleswig-Holstein.

Que ces attaques soient d'origine intérieure ou extérieure, les autorités allemandes les prennent au sérieux. Fin janvier, le Bundestag a adopté une loi « pour le renforcement de la résilience des installations critiques ». L'occasion pour l'exécutif de rappeler que la situation est préoccupante. « L'Allemagne n'est pas en guerre, mais nous sommes la cible d'une guerre hybride. Le sabotage, l'espionnage, l'agression par des puissances étrangères, le terrorisme sévissent dans notre pays, a martelé le ministre de l'Intérieur, Alexander Dobrindt (CSU). Il est de notre devoir de veiller à mettre en œuvre des mesures de résilience. »

Faute d'accord, Trump promet de renvoyer l'Iran à « l'âge de pierre »

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Dans son premier discours depuis le début de la guerre, le président américain a vanté les succès contre Téhéran, mais annoncé que les opérations continueraient.

La guerre en Iran est bientôt terminée, mais pas tout à fait. « Nous allons finir le travail, et nous allons le faire très rapidement. Nous y sommes presque », a dit le président américain mercredi soir dans son premier discours en direct à la nation depuis le début d'une guerre qu'il avait annoncée par un message vidéo préenregistré. Il a vanté les succès « sans précédent » remportés par un mois de campagne aérienne américaine et israélienne. Il a affirmé que l'Iran était « vaincu et complètement annihilé », « tant sur le plan militaire qu'économique ». Il a assuré que le monde entier était « ébahi par la puissance de l'armée américaine ».

Mais, pourtant, les opérations se poursuivront « pendant deux ou trois semaines », a-t-il annoncé. « Nous sommes en bonne voie pour atteindre tous nos objectifs militaires sous peu, sous très peu », a expliqué Trump, tout en affirmant avoir déjà atteint ses objectifs militaires : destruction de l'aviation et de la flotte iranienne, de ses moyens de projection, par des missiles ou par son réseau d'alliés régionaux, et de son programme nucléaire.

Il a annoncé de nouveaux bombardements. « Nous allons les frapper extrêmement fort. Au cours des deux à trois prochaines semaines, nous allons les ramener à l'âge de pierre, là où est leur place », a-t-il lancé, reprenant une expression attribuée au général Curtis LeMay, chef d'état-major de l'US Air Force pendant la guerre du Vietnam.

Au lieu du discours attendu par une opinion américaine majoritairement opposée à une nouvelle guerre au Moyen-Orient, et par des marchés financiers de plus en plus nerveux face aux conséquences économiques du conflit, et qui espéraient l'annonce de la fin des opérations, Trump n'a fait que reprendre les thèmes de ses nombreux messages et interviews de ces dernières semaines. L'air fatigué, il a répété les motifs qu'il avait énumérés au début de la guerre, soulignant le danger que représentait la perspective d'un Iran nucléaire, expliquant qu'il avait dû prendre la décision d'attaquer parce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait osé le faire.

Mais au lieu de confirmer ses déclarations de ces derniers jours laissant entendre que les opérations touchaient à leur fin et que des négociations avec l'Iran étaient en cours, il a exhorté les Américains à la patience. Il a rappelé la durée bien plus longue des précédents conflits auxquels ont participé les États-Unis, depuis les deux guerres mondiales jusqu'au Vietnam et à l'Irak, en les comparant aux résultats obtenus en seulement 32 jours d'opérations contre l'Iran. Il a aussi démenti avoir voulu changer le régime iranien, comme il

l'avait pourtant répété au début de l'offensive, tout en affirmant avoir quand même changé de régime. « Nous n'avons jamais parlé de changement de régime, mais celui-ci s'est produit en raison du décès de tous leurs dirigeants du début de la guerre. Ils sont tous morts. Le nouveau groupe est moins radical et beaucoup plus raisonnable », a dit le président. Il ne s'est pas étendu sur les négociations qu'il a annoncées à plusieurs reprises, et n'a pas mentionné la lettre au peuple américain diffusée par le président iranien, Massoud Pezeshkian, expliquant juste que des pourparlers se déroulaient.

« Cependant, si aucun accord n'est conclu pendant cette période, nous avons des cibles stratégiques comme objectifs », a prévenu Trump. « Nous allons frapper très fort, et probablement simultanément, chacune de leurs centrales électriques. Nous n'avons pas frappé leurs installations pétrolières... mais nous pourrions les frapper et ils ne pourraient absolument rien y faire. Ils n'ont aucun système anti-aérien. Leurs radars sont anéantis à 100 %. En tant que force militaire, nous sommes inarrêtables. »

« À ces pays qui ont refusé de participer à la décapitation de l'Iran (...) : premièrement, achetez du pétrole aux États-Unis d'Amérique. Nous en avons en abondance. Et deuxièmement, faites preuve d'un peu de courage, même tardif (...) : allez dans le détroit (d'Ormuz), prenez-le, protégez-le, utilisez-le pour vous-mêmes »

Donald Trump

Trump avait déjà menacé la semaine dernière de détruire les infrastructures iraniennes dans un délai de 48 heures si l'Iran ne rouvrait pas la circulation maritime dans le détroit d'Ormuz, que Téhéran a fermé depuis le début du conflit, empêchant le passage des pétroliers et menaçant l'économie mondiale d'une nouvelle crise pétrolière. Il avait ensuite prolongé l'ultimatum de cinq, puis de dix jours, le faisant arriver à échéance le 6 avril prochain. Mais l'Iran n'a pas donné de signe laissant entrevoir une volonté de rouvrir le détroit tant que les bombardements continuent.

Trump n'a évoqué le détroit d'Ormuz que pour se défaire du problème, expliquant que les États-Unis, « qui produisent plus de pétrole que l'Arabie saoudite et la Russie réunies » ne sont pas concernés. Il a laissé la responsabilité de son ouverture aux Européens et aux

Asiatiques qui dépendent du Moyen-Orient pour leur approvisionnement en hydrocarbures. « Ils peuvent le faire facilement. Nous les aiderons, mais c'est à eux de prendre l'initiative pour protéger le pétrole dont ils ont si désespérément besoin », a-t-il ajouté, reprenant ses critiques contre ses alliés européens qu'il avait ces derniers jours critiqués pour avoir refusé de participer à la guerre. « À ces pays... j'ai des suggestions : premièrement, achetez du pétrole aux États-Unis d'Amérique. Et deuxièmement, faites preuve d'un peu de courage, même tardif. Vous auriez dû le faire avec nous comme nous vous l'avons demandé : allez dans le détroit, prenez-le, protégez-le, utilisez-le pour vous-mêmes », leur a lancé Trump. « L'Iran a été pratiquement décimé. Le plus dur est fait. Cela devrait donc être facile ».

Mais Trump a aussi expliqué que le détroit ne serait pas fermé très longtemps. « De toute façon, lorsque ce conflit sera terminé, le détroit s'ouvrira naturellement, a-t-il dit. (Les Iraniens) voudront pouvoir vendre du pétrole, car c'est tout ce qu'ils ont pour tenter de se reconstruire. L'approvisionnement reprendra et les prix de l'essence redescendront rapidement. Les cours de la Bourse remonteront rapidement. »

Le président américain a aussi minimisé l'impact économique de la guerre auprès des Américains. « Beaucoup de gens s'inquiètent de la récente hausse des prix de l'essence ici, chez nous », a dit Trump. « Cette hausse à court terme est entièrement due aux attaques terroristes insensées menées par le régime iranien contre des pétroliers... C'est une preuve supplémentaire qu'on ne peut en aucun cas faire confiance à l'Iran ». Il a expliqué que les cours de la Bourse « n'ont pas beaucoup baissé. Nous nous portons beaucoup mieux que je ne le pensais. Nous avons dû faire ce petit détour par l'Iran pour nous débarrasser de cette horrible menace, mais notre économie est solide et s'améliore de jour en jour, et elle va bientôt rebondir comme jamais auparavant. Elle dépassera les niveaux d'il y a un mois ».

Le blocage du détroit d'Ormuz demeure pourtant le point d'achoppement de toute l'opération. La menace que l'Iran fait peser sur l'économie mondiale n'a pas encore atteint le niveau d'une crise économique et énergétique en grande partie parce que les marchés comptent toujours sur la fin rapide du conflit. La prolongation des opérations risque d'augmenter leur nervosité. Le discours triomphant d'un président qui continue de nier l'existence même du problème ne devrait pas contribuer à les rassurer, pas plus qu'une opinion américaine majoritairement opposée à une nouvelle guerre au Moyen-Orient, régulièrement présentée depuis plusieurs semaines comme une victoire totale. ■



« Nous avons vaincu et annihilé l'Iran », a déclaré le président américain, Donald Trump, lors de son premier discours en direct à la nation depuis le début de la guerre, mercredi, à Washington. ALEX BRANDON/VIA REUTERS

Sébastien Falletti
Envoyé spécial à Tokyo et Séoul

Le président français a entamé jeudi sa visite en Corée du Sud, en quête de nouveaux points d'appui en Asie du Nord-Est.

Des couloirs feutrés du palais impérial de Tokyo à l'austère mémorial de la guerre de Corée à Séoul, la troisième journée de la tournée d'Emmanuel Macron en Asie du Nord-Est devait être celle des pépiements et du silence recueilli. Donald Trump en aura finalement décidé autrement.

Dès son atterrissage dans la capitale de Corée du Sud, ce jeudi 2 avril, le président français, accompagné de son épouse, Brigitte, s'est incliné longuement devant une gerbe déposée en l'honneur des 269 morts du Bataillon français de Corée, tombés dans le premier conflit « chaud » de la guerre froide. En costume sombre, Macron a rendu hommage à ces « volontaires » fauchés aux côtés de leurs « frères d'armes coréens » et américains à 9 000 km de l'Hexagone, face aux troupes de la Corée du Nord et de la Chine de Mao.

Un temps mémoriel pour lancer sa première visite au pays du Matin-Calmé, en quête de « convergence » stratégique avec cette puissance technologique elle aussi bousculée par le champion de l'Amérique d'abord.

Au pays du kimchi, l'hôte de l'Élysée a fait tomber le masque de zénitude affiché durant son étape au Japon. Macron a fermement répliqué aux nouvelles attaques lancées par le président américain à l'encontre de la France et ciblant cette fois le couple présidentiel. « Ces propos ne sont ni élégants ni à la hauteur », a déclaré le président face aux journalistes présents dont *Le Figaro*. Quelques heures plus tôt, Trump avait accusé son homologue français de se « faire maltraiter par sa femme », dans un vidéo postée sur YouTube, après avoir lancé une nouvelle diatribe contre l'Otan lors d'une adresse à la nation sur la guerre en Iran.

Piqué au vif, Macron a pilonné à son tour l'approche erratique de l'hôte de la Maison-Blanche dans le conflit au Moyen-Orient. « Ça parle trop, ça va trop dans tous les sens ! On a tous besoin de stabilité, de calme, de retour à la paix,



Jeudi, au Mémorial de la guerre, à Séoul, Emmanuel Macron et son épouse, Brigitte, ont rendu hommage aux 269 morts du Bataillon français de Corée.

À Séoul, Emmanuel Macron réplique vertement à Donald Trump

ce n'est pas un spectacle. On parle de choses trop graves, de civils tués », s'est emporté le dirigeant français devant l'imposant bâtiment de pierre bâti à la mémoire d'un conflit intercoréen qui a fait plus de trois millions de victimes.

Alors qu'il tente de « diversifier » les partenariats auprès des puissances moyennes d'Asie du Nord-Est, l'hôte de l'Élysée a accusé Washington de saper l'Alliance atlantique. « Si on crée chaque jour le doute sur son engagement, on en vide la substance », a-t-il prévenu. Et de réaffirmer l'urgence d'une désescalade au Moyen-Orient, assortie d'un cessez-le-feu.

Ce contexte tumultueux offre un angle d'approche auprès de la quatrième économie d'Asie, alliée de l'Amérique frappée de plein fouet par le choc énergétique de la guerre en Iran, et dont 70 % des besoins en hydrocarbures proviennent du Golfe. « Nous sommes tous victimes » de ce conflit a déclaré

Macron avant de retrouver le président Lee Jae-myung pour un dîner de travail à la Maison-Bleue, le palais présidentiel niché sur les hauteurs de la tentaculaire capitale. Le jour même, le dirigeant appelait à un budget d'urgence de 17 milliards de dollars pour amortir l'effet de la hausse des cours sur le pays de 51 millions d'habitants.

« Coordination stratégique »

Campé face à la Corée du Nord de Kim Jong-un, prise en étau entre la Chine renaissante de Xi Jinping et les coups de bottes du champion de l'Amérique d'abord, Séoul est plus que jamais confronté à un environnement géopolitique ardu. Alors que le garant américain de sa sécurité sème le trouble en repositionnant des éléments de batteries THAAD de la péninsule vers le Moyen-Orient, l'administration Lee est en quête de nouveaux points d'appui pour traverser les tempêtes.

Dans un monde marqué par la rivalité géopolitique et l'incertitude systémique, la « convergence » entre les démocraties devient une « nécessité stratégique » affirme Lee dans une tribune publiée dans *Le Figaro*. Avec pour ambition de passer d'un « partenariat » à une « coordination stratégique », à l'occasion du sommet qui se tient ce vendredi 3 avril. Au menu, des coopérations en matière d'intelligence artificielle « souveraine », de sécurité économique, de nucléaire mais pas de grands contrats en vue, avec un pays qui importa la TGV dans les années 1990 et s'est mué aujourd'hui en concurrent planétaire, de l'atome à la défense.

« La guerre en Iran expose l'inconstance des États-Unis. La Corée du Sud, comme le Japon, va devoir apprendre à se battre avec très peu d'aide de leur part. L'Europe et la Corée doivent apprendre à travailler plus ensemble, mais elles font face à la tyrannie de la

distance », juge Paik Wooyeal, professeur à l'Université Yonsei.

Une gageure alors que les élites sud-coréennes sont aimantées par l'Amérique et regardent le Vieux Continent comme un art de vivre plutôt que comme un partenaire de gros temps. L'Europe doit être « regardée différemment » a imploré Macron, conscient du fossé persistant.

Longtemps angle mort de la pensée stratégique française, la Corée du Sud attire désormais les regards portés par ses puissants chaebols comme Samsung, Hyundai ou LG, à la pointe des technologies de demain des semi-conducteurs aux batteries, tout comme son nouveau soft power porté par le succès planétaire de la K culture. « Le regard sur la Corée a certes changé, mais le défi est de donner plus de consistance au partenariat », juge Philippe Li, fondateur du think-tank Key, à Séoul. En allant au-delà des déclarations d'intention d'un sommet. ■

La Chine tente une médiation entre Kaboul et Islamabad

Margaux Benn

Le conflit entre l'Afghanistan et le Pakistan, occulté par la guerre au Moyen-Orient, pourrait avoir des répercussions significatives dans la région.

Il y a encore cinq ans, alors que les talibans étaient engagés dans une guérilla de deux décennies contre l'« envahisseur » américain, le Pakistan était leur plus fidèle allié. Quatre ans plus tard, voilà les nouveaux maîtres de l'Afghanistan et les autorités pakistanaises à couteaux tirés, engagés dans une « guerre ouverte » selon Islamabad. Depuis 2021, les tensions croissent dangereusement... Mais à partir de l'automne dernier, des frappes aériennes, des échanges de tirs et des incursions terrestres ont fait des centaines de morts, dont de nombreux civils. D'abord circonscrit à la région frontalière, le conflit a débordé jusque dans les grandes villes des deux pays. Après une accalmie, la guerre s'est intensifiée fin février. Le 16 mars, 400 patients d'un centre pour toxicomanes de la capitale afghane ont été tués par une frappe pakistanaise selon les chiffres des talibans.

À l'origine des tensions, il y a le contentieux historique de la « ligne Durand » : depuis qu'Islamabad a décidé en 1947 d'en faire sa frontière internationale, aucun régime afghan ne l'a jamais reconnue car elle trace une division inégale de la population pachtoune, dont les deux tiers se retrouvent côté pakistanaise, rappelle l'anthropologue Georges Lefeuve dans une récente note pour l'Iris. Avec l'insurrection baloutche qui persiste dans cette même région, « la sécurisation de la frontière afghane apparaît comme une priorité stratégique », souligne le chercheur. Le Pakistan a constamment soutenu

le mouvement pachtoune des talibans depuis sa création en 1994, dans l'espoir qu'il s'accommoderait de cette frontière. Avec le retour au pouvoir des « Étudiants en religion » à Kaboul, en 2021, Islamabad espérait en retour une reconnaissance de la ligne Durand... En vain.

Pire : les talibans ont depuis lors renvoyé les éléments du TTP (les talibans pakistanais, distincts du groupe afghan) présents en Afghanistan de l'autre côté de la frontière, d'où ils multiplient les attaques meurtrières. Entre août 2021 et mars 2026, 5 495 Pakistanais sont morts à cause d'un terrorisme qu'Islamabad associe au soutien tacite de Kaboul. Récemment, le Pakistan a redoublé d'efforts pour écraser ce groupe armé. Et, furieux du soutien direct au TTP dont ils accusent les talibans afghans, le Pakistan a également expulsé plus de 2,5 millions de réfugiés afghans pour exercer une pression sur Kaboul, aux prises avec une crise économique si grave qu'elle s'est muée en catastrophe humanitaire.

Mercredi, des représentants des services de sécurité ainsi que des ministères de la Défense et des Affaires étrangères des deux pays se sont retrouvés à Urumqi, dans la région autonome chinoise de Xinjiang, à l'initiative de Pékin. « Il s'agit en fait de la continuation d'un processus de dialogue trilatéral Chine-Afghanistan-Pakistan, commencé en 2017 », du temps de la République islamique d'Afghanistan, tempère Didier Chaudet, spécialiste de la région et cofondateur de l'Observa-

toire de la nouvelle Eurasie. Pékin, qui a investi environ 65 milliards de dollars dans un projet de corridor économique entre la Chine et le Pakistan censé être la colonne vertébrale de son ambitieuse initiative des « nouvelles routes de la soie », veut s'assurer que la région ne verse pas dans une trop grande instabilité. Alors qu'évoluent à sa frontière avec l'Afghanistan des groupes djihadistes, dont des membres de la rébellion ouïghoure, la Chine redoute qu'une région trop instable favorise l'expansion de cette menace son territoire national.

« Des deux côtés, l'idée de concessions réelles semble difficile »

Didier Chaudet Cofondateur de l'Observatoire de la nouvelle Eurasie

De précédents efforts de médiation - turcs, qataris - n'avaient rien donné. Mercredi, un responsable pakistanais confiait frileusement à l'AFP que la rencontre au Xinjiang était « destinée à fonder les bases d'un dialogue plus large ». Jeudi, Islamabad décrivait déjà qu'il incombait à Kaboul de mettre fin au conflit. Les autorités talibanes, pour leur part, n'ont même pas officiellement confirmé la rencontre. « Des deux côtés, l'idée de concessions réelles semble difficile », souligne Didier Chaudet. Les talibans afghans, qui ne veulent pas s'opposer trop fermement à leurs anciens frères

d'armes du TTP, auraient proposé de signer mercredi un document affirmant qu'il s'opposerait à leurs actions contre le Pakistan... « Mais la partie pakistanaise veut une assurance plus concrète qu'un document signé », a appris le chercheur.

« Il est su, à Pékin, que le dialogue ne portera pas immédiatement des fruits. Mais les principaux objectifs chinois auront été atteints : se montrer fidèle à l'allié pakistanais ; faire comprendre aux Afghans que leur intégration économique dans la région dépend de la question contre-terroriste ; et enfin, faire en sorte que la Chine soit vue, naturellement, comme un médiateur crédible dans la région », conclut Didier Chaudet.

Largement éclipsé par la guerre au Moyen-Orient, cet autre conflit aux portées régionales pourrait avoir des répercussions significatives. « Les grands enjeux régionaux apparaissent étroitement imbriqués, souligne Georges Lefeuve dans la note de l'Iris, évoquant « un environnement régional extrêmement précaire » que n'apaisent pas « les désastres climatiques » à répétition. « Le Pakistan, pour sa part, se voit rappeler qu'il est pris en étau entre deux ennemis : l'Afghanistan des talibans et l'Inde des nationalistes hindous... De quoi alimenter un sentiment de citadelle assiégée qui, sous certaines conditions, pourrait nourrir de nouvelles crises en Asie du Sud », met en garde Didier Chaudet.

Si le régime afghan venait à se radicaliser davantage ou à s'effondrer, le groupe État islamique du Khorasan (EI-K), la

branche régionale de Daech née sur le sol afghan et que combattent les talibans, pourrait en sortir fortifiée après des revers considérables depuis un an et demi. « La guerre afghano-pakistanaise ajoutée aux bombardements américano-israéliens en Iran pourrait offrir un contexte favorable à sa résurgence », prévient Didier Chaudet. Pour l'Iran, lui-même affaibli par les bombardements américains et israéliens, les tensions entre Islamabad et Kaboul « pourraient signifier une montée en puissance du séparatisme baloutche ou du djihadisme sunnite, les deux pouvant trouver un refuge en Afghanistan dans ce contexte », ajoute le spécialiste.

En attendant, les populations sont les premières victimes de ce conflit. Selon l'ONU, depuis le 26 février, au moins 76 civils afghans ont été tués, en plus des centaines de morts lors de la frappe contre le centre de désintoxication. Les survivants du massacre, eux, ont été transférés dans une autre structure selon les autorités... « Mais certains sont restés sur place, dans des conditions très dégradées car une partie du centre est toujours détruite. D'autres patients ont disparu. Des familles viennent même au siège de la télévision pour nous supplier de les aider à retrouver leurs proches », décrit Farshad Daryush, journaliste à la chaîne télévisée Tolo News à Kaboul. Selon un avocat pakistanais spécialiste des droits des réfugiés, Islamabad a pour sa part arrêté de délivrer des visas aux ressortissants afghans à Kaboul. ■

« Désarmer les polices municipales. » Le slogan fait florès au sein d'une certaine gauche, comme en Mai 68 le rêve estudiantin de trouver « sous les pavés la plage ». Il faut savoir qu'en France, les policiers municipaux sont 28 000 répartis dans un peu plus de 3 800 communes et que 58 % sont détenteurs d'une arme de poing. Les autres armes, non létales quant à elles, peuvent compléter la dotation ou constituer le seul armement à disposition de l'agent. Elles vont du pistolet à impulsion électrique (type Taser) au lanceur de balle de défense (LBD ou flash-ball), en passant par le bâton de défense (tonfa), sans oublier la bombe lacrymogène.

Parler de policiers municipaux armés, au sens légal, c'est parler de plus de 21 700 agents. Mais ceux qui sont dotés d'une véritable arme à feu, une arme qui peut ôter la vie, pistolet ou revolver au sens où l'entend l'opinion, ne représentent que 16 500 policiers municipaux environ. Le nouveau maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, élu dès le premier tour, a donc annoncé qu'il songeait à retirer, au moins pour partie, les armes que ses 120 policiers municipaux de terrain (sur 160 agents) portent durant leur service. Il veut commencer par les LBD, honnis par l'extrême gauche, tant ils ont causé de blessés durant la répression du mouvement des « gilets jaunes ».

Bally Bagayoko ne s'interdit pas de retirer aussi de la circulation un certain nombre d'armes de poing chez ses agents. « Les armes à feu, pour l'instant, nous les gardons, avec un processus de désarmement. Ça, ça passe d'abord par la définition d'une doctrine. Nous y allons piano piano », a-t-il nuancé sur France 2. « Avant 2020, la police municipale n'était pas armée », a-t-il rappelé.

Son ami Manuel Bompard, coordinateur national de LFI, abonde dans son sens en défendant le principe d'un désarmement progressif. « Le maire s'inscrit dans une démarche progressiste. C'est une première étape », a-t-il expliqué, le 27 mars, sur Franceinfo, précisant qu'une évaluation des équipements serait menée « pour déterminer ceux qui sont pertinents » dans le cadre d'une concertation. « Il ne s'agit pas d'imposer, mais de discuter », a-t-il souligné. On l'aura compris néanmoins : le sens de l'histoire pour les LFI, c'est le désarmement, et le chemin pour y parvenir sera certainement sinueux. L'affaire a eu des répercussions, en tout cas, jusque sur la Côte d'Azur.

Le nouveau maire de Nice, Éric Ciotti, affirme avoir « déjà reçu cinq candidatures de policiers municipaux » qui ne se sentent plus trop en phase avec les nouvelles directives de ces nouveaux exécutifs. Un directeur de police municipale de la côte, dans une ville de plus de 50 000 habitants, nous confirme, pour sa part, avoir été approché sur LinkedIn par « de visibles futurs candidats ».

Le nouveau maire de Nice, Éric Ciotti, affirme avoir « déjà reçu cinq candidatures de policiers municipaux » qui ne se sentent plus trop en phase avec les nouvelles directives de ces nouveaux exécutifs. Un directeur de police municipale de la côte, dans une ville de plus de 50 000 habitants, nous confirme, pour sa part, avoir été approché sur LinkedIn par « de visibles futurs candidats ».

« Les villes comme Saint-Denis ne sont pas de petits bourgs tranquilles, mais des villes tenues par les narcotrafiquants armés et violents »

Frédéric Lauze

Secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale

Les Insoumis n'ont pas uniquement acquis, avec leurs alliés, la ville de Saint-Denis. Dans le même département, en Seine-Saint-Denis, ils ont aussi triomphé à La Courneuve et au Blanc-Mesnil. Mais encore à Creil, dans l'Oise, à Saint-Fons, à Vaulx-en-Velin et à Vénissieux, dans le Rhône, à Roubaix, dans le Nord, ainsi que dans des communes de taille plus modeste.

Sur le plan national, exprimant « son plus grand scepticisme quant à l'avenir sécuritaire de ces villes », le Syndicat de défense des policiers municipaux (SDPM) a lancé, le 24 mars, un mot d'ordre sans équivoque : « Les policiers municipaux doivent fuir les communes LFI. »

« Je considère que le désarmement opéré par les maires LFI va gravement mettre en danger les policiers municipaux, alerte Éric Ciotti. Je comprends leur souhait de retrait, d'autant qu'ils travaillent dans des zones extrêmement difficiles, très souvent au cœur de cités gangrenées par le trafic de drogue et naturellement ils sentent qu'ils risquent d'être des cibles sans armes. »

L'édile niçois ajoute : « J'ai personnellement proposé après mon élection à

Désarmement des polices municipales : l'onde de choc des promesses de LFI

Jean-Marc Leclerc

Les annonces du maire de Saint-Denis n'inquiètent pas seulement les policiers. D'Éric Ciotti à David Lisnard, plusieurs élus regrettent le long désengagement de l'État au plan sécuritaire.



« Les armes à feu, pour l'instant, nous les gardons, avec un processus de désarmement. Ça, ça passe d'abord par la définition d'une doctrine. Nous y allons piano piano », déclare Bally Bagayoko, maire LFI de Saint-Denis. L. MARIN/AFP

la mairie, le 27 mars dernier, d'accueillir les policiers de Seine-Saint-Denis ou des villes LFI. » Pourtant, Éric Ciotti, qui a choisi l'alliance avec le Rassemblement national, n'ignore pas que la police municipale de sa ville est déjà largement dotée en effectifs, avec plus de cinq cents agents.

Le nouvel homme fort de Nice ne veut pas se limiter à la question de l'armement. La stratégie globale du gouvernement l'inquiète tout autant : « La police municipale, aujourd'hui, pallie de plus en plus le désengagement de l'État », dénonce-t-il. Selon lui, « à Nice, il manque 250 policiers qui avaient été promis par M. Darmanin et qui ne sont jamais arrivés », même après les changements de ministres de l'Intérieur. « On assiste de plus en plus à un affaiblissement de l'État régalien au profit de l'État-providence, de l'État social qui distribue un argent qu'il n'a pas, et ce au détriment de missions qu'il n'assume plus et qui sont pourtant sa raison d'être », déplore-t-il.

Ce constat est partagé par le président de l'Association des maires de France (AMF), David Lisnard, réélu maire de Cannes au premier tour avec plus de 81 % des suffrages. Il rappelle que l'effort réclamé aux communes pour pallier les carences de l'État s'élève à « 2,3 milliards d'euros par an ! ».

Lui non plus n'hésite pas à dire que « cette montée en puissance des polices municipales est le fruit du recul de la présence des forces policières nationales sur le terrain ». Et il en profite pour rappeler le gouvernement à l'ordre : « Avec l'AMF, nous avons beaucoup poussé et bien travaillé avec le ministère de l'Intérieur pour que les moyens juridiques soient étendus, à la main du maire, notamment pour sécuriser l'action des polices municipales dans leurs missions de proximité. On attend toujours que le texte soit adopté à l'Assemblée. »

Il poursuit : « Tout cela ne résoudra rien si l'État ne fait pas son travail. La décision de créer une police municipale,

ou de l'armer, ou s'agissant de ne plus l'armer, quoi qu'on en pense - et personnellement, à Cannes, j'ai fait le choix inverse - relève de la liberté locale au nom de la libre administration de la commune. Les habitants ont voté. » Tandis que le sujet de l'armement agite le landerneau politique, le puissant patron de l'AMF recadre ainsi le débat : « La question qu'il faut poser est donc avant tout : que fait l'État ? »

Ce n'est pas tous les jours que l'on verra des élus de la droite républicaine et des élus issus de l'extrême gauche émettre quasiment la même critique. Car Manuel Bompard, au nom de son camp, fustige lui aussi les mauvais calculs du gouvernement lorsqu'il déclare : « Une police municipale ne doit pas se substituer à une police nationale. »

« L'arme ne fait pas tout mais, dans les secteurs les plus exposés, on ne peut pas demander à des policiers municipaux d'assurer la sécurité des autres s'ils ne sont pas en capacité d'assurer leur propre sécurité », gronde le directeur de l'une des vingt-quatre polices municipales comptant plus d'une centaine d'agents en France.

Frédéric Lauze, le secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), renchérit : « Les villes comme Saint-Denis ne sont pas de petits bourgs tranquilles, mais des villes tenues par les narcotrafiquants armés et violents. Tout comme Roubaix, qui constitue un point d'abcès de la délin-

quance et de l'islamisme. On ne peut pas mettre en face des agents qui ne sont pas en mesure de se défendre. Ou alors les réseaux criminels vont vite comprendre le message et quels sont les endroits où les pouvoirs publics ont baissé la garde », affirme-t-il.

Au-delà du cas des villes LFI qui se distinguent, « la tendance est plutôt à la convergence des actions entre police municipale et police nationale », estime tout de même le commissaire Lauze. Le « Beauvais des polices municipales », sous Darmanin puis Retailleau, a donné l'occasion de faire un point sur les lacunes du système. Ces travaux ont été largement menés par le sénateur LR du Rhône, François-Noël Buffet, alors ministre à Beauvais sur un certain nombre de sujets techniques.

Les difficultés sont connues : les policiers municipaux n'ont pas le droit de fouiller des personnes, de contrôler des bagages ni des véhicules. Encore moins celui de saisir de la drogue ou d'effectuer des contrôles d'identité. Seul un relevé d'identité est permis, lorsqu'ils constatent, sur leur territoire, une contravention au code de la route, par exemple.

Et pourtant, nombreux dans leurs rangs sont ceux qui aimeraient pouvoir sanctionner sans attendre les ports d'arme blanche, les violations de domicile par des squatteurs ou les ventes sauvages sur l'espace public. Ce qui permettrait aux forces d'État de se

concentrer sur les faits les plus graves, dans les communes concernées.

L'idée de leur accorder la possibilité de réaliser des actes d'enquête, même simples, ou de consulter les fichiers de police, a été effleurée. Mais faut-il confier à des policiers municipaux, placés, qu'on le veuille ou non, sous les ordres des maires, de tels pouvoirs, alors qu'un risque de sollicitation politique ne peut être écarté, ici ou là ?

Le projet de loi relatif à l'extension des prérogatives, des moyens, de l'organisation et du contrôle des polices municipales, voté au Sénat le 10 février 2026 et transmis à l'Assemblée, attend donc toujours son débat au Palais Bourbon. La ligne rouge à ne pas franchir a été rappelée par David Lisnard : respecter le principe selon lequel « c'est celui qui paie qui administre », martèle-t-il. L'AMF a fixé ses priorités : « La sécurité étant la responsabilité de l'État, le principe des polices municipales doit toujours être la liberté : liberté de création, liberté d'armement, liberté concernant les compétences attribuées. »

En France, on a dénombré 100 000 victimes supplémentaires de coups et blessures volontaires entre 2016 et 2024, soit une progression moyenne de 9 % par an. Les pouvoirs publics cherchent depuis des années un moyen d'enrayer la hausse des incivilités et des petits délits du quotidien qui mènent bien souvent aux violences, dans un pays où la population a augmenté de 13 millions d'habitants en quarante ans, avec une forte croissance des zones périphériques. Sans compter le nombre des étrangers en situation illégale qui se sont installés dans l'Hexagone en dix ans de vagues migratoires successives.

« La sécurité étant la responsabilité de l'État, le principe des polices municipales doit toujours être la liberté : liberté de création, liberté d'armement, liberté concernant les compétences attribuées »

Association des maires de France

Avec environ 250 000 policiers nationaux et gendarmes au total en France aujourd'hui, les forces de l'ordre ont peu ou prou retrouvé leur niveau en effectifs de l'année 2007. Il n'y a pas de marge de manœuvre suffisante à Beauvais pour aller beaucoup plus loin et la police municipale est perçue à bien des égards comme une vraie police de proximité qui connaît son terrain. Celle qui pratique encore l'ilotage notamment.

En 2023, les policiers municipaux ont fait usage de leurs armes 3 228 fois, contre seulement 1 492 fois l'année précédente. Quant aux blessés dans leurs rangs, ils étaient 1 208 au dernier pointage.

Autoriser les policiers municipaux à procéder à des inspections visuelles de l'intérieur de véhicules et de coffres, ainsi qu'à des saisies d'objets dangereux, leur permettre de vous demander vos papiers, sous certaines conditions, étendre l'accès des municipaux à certains fichiers de police, cartes grises, voitures volées, fichier des véhicules assurés... Tout cela fait partie de la panoplie des solutions avancées par le gouvernement ou qui pourraient émerger dans les débats parlementaires.

D'autant que le projet de loi sur les polices municipales se double d'un nouveau projet de loi, baptisé « Ripost » (Réponses immédiates aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité), dont de nombreux outils seraient à la disposition de l'ensemble des forces de l'ordre pour lutter contre les rodéos urbains notamment, les mortiers d'artifices ou certains squats. Encore faudrait-il que les textes arrivent jusqu'au bout du processus parlementaire, ce qui n'est jamais assuré lorsqu'un gouvernement, comme celui de Sébastien Lecornu, ne dispose pas de majorité et doit composer avec des blocs indociles, à défaut d'être tous insoumis. ■

LE GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT SUR **RTL** ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR **PUBLIC SENAT**

Olivier BOST

Tâm TRAN HUY

Jim JARRASSÉ

#LeGrandJury

RTL

RTL

LE FIGARO

6

Enseignement public et privé : notre palmarès de

Jules Brablé et Paul-Henri Wallet

« Le Figaro » a basé son évaluation sur les taux de réussite aux examens et la faculté à assister les élèves.

Les résultats au brevet et au bac ? Cela fait longtemps qu'ils ne sont plus les seuls critères pour départager les établissements scolaires français. Avec un taux de réussite en 2025 de 91,9 %, les lycéens doivent désormais redoubler d'efforts pour échouer (à titre de comparaison, il était de 71,8 % en 1988!). Pour le brevet, c'est à peine moins, avec 85,5 % de réussite.

Alors, comment les comparer ? Pour établir son palmarès 2026 des lycées, la rédaction a utilisé les indicateurs fournis par le service statistique du ministère de l'Éducation nationale : le taux de réussite au bac, le taux d'accès (pourcentage d'élèves qui restent dans le lycée jusqu'au bac) et le taux de mentions. La « valeur ajoutée », c'est-à-dire la capacité d'un établissement à faire réussir un élève malgré une origine sociale défavorisée, nous permet de départager les

établissements arrivés ex æquo. La part de mentions « très bien », communiquée plus tard comme a décidé de le faire chaque année le ministère, n'a pas pu être utilisée pour établir ce classement.

Notre palmarès 2026 repose sur des valeurs sûres. Dans le public, c'est Louis-le-Grand qui arrive en tête. En plus d'un taux de mentions de 100 % au bac, l'établissement parisien du 5^e arrondissement affiche le meilleur taux d'accès de la seconde à la termi-

nale : près de 98 % de ses élèves s'y maintiennent sur ces trois années. La Maison d'éducation de la Légion d'honneur, à Saint-Denis, figure toujours en bonne place, sur la deuxième marche du podium. On notera aussi le succès des lycées internationaux : cinq d'entre eux parviennent à se hisser dans le top 20, six si l'on inclut le lycée franco-allemand de Buc. Ces établissements ont le vent en poupe et sont désormais capables de rivaliser avec les établisse-

Classement des 30 meilleurs lycées publics

La rédaction a pris en compte le taux de réussite au bac 2025, le taux de mentions et le taux d'accès de la seconde au bac. La somme des valeurs ajoutées de chaque indicateur permet de départager les établissements.

	Taux d'accès 2 ^e -bac (1)	Taux de réussite	Taux de mentions	Valeurs ajoutées (2)	
1	LOUIS LE GRAND, Paris 5 ^e	98	100	100	9
2	MAISON D'ÉDUCATION DE LA LÉGION D'HONNEUR, Saint-Denis	95	100	99	4
3	LYCÉE INTERNATIONAL DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, Saint-Germain-en-Laye	95	100	98	13
4	LYCÉE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN, Noisy-le-Grand	98	100	94	16
5	HENRI IV, Paris 5 ^e	95	100	97	3
6	HOCHE, Versailles	96	99	94	8
7	LYCÉE FRANCO-ALLEMAND, Buc	90	100	97	2
8	FÉNELON, Paris 6 ^e	96	99	91	10
9	LAVOISIER, Paris 5 ^e	93	100	92	5
10	GALILÉE, Vienne	87	100	98	24
11	LYCÉE INTERNATIONAL EUROPOLE, Grenoble	95	100	89	15
12	LYCÉE INTERNATIONAL DE VALBONNE, Valbonne	91	99	94	9
13	MARCELIN BERTHELOT, Saint-Maur-des-Fossés	95	100	89	7
14	CHARLEMAGNE, Paris 4 ^e	93	100	91	6
14	LYCÉE INTERNATIONAL-PALAISEAU-PARIS-SACLAY, Palaiseau	94	100	90	6
16	CONDORCET, Paris 9 ^e	98	99	87	13
16	THÉOPHILE ROUSSEL, Saint-Chély-d'Apcher	90	100	93	13
18	JEAN-BAPTISTE SAY, Paris 16 ^e	92	100	90	6
19	LYCÉE MILITAIRE D'AIX-EN-PROVENCE, Aix-en-Provence	94	100	87	14
20	PIERRE-JOËL BONTÉ, Riom	96	100	84	19
21	COMTE DE FOIX, Andorre-la-Vieille	89	100	91	16
22	PIERRE DU TERRAIL, Pontcharra	92	100	88	13
23	VAUGELAS, Chambéry	91	99	90	12
24	CLAUDE MONET, Paris 13 ^e	95	99	85	12
25	SIMONE VEIL, Valbonne	94	100	85	11
26	CARNOT, Paris 17 ^e	98	98	83	9
26	FREPPÉL, Obernai	95	99	85	9
28	SÉVIGNÉ, Cesson-Sévigné	94	100	85	4
29	EUGÈNE IONESCO, Issy-les-Moulineaux	94	99	85	19
30	DOCTEUR KOEBERLÉ, Sélestat	93	100	85	11

(1) Probabilité, pour un élève de 2^e, de décrocher le bac en restant dans le lycée. (2) Différence avec la somme des taux attendus au vu du profil des élèves. Source : Ival 2025. Infographies : service informatique du « Figaro ».

Classement des 30 meilleurs lycées privés

La rédaction a pris en compte le taux de réussite au bac 2025, le taux de mentions et le taux d'accès de la seconde au bac. La somme des valeurs ajoutées de chaque indicateur permet de départager les établissements.

	Taux d'accès 2 ^e -bac (1)	Taux de réussite	Taux de mentions	Valeurs ajoutées (2)	
1	JEANNINE-MANUEL, Paris 15 ^e	99	100	99	0
2	NOTRE-DAME-DE-SION, Paris 6 ^e	97	100	99	9
3	STANISLAS, Paris 6 ^e	97	100	99	7
4	SAINT-DOMINIQUE, Neuilly-sur-Seine	95	100	100	9
5	FÉNELON-SAINTE-MARIE, Paris 8 ^e	95	100	98	7
5	LE-GYMNASE-JEAN-STURM, Strasbourg	93	100	100	7
7	BLOMET, Paris 15 ^e	93	100	100	4
8	LYCÉE DE PROVENCE, Marseille 8 ^e	93	100	99	7
9	SAINT-MICHEL-DE-PICPUS, Paris 12 ^e	94	100	98	6
10	MADELEINE-DANIELOU, Rueil-Malmaison	92	100	100	0
11	SAINTE-MARIE, Antony	93	100	98	8
12	NOTRE-DAME-DE-FRANCE, Paris 13 ^e	94	100	97	7
13	BOSSUET-NOTRE-DAME, Paris 10 ^e	92	100	99	6
13	NOTRE-DAME-DES-MISSIONS, Charenton-le-Pont	93	100	98	6
15	FRANÇOISE-CABRINI, Noisy-le-Grand	99	100	91	14
15	MASSILLON, Paris 4 ^e	97	100	93	14
17	JEANNE-D'ARC, Colombes	97	100	93	11
18	NOTRE-DAME-DU-GRANDCHAMP, Versailles	96	100	94	8
19	NOTRE-DAME, Boulogne-Billancourt	93	100	97	7
20	MONTALEMBERT, Nogent-sur-Marne	94	100	96	6
21	SAINTE-JEAN-DE-PASSY, Paris 16 ^e	92	100	98	3
22	LA-TOUR, Paris 16 ^e	91	100	99	2
23	DON-BOSCO, Landser	95	100	94	10
24	SAINTE-THOMAS-DE-VILLENEUVE, Chaville	94	100	95	7
24	LA-ROCHEFOUCAULD, Paris 7 ^e	90	100	99	7
24	L'ALMA, Paris 7 ^e	94	100	95	7
27	LACORDAIRE, Marseille 13 ^e	90	100	99	6
28	EPIN, Vitry-sur-Seine	92	100	97	5
28	NOTRE-DAME, Saint-Germain-en-Laye	90	100	99	4
29	NOTRE-DAME-DE-SAINTE-CROIX, Neuilly-sur-Seine	90	100	99	4

(1) Probabilité, pour un élève de 2^e, de décrocher le bac en restant dans le lycée. (2) Différence avec la somme des taux attendus au vu du profil des élèves. Source : Ival 2025.



Au collège Sévigné, à Paris, les deux tiers des élèves suivent la moitié des cours en anglais. SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

Le collège Sévigné, pépite du 5^e ar

« Monsieur, ça va être compliqué de terminer cette semaine, on a beaucoup de contrôles et on risque de manquer de temps », plaide, dans un anglais impeccable, un élève de troisième vêtu d'un maillot de foot. Max Wallace, professeur d'anglais, n'hésite pas une seconde : « Écoutez, faites de votre mieux, et si vous êtes pris par le temps vous pourrez me rendre la version définitive de votre essai lundi. »

Le collège Sévigné (340 élèves) ne mise pas sur la coercition. Cet établissement privé sous contrat du 5^e arrondissement de Paris a préféré mettre la bienveillance au cœur de sa pédagogie.

« Cela ne signifie pas que l'on ne fait pas de discipline, mais les enseignants privilégient toujours le dialogue », explique Allan Yvon, le directeur. Une pédagogie qui s'incarne notamment dans une politique rare pour un établissement de ce niveau : Sévigné ne pratique aucun écrémage pour gonfler ses taux de réussite au bac ou au brevet. Dans cette cité scolaire allant de la petite

section de maternelle à la terminale, les élèves ne sont jamais renvoyés pour insuffisance.

Pour preuve, en 2025, selon les derniers chiffres du ministère de l'Éducation nationale, le taux d'accès de la sixième à la troisième était de 92 %. Un état d'esprit qui n'empêche pas l'établissement de briller par ses résultats. En 2025, ses 93 candidats ont tous obtenu leur brevet en fin de troisième, avec une moyenne aux écrits de 15,7/20. Et 97 % d'entre eux ont obtenu une mention « très bien », dont plus de la moitié avec les félicitations du jury !

Bain de culture

Dans ce collège tout en hauteur, construit sur six étages dans une rue tranquille, la confiance règne. Lorsque les élèves ne sont pas en cours, ils peuvent aller au CDI faire leurs devoirs, se détendre dans la cour ou rejoindre le foyer, équipé d'un piano et de baby-foots.

Les collégiens baignent dans la culture. Théâtres, conférences, visites de

« Au lycée international, nos élève

Avec 100 % de réussite au bac et 98 % de mentions (345 candidats), le lycée international de Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines, se hisse cette année à la 3^e place du classement des lycées publics du Figaro. En 2025, l'établissement, qui compte 14 sections internationales, était aussi 3^e au classement des prix au concours général, avec 11 récompenses. Philippe Bonneville, proviseur de cet établissement d'excellence, explique les raisons de ce succès.

LE FIGARO. - Quels élèves recrutez-vous ?

PHILIPPE BONNEVILLE. - Nous admettons principalement des élèves issus de familles binationales ou bilingues. Les élèves ne viennent pas pour apprendre une langue, mais parce qu'ils la maîtrisent et veulent la pratiquer. Aussi la condition pour être reçu est de maîtriser la langue choisie. Cependant, nous avons aussi une classe de seconde pour des élèves franco-français. Nous en admettons chaque année une quin-

zaine. Ils suivent une mise à niveau d'un an en anglais et peuvent ensuite rejoindre la section britannique.

Comment s'organise la scolarité ?

Les élèves suivent une scolarité française tout à fait normale à laquelle s'ajoutent des heures de section internationale. Leur volume augmente au fil de la scolarité pour atteindre 8 heures en classe de terminale. Durant ces cours, ils bénéficient d'un approfondissement culturel et linguistique dans leurs langues de section. Il s'agit des lettres et de l'histoire-géographie pour tous les groupes, à l'exception du groupe chinois qui étudie les mathématiques à la place de l'histoire-géographie.

Comment faites-vous pour obtenir d'aussi bons résultats au bac ?

Nous avons des lycéens qui ont envie de travailler. Leur inscription vient d'un choix de leur famille, mais aussi d'une démarche personnelle. Car il faut être investi pour accepter la densité de leur emploi du temps. Mais nous avons aussi des équipes très mobilisées sur l'ac-

Les meilleurs collèges et lycées de France

ments privés dans l'esprit des familles les plus exigeantes. Trois ont d'ailleurs été construits en région parisienne depuis 2017. Il faut dire que l'entrée y est très sélective, parfois sur concours, et elle peut même être payante (lire notre interview).

Du côté du privé, c'est l'École Jeanne Manuel, à Paris, établissement bilingue franco-anglais du 15^e arrondissement, qui occupe la première place. Derrière elle, on retrouve Notre-

Dame-de-Sion et le lycée Stanislas, deux établissements réputés du 6^e arrondissement.

Pour les collèges, les chiffres fournis par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) sont encore plus éclairants. Depuis 2024, nous disposons en effet des résultats aux épreuves écrites du brevet avant « harmonisation », en plus d'autres indicateurs (taux de mentions, taux d'accès, valeur ajoutée). Un chiffre

surprend : tous établissements publics confondus, la moyenne des élèves à ces épreuves ne dépasse pas 10,4/20, avec des creux à 3/20 en Guyane!

Comme en 2025, le collège franco-allemand de Buc arrive en tête. Ses élèves obtiennent l'excellente moyenne de 16,4 aux épreuves écrites du brevet. Seuls deux autres collèges publics atteignent ou dépassent 15 de moyenne : le collège international de Noisy-le-Grand et la Légion d'honneur à Saint-

Germain-en-Laye. Fait rare : deux établissements situés hors de la région parisienne parviennent à intégrer le top 5 : le collège international de Grenoble (4^e) et le collège international de Valbonne (5^e).

Dans le privé, trente collèges atteignent 15 de moyenne aux écrits du brevet. Épin, à Vitry-sur-Seine, conserve sa première place, avec une moyenne de 16,2. On retrouve ensuite Stanislas, dans le 6^e arrondissement de Paris, en

deuxième position, et Franklin (Saint-Louis-de-Gonzague), dans le 16^e, à la troisième place.

Depuis quelque temps, des voix à gauche pointent du doigt le privé sous contrat : l'afflux d'élèves, à Paris en particulier, viderait les établissements publics, menacés par la baisse de la natalité. Mais les résultats sont têtus : lorsque des établissements publics se montrent exigeants, ils savent eux aussi attirer les meilleurs élèves. ■



6^e arrondissement de Paris

musées... À Sévigné, près de 130 sorties sont organisées chaque année, soit plus de sept sorties par an et par classe. « C'est quand même plus marquant d'aller voir *Le Cid* au théâtre avant de l'étudier en cours », souligne Loïc, un élève de troisième, ravi.

L'autre singularité de cet établissement privé sous contrat est qu'il est laïc. Fondé en 1880, il a été l'un des premiers collèges pour jeunes filles. « Le projet est né de la volonté de familles qui souhaitaient un enseignement de qualité pour leurs filles », explique Jean-Pierre Di Georgio, le directeur. L'École alsacienne avait été créée six ans plus tôt, mais n'accueillait que des garçons.

Depuis une dizaine d'années, le collège Sévigné a développé un enseignement bilingue. Les deux tiers des élèves y suivent la moitié des cours en anglais. Outre la littérature anglaise, ils étudient les sciences, l'histoire, les arts plastiques et le sport dans la langue de Shakespeare. Et il suffit de les entendre parler pour constater que la plupart d'entre eux la maîtrisent parfaitement.

Sans surprise, dans ce quartier, les enfants sont issus de milieux cultivés, « des familles d'universitaires et d'expatriés, très investis dans l'éducation de leurs enfants ». Madame Cherfi, professeur de français, le remarque : « Quand je propose à mes élèves d'aller voir une pièce de théâtre, j'ai très souvent quatre ou cinq mains qui se lèvent pour me dire qu'ils l'ont déjà vue en famille. »

Pour un établissement de ce niveau, les frais de scolarité restent raisonnables, 3700 euros l'année, auxquels les élèves inscrits en section bilingue doivent ajouter 2400 euros. Sévigné propose des bourses aux lycéens. À terme, l'établissement, qui envisage d'accueillir 10 % de boursiers en 2028, compte les proposer dans toute la cité scolaire.

« Il est normal que le privé prenne sa part et contribue à l'égalité des chances. La diversité est féconde, elle favorisera l'ouverture d'esprit de l'ensemble de nos élèves », insiste Jean-Pierre Di Georgio, le directeur de la cité scolaire. ■ P.-H. W.

« Ils aiment la compétition »

compagnement de l'ensemble de ces jeunes. Nos enseignants sont exigeants et la charge de travail personnelle est importante. Pour autant, nous pratiquons une notation bienveillante et nous n'encourageons pas les professeurs à sous-noter les élèves. De même, nous ne pratiquons pas d'écramage. Nous faisons tout pour faire progresser les élèves et pour les garder avec nous jusqu'au bac.

Encouragez-vous vos élèves

à se préparer au concours général ? Oui, et nous aidons ceux qui choisissent de le passer à se préparer. Mais nos élèves participent aussi à d'autres concours, notamment en mathématiques et en physique. C'est l'occasion de se confronter à un niveau d'exigence qui dépasse le seul cadre du programme. Nombre de nos élèves apprécient cet esprit de compétition et cultivent un véritable goût de la réussite.

Le lycée est-il payant ?

Certaines sections internationales sont créées dans le cadre d'une relation

d'État à État, avec une mise à disposition des professeurs par le pays partenaire, comme pour la section allemande ou chinoise. Dans ce cas, les élèves ne paient pas de coût supplémentaire. Pour d'autres, comme les sections anglophones, japonaises ou danoises, les enseignants sont mis à disposition par des associations. Les élèves doivent donc dépenser 5000 à 6000 euros par an. Quant à la partie française, elle est gratuite, comme dans tous les lycées publics.

Que font vos élèves après le bac ?

Environ 40 % d'entre eux poursuivent leurs études à l'étranger. Dans des pays anglophones, mais aussi beaucoup aux Pays-Bas et en Espagne. Les autres sont nombreux à se tourner vers des classes préparatoires, des études de médecine, des écoles de commerce ou d'ingénieur post-bac et des IEP (Instituts d'études politiques). D'une manière générale, nos élèves sont plutôt scientifiques et 85 % d'entre eux choisissent la spécialité mathématiques en première. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P.-H. W.

Classement des 30 meilleurs collèges publics

La rédaction a pris en compte le taux de réussite et la moyenne à l'écrit du brevet 2025, ainsi que le taux d'accès de la 6^e à la 3^e. La valeur ajoutée sur la note aux écrits permet de départager les établissements.

	Taux d'accès 6 ^e -3 ^e (1)	Moyenne à l'écrit du brevet	Taux de réussite	Valeur ajoutée (2)
1	97	16.4	100	-0.6
2	96	15.3	100	0.2
3	94	15.3	100	0.1
4	97	14.5	99	-0.1
5	93	14.4	100	-0.3
6	92	14.7	100	-0.8
7	93	14.3	99	-0.9
8	93	14.3	100	-1.7
9	95	14.1	98	0.1
10	95	13.8	97	0
10	89	14.5	99	0
10	91	14.4	97	0
13	98	13.8	92	-0.1
13	97	13.7	96	-0.1
15	94	13.9	98	-0.5
16	96	13.5	98	1.1
17	96	13.4	97	0.9
18	100	13.3	98	0.7
19	93	14	96	0.5
20	94	13.5	94	0.2
20	95	13.4	98	0.2
22	99	13.1	94	0.1
23	98	13.1	94	0
23	96	13.5	95	0
23	91	13.8	96	0
26	99	13.1	90	-0.3
26	90	14	98	-0.3
28	95	13.5	87	-0.4
29	94	13.6	95	-0.5
30	96	13.4	96	-0.6
30	94	13.7	99	-0.6
30	94	13.5	92	-0.6

(1) Probabilité, pour un élève de 6^e, d'accéder en classe de 3^e en restant dans le collège. (2) Différence avec la moyenne attendue au vu du profil des élèves.

Source : Ivac 2025.

Classement des 30 meilleurs collèges privés

La rédaction a pris en compte le taux de réussite et la moyenne à l'écrit du brevet 2025, ainsi que le taux d'accès de la 6^e à la 3^e. La valeur ajoutée sur la note aux écrits permet de départager les établissements.

	Taux d'accès 6 ^e -3 ^e (1)	Moyenne à l'écrit du brevet	Taux de réussite	Valeur ajoutée (2)
1	99	16.2	100	1.4
2	95	16.3	100	-0.1
3	96	16.5	100	-0.7
4	95	15.9	100	-0.4
5	96	15.9	100	-0.7
6	93	16.1	100	1.5
7	96	15.6	100	0.8
8	92	16.1	100	-0.4
9	93	15.8	100	0.8
10	93	15.5	99	0.7
11	96	15.5	100	0.4
11	95	15.6	100	0.4
13	88	16.2	100	0
14	91	15.6	100	1.4
15	92	15.6	99	1.2
16	95	15.2	100	0.8
17	96	15.2	100	0.2
17	97	15	100	0.2
19	88	15.8	100	0.1
19	91	15.7	100	0.1
21	92	15.7	100	0
21	93	15.6	100	0
23	96	15.1	100	-0.2
24	94	15.3	100	-0.4
25	97	14.6	99	1.5
25	89	15.4	100	1.5
27	92	15	100	1.3
28	81	15.9	100	1.2
28	95	15	100	1.2
30	90	15.2	100	1.1
30	98	14.6	99	1.1

(1) Probabilité, pour un élève de 6^e, d'accéder en classe de 3^e en restant dans le collège. (2) Différence avec la moyenne attendue au vu du profil des élèves.

Source : Ivac 2025.

La première chose que l'on distingue au loin, c'est l'intense fumée blanche provoquée par la combustion de l'hydrogène et de l'oxygène liquide. Même à plusieurs kilomètres de distance, on peut voir que tout le pas de tir est arrosé d'eau (le « déluge » destiné à atténuer les vibrations acoustiques qui pourraient endommager le lanceur). Puis la fusée s'élève éclairant le ciel bleu pâle d'une lumière puissante, éblouissante sans être aveuglante. Cette flamme, une boule de feu énorme, impressionnante, fend le ciel en deux. La vision est spectaculaire mais silencieuse. Jusqu'à ce que le rugissement de la fusée, qui se propage moins vite que la lumière, nous parvienne après une quinzaine de secondes. Le grondement prend aux tripes. « C'est comme un tremblement de terre », fait remarquer un spectateur surpris par les gradins qui vibrent et les vitres qui tremblent. Sans qu'on puisse les réfréner, les larmes montent aux yeux.

Ce mercredi 1^{er} avril, en Floride, l'intensité de l'émotion était à la hauteur du rendez-vous, historique, attendu depuis des mois. Après deux tentatives avortées en février et mars dernier, la mission Artemis 2 de la Nasa a bien été lancée à 18h35, heure locale (0h35 heure de Paris), depuis la pointe de Cap Canaveral. Le SLS est le plus puissant lanceur mis au point par la Nasa depuis la fusée Saturn V qui envoyait les missions Apollo. C'est aussi la première fusée lunaire habitée depuis cinquante-trois ans. Elle est haute de 98 mètres et pèse 3000 tonnes au décollage. À son sommet, la capsule Orion dans laquelle ont pris place quatre astronautes - les Américains Reid Wiseman (commandant), Victor Glover (pilote), Christina Koch (spécialiste de mission N° 1) et le Canadien Jeremy Hansen (spécialiste de mission N° 2). Ils sont partis pour un grand huit autour de la Lune à une vitesse jamais atteinte depuis mai 1969 et le vol Apollo 10 (plus de 40 000 km/h).

La fusée donne subitement l'impression de tomber. Aucune inquiétude : c'est une illusion d'optique liée à la courbure de la Terre. Elle continue en réalité à monter, mais sur une trajectoire plus couchée qui épouse ses contours. Elle largue ses deux boosters avant de disparaître en un point minuscule. Seul un épais panache de fumée qui se disperse lentement trahit la violence de ce qui vient de se produire.

Entre 200 000 et 460 000 spectateurs devaient assister au lancement depuis les différents sites d'observation, selon les chiffres de l'office du

Lancement réussi d'Artemis 2, les Américains repartent vers la Lune

Valérie Sasportas Envoyée spéciale à Cap Canaveral

Le premier vol lunaire habité depuis cinquante-trois ans s'est envolé dans la nuit de mercredi à jeudi pour un grand huit autour de notre satellite.

tourisme et de la chambre de commerce. C'est moins que le million atteint par deux fois pour la mission Apollo 11 en 1969, puis pour le dernier vol d'une navette spatiale en 2011. Le caractère unique de la mission Artemis 2 fera date. « C'est l'un des plus beaux accomplissements que l'être humain est capable de produire. C'est pour cela qu'on aime la science, aller toujours plus loin », s'émeut Antoine, venu avec un tour-opérateur français, Nomade Aventure.

« J'aime bien quand le lanceur passe les mâts de foudre et quitte le pas de tir. C'est le moment où la fusée n'a plus ses interfaces, tout est décroché, elle est seule »

Aline Decadi Ingénieur de l'ESA

Ce mercredi 1^{er} avril, le site d'observation de Banana Creek, à 5,5 km, rassemblait une foule privilégiée d'un millier de spectateurs. Aux premières loges, Aline Decadi, ingénieur de l'ESA, avait le regard embué et le sourire aux lèvres. « Cette fusée était incroyablement puissante. C'était à la fois lent, intense, inéluctable, puissant. On a eu des vrombissements de moteur, les crépitements de l'ergol solide qui sort des boosters. J'ai cru qu'il y avait un raz-de-marée sonore. On ne s'entendait plus réfléchir ; ça résonnait comme ça dans la tête. C'est un moment qui ancre. » Responsable sûreté, fonctionnement et sécurité d'Ariane 6, elle est sensible à un moment particulier : « Au moment où ça part, on sait qu'on n'a plus les moyens d'agir, sauf de la neutraliser (la faire exploser, NDLR), dit-elle. J'aime bien quand le lanceur passe les mâts de foudre et quitte le pas de tir. C'est le moment où la fusée n'a plus ses interfaces, tout est décroché, elle est seule. »

Pas tout à fait seule, à vrai dire, puisqu'elle emportait en l'occurrence avec elle quatre astronautes, partis pour une aventure historique. Quelques heures après le décollage, le deuxième étage de SLS se détachait de la capsule Orion, la laissant partir librement avec le module de service européen, ESM, qui lui fournit son air, son eau et son électricité. Les astronautes ont alors procédé à quelques manœuvres de pilotage, s'approchant puis tournant autour de l'étage abandonné, pour vérifier le comportement de leur engin, pour simuler la procédure de rendez-vous qui devrait être réalisé avec l'alunisseur lors des futures missions Artemis.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, le module ESM devait ensuite procéder à un allumage de 5 à 6 min de son moteur principal pour placer le vaisseau sur sa trajectoire vers la Lune. Il n'y aura plus de retour en arrière possible. Après quatre jours de traversée, les astronautes effectueront leur seul et unique survol

de la Lune lundi prochain, de 22h30 à 2 heures du matin. Puis leur vaisseau reviendra vers la Terre avec un amerrissage dans le Pacifique prévu cinq jours plus tard, dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 avril vers 2h15.

« C'est juste le début », a ainsi commenté avec flegme Amit Kshatriya, administrateur associé de la Nasa. Si l'enjeu principal de la mission reste en effet de faire revenir sain et sauf l'équipage - et pour cela il faudra que le bouclier thermique tienne le choc lors de la rentrée atmosphérique à très haute vitesse - le bon fonctionnement du lanceur SLS, qui n'avait volé qu'une fois en 2022, est forcément un grand motif de satisfaction pour l'agence spatiale américaine. Étant donné son coût stratosphérique - plus de 4 milliards de dollars par lancement pour le couple SLS/Orion -, le moindre souci aurait constitué un cuisant échec et un cauchemar pour la suite du programme Artemis. Maintenant, place au rêve. ■

Après deux tentatives avortées en février et mars dernier, la mission Artemis 2 de la Nasa a bien été lancée à 18 h 35, heure locale (0 h 35 heure de Paris), depuis la pointe de Cap Canaveral (Floride).

NASA/MICHAEL DENOCKER

A-t-on vraiment retrouvé le squelette de d'Artagnan aux Pays-Bas ?

Vincent Bordenave

De nombreux indices laissent penser que des ossements découverts près de Maastricht sont ceux du célèbre mousquetaire.

C'est une dépouille qui cristallise bien des passions. Mis au jour lors de travaux de restauration dans une église de Maastricht, aux Pays-Bas, ce squelette pourrait être celui de d'Artagnan. C'est en tout cas l'hypothèse avancée par son découvreur, l'archéologue néerlandais récemment retraité Wim Dijkman, qui traque depuis près de trente ans la sépulture du célèbre mousquetaire. « Le sujet était presque devenu une plaisanterie, s'amuse l'archéologue française Séverine Hurard, qui a notamment fouillé le camp d'entraînement des troupes de Louis XIV à Achères et qui a contribué à l'exposition "Mousquetaires !" au Musée de l'armée. À chaque prise de parole dans un colloque, il s'excusait presque de ne pas l'avoir découvert. C'est assez cocasse qu'il ait fallu attendre sa retraite pour qu'il retourne sur un chantier de fouilles et tombe sur cette tombe-là. Reste encore à en apporter la preuve scientifique. »

Le squelette a été mis au jour dans le cadre de fouilles organisées en amont de travaux dans une église de la banlieue de Maastricht. Contrairement à ce qui existe en France, il n'y a pas aux Pays-Bas de dispositif équivalent à la loi française sur l'archéologie préventive, mais le site, qui a été le cadre de nombreuses batailles au cours de l'histoire, a été fouillé à plusieurs reprises. C'est pourquoi les archéologues suivaient de près ces travaux de restauration. Ce sont une balle de mousquet et

une pièce de monnaie frappée sous Louis XIV, retrouvées dans la tombe, qui alimentent aujourd'hui les hypothèses. « Selon toute vraisemblance cet individu a été tué lors d'un siège, sous Louis XIV », analyse Séverine Hurard. Reste une énigme majeure : pourquoi ce soldat est-il enterré ici, en pleine église ? « Pendant les combats, il est très rare que les corps soient inhumés dans les églises : la norme, ce sont plutôt les fosses communes à l'écart des lignes, rappelle l'archéologue. Le fait d'être placé dans le chœur ou sous l'autel suppose un statut particulier. Les travaux d'historiens situent sa mort près du "camp du roi" et avancent qu'il aurait été inhumé dans l'église voisine, ce qui nourrit forcément le soupçon. »

Car c'est bien ici, qu'en 1673 Charles de Batz de Castelmore, plus connu sous le nom de d'Artagnan, officier de la Maison du roi, trouve la mort lors du siège de Maastricht, en pleine guerre de Hollande. Ce conflit, déclenché par Louis XIV contre les Provinces-Unies, vise à abattre une république protestante jugée trop puissante au nord de l'Europe. Après l'échec d'une conquête éclair en 1672, le roi relance la campagne et choisit de frapper Maastricht, grande place forte de la vallée de la Meuse tenue par les Hollandais, qui contrôle un pont et barre la route aux armées françaises. Nœud stratégique, la ville tient les deux rives du fleuve et commande les communications entre Pays-Bas espagnols et Provinces-

Unies, véritable verrou logistique et militaire pour tous les belligérants.

Si le personnage de d'Artagnan doit sa postérité au double romanesque qu'Alexandre Dumas lui crée en 1844, lorsqu'il se lance dans la rédaction des *Trois Mousquetaires*, Charles de Batz de Castelmore n'en était pas moins une figure bien réelle et déjà illustre de son temps. Né au château de Castelmore, près de Lupiac, en Gascogne, il est revendiqué comme un pur cadet gascon,

« C'est désormais une enquête de tout premier plan. Nous voulons être absolument certains, ou aussi certains que possible, qu'il s'agit bien du célèbre mousquetaire »

Wim Dijkman Archéologue néerlandais

même si Dumas en fait un Béarnais dans son roman. À sa mort, Louis XIV se serait attristé de cette perte et aurait confié à son épouse : « Madame, j'ai perdu d'Artagnan, en qui j'avais la plus totale confiance et qui m'était bon à tout. »

Pour écrire *Les Trois Mousquetaires*, Dumas s'inspire ainsi des écrits de Gatien de Courtilz de Sandras, auteur des *Mémoires de Monsieur d'Artagnan, capitaine lieutenant de la première compagnie des mousquetaires du roi* (publiées à partir de 1700),

rappelle Séverine Hurard. Une grande partie est évidemment romancée, mais certains moments clés de la vie de d'Artagnan s'y retrouvent : c'est notamment le cas de l'arrestation de Fouquet, reprise ensuite dans *Le Vicomte de Bragelonne*. Les mousquetaires ont gagné, grâce au récit de Dumas, l'image de chevaliers courageux luttant dans l'ombre contre Richelieu pour protéger le roi. Mais il s'agit d'un corps d'élite qui reçoit aussi des missions très répressives : maintien de l'ordre, arrestation de grands personnages, et plus largement exercice de la violence de guerre et de la violence d'État.

Selon l'archéologue Wim Dijkman, qui n'a pas répondu à nos sollicitations mais s'est exprimé dans la presse néerlandaise, « c'est désormais une enquête de tout premier plan. Nous voulons être absolument certains, ou aussi certains que possible, qu'il s'agit bien du célèbre mousquetaire ».

La science dispose pour cela d'un arsenal désormais bien rodé, qui devrait apporter des réponses relativement vite. Les chercheurs peuvent notamment analyser la composition chimique des dents, qui conservent l'empreinte géologique des régions où un individu a grandi. Mais, dans le cas présent, le squelette n'a passé que quelques siècles sous terre : l'ADN est donc la piste privilégiée, car il est encore susceptible d'être préservé et de faire l'objet d'analyses génétiques.

« Il ne semble pas que nous disposions de restes contemporains que ce soit des cheveux ou des tissus imprégnés de sang pouvant lui être directement rattachés et permettant de vérifier si les ADN concordent », précise Séverine Hurard. Il faudra donc comparer avec sa descendance revendiquée. D'Artagnan a en effet eu deux fils légitimes et sa descendance a perduré, au point que plusieurs familles se disent encore aujourd'hui issues de sa lignée. C'est notamment le cas de l'ancien sénateur du Gers Aymeri de Montesquiou, qui a obtenu en 2012, avec ses enfants, l'autorisation d'ajouter officiellement « d'Artagnan » à son patronyme.

Mais manier l'ADN n'est pas sans danger. Et ces tests pourraient aussi révéler des secrets que certains préféreraient laisser enfouis. Au-delà du risque de déception en découvrant que ce squelette n'est pas le double « réel » du compagnon d'Athos, de Porthos et d'Aramis, ni même l'arbitre définitif du vieux débat pour savoir si d'Artagnan était d'abord un pur Gascon ou un Béarnais de roman, l'ADN peut mettre au jour des failles dans des généalogies que l'on croyait bien établies. En 2023, une étude menée sur plusieurs mèches de cheveux attribués à Beethoven a ainsi montré qu'un « événement de paternité extraconjugale » s'était glissé dans sa lignée paternelle, révélant que le compositeur n'était pas, génétiquement, un van Beethoven parfaitement légitime. ■

Christophe Galtier : « Les premiers clubs d'Arabie saoudite feraient bonne figure en L1 »

Propos recueillis par **Christophe Remise**

Actuellement en poste à Neom, l'ancien entraîneur de Saint-Étienne, de Lille, de Nice ou encore du Paris SG sort du silence.

Rare dans les médias depuis la fin de son mandat au PSG, en 2023, et son départ pour le Golfe, au Qatar d'abord (al-Duhail) puis en Arabie saoudite depuis l'été dernier (Neom), Christophe Galtier a profité d'un récent passage en France pour accorder un entretien au *Figaro*. Sous le soleil d'Aix-en-Provence, en détente et en toute transparence, sans regarder sa montre, l'ex-coach de Saint-Étienne, Lille, Nice revient sur son passage au sein du club de la capitale, son quotidien dans une région en guerre, Zinédine Zidane et les Bleus ou l'OM, qu'il aurait pu entraîner juste après Paris. Le technicien de 59 ans évoque aussi les accusations de discrimination et de harcèlement datant de son passage au Gym. Accusations balayées par la justice, qui l'a blanchi fin 2023. Entretien.

LE FIGARO. - Comment vivez-vous la situation au Moyen-Orient ?

CHRISTOPHE GALTIER. - On ne reste pas insensible à ce qui se passe dans le monde, et encore plus quand on est vraiment dans la zone. Mais dans notre vie de tous les jours, on ne ressent ni pression ni danger. De ce que me montrent le pays et la manière dont vivent les gens, on est serein, calme, et je m'efforce tous les jours d'amener de la bonne humeur. À défaut de faire oublier le reste, le football permet de garder une certaine normalité dans le quotidien. C'est aussi une des vertus du football dans ces moments-là.

Vous n'avez pas pensé à quitter l'Arabie saoudite depuis le déclenchement de la guerre ?
Non, pas du tout, parce qu'on vit tout à fait normalement.

Pourquoi avoir choisi d'évoluer au Qatar puis en Arabie saoudite après le PSG ? Un besoin d'évasion ? L'argent est-il un facteur important ?
Évidemment, les conditions financières sont très attractives. Mais ça ne fait pas tout. J'ai refusé des propositions, que ce soit en France ou en Europe. J'ai accepté de rejoindre Neom car la mission qui m'a été confiée me rappelait celles de Saint-Étienne et de Lille, pour former des jeunes et s'appuyer dessus. On est ainsi devenu le premier club du championnat saoudien à réaliser une plus-value avec le transfert de Saïmon Bouabré.

« Après une période intense, certains coaches choisissent de s'arrêter un an ou deux. Pas moi. Au bout de trois semaines sans football, je commence à tourner en rond, à ne pas être très agréable à la maison »

Vous aviez imaginé faire une coupure après le PSG ?
Après une période intense, certains coaches choisissent de s'arrêter un an ou deux. Pas moi. Au bout de trois semaines sans football, je commence à tourner en rond, à ne pas être très agréable à la maison (*sourire*). Après, il y avait une situation extrasportive à prendre en compte aussi, surtout en France (*son procès à Nice, NDLR*). J'avais besoin de tranquillité pour la préparer. Et je ne voulais pas que le club qui allait m'embaucher soit pris en otage. C'est pour ça que j'ai décidé de m'éloigner. Quand j'ai été sollicité par al-Duhail, je n'ai pas réfléchi longtemps. Ça correspondait très bien à ce que dont j'avais besoin à ce moment-là.

Que reste-t-il du procès, lors duquel vous avez été innocenté ? En voulez-vous à certains ?
Ça a été dur à vivre, violent pour ma famille, très violent. Mais la justice a fait son travail. Je n'en veux à personne. Je tiens à remercier les dirigeants du PSG, les salariés, qui m'ont soutenu de la première à la dernière minu-



« À défaut de faire oublier le reste, le football permet de garder une certaine normalité dans le quotidien », déclare Christophe Galtier (ici le 10 mai 2025, à Doha). IMAGO/NAUSHAD VIA REUTERS CONNEX

te, mais aussi tous ceux, très nombreux, que je ne connaissais pas et qui se sont manifestés à ce moment-là. Je n'ai pas d'amertume. J'ai affronté cette épreuve. C'est du passé, c'est derrière moi.

Cristiano Ronaldo a estimé que le championnat saoudien est supérieur à la Ligue 1. Partagez-vous son opinion ?

Je ne crois pas qu'il soit supérieur à la Ligue 1, mais c'est un championnat qui a progressé à vitesse grand V, un championnat de très bonne qualité, compétitif. Je pense que les quatre ou cinq premiers du championnat saoudien feraient bonne figure dans notre Ligue 1. On prépare les matchs comme on le ferait en Europe. C'est très professionnel.

Lucas Chevalier nous disait en début de saison qu'être gardien au PSG, « ce n'est pas le même métier qu'à Lille ». Diriez-vous la même chose pour entraîneur, que ce n'est pas le même métier à Paris qu'à Saint-Étienne, Lille ou Nice ?
Oui. L'attente des résultats, la pression populaire, l'exposition médiatique, le niveau des joueurs que l'on dirige à Paris... Automatiquement, il y a une pression comme nulle part ailleurs.

Avez-vous été surpris ?
Non. Quand je dis oui au PSG, je sais ce que m'attend. Cette pression-là, on la recherche. Si on en a peur, on n'y va pas. Et quand je décide d'y aller, je sais que je suis prêt. Même si, quand on y est, c'est encore multiplié par quatre ! Ça souffle fort, et pas seulement dans les chars à voile (*clin d'œil à l'une de ses réponses en conférence de presse, en 2022, sur les déplacements du PSG en avion plutôt qu'en train*). Il y a ce que l'on imagine et ce que l'on vit.

Avec le recul, vous dites-vous que c'était mission impossible de gérer un tel vestiaire avec Mbappé, Messi et Neymar ?

Non, pas du tout. C'était un vestiaire où il y avait de très fortes personnalités. Mais cela vous pousse à être performant. C'est avant tout un réel bonheur de pouvoir diriger un groupe comme ça. Je n'ai jamais vu ce vestiaire comme un frein mais plutôt comme une chance.

Avez-vous pris du plaisir à entraîner Paris ?

Oui, beaucoup. Parce qu'il y avait une association de talents, et quand cette association-là existait, c'était un plaisir énorme. À certains moments, quand ils jouaient et que l'on est un passionné de foot comme moi, on n'est pas spectateur, mais on se dit intérieurement « waouh ! ». Et j'ai pris beaucoup de plaisir à les diriger. D'ailleurs, il y avait à la fois les qualités des joueurs sur le terrain et une certaine qualité humaine dans le vestiaire.

Peut-on réellement diriger, avoir une prise sur un tel groupe ?

J'ai parfois la sensation que l'on a oublié un peu vite ce qu'était le PSG des cinq premiers mois avant la Coupe du monde 2022 (*disputée au Qatar au milieu de la saison*). On a été très performants, en Ligue 1 et en Ligue des champions. Au final, la première place du groupe en C1 nous avait échappé sur un concours de circonstances incroyables qui nous a contraints à jouer le Bayern dès les huitièmes (*Benfica avait devancé Paris au bénéfice du sixième critère pour départager deux équipes, après une victoire 6-1 face au Maccabi Haïfa*). Mais, jusqu'au Mondial, les équilibres étaient en place. Malheureusement, la fin de la saison a été beaucoup plus compliquée...

Autre moment douloureux à Paris, le terrible accident de Sergio Rico, longtemps entre la vie et la mort... C'est le moment le plus difficile que j'aie eu à vivre. Après le match à Strasbourg, où l'on a été sacrés champions de France, Sergio m'a demandé l'autorisation de se rendre à Séville pour le

Romeria del Rocio (un grand pèlerinage andalou, NDLR). 24 heures après, on apprend ce grave accident (*de cheval*), qui me met complètement à l'envers. J'ai ce sentiment de culpabilité de lui avoir dit oui. À ce moment-là, le vestiaire est très touché, il y a beaucoup de pleurs, de tristesse, d'inquiétude, aussi. Certains joueurs ont fait le déplacement à Séville. J'ai longuement échangé avec son épouse cette semaine-là, même après. Ça tombait la semaine où il y avait le gala de charité du PSG, qui a été annulé. Et je me souviens de ce moment terrible où je prends le costume du club, le remets dans sa housse puis dans la penderie, et je me mets à pleurer. À ce moment-là, on ne savait pas si Sergio survivrait. Le sentiment de culpabilité ne m'a pas quitté pendant des semaines...

« J'ai eu la chance d'accompagner certains joueurs à un moment clé de leur développement »

Êtes-vous jaloux de voir la liberté et les pouvoirs conférés à Luis Enrique à Paris ?

Non, pas du tout. Je savais qu'il y aurait un renouvellement important de l'effectif en fin de saison. C'était prévu. J'ai juste le regret de ne pas avoir vécu cette période-là. Moi, j'ai vécu une période de transition. Mais j'aimerais bien que l'on ne résume pas mon passage au PSG aux quatre derniers mois. Je veux en tout cas remercier son altesse l'émir du Qatar, mais aussi le président Nasser al-Khelaïfi et Luis Campos de m'avoir donné l'opportunité de vivre cette expérience.

Qu'avez-vous ressenti lors du sacre parisien en Ligue des champions ?
J'étais content pour l'émir, le président, Luis Campos et tous les joueurs avec lesquels j'ai travaillé là-bas, mais aussi pour les gens qui sont autour de l'équipe et qui attendaient ça depuis des années.

J'ai eu la chance d'accompagner certains joueurs à un moment clé de leur développement. Quand on voit ce qu'ils sont devenus, on se dit qu'on a contribué, modestement, à cette trajectoire.

Quels sont vos rêves, vos objectifs pour la suite de votre carrière ?

Je vais avoir 60 ans. Je suis toujours aussi passionné par mon métier. En fait, je suis un homme avec des bonheurs très simples : les entraînements, la préparation des matchs, la compétition. J'ai aussi besoin d'une relation humaine avec mes dirigeants. Je pense que chaque saison est une aventure humaine. Avec beaucoup de modestie et d'humilité, j'ai le privilège de pouvoir choisir et donc de refuser des choses que je ne sens pas. Mon avenir, ce sera donc sur un banc de touche, c'est sûr. Pour l'instant, je suis heureux là où je suis, dans ce projet, car on part d'une feuille blanche et on avance, avec mon CEO Saad al-Lazeez, dans les infrastructures, les structures, les résultats. Je prends beaucoup de plaisir. Le football m'a aussi appris une chose : les meilleures histoires arrivent souvent là où on ne les attend pas...

Quid d'une sélection ?

On m'en a proposé une l'année dernière, celle du Qatar. J'ai refusé parce que j'ai besoin du quotidien. Ce n'est pas le même métier. Mais il y a une autre raison.

Laquelle ?

Pour être un joueur international, il faut avoir la nationalité du pays. Ce n'est pas le cas pour le poste de sélectionneur. Moi, j'ai cette réflexion-là, même si je ne porte pas de jugement sur les coaches qui prennent des sélections étrangères.

Plusieurs techniciens ont candidaté pour prendre la suite de Didier Deschamps. En faites-vous partie ?

Non, mais je ne pense pas que ça marche comme ça... Ensuite, le successeur de Didier Deschamps, on le connaît, ce sera Zizou. Il est légitime.

C'est une évidence, à vos yeux ?

Oui, c'est une évidence. Déjà, c'est la génération 1998. Et puis c'est Zizou, tout ce qu'il représente, avec son parcours exceptionnel de coach. Quand on gagne trois C1 d'affilée, ça montre le niveau de l'entraîneur.

Parmi les rêves que vous avez évoqués par le passé, il y a l'OM. Est-ce toujours le cas ?

Évidemment. Je suis né à Marseille, j'ai joué à l'OM... Ça aurait pu se faire, mais ça ne s'est pas fait pour une histoire de timing. J'ai été sollicité par l'OM après Paris, mais pour les raisons précédemment évoquées, j'ai préféré dire non. J'avais besoin de prendre un peu de distance afin de préparer les échéances extrasportives qui arrivaient.

Cela a été dur de dire non à Marseille ?

Ça n'a pas été simple mais j'ai préféré être honnête avec les gens qui m'avaient sollicité lors des entretiens. Est-ce que ça se représentera ? Je ne sais pas...

En quoi avez-vous changé en tant qu'entraîneur depuis vos débuts sur les bancs ?

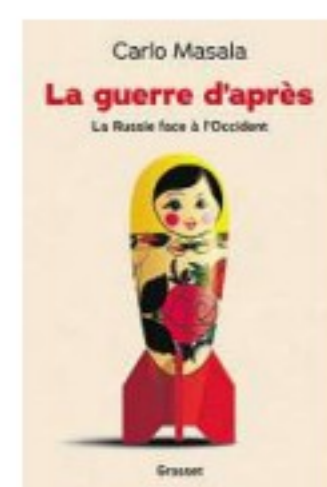
Ça fait dix-sept ans, avec très peu de coupures, que j'entraîne au plus haut niveau. Je ne dois être pas loin de 700 matchs dirigés. Je ne suis forcément pas le même entraîneur qu'au début. La fougue, la colère, c'est passé. J'ai de l'expérience, de la sagesse, avec un œil qui travaille tout le temps. J'essaie d'anticiper. Le football a beaucoup changé. Au fil de mon parcours, de joueur, d'adjoint et de numéro un, j'ai évolué comme le football a évolué. Sinon, je n'existerais plus. Là où j'ai beaucoup changé, c'est que j'ai fait quatre clubs dans mon championnat, mais aussi d'autres à l'étranger. Certains pensent que, dans les pays du Golfe, on est relax, en tongs, à la plage... Non. On a ici aussi une obligation de résultat. ■

« La Russie a une fenêtre d'opportunité parfaite pour attaquer l'Europe et regarder l'Otan s'effondrer »

CARLO MASALA

Dans un ouvrage à succès de géopolitique fiction, « La Guerre d'après. La Russie face à l'Occident » (Grasset, 2025), Carlo Masala, professeur à l'université de la Bundeswehr, a imaginé un scénario dans lequel l'Europe, lasse et prise de court, finit par céder sa sécurité à une Russie impériale résurgente, après l'attaque hybride menée par celle-ci contre la ville de Narva, en Estonie. Une hypothèse destinée à servir d'avertissement à l'Europe. Dans un grand entretien au « Figaro », l'auteur estime que « son scénario est encore plus probable aujourd'hui », alors que Trump est arrivé aux affaires, se désengage de l'Otan et fait la guerre en Iran. « Les Européens sont dans le déni des visées impériales de Moscou, qui cherche à changer l'ensemble de l'ordre européen », pas seulement à soumettre l'Ukraine, avertit-il. Masala note aussi que l'Europe n'est pas prête à une éventuelle attaque conventionnelle et que l'Amérique de Trump a porté un coup majeur à l'Alliance en faisant mine d'attaquer le Groenland et en signifiant qu'elle s'orientait vers un désengagement.

➤ Lire aussi PAGES 6 ET 7



■ LA GUERRE D'APRÈS. LA RUSSIE FACE À L'OCCIDENT De Carlo Masala. Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni. Éditions Grasset, 176 p., 17 €.



PAR
Laure Mandeville

LE FIGARO. - Dans votre livre choc « La Guerre d'après », vous mettez en garde contre le scénario d'une attaque russe contre Narva en Estonie, visant à tester la solidarité de l'Otan. Devient-il plus probable avec Trump et l'engagement américain en Iran ?
CARLO MASALA. - Le scénario devient plus probable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a un an et demi, principalement parce que les États-Unis ont porté un coup majeur à l'article 5 (de la Charte de l'Otan, NDLR), quand ils ont menacé le Danemark d'utiliser la force pour prendre le Groenland. Cette tentative a été vue en Russie comme le signe évident du fait que les États-Unis ne sont plus dédiés à la sécurité de l'Europe. Le vice-ministre américain de la Défense, Elbridge Colby, nous a d'ailleurs signifié que nous devons désormais assurer la défense conventionnelle de l'Europe. Ce que je n'aurais pu imaginer, c'est que Trump allait aider la Russie en Ukraine. De plus, le président des États-Unis fait savoir aux Russes que l'article 5 n'est plus quelque chose à quoi les Américains tiennent. Cela renforce la perception russe selon laquelle l'Otan ne sera pas capable de réagir si la Russie attaque.

Ne peut-on pas aller plus loin ? Nombre d'analystes redoutent une attaque hybride contre l'Europe pour influencer sur le cours de la guerre d'Ukraine. Le Kremlin ne cesse en effet de noter le rôle des Européens dans l'aide à Kiev, et de les menacer. La Douma a passé une loi autorisant la Russie à intervenir partout où ses ressortissants sont « menacés »... J'ai encore du mal à croire que les Russes soient prêts à ouvrir un second front, en pleine guerre. Mais si j'étais russe, je constateraï que les États-Unis sont occupés en Iran, qu'ils y épuisent leurs stocks d'armes et que par conséquent, s'ouvre une fenêtre d'opportunité. Ces derniers jours, sur internet, on a vu de mystérieuses organisations proclamer une République libre de Narva, ville frontière estonienne dont je parle dans mon scénario comme d'une cible idéale. Puis, certains commentateurs télévisuels russes ont appelé à attaquer Narva, pour saper l'Otan. On voit bien que la Russie mène une guerre psychologique pour nous déstabiliser. Ils préparent « le champ de bataille ». Or nous ne sommes pas prêts conventionnellement. Les États-Unis sont occupés ailleurs et ne seraient pas capables d'engager assez de forces, même en le voulant. Ils parlent de quitter l'Otan et montrent leur réticence à invoquer l'article 5. N'est-ce pas la situation parfaite du point de vue russe pour fomenter quelque chose de très limité et regarder ensuite l'Otan s'effondrer ?

Que voyez-vous venir précisément ?

L'Otan a plusieurs ventres mous. L'île de Svalbard (près du pôle Nord, où se font face Russes et Norvégiens), Narva et une autre ville du même type en Lituanie. Et bien sûr le corridor de Suwalki (qui couperait les Baltes du reste de l'Otan). En Allemagne, on a organisé un jeu de rôle pour voir comment l'Otan réagirait si les Russes orchestraient quelque chose contre la Lituanie (à Suwalki). Il s'est avéré qu'aucune décision n'était prise parce que cela apparaissait trop risqué !

Avez-vous l'impression que les Allemands se réveillent ? En France, beaucoup restent favorables à l'apaisement...

Le problème fondamental est que la plupart des gens en Europe nient ce que les Russes nous disent pourtant depuis des années : le fait qu'ils ont des ambitions impériales. Du point de vue de la psychologie humaine « normale », je peux comprendre. Nous avons eu le Covid, et maintenant cette guerre qui dure depuis quatre ans. Tout le monde veut que cela prenne fin. Les Européens ne veulent pas croire que le problème dépasse l'Ukraine, que la Russie veuille changer tout l'ordre européen. Il suffit pourtant de revenir aux lettres que le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a écrites aux Américains et au siège de l'Otan en décembre 2021. C'est tout à fait explicite. Mais nos compatriotes ont tendance à fermer les yeux. C'est pourquoi nous avons cette conversation très étrange en Europe avec un camp qui dit : « Pourquoi les Russes feraient-ils cela ? Ils ne sont pas fous. » C'est un état de déni des ambitions impériales de la Russie.

Vous avez écrit il y a quelques années un livre sur l'état de la Bundeswehr, qui sonnait l'alarme. Vous y expliquiez que si les Russes attaquaient, l'Allemagne ne tiendrait pas plus de deux semaines et demie ! Êtes-vous confiant sur le réarmement en cours ?
Il faut distinguer entre savoir si l'Allemagne se réarme et savoir si elle le fait bien. Nous voyons de réels progrès. Ce qui a été dépensé par le ministère de la Défense en matière d'achats d'armes est vraiment gigantesque, en comparaison des vingt dernières années. Le problème est que nous n'allons pas assez vite car nous utilisons les structures et les procédures du temps de paix, lentes et tatillonnes. Mon idée est que si on a plus peur d'un tribunal administratif ou d'une Cour des comptes fédérale que de l'armée de la Fédération de Russie, il y a quelque chose qui cloche. Il faut reprendre chaque procédure et se demander si elle est nécessaire. Il y a aussi une vraie lacune dans le travail à faire pour rendre notre société résiliente mentalement. Si nous avons, par exemple, une attaque hybride et n'avions plus d'eau chaude ou d'électricité dans nos villes pendant plusieurs jours, les gens paniqueraient. Ils ne savent pas où il faudrait aller dormir pour avoir chaud, protéger les enfants et les personnes âgées... Pourtant, c'est très important, car c'est cela qui rend les sociétés résilientes. Chaque Allemand devrait être conscient qu'il doit défendre son pays par tous les moyens nécessaires, que ce n'est pas seulement une affaire militaire.

Comment voyez-vous, depuis l'Allemagne, la dynamique de la défense européenne ?

Le couple franco-allemand peut-il se relancer ?
La France et l'Allemagne sont importantes, mais elles ne sont plus la force motrice de l'Europe. Merz comme Macron, de ce point de vue, sont prisonniers d'une vieille mentalité, ils pensent que Paris, Berlin et Londres suffisent. Il faut élargir. Ceci dit, je n'arrive pas à trouver la bonne explication sur la faiblesse de l'interaction de Macron et de Merz, car je ne perçois presque aucune différence rhétorique sur le traitement de la Russie. Mais leur débat sur la question de savoir s'il faut acheter européen ou permettre d'acheter à des pays tiers me paraît décalé par rapport à la phase où nous sommes. Même chose sur l'avion du futur (Scaf). Voilà un an que nous discutons, alors prenez une décision !

Depuis la crise du Groenland, nous sommes dans une nouvelle Otan »

N'est-ce pas parce que, au fond, dans le cœur des Allemands et des Français, la défense reste nationale, intimement liée à la souveraineté ?

Ce qui a changé au ministère allemand de la Défense (les Français ont toujours été sur cette ligne), c'est la prise de conscience que pour avancer, on ne peut plus s'appuyer sur les processus longs et lourds de l'Union européenne. Il faut négocier entre gouvernements et se mettre d'accord. Mais ce qui a toujours existé et devient un problème, c'est une forme de compétition entre Allemands et Français pour le leadership. Chacun parle du moteur de l'intégration européenne mais, si vous regardez bien, les Français veulent avoir un peu plus de poids que les Allemands, et vice versa ! Qui, au sein de ce couple « leader » est le leader du couple ?

Où cela nous mène-t-il ?

En fin de compte à des résultats plutôt positifs. Même si ce n'est pas assez rapide, Allemands et Français, pour la première fois, sont très concentrés sur les capacités et leur développement. Il nous arrive de développer ensemble des capacités comme Elsa (une initiative franco-allemande visant à construire une capacité européenne de missiles à longue portée). Sur d'autres sujets, les Allemands travaillent avec les Nordiques sans les Français, et les Français avec les Britanniques sans les Allemands. On voit monter une forme nouvelle de coopération, beaucoup plus productive.

Une forme de rapprochement entre Berlin et Paris s'opère sur le nucléaire. Les Européens, découvrant que la dissuasion nucléaire américaine pourrait refluer, cherchent des garanties à Paris. Je dirais que c'est le plan B. Le plan A, c'est le constat que les États-Unis se retirent de l'Europe, mais qu'ils s'en tiennent à leurs engagements nucléaires. Mais ce plan A crée un problème, car la question de la crédibilité de l'engagement américain s'est toujours posée. On se souvient de Gaulle demandant au chancelier allemand s'il croyait vraiment que les Américains étaient prêts à risquer la survie de New York pour la libération de

Hambourg. Nous revenons à cette question fondamentale. Pendant plus de trois décennies, nous avons travaillé dans l'Otan sur un système qui alliait une dissuasion stratégique, tactique et conventionnelle. On disposait d'une « échelle d'escalade » qui n'évacuait pas le problème de l'engagement final, mais au moins rassurait. Le fait que les Américains envisagent un retrait, même partiel, rouvre le dossier. Il devient logique de dire qu'il faut amender la protection nucléaire américaine. C'est là que Macron entre en scène. Car si, à l'avenir, les États-Unis venaient à dire que leur garantie nucléaire a également disparu, nous aurions le noyau d'une alternative en France. La vraie nouveauté est que le président Macron a rappelé qu'il n'y a pas de puissance nucléaire sans puissance conventionnelle. C'était un point de référence à l'effort de réarmement de la Bundeswehr et son but de devenir l'armée conventionnelle la plus grande de l'Otan. Macron a en fait relié la force nucléaire de la France et la force conventionnelle de l'Allemagne.

Que voulez-vous dire ?

Comment créer une échelle d'escalade européenne qui va du conventionnel au nucléaire ? Si vous êtes la France, que vous avez la force nucléaire mais que vous manquez d'argent pour le conventionnel quand vos partenaires allemands et polonais ont la puissance de combat de conventionnelle, alors vous devez parler avec eux de l'échelle d'escalade que vous pouvez créer afin de dissuader les Russes.

Baltes et Polonais sont très attachés à la dissuasion américaine.

Oui, mais ils commencent à comprendre qu'ils ne peuvent plus s'appuyer sur Washington. Cela leur prend plus de temps qu'à nous, parce que quelque chose de fondamentalement européen n'est pas encore disponible et que les États-Unis sont encore présents... Mais en privé, ils s'inquiètent. Au sein du parti nationaliste PiS, certains commencent à penser que la souveraineté polonaise sera peut-être mieux protégée dans un cadre européen qu'en comptant seulement sur le mouvement Maga et la présence américaine en Pologne. On peut certes se demander si les Français risqueraient la destruction de Paris pour la libération de l'Estonie. Mais je dirais aussi que pour la France, la chute de l'Estonie ou des pays Baltes aurait des conséquences bien plus graves que pour les États-Unis ! Il n'y a aucun doute. Les chances que la France défende les Baltes sont donc bien plus élevées que celles d'un pays situé à 8 000 miles à l'ouest.

Vos propos montrent à quel point la situation de l'Otan a changé. Cela ne pose-t-il pas de lourdes questions, notamment sur la nécessité de développer un composant d'intelligence artificielle européenne autonome pour nos systèmes d'armes ?

Je ne suis pas spécialiste d'IA mais, bien sûr, si nous achetons Palantir, qui a été adopté par l'Otan comme système cadre, la question se pose de savoir s'il y a une porte dérobée que le gouvernement américain pourrait utiliser via Palantir, dans le cas où nous ferions quelque chose que les États-Unis n'aiment pas.

N'est-ce pas la question que nous posions à propos de la 5G chinoise et ne montre-t-elle pas l'évaporation de la confiance dans l'Alliance ?

Exactement. Car si on a des doutes sur l'existence d'une porte dérobée, il faut commencer à travailler sur quelque chose d'autre ! Je dirais que, depuis la crise du Groenland, nous sommes dans une nouvelle Otan. Il y a certes eu des périodes où des pays de l'Otan ont été en guerre les uns contre les autres ou en tension. Mais jamais le membre le plus important n'avait menacé un autre membre de recourir à la force pour prendre une part de son territoire.

Ne faut-il pas accélérer la création d'une défense commune entre l'UE et l'Ukraine, force la plus opérationnelle du continent ?

L'énorme machine d'intégration, d'interopérabilité et de planification commune de l'Otan est très précieuse et difficile à remplacer. La première question est donc de savoir si les Européens sont prêts à européeniser l'Otan et prendre le contrôle de ces structures ? Sommes-nous prêts à remplacer les États-Unis qui vont retirer 200 personnes du commandement de l'Otan ? Devrions-nous aller voir les Américains et leur dire que nous sommes prêts à prendre la main (eux restant en back-up) ? Si on n'y arrive pas, alors il faudra créer quelque chose de nouveau sur la base d'une coalition des volontaires. Et là, j'inclus absolument l'Ukraine, et je commencerais à former des unités communes avec les Ukrainiens, en commençant par les pays Baltes pour créer un bataillon commun de défense par drones des trois nations baltes, auxquelles s'ajouteraient les Ukrainiens. De sorte qu'au final on ait des Ukrainiens stationnés dans les pays Baltes. Pourquoi ne pas inviter aussi des officiers d'état-major ukrainiens à titre permanent comme officiers de liaison dans nos états-majors nationaux ? Si c'était le cas, la probabilité que les Européens viennent à leur secours deviendrait bien plus grande. ■

Dans une étude pour la Fondation Jean Jaurès, publiée en avant-première dans « Le Figaro », l'écrivain et politologue Jérôme Fourquet explique comment le bouleversement de la sociologie rurale et le renforcement de l'intercommunalité ont contribué à la baisse de la participation aux municipales.



PAR
Jérôme Fourquet

Après l'abstention record (55%) enregistrée au premier tour des élections municipales de 2020, alors que la psychose du virus du Covid 19 gagnait tout le pays, la question se posait de savoir si on allait retrouver un taux équivalent à celui des municipales de 2014 ou bien si on allait assister à une nouvelle étape dans la baisse tendancielle de la participation. Avec une participation de seulement 57%, la question a été tranchée au soir du premier tour. Ce taux s'inscrit en recul de près de 7 points par rapport à 2014. Nous sommes donc en présence d'un phénomène s'inscrivant sur la longue durée.

SIX FRANÇAIS SUR DIX SEULEMENT CONNAISSENT LE NOM DE LEUR MAIRE

Les abstentionnistes interrogés évoquent d'abord l'incapacité de la politique à répondre à leurs besoins et à améliorer leurs conditions de vie. Cette impuissance perçue du politique est ressentie alors même qu'il s'agit d'une élection se déroulant dans la commune, échelon par excellence de la proximité. Cela en dit long à la fois sur la crise du politique et sur la dépolitisation de toute une partie de la population, qui ne se sent ni représentée, ni écoutée, ni intégrée dans la communauté démocratique. Le mode de fonctionnement et les compétences des collectivités territoriales représentent un univers obscur pour beaucoup de Français qui ont décroché de la politique, même locale. Quand 74% des Français pouvaient citer le nom de leur maire en 2017, ils ne sont plus désormais que 60% à pouvoir le faire.

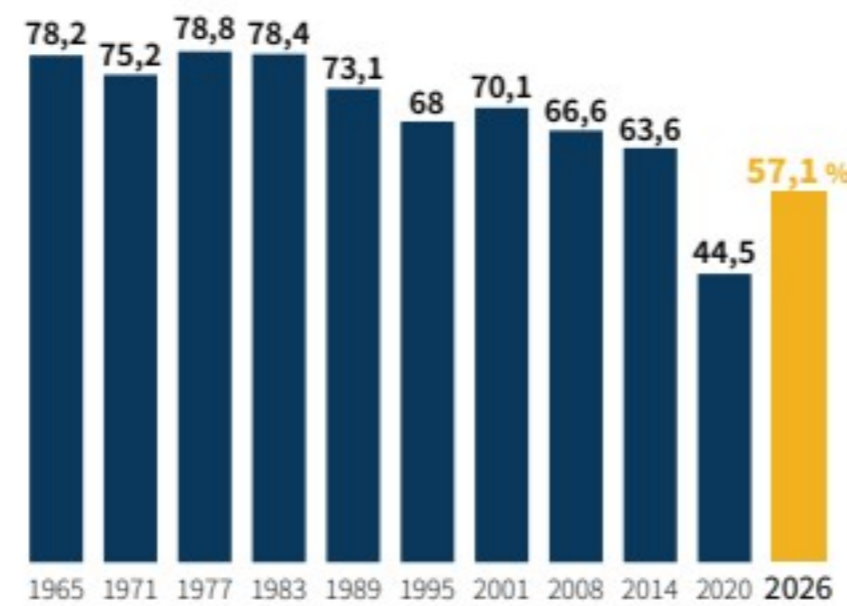
Cette prise de distance vis-à-vis de la vie publique locale frappe de plein fouet la presse quotidienne régionale. Comme l'ont bien montré David Medioni et Jean-Laurent Cassely, la diffusion de la presse quotidienne régionale recule, au profit de pages Facebook locales, canaux d'information non institutionnalisés et moins généralistes et faisant la part belle à la subjectivité et à des informations ciblés, touchant, grâce à la magie des algorithmes, des publics de niche ou affinitaires. Le déclin de la presse quotidienne régionale (PQR) et la hausse tendancielle de l'abstention aux élections locales constituent deux symptômes jumeaux de ce retrait civique. Et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'audience de la PQR se maintient chez les seniors, tranche d'âge parmi laquelle la participation aux élections municipales est la plus élevée, et qu'inversement les 18-35 ans, qui se sont beaucoup plus massivement abstenus, lisent très peu la presse locale.

L'ABSTENTION PROGRESSE PLUS FORTEMENT CHEZ LES 35-64 ANS

Ces écarts très marqués selon l'âge des citoyens ne sont pas nouveaux. Ainsi, des municipales de 2008 à celles de 2026, le taux de participation des jeunes est resté relativement stable et nettement plus faible que dans la moyenne de la population. Symétriquement, les seniors se caractérisaient déjà, il y a dix-huit ans, comme la tranche d'âge la plus participative. Mais parallèlement à cet effet d'âge structurel, la comparaison des chiffres à dix-huit ans d'écart fait également apparaître un effet générationnel. Ainsi, alors qu'en 2008 le taux de participation était encore très élevé parmi les tranches d'âge intermédiaires (les 35-64 ans), ce taux y a beaucoup reculé en 2026. Alors qu'il y a dix-huit ans la participation structurellement faible parmi les moins de 35 ans grimpait très significativement passé 35 ans, le gain de participation est désormais nettement moins spectaculaire. Les générations qui ont aujourd'hui entre 35 et 64 ans semblent nettement moins civiques et moins

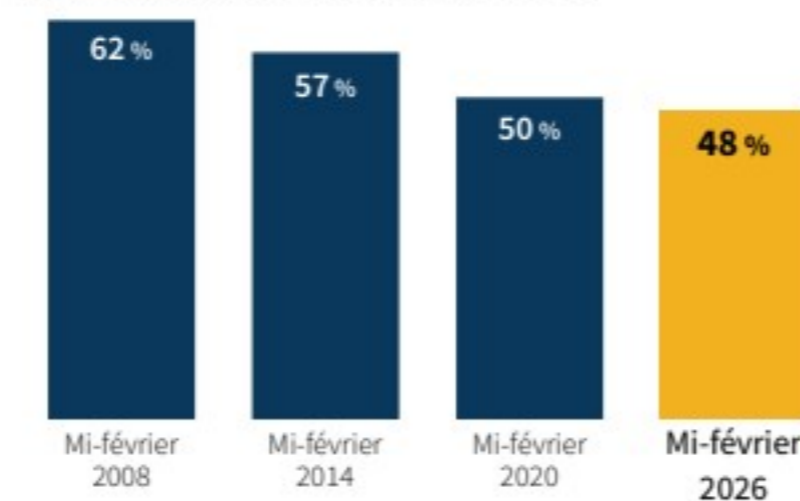
Une prise de distance croissante avec la politique

Évolution de la participation au 1^{er} tour des élections municipales en métropole depuis 1965, en % des inscrits



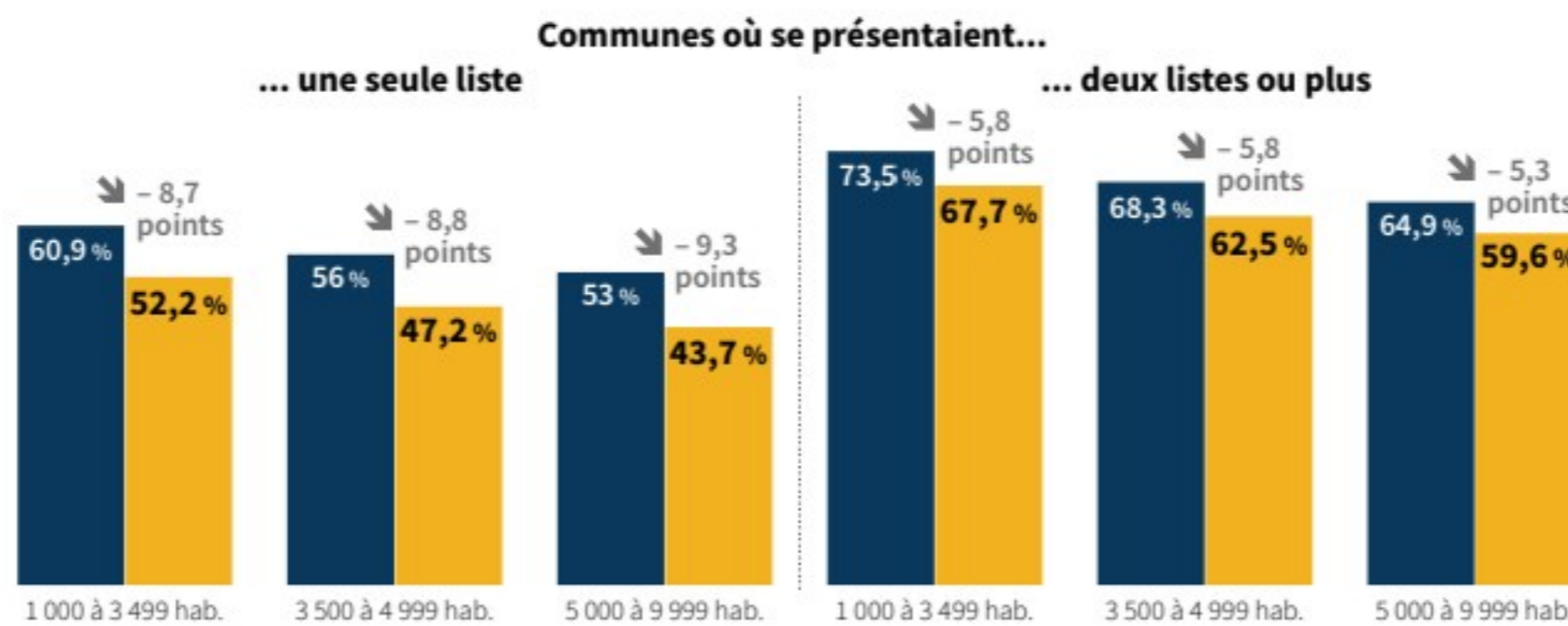
Une campagne électorale escamotée

Évolution de la part de Français ayant parlé avec leurs proches de la campagne pour les élections municipales, en %



Un recul de la participation nettement plus fort lorsqu'une seule liste se présente

Évolution de la participation au premier tour entre 2014 et 2026 dans les petites communes en fonction du nombre de listes en présence, en %



Source : Jérôme Fourquet / Ifop

De quoi la montée de l'abstention aux muni

intéressées par l'enjeu municipal et communal que les générations qui avaient le même âge en 2008.

Les prochains scrutins nous diront si, arrivés dans la séniorité, ces 35-64 ans adopteront par effet d'âge un réflexe de participation électorale plus élevé ou si l'effet de génération aboutira à une chute de la participation parmi ces futurs 65 ans et plus. Si l'on se base sur les données actuelles, les deux phénomènes semblent d'ores et déjà à l'œuvre parmi les seniors d'aujourd'hui, qui par effet d'âge sont toujours les plus nombreux à voter, mais parmi lesquels le taux de participation s'est déjà un peu érodé par rapport à ce que l'on observait parmi les 65 ans et plus en 2008 (-5 points de participation).

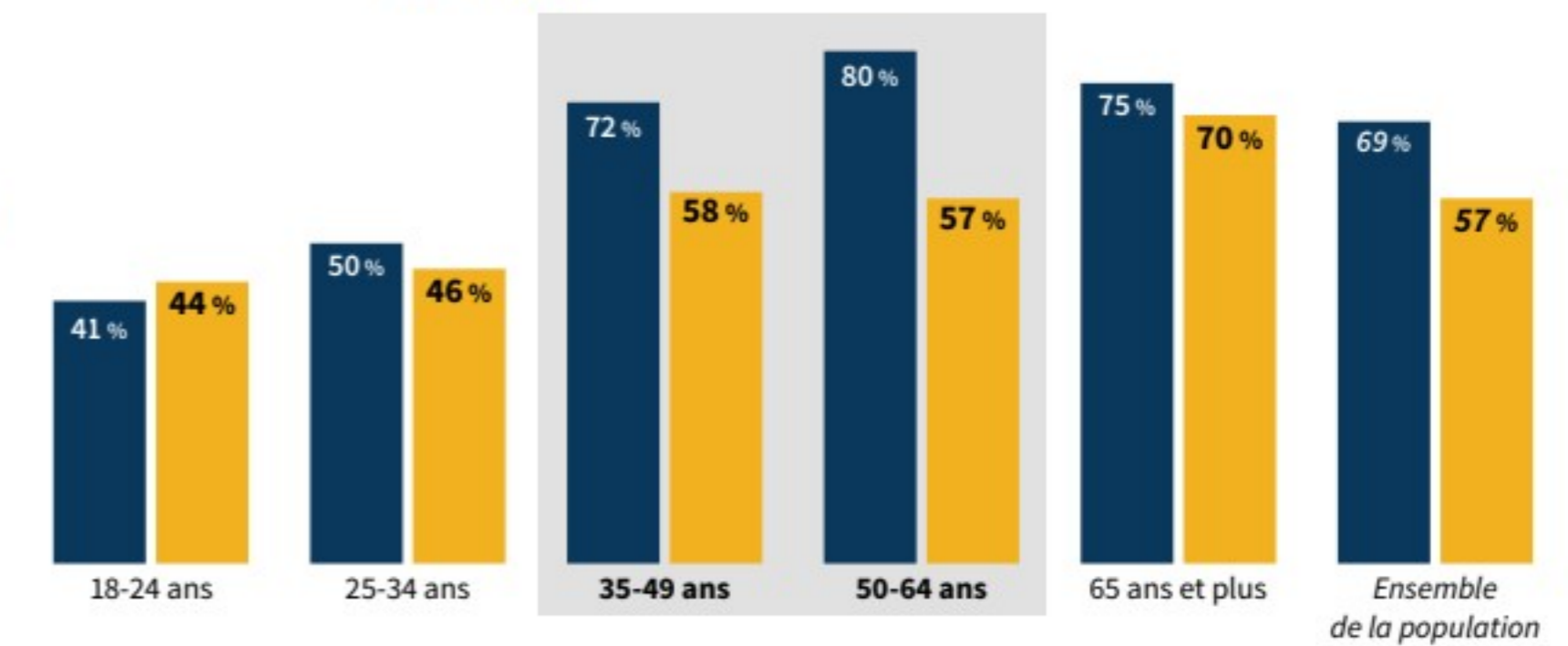
UNE CAMPAGNE OCCULTÉE PAR L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

La participation a également été fragilisée par des éléments conjoncturels, au premier rang desquels une actualité internationale particulièrement chargée. L'année 2026 commença le 3 janvier par une saturation des écrans avec les images stupéfiantes de l'opération commando menée au Venezuela par les États-Unis. Il y eut ensuite le débat sur les prétentions américaines sur le Groenland; puis la publication par la justice américaine le 30 janvier de documents des « Epstein Files » et l'écho donné en France aux liens de Jack Lang et de sa fille avec le prédateur sexuel américain. Et enfin la focalisation de l'attention sur le golfe Persique avec l'envoi d'un porte-avions américain puis le déclenchement, le 28 février, à deux semaines du premier tour des municipales, des frappes israélo-américaines sur l'Iran.

Cette omniprésence de l'actualité internationale dans l'espace médiatique français a réduit d'autant le temps d'antenne et d'écran disponible pour traiter de l'actualité nationale et des municipales. Sur les mois de janvier et de février 2014, « C dans l'air », programme phare du paysage télévisuel français, ne consacra pas moins de 13 émissions à la politique nationale et à la campagne. En janvier et février de cette année, seules 4 émissions de « C dans l'air » ont traité de ce su-

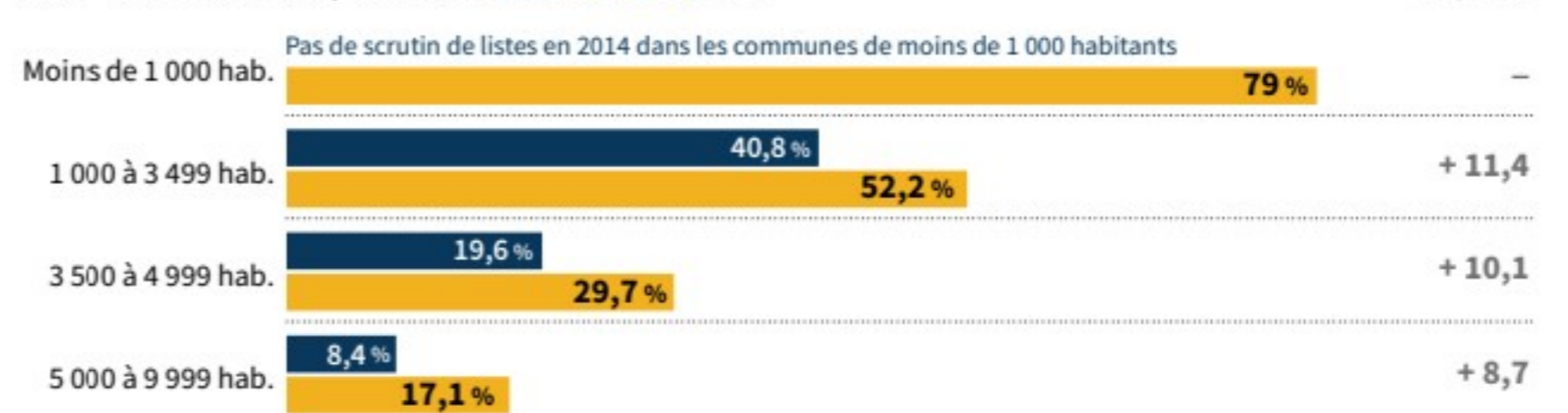
Un très fort recul de la participation parmi les générations qui ont entre 35 et 64 ans

Comparaison du taux de participation au 1^{er} tour des municipales par tranches d'âge entre 2008 et 2026, en % des inscrits



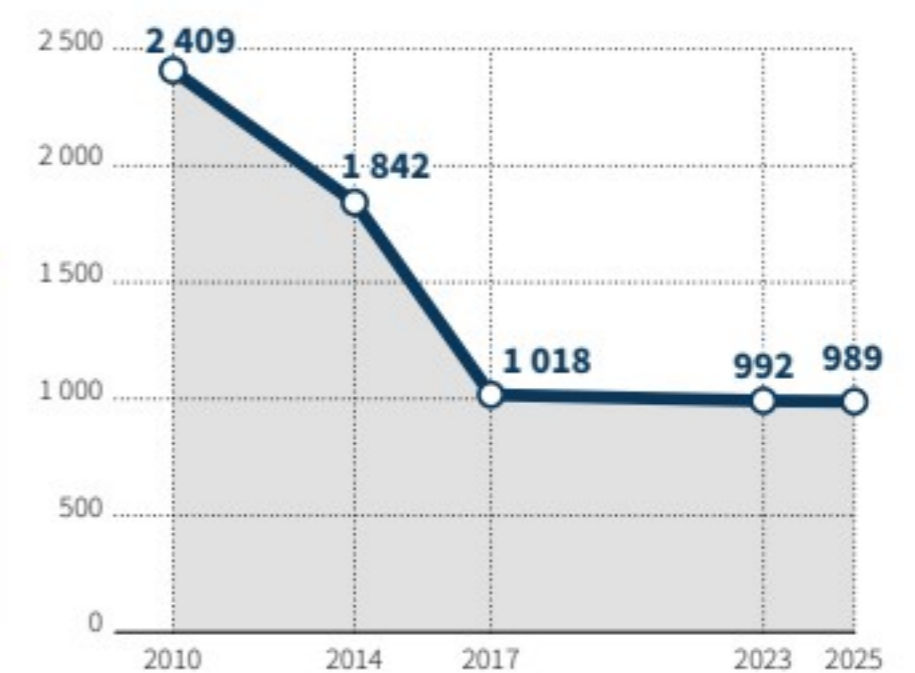
Une augmentation du nombre de communes dans lesquelles une seule liste est présente

Comparaison de la proportion de communes où une seule liste se présentait au 1^{er} tour des municipales entre 2014 et 2026, en %



Une baisse continue du nombre d'intercommunalités

Évolution du nombre de communautés de communes



jet contre 36 évoquant la situation internationale. La campagne des municipales a également pâti du fait que le camp présidentiel décide d'« enjamber le scrutin ». Contrairement à ce qu'on observait lors des campagnes municipales se déroulant avant l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, la coalition présidentielle, peu implantée sur le terrain et redoutant sans doute une déconvenue électorale, présenta très peu de listes estampillées « majorité présidentielle ». À quelques exceptions près (Annecy, Lille, Bordeaux...), les candidats macronistes se présentèrent le plus souvent dans le cadre de listes d'union et de rassemblement (la plupart du temps avec la droite). De la même façon, les membres du gouvernement et le couple exécutif se sont très peu impliqués dans la campagne et n'ont pas multiplié les déplacements sur le terrain ou les meetings. La faible présence de représentants du camp présidentiel et le non-engagement de l'exécutif dans la campagne ont dénationalisé ce scrutin.

Traditionnellement, dans les villes, grandes et moyennes, les élections municipales s'apparentaient à des élections de mi-mandat et revêtaient une dimension nationale, une partie des électeurs se mobilisant pour soutenir ou pour sanctionner le camp présidentiel. Cette année, ce ressort a beaucoup moins fonctionné, ce qui a sans doute pesé à la baisse sur la participation. D'après les données de l'Ifop, 74% des électeurs ayant participé aux municipales cette année indiquaient que leur vote ne tenait pas compte de l'action du président et du gouvernement, contre 65% seulement, par exemple, lors des élections municipales de 2008.

L'enjambement de la campagne par le camp présidentiel et la neutralisation du traditionnel vote sanction ont contribué à affaiblir l'importance de ce scrutin aux yeux des Français comme des médias. Ces facteurs conjoncturels se sont ajoutés au phénomène tendanciel de la prise de distance avec la vie politique locale. Ce désintérêt croissant peut être mesuré grâce à un baromètre de l'Ifop, qui quantifie tous les mois les sujets ayant animé les conversations des Français. À la mi-février 2008, pas moins de 62% des Français avaient évoqué avec leurs proches la

campagne des élections municipales, qui allaient se dérouler quelques semaines plus tard. Cette présence des municipales dans les conversations de nos concitoyens n'a fait depuis que reculer scrutin après scrutin pour atteindre le score de 48% cette année.

Cette moindre appétence s'est observée également au soir du premier tour. Les soirées électorales organisées par les trois principales chaînes (TF1, France 2 et France 3) avaient rassemblé pas moins de 14,2 millions de téléspectateurs le 9 mars 2008. Six ans plus tard, le 23 mars 2014, l'audience cumulée était tombée à 11,4 millions et, le 15 mars dernier, ce chiffre s'établissait à seulement 10,8 millions. Depuis 2008, les chaînes d'information en continu sont certes montées en puissance, mais les soirées électorales proposées par les grandes chaînes demeurent un point de repère structurant et le fait que ces programmes voient leur audience s'effriter singulièrement (-25% de téléspectateurs par rapport à 2008) constitue un indice supplémentaire du désintérêt d'une part croissante de la population avec ce rendez-vous électoral.

LA FIN DU « PANACHAGE » FAIT RECULER LA PARTICIPATION

Il est important aussi de se pencher sur l'évolution de la participation en fonction des strates de communes car, si la baisse de la participation a été un phénomène général, elle a été nettement plus marquée dans certains types de communes. De manière traditionnelle, en 2014 comme en 2026, le taux de participation a été nettement plus élevé dans les communes rurales que dans les villes.

Mais, parallèlement, c'est précisément dans ces espaces ruraux que la baisse de la participation a été la plus forte avec un recul de près de 10 points dans les communes de moins de 3 500 habitants, contre un recul de 3,7 points dans les villes de plus de 20 000 habitants.

Dans les communes de moins de 1 000 habitants, la fin du panachage, pratique qui consistait pour l'électeur à pouvoir biffer des noms de candidats d'une liste ou à en ajouter d'autres, a certes modifié la donne et supprimé un ressort puissant

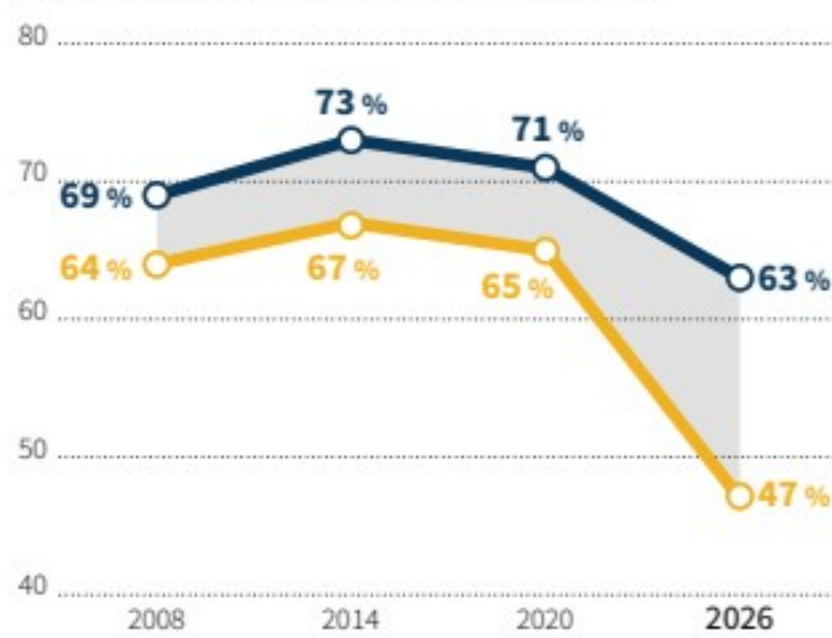
DÉBATS

Les candidatures des sortants, et surtout des sortantes, en fort recul dans les petites communes

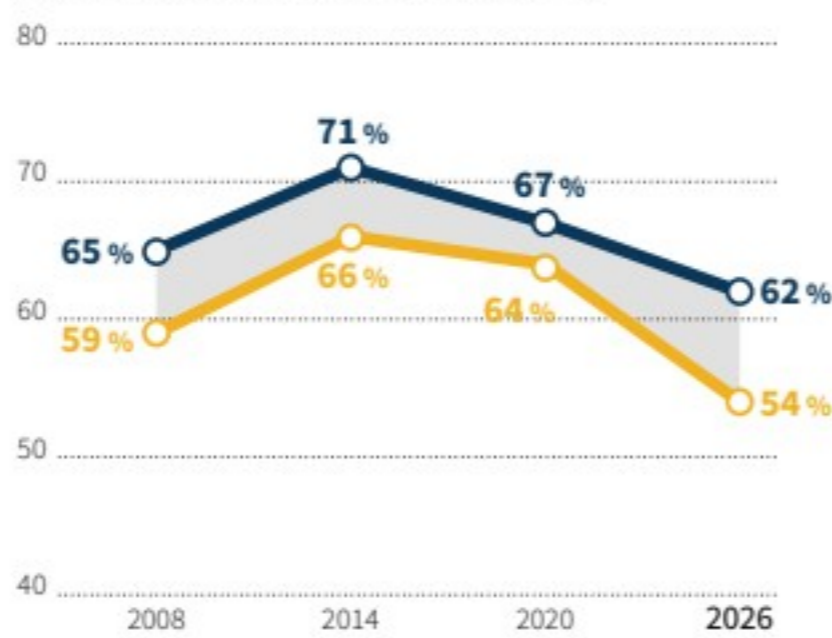
Évolution de la proportion de maires sortants se représentant dans les communes de moins de 3 500 habitants, en %

● Hommes ● Femmes

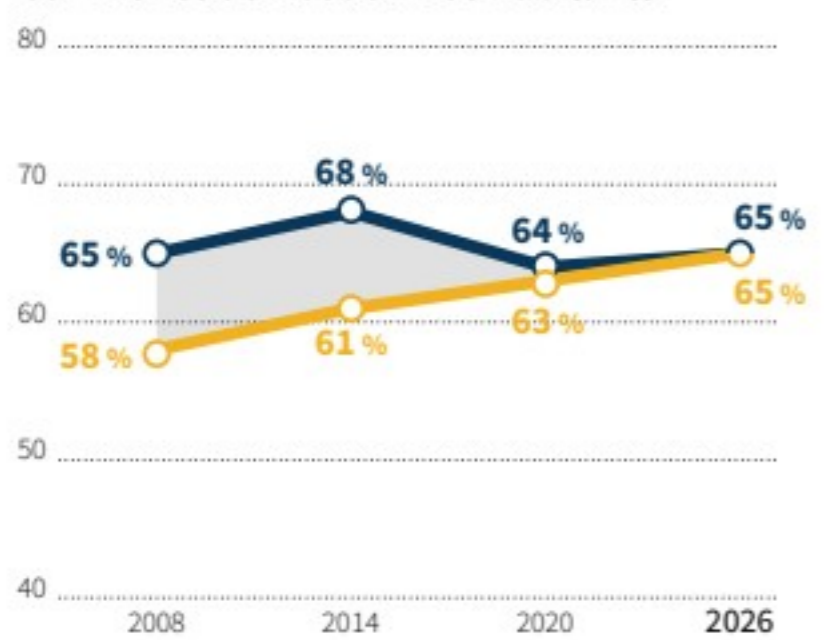
Communes de moins de 500 habitants



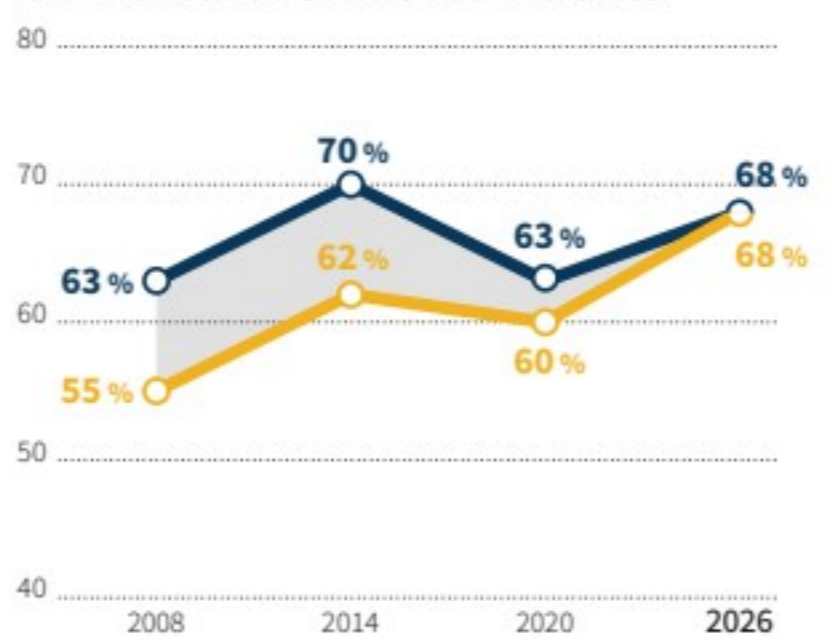
Communes de 500 à 999 habitants



Communes de 1 000 à 1 499 habitants

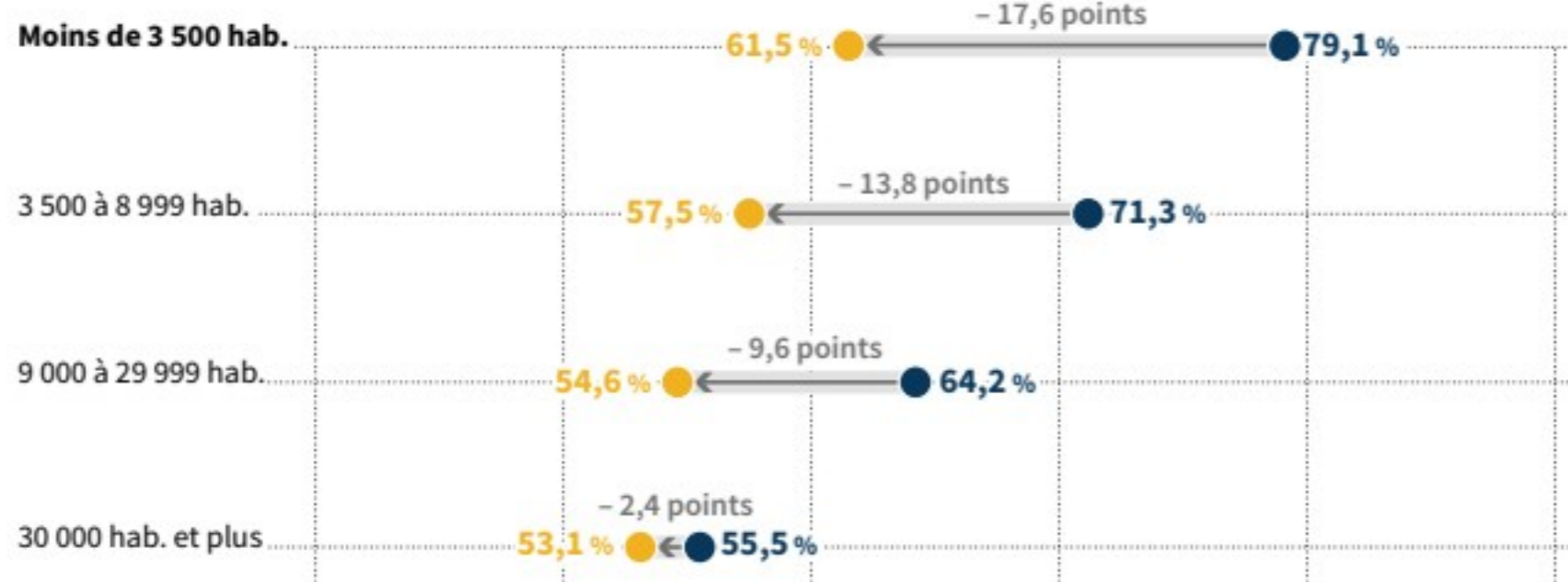


Communes de 1 500 à 3 499 habitants



Une baisse de la participation nettement plus forte dans les petites communes rurales

Évolution de la participation au 1^{er} tour des municipales entre 1995 et 2026 en fonction de la taille de la commune, en % des inscrits



Infographie LE FIGARO

Les municipales est-elle le symptôme ?

qui pouvait inciter au vote. Le dépouillement des votes et la proclamation des résultats étaient dans ces villages l'objet d'une attention particulière de la part de nombreux habitants qui pouvaient ainsi jauger la popularité d'un tel ou tel autre, dans une configuration mêlant démocratie la plus élémentaire et rivalités ou relations interpersonnelles. Toutefois, dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants, la possibilité du panachage existait encore entre 2014 et 2026 et pourtant la participation y a également beaucoup reflé. La fin du panachage ne peut donc pas expliquer à elle seule l'importante baisse de la participation dans le monde rural.

De la même façon, la parité hommes-femmes sur les listes, qui n'était jusqu'à présent pas obligatoire dans les communes de moins de 1 000 habitants, est entrée en vigueur pour ce scrutin. Cette disposition, critiquée par certains maires ruraux car rendant, selon eux, plus difficile la constitution des listes dans les petites communes, a sans doute pu jouer également à la baisse sur la participation, dans la mesure où cette dernière chute significativement quand le nombre de listes en présence dans une commune passe de deux à une seule. Toutefois, la participation a également significativement reculé en 2014 et 2020 dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants, alors que la parité n'y était pas encore obligatoire. Pour résumer, les nouvelles règles électorales (fin du panachage et parité) introduites lors de ce scrutin dans les communes de moins de 1 000 habitants ont contribué à y accroître la baisse générale et significative de la participation dans les zones rurales.

Dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants, strate de communes se rattachant également au monde rural, la baisse de la participation a en effet été de 9,2 points, alors même que les règles électorales n'avaient pas été modifiées pour ce scrutin pour ce type de communes. La baisse est plus accusée encore dans les communes de moins de 1 000 habitants : -11,1 points. Il existe donc un écart de 1,9 point de la participation entre ces deux strates de communes, différentiel que l'on peut attribuer au seul effet de la modification des règles électorales dans les communes de moins de 1 000 habitants.

UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE LISTES

D'autres facteurs doivent donc être convoqués pour expliquer cette chute importante de la participation dans les communes rurales. L'un d'entre eux réside dans la diminution du nombre de listes en présence dans ce type de communes. Quand une seule liste se présente dans une commune, la participation est nettement plus faible que quand au moins deux listes s'affrontent. Si la présence d'un nombre important de listes ne dope pas significativement et linéairement la participation, le fait que l'électeur ait le choix (à minima entre deux listes) ou pas (liste unique) joue en revanche puissamment sur la participation. Au premier tour des municipales en 2026, la participation atteignait ainsi seulement 62,5% dans les communes de moins de 1 000 habitants dans lesquelles le choix électoral se résumait à une seule liste, contre une participation de 79,3% dans les communes de même taille où deux listes étaient en concurrence. Même différentiel de participation dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants : 52,2% en moyenne dans les communes à liste unique, contre 67,5% dans celles où deux listes étaient présentes.

Or, dans la France des villages, des bourgs et des chefs-lieux de canton, la proportion de communes dans lesquelles une seule liste se présentait (et où le choix offert aux électeurs se réduisait en substance au fait de voter pour cette liste ou de ne pas voter) a nettement augmenté en 2026.

Dans l'écrasante majorité des communes de moins de 1 000 habitants, l'offre électorale se résumait donc à une liste, c'était également le cas dans la majorité de celles de moins de 3 500 habitants et dans une part croissante de celles de 3 500 à 9 999 habitants. Et cette augmentation de la proportion des communes à liste unique a significativement pesé à la baisse sur la participation.

DES CITOYENS QUI DEVIENNENT CONSOMMATEURS

Comme on l'a vu, la diminution du nombre de listes, réduisant le choix électoral à une seule liste dans la majorité des communes rurales, a pesé si-

gnificativement sur la participation des habitants au scrutin. Cette crise des vocations n'a pas affecté en premier lieu le personnel politique déjà en place. En effet, d'après les calculs de Pierre-Henri Bono, par rapport à ce que l'on observait en 2014, la proportion de maires sortants se représentant est demeurée très stable dans les communes de moins de 3 500 habitants. On note toutefois dans les plus petites communes une érosion du taux de re-présentation parmi les mairesses (mais ces dernières ne représentaient que 20% des maires en exercice dans ces communes).

Si l'offre électorale s'est restreinte, c'est donc d'abord parce que l'appétence pour l'engagement municipal a reculé parmi les habitants des communes rurales et qu'il ne s'est souvent pas trouvé suffisamment de citoyens et de citoyennes (parité des listes oblige) pour constituer une seconde liste face à celle du maire sortant. Tout se passe comme si l'animation de la démocratie locale reposait en milieu rural sur un môle restreint d'individus engagés et impliqués, mais que ce vivier peinait à se renouveler et à susciter de nouvelles vocations parmi les administrés de ces communes. Face à cette situation, deux lectures sont possibles. L'hypothèse optimiste serait que les habitants de ces communes rurales étant très majoritairement satisfaits de l'action de leur maire (à plus de 70% d'après les données de l'Ifop), la volonté de s'engager pour le remplacer et porter à la mairie une autre équipe municipale ne serait guère répandue.

L'hypothèse pessimiste tiendrait au fait qu'un nombre croissant d'habitants prendraient leur distance avec la vie locale et municipale et adopteraient une posture de citoyens consommateurs et non plus de citoyens engagés, attitude d'ailleurs régulièrement dénoncée par les maires, quand ils sont interviewés sur leur quotidien d'élus et leur vécu de premiers édiles. Ces deux pistes ne sont pas antinomiques et jouent sans doute de manière cumulative et combinée dans ce déclin de l'engagement local dans les communes rurales par rapport au scrutin de 2014.

LES MAIRES VICTIMES DE L'INTERCOMMUNALITÉ

Mais un autre paramètre pèse également dans le moindre engouement pour la vie communale. Il trouve son origine dans la modification au plan territorial du paysage institutionnel entre ces deux scrutins. En 2015, la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) est venue renforcer la logique des intercommunalités. La gestion d'un service commun par l'EPCI devient ainsi la règle et la gestion du service par la commune, l'exception. Cette loi relève par ailleurs très significativement le seuil minimal de population autorisé pour un EPCI de 5 000 à 15 000 habitants. Cette disposition a conduit de très nombreuses communautés de communes à se regrouper et à fusionner. Alors qu'on comptait 2 409 communautés de communes en 2010 et que le nombre s'était déjà réduit à 1 842 en 2014, au terme de l'application de la loi NOTRe, leur nombre était ramené à 992 en 2023, soit une division par deux par rapport 2014 et par 2,5 par rapport à 2010.

Mécaniquement, le périmètre géographique de la plupart des communautés de communes s'est significativement accru, tout comme le nombre de communes les constituant, le nombre moyen de communes par communautés de communes passant de 13 en 2010 à 26 aujourd'hui. Si, sur le plan administratif et financier, une rationalisation de la carte de l'intercommunalité pouvait sans doute s'entendre, la création de ces structures rassemblant en moyenne une trentaine de communes a incontestablement éloigné les citoyens du pouvoir décisionnaire. De surcroît, les compétences dévolues aux communautés de communes sont loin d'être négligeables et touchent à la vie quotidienne des populations. Elles concernent en effet la création et la gestion des zones d'activité, l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal, la collecte et le traitement des déchets ménagers, mais aussi la gestion de l'eau et de l'assainissement. Le transfert de cette dernière a suscité de nombreuses oppositions de la part de villages qui s'estimaient dépossédés d'une précieuse ressource communale. Vu de Paris ou des grandes métropoles régionales, ce débat peut sembler clocher mais et d'un autre temps, mais c'est méconnaître et sous-estimer la place et l'importance de l'eau et des sources à la fois dans l'histoire et l'imaginaire de la France rurale (qu'on pense seulement à *Ma non des sources*, de Marcel Pagnol) mais aussi dans la vie contemporaine de ces territoires, l'approvisionnement en eau saine et non polluée devenant un vrai enjeu. D'ailleurs, au terme d'un long combat relayé par plusieurs sénateurs, des maires ruraux viennent d'obtenir l'abrogation de cette décision pour les communes qui avaient jusqu'ici refusé de s'y soumettre. Toutefois, pour la plupart des communes rurales, cette compétence a déjà été transférée et le retour en arrière n'est pas autorisé.

Qu'il s'agisse de la question de l'eau ou de celle des déchets, du développement économique local comme de l'urbanisme, sur tous ces sujets sources de débats, de demandes ou de récriminations régulières de la part des administrés, les maires ruraux sont désormais obligés de renvoyer vers l'« interco » ou la « com'com ». Se diffuse ainsi progressivement dans la France des bourgs et des villages l'idée que « la mairie n'a plus les manettes » sur tous ces dossiers et que la

décision et l'action résident désormais ailleurs, dans une structure aux contours flous et au fonctionnement opaque ou complexe. Dans ces territoires ruraux, la commune a toujours été présente comme la brique élémentaire de la République et comme le précieux creuset où s'exerçait une démocratie à hauteur d'homme. Les habitants des bourgs et des villages se rendaient massivement aux urnes pour élire un maire, qu'ils connaissaient et croisaient fréquemment, lui confiant ainsi la charge des affaires communes et des services de base. Mais au fur et à mesure que la municipalité s'est vu déposséder de son pouvoir d'agir, par insuffisance budgétaire (les communes rurales n'ayant, par exemple, souvent pas la surface financière pour faire face, seules, au traitement des déchets) ou par décision législative, le subtil équilibre qui s'était patiemment construit et sur lequel reposait la démocratie communale a été rompu. Pourquoi encore voter pour le maire du village ou du bourg s'il n'a plus véritablement prise sur les enjeux du quotidien et si désormais les décisions et les arbitrages se prennent ailleurs ?

La loi NOTRe n'est que la dernière d'une longue série de réformes ayant modifié le paysage institutionnel local. En 2010, un autre texte avait par exemple mis fin à la clause de compétence générale pour les communes, avait rendu obligatoire l'adhésion de chaque commune à un EPCI et incité à la création de communes nouvelles sur la base de fusions de rapprochements.

UN BOULEVERSEMENT DE LA SOCIOLOGIE RURALE

Mais parallèlement à cette modification du cadre institutionnel, la sociologie et la démographie du monde rural ont également nettement évolué en trente ans. Les campagnes françaises, parfois présentées comme immuables, se sont beaucoup transformées durant cette période. Le poids du monde agricole, qui avait déjà diminué depuis les années 1970 et 1980, a encore baissé, le nombre d'agriculteurs étant divisé par plus de deux : 740 000 en 1995 contre 350 000 seulement en 2025. Autres figures traditionnelles du monde rural, les chasseurs ont vu leurs effectifs se contracter très significativement, passant de 152 000 détenteurs de permis de chasse en 1995 à 95 000 en 2025. Ces évolutions ne sont pas anodines dans la mesure où elles ont influé sur la sociabilité locale.

Agriculteurs comme chasseurs, mais l'on pourrait également citer les artisans et les commerçants, appartenaient à des réseaux d'interconnaissance qui maillaient ces communes. La plupart d'entre eux étaient nés dans ces villages et dans ces bourgs et connaissaient familialement ou par le biais de fréquentations quotidiennes et anciennes beaucoup des autres habitants. Par-delà ces figures traditionnelles emblématiques, toute une partie de la population rurale jouissait de ce que le sociologue Nicolas Renahy appelle un « capital d'autochtonie ».

Mais au gré du déclin des effectifs agricoles, de la diminution du nombre de commerçants, d'artisans et de chasseurs et de l'arrivée de populations nouvelles non originaires « du coin » attirées par le cadre de vie ou des coûts du logement plus abordables qu'en ville ou que dans les couronnes périurbaines, la sociabilité locale s'est transformée et les réseaux d'interconnaissance se sont distendus. Nouveaux sont les maires ruraux à déclarer aujourd'hui qu'ils ne connaissent plus qu'une part de la population de leur commune, alors qu'il y a une trentaine d'années leurs prédécesseurs disposaient d'une bien meilleure connexion et d'une meilleure osmose avec leurs administrés d'alors.

L'émergence de cette nouvelle population rurale, non issue du terroir et moins insérée dans le tissu associatif ou relationnel local, est apparue au grand jour lors de la mobilisation des « gilets jaunes ». Quand les maires des zones concernées se sont rendus sur les ronds-points ou les barrages filtrants, ils ont souvent constaté que toute une frange des personnes présentes, bien qu'habitant dans la commune ou à proximité, leur était inconnue.

Et quand on compare l'évolution de la participation électorale sur trente ans dans les différentes strates communales, sa spectaculaire chute dans les petites communes s'éclaire alors.

La modification profonde de la composition de la population rurale n'a pas été sans effet sur la sociabilité villageoise, comme sur le sentiment d'appartenance à une communauté locale, qui s'appelle institutionnellement une... commune, et pour la direction de laquelle on est amené à voter aux élections municipales. Parallèlement, la création de vastes communautés de communes et la mutualisation dans ces EPCI de nombreuses compétences ayant trait à la vie quotidienne des habitants et qui relevaient historiquement des municipalités ont contribué à affaiblir le pouvoir communal. La mairie du village ou du bourg n'étant plus un lieu et un enjeu de pouvoir et de décision, pourquoi alors se rendre aux urnes ?

L'impressionnante chute de la participation électorale aux élections municipales dans les communes rurales depuis trente ans acte ainsi l'érosion de la vitalité démocratique dans ces territoires sous l'effet de la montée en puissance des structures intercommunales. Dans ce contexte, ne serait-il pas temps de faire élire l'exécutif de ces dernières au suffrage universel direct, dès lors que ce sont elles qui désormais concentrent beaucoup des prérogatives régissant le quotidien des habitants des espaces ruraux ? ■

La dissolution des conseils municipaux pour « infiltration mafieuse », grand oublié de la loi narcotrafic



JACQUES DE SAINT VICTOR

Alors que le nouveau statut de « repent » prévu par la loi narcotrafic de 2025 vient d'entrer en vigueur, et que des suspicions d'influence des trafiquants pèsent sur certaines élections, on peut regretter que la France ne se soit pas inspirée de cette disposition de la loi italienne, estime l'historien du droit*.

Les élections municipales de mars 2026 sont à peine passées que les polémiques se cristallisent autour des violences et des radicalités qui ont suivi les résultats du dimanche 22 mars. Accusations de communautarisme d'un côté, de racisme de l'autre. Mais ces controverses laissent de côté d'autres indices, plus discrets mais inquiétants, qui interrogent déjà le bon fonctionnement de notre vie locale.

Dans *Le Futur de la démocratie*, le grand philosophe Norberto Bobbio nous a appris qu'une démocratie peut se vider de sa substance sans bruit, sans que nous en ayons toujours conscience, à mesure que disparaît ce que les Italiens appellent la « culture de la légalité ». Or ces élections municipales ont vu apparaître, ici ou là, des formes d'influence inhabituelles : mobilisations soudaines dans certaines zones, pressions diffuses, résultats spectaculaires dès le premier tour. Des témoins et des élus battus, de droite comme de gauche, ont évoqué la main invisible des trafiquants. Rancœurs ou vérités ? Rien, à ce stade, n'est judiciairement établi. Mais, à l'heure où le trafic de drogue s'étend sur l'ensemble du territoire, ces accusations ne peuvent être écartées d'un revers de main.

Il faut d'autant plus se méfier que le regard finit vite par s'habituer à ces transformations lentes et insidieuses du tissu social sous l'effet de la criminalité. Les formes démocratiques subsistent en apparence, mais leur contenu se modifie en profondeur et n'en laisse subsister qu'une façade. Les criminologues parlent à ce propos de « shifting baseline » : un déplacement progressif des repères sans que nous en prenions conscience. Le jour où nous nous en apercevons, il est déjà trop tard. Évitions cet aveuglement.

Que faire si des réseaux criminels en arrivaient à structurer dans certaines zones des sociabilités locales, à organiser des dépendances pour finir par orienter, même marginalement, des comportements électoraux ? Pis : que faire si certains conseils municipaux venaient à être infiltrés par des intérêts criminels ?

Le droit français peut révoquer un maire - mais il ne sait pas protéger une élection sous influence.

Le modèle italien apporte, sur ce point, une réponse qui mérite d'être examinée. Et on peut regretter - alors même que la loi vient de moderniser le statut de repent, à la suite de la loi

de juin 2025 - que le gouvernement n'ait pas abordé cette question lors du projet de loi sur le narcotrafic. Car, à un certain niveau, le problème posé par le crime organisé n'est plus seulement sécuritaire : il devient politique.

En 1991, en Calabre, la petite ville de Taurianova devient le théâtre d'une guerre mafieuse d'une violence extrême. Des familles de la 'Ndrangheta s'y affrontent ouvertement. Les assassinats se multiplient. Mais derrière cette violence, une réalité apparaît : les institutions locales sont profondément pénétrées par les clans. Le conseil municipal lui-même devient, de fait, une pièce de cet ordre criminel.

L'Italie adopte une mesure radicale : la possibilité de dissoudre un conseil municipal pour « infiltration mafieuse » - dispositif confirmé et renforcé par la suite par la loi de 2009. Depuis lors, plus de 260 conseils municipaux ont été dissous sur ce fondement. Le mécanisme est éclairant : il repose sur l'idée qu'il faut agir vite pour protéger la démocratie, sans attendre les lenteurs de la sanction pénale

C'est dans ce contexte que l'Italie adopte une mesure radicale : la possibilité de dissoudre un conseil municipal pour « infiltration mafieuse » - dispositif confirmé et renforcé par la suite par la loi de 2009. Depuis lors, plus de 260 conseils municipaux ont été dissous sur ce fondement. Le mécanisme est éclairant : il repose sur l'idée qu'il faut agir vite pour protéger la démocratie, sans attendre les lenteurs de la sanction pénale.

Une enquête administrative est menée sous l'autorité du préfet, représentant de l'État. Lorsque des éléments graves, précis et concordants révèlent une influence mafieuse sur la gestion de la commune, le préfet transmet un rapport au gouvernement. La décision revient alors au Conseil des ministres, et la dissolution est prononcée par décret du président de la République. Le conseil municipal est remplacé

par une commission administrative pour une durée déterminée. Des recours existent devant le juge administratif. Mais le principe est clair : lorsque la démocratie locale est capturée, elle doit être suspendue pour être restaurée.

Ne faudrait-il pas, pour éviter d'en arriver à de telles situations, s'inspirer de cet arsenal ? Cet angle mort n'a, hélas, pas été comblé par la loi de 2025, dite loi Retailleau. Certes, ce texte renforce les instruments de lutte contre le narcotrafic : il améliore les capacités d'enquête, durcit les sanctions, élargit les outils procéduraux. Mais il demeure silencieux sur ce point décisif : l'infiltration possible des institutions locales. Autrement dit, le législateur continue de traiter le narcotrafic comme un problème de police. Que faire s'il devient aussi un problème de souveraineté démocratique ?

Ne répétons pas les erreurs passées en tardant à agir. Pendant des années, après la loi Perben II de 2004, la France a résisté à l'introduction d'outils inspirés de la lutte antimafia italienne, au nom de réticences souvent peu assumées. La mondialisation du narcotrafic a finalement contraint le législateur à en adopter une partie, dans l'urgence en 2025. Mais si le narcotrafic ne se contente plus de générer de la violence et cherche désormais à structurer des clientèles électoraux, comment y répondre ?

Notre tradition politique, héritée de Rousseau, repose sur une idée forte : le vote populaire ne se discute pas. Dissoudre un conseil municipal élu apparaît comme une atteinte grave à la souveraineté du peuple. Mais cette objection repose sur un présupposé fragile : celui d'un suffrage toujours libre. Toute la question est là. Une élection sous influence - faite de pressions diffuses, de dépendances sociales ou de relais criminels - est-elle encore pleinement l'expression de la volonté populaire ?

On dira qu'il est trop tôt pour poser cette question ; qu'il faut protéger les principes démocratiques en respectant le choix des urnes. Mais n'est-ce pas prendre le risque de perdre la démocratie au motif de la sauver ? L'expérience italienne montre qu'il est possible de penser autrement : non pas contre la démocratie, mais pour la protéger elle-même. ■

* Jacques de Saint Victor est historien du droit, professeur des universités (Sorbonne Paris Nord) et auteur de « Mafia et pouvoir » (Folio-Gallimard, 2025).

L'intelligence artificielle et le nouvel art de la guerre

À l'instar du XX^e siècle qui a démarré avec la guerre de 1914-1918, le XXI^e siècle a-t-il vraiment démarré cette année 2026, avec le surgissement des premières guerres d'intelligence artificielle en Iran et en Ukraine ? Quelques chiffres racontent cette bascule. En 2015, la coalition internationale avait tiré 4000 missiles contre Daech, en six mois. En 2026, « grâce » à l'IA, Israël et les États-Unis en ont tiré 4000, mais en quatre jours, au début du conflit. Mille cibles par jour, validées 50 fois plus vite qu'avec un analyste humain, et tant pis pour les « erreurs » - les 168 fillettes de l'école primaire à Téhéran, tuées par un missile. Dans ce déploiement à un rythme surhumain, l'humain a de moins en moins voix au chapitre. La clé, c'est la vitesse. « La victoire va se jouer au dixième de seconde près, au mètre près », explique Loïc Mougeolle, fondateur de Command AI.

En Ukraine, au début de la guerre, il fallait cinq minutes pour passer de la détection de cible à la frappe ; aujourd'hui, il n'en faut qu'une minute. Et quelques secondes pour diffuser sur les réseaux des vidéos truquées à l'IA, reprises des millions de fois, pour déformer la réalité du terrain, galvaniser sa population, faire douter l'adversaire. Les Iraniens le font en masse, aidés par leurs alliés russes et chinois, et notamment la plateforme TikTok, comptabilisant les trois quarts des 145 millions de vues de vidéos mensongères faisant état de la supériorité militaire iranienne sur les États-Unis (source *New York Times*/Cyabra).

La guerre IA chamboule tout, notamment nos hiérarchies. La prime est au « petit » et au plus manœuvrant. La destruction des chars russes par les drones ukrainiens, comme au *ball-trap*, au début de la guerre, pouvait réjouir les défenseurs de l'Occident. Seulement, voici un mois, lors d'un exercice militaire organisé par l'Otan en Estonie (Hedgehog), une équipe de dix dronistes ukrainiens bien équipés a neutralisé deux bataillons (2000 soldats) et leurs systèmes d'armes, en une demi-journée. Un exercice naval en Atlantique, quelques mois plus tôt, fut aussi désastreux : le tiers de

la flotte de l'Otan coulé avec quatre drones de surface ukrainiens, loués 1 million de dollars pour l'occasion.

Le 28 février, le chef de l'État iranien et ses plus proches collaborateurs furent assassinés d'un coup, grâce au renseignement électronique et aux systèmes d'IA permettant de personnaliser les cibles, et de les exécuter. Ce chef-d'œuvre d'ingénierie a provoqué espoir et frissons. L'espoir, vu de nos sociétés occidentales très hiérarchisées où l'on surinvestit la tête au détriment des capacités d'initiatives et de décisions des corps intermédiaires, était de voir le régime s'effondrer d'un coup. Il n'en

Le gouvernement provisoire de la France, installé depuis la dissolution de 2024, fait la politique de l'autruche face à ces menaces immédiates. Peut-on attendre 2027 et un nouvel exécutif pour rattraper ce retard ?

est rien : l'Iran a gardé une résilience et une capacité de manœuvre très forte. Comme si tout le pays était architecturé en réseau, avec des centres décisionnels mouvants et décentralisés. L'espoir occidental peut faire place au frisson : aurons-nous la même capacité de résilience, si nos propres infrastructures vitales, et nos chefs d'État, d'état-major et ministres, sont visés par des frappes similaires ?

Qu'est-ce que les nouvelles guerres IA signifient pour nous ? D'abord et de toute évidence, nous n'avons pas les outils militaires pour nous défendre d'attaques asymétriques demain. Des missiles sur Bordeaux, Lille, Montpellier. Un essaim de drones sur Paris, Lyon, Marseille : dans les nouvelles façons de faire la guerre, notre bombe atomique ne nous protège plus. Il nous faut des batteries de défense antimissiles ; des milliers de drones tueurs de drones... Le gouvernement provisoire de 2024, fait la politique de l'autruche

face à ces menaces immédiates. Peut-on attendre 2027 et un nouvel exécutif pour rattraper ce retard ? Se défendre, mais aussi attaquer. Après la Chine et l'Inde, nous sommes le pays alignant le plus d'excellence en ingénierie IA dans le monde. Le moment est venu pour notre pays d'enrôler, au prix du marché, les meilleurs ingénieurs en IA, pour construire l'équivalent d'un Projet Manhattan ou d'un Commissariat à l'énergie atomique (octobre 1945). Construire, dans l'espace et le champ numérique, les outils nous permettant de survivre dans ce nouveau monde, à savoir des armes respectant nos choix éthiques tout en étant d'un très haut niveau de performance, susceptibles de calmer les ardeurs des nouveaux pirates stratégiques - à l'instar de ce qu'Israël et les États-Unis ont fait avec le programme informatique Stuxnet ayant détruit les centrifugeuses iraniennes en 2010.

Plus profondément, la nouvelle façon de faire la guerre avec l'IA pourrait, comme l'a fait la guerre de 1914-1918, chambouler notre ordre social et l'organisation de nos institutions, entreprises, armées : s'il est désormais si « facile » d'éliminer la tête, nos sociétés doivent se réorganiser de fond en comble, et conférer un pouvoir croissant aux corps intermédiaires, aux personnes sur le « terrain ». La décentralisation sera une des conditions de notre survie dans le XXI^e siècle. Si un lieutenant équipé d'un système d'armes piloté par l'IA a la force de frappe d'un commandant de bataillon, alors demain, un ministre, un président, devra déléguer tous ses pouvoirs à ses antennes locales ou régionales sur le terrain. Ce qui est vrai de nos institutions sera sans doute aussi vrai de nos entreprises. L'IA, ou le retour du principe chrétien de subsidiarité.

Pour réussir cette mutation copernicienne, une condition se fait jour : celle de la qualité de nos équipements IA d'une part ; et l'engagement total, la responsabilisation entière de la population, d'autre part. De ce point de vue, la résistance ukrainienne et la résilience iranienne montrent l'exemple à des sociétés occidentales travaillées par le séparatisme et l'esprit de division. Et trop obnubilées par le haut, si fragile et si visible, de leurs pyramides. ■



ÉDOUARD TÉTREAU

En Iran comme en Ukraine, nous assistons aux premières guerres de l'intelligence artificielle. Cette nouvelle façon de faire la guerre va changer en profondeur nos stratégies de défense, mais elle pourrait aussi chambouler l'ordre social, analyse l'essayiste.

Le cinéma au secours de l'imaginaire chrétien



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

Il fut un temps où, alors que l'on ne cherchait déjà plus très activement Dieu dans les églises, on le croisait encore fréquemment au cinéma et à la télévision. Officiellement chassé de la vie quotidienne et des affaires de l'État, Dieu, et ses représentants terrestres, siégeaient encore en bonne place dans l'imaginaire commun, et donc dans l'espace culturel. La laïcité, alors, consistait en réalité moins en une « invisibilisation » qu'en une contestation, une interrogation permanente. Elle n'empêchait pas de rire plutôt de bon cœur des démêlés de Don Camillo, ce curé de campagne volontiers bagarreur, qui aimait faire la causette à son crucifix, et de Peppone, son ennemi juré, le maire communiste du village. Le succès, dans l'après-guerre et bien au-delà - une célèbre marque de pâtes en a fait son égérie des années 1970 aux années 1990 - du très imparfait et bien réjouissant Don Camillo (un modèle de prêtre populaire, avait même loué le pape François) suffit à s'en convaincre : l'Église est alors encore une figure constitutive du paysage commun, et ses références, même ardemment contestées, sont connues de tous.

Le mouvement suivant consistera à adorer la détester : le curé reste au début du troisième millénaire un personnage incontournable du grand et du petit écran, mais il est fanatique, abuseur, pédophile ; le Vatican, un pouvoir autoritaire, corrompu, antisémite ; la foi se présente comme un dangereux obscurantisme.

La situation actuelle est encore différente : elle relève de l'ignorance, dans tous les sens du terme, de l'effacement, de l'oubli... À la veille de Pâques, on peut d'ailleurs se demander qui pourrait encore énumérer les grands événements de la vie de Jésus sans se tromper ; ou encore - légèrement plus compliqué - distinguer l'Ascension de l'Assomption.

Nous avons, presque à notre insu, quitté un monde encore imprégné de chrétienté quoi qu'il en dise, comme les murs d'une vieille maison transpirent encore de leur histoire, pour un tout autre univers, une table rase. Même lorsqu'ils ne montraient aucun attrait, de la défiance ou même de la détestation pour la chose religieuse ou ses institutions, nos parents et nos grands-parents

ont respiré, au moins dans leur enfance, un air chrétien, des particules culturelles d'une société façonnée par un certain ethos, une manière d'envisager le monde, les hommes, les relations humaines, fruit de centaines d'années d'une tradition dont les repères étaient encore visibles. Pour la première fois sont désormais venues au monde des générations qui ne possèdent aucun de ces repères puisque plus rien, dans l'atmosphère, l'air ambiant, n'y fait référence.

Dans ce cadre ont récemment éclos une série de productions au regard neuf, et qui rencontrent des succès inattendus. *Lourdes*, le magnifique documentaire sur les pèlerins de Thierry Demaizière et Alban Teurlai, a été nommé aux César, une gratification rare pour un film de cette catégorie en France, et projeté aux États-Unis ; *Sacré Cœur*, docu-fiction sur les révélations de Marguerite-Marie Alacoque, a fait salles comblées, avec près de 400 000 entrées, un événement qui accreditait l'idée d'une certaine attente du public.

Le succès de la série *The Chosen* sur la vie de Jésus va dans le même sens, comme l'excellent accueil de la critique pour *Les Dimanches*, un film subtil sur la vocation d'une jeune fille comme les autres à l'ère des smartphones. *David*, dessin animé façon Disney, qui raconte aux enfants les exploits de l'auteur des psaumes, vient de rapporter 85 millions de dollars au box-office mondial, et la lumineuse Alexandra Lamy part à la conquête du grand public avec *Compostelle*, l'histoire inspirée de faits réels d'un chemin pas tout à fait comme les autres.

Il faut se réjouir de cette percée, qui offre des petits bouts de l'imaginaire chrétien à un monde qui en est désormais privé. Le XXI^e siècle doit-il vraiment s'embarrasser de la croix et de la résurrection, objecteront les plus sceptiques ? Évidemment.

Le premier argument est purement civilisationnel. Ne connaître de Pâques que son lundi de congé en rab, que l'on croie au ciel ou bien qu'on n'y croie pas, c'est jeter aux oubliettes des centaines d'années de réflexion et de méditation, se priver d'une sagesse millénaire, des écrits des plus grands esprits qui nous ont précédés, bref, c'est se condamner à la bêtise, et livrer son imaginaire désert en pâture à l'esprit du temps. Chacun des

marqueurs du calendrier est comme une des poignées d'un coffre aux trésors plein d'une littérature, d'une richesse et d'une profondeur trop souvent insoupçonnées. Aucune civilisation n'a grandi hors de la longue quête de vérité des générations qui se succèdent, et des choix anthropologiques qui en découlent : vision de la vie, du soin, de l'organisation de la cité, etc.

S'il faut sauver la culture chrétienne, ne serait-ce qu'en tant que connaissance, c'est donc au moins pour sauvegarder ce qu'il reste de commun aux habitants contemporains de nos terres occidentales, avant qu'ils ne se dispersent en tribus victimaire : leur ancrage, leur regard.

Mais aussi pour offrir à ces nouvelles générations assoiffées, cette fois, de spiritualité que l'Église s'apprete à baptiser, des prises, comme en escalade, pour leur permettre d'avancer sur les sentiers escarpés de l'intériorité. La modernité a effacé les chemins de l'âme : il faut sans cesse les chercher, les redessiner, et là encore, derrière chacun des signes offerts par la tradition se cache de nouvelles voies d'émerveillement. Pâques constitue certes une excellente occasion de chasser des œufs au chocolat en famille, mais la fête serait bien pauvre sans le merveilleux mystère qui l'habite pour se donner à tous, la résurrection. Pâques, disait Maurice Zundel, n'est pas seulement un événement à croire, mais une expérience à vivre intérieurement. La culture chrétienne n'offre pas la rencontre, mais elle façonne son écrin.

Miracle

C'est « un miracle », a déclaré Marine Tondelier au sujet de sa deuxième grossesse. On suppose donc, excellente nouvelle, que les écologistes renoncent enfin à prêcher la fin de la maternité au nom de l'« empreinte carbone » des enfants et de la préservation de la planète.

Bis repetita

Pas de « cagnotte » mais un « surplus », pas de « quoi qu'il en coûte » mais des « aides ciblées » pour compenser la hausse du prix des carburants... Le gouvernement fait mine de négocier les mots mais desserre les cordons de la bourse, pour puiser dans un coffre qui n'existe pas. Gageons pourtant qu'il aura la main de plus en plus large. ■

BIBLIOTHÈQUE DES ESSAIS

Le luxe est-il l'affaire de tous ?

L'essai d'Emma Carenini débute par une expérience commune : celle de notre admiration devant un immeuble haussmannien, bien plus vigoureuse que devant une construction des années 1970. Les frontons sculptés finement, les rondeurs d'un garde-corps élégant, la blancheur de la pierre ravalée... Nous nous laissons toujours séduire par ces extravagances en acceptant de vivre comme des « rentiers », pointe l'essayiste, c'est-à-dire comme des générations qui profitent bel et bien de la beauté de ce dont elles ont hérité, sans réellement imaginer qu'elles puissent « ajouter à ce luxe hérité ». Sinon, pourquoi diable nous accrocherions-nous farouchement à l'expression qui évoque le « charme de l'ancien » ?

Partant de ce constat, l'agrégée de philosophie nous plonge dans un voyage dans l'espace et dans le temps à la recherche du beau. Dans un monde frappé d'une sorte de « malédiction » de la laideur - notamment en termes d'architecture -, *Une autre histoire du luxe*, paru ce jeudi aux Éditions Passés composés, propose au lecteur de naviguer entre les remarquables lieux de l'histoire, qui charrient avec eux toutes leurs orfèvreries. Son livre cherche donc, entre autres, à réhabiliter une notion qui nous semble presque étrangère : celle du « luxe public ». Le beau, au regard de tous, dans les lieux partagés. Au nom de quoi, une médiathèque, une école ou un immeuble construit aujourd'hui devrait systématiquement être fade, si ce n'est ignoble ? Pourquoi le monde moderne conçoit-il des choses que nous opposons presque immédiatement à l'élégance des constructions passées ? Et si le « beau » pouvait devenir un « droit » ?

Pour répondre à ces questions, l'auteur pointe du doigt une « géométrie brutale du privé et du public » dans notre monde contemporain. Aujourd'hui, nous définissons presque toujours le luxe par l'exclusion qu'il sous-tend, c'est-à-dire, comme ce qui, précisément, n'appartient qu'à très

peu de monde. Si le luxe peut certainement qualifier des voitures d'exception, des sacs de grande marque ou encore des objets à grands frais, cela ne veut pas dire qu'il ne se définit que par sa cherté, sa rareté ou son impossibilité à intégrer notre quotidien. Il peut aussi se définir comme ce qui touche à un désir fin, à une sensibilité particulière.

Le « luxe » devient alors une sorte de prétexte pour réfléchir à l'excellence, à l'esthétique et à la finesse, qui pourraient en réalité se nichier bien plus fréquemment dans nos décors collectifs. D'autant que s'il nous apparaît aujourd'hui comme appartenant à une expérience absolument et résolument privée, il n'en a pas toujours été ainsi. « *Les grandes civilisations du passé en ont fait un projet conscient* », plaide l'auteur en citant les exemples à la volée : les cathédrales, les places italiennes de la Renaissance, les jardins à la française, et pourquoi pas Versailles ? Si en plus d'être le produit du caprice d'un homme, ce château pouvait aussi bien être la fierté d'un royaume où les badauds avaient la possibilité de se balader, moyennant quelques sous. Emma Carenini poursuit sa route et remonte aux thermes de la Rome impériale : ces bains à destination du grand public étaient des petits bijoux d'ingénierie entre aqueducs et sol chauffé, tout en étant des cœurs battants d'une autre vie, avec bibliothèque et auditorium en leur sein. Au Moyen Âge finalement, les richesses excédentaires étaient données à l'Église et participaient à la construction de véritables chefs-d'œuvre publics. Pêle-mêle : le Mont-Saint-Michel, les encensoirs, les fresques, les jardins, les calices. Des biens qui profitaient certes au clergé, mais aussi aux fidèles.

Si l'ouvrage d'Emma Carenini souffre par moments de sa construction, qui empêche de dégager une ligne directrice, il propose surtout des méditations heureuses sur des sujets qui, quoique bien connus (qui n'a jamais entendu parler de la « France moche » ?), ne font l'objet d'aucune politique globale. Car l'enjeu est social, assure l'auteur

à raison. L'enjeu est celui d'un bonheur collectif car il apparaît tout à fait naturel que, si se mouvoir dans un bel endroit ne règle pas toutes les injustices du monde, il permet aux esprits et aux âmes de goûter quotidiennement à un plaisir universel. L'expérience du monde ne doit pas nécessairement être prise à la légère. Alors qu'on estime que près de 68 % des humains vivront dans une ville d'ici 2050, il est d'utilité publique de s'intéresser à l'environnement urbain et à ses effets sur nos esprits.

Dans ce monde qui construit comme il produit, Emma Carenini nous propose ainsi une autre définition du luxe, aussi comme objet qui est l'affaire du temps long. Dans sa durabilité, certes, mais aussi dans son élaboration. Un objet de luxe ne peut être considéré indépendamment de sa genèse, des très nombreuses mains qui l'ont façonné, de la difficulté du labeur, du temps qui a passé - en plus de la beauté du rendu. En cela, Emma Carenini nous propose une ode à la lenteur, certes, mais à la lenteur productive, au bon sens du terme, dans un monde où l'on produit sans vergogne et sans limite. Le bel objet n'est donc plus seulement une destination, un produit final, mais une chose qui porte en elle son histoire et sa fabrication, c'est « un art de bien faire ».

EUGÉNIE BOILLAT



■ « UNE AUTRE HISTOIRE DU LUXE »
D'Emma Carenini, Éditions Passés composés,
250 pages, 19 euros.



LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Eric Trappier

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gelle (International),

Anne Huet-Wuillème (Edition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergul
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou a.abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen
sous le numéro FI/01/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} Cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 12 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4
Magazine 112 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5 Madame
136 pages

NOUVEAU
AVRIL - MAI 2026

LE FIGARO HISTOIRE



À la conquête du Groenland, des Vikings à Donald Trump

À qui appartient le Groenland ? L'intention de Donald Trump de mettre la main sur ce pays méconnu, sous souveraineté danoise, soulève nombre de questions. *Le Figaro Histoire* revient dans un dossier spécial sur la longue épopée de la plus grande île du monde. Les spécialistes réunis pour l'occasion racontent l'arrivée, au X^e siècle, du mythique chef viking Erik le Rouge, qui y fonda plusieurs établissements, puis celle des Inuits au XIII^e siècle. Ils détaillent les étapes de la colonisation danoise qui suivit, font revivre les grands explorateurs (le commandant Charcot, Paul-Émile Victor, Jean Malaurie) qui parcoururent ses solitudes glacées, et décryptent les raisons pour lesquelles le Groenland est devenu un enjeu de rivalité entre les États-Unis, la Russie et l'Europe.

Dans l'actualité, l'offensive israélo-américaine en Iran est l'occasion de rappeler la série de précédents menés par les Américains depuis la Seconde Guerre mondiale pour parvenir ici ou là à des changements de régime. Parmi ses reportages, *Le Figaro Histoire* vous emmène en Grèce sur les traces des croisés, qui bâtirent dans le Péloponnèse des châteaux dont on admire d'étonnants vestiges, et vous fait découvrir la splendide exposition que le musée Carnavalet consacre à Mme de Sévigné à l'occasion des quatre cents ans de sa naissance.

11 €
11,90

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figurostore.fr/histoire

  Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur X et Facebook

Ou
abonnez-vous
au Figaro Histoire
en flashant ce QR Code



LE FIGARO économie



DROITS DE DOUANE
UN AN APRÈS, DONALD TRUMP EST LOIN D'AVOIR ATTEINT SES OBJECTIFS **PAGE 24**

ÉNERGIE
EN PLEINE FLAMBÉE DES PRIX DU PÉTROLE ET DU GAZ, L'ÉTAT ACCÉLÈRE SUR LES RENOUEVABLES **PAGE 26**



Emploi des cadres : un rebond attendu en 2026

Les embauches devraient reprendre après deux années moroses, selon les prévisions de l'Apec, qui reconnaît une part d'inconnue liée à la guerre au Moyen-Orient.

Un peu d'optimisme dans une conjoncture assombrie par la guerre au Moyen-Orient et l'explosion des prix des carburants qui en découle ? «Après deux années de recul», le marché de l'emploi des cadres pourrait redémarrer, selon l'Association

pour l'emploi des cadres (Apec). Le nombre d'embauches devrait augmenter de 4 % d'ici la fin de l'année. Ce qui est mieux, mais encore loin des niveaux de 2023. Il faut dire que sur les deux années passées, le nombre de cadres recrutés a chuté de 11 %,

sous l'effet des fortes incertitudes internationales, mais aussi nationales. Les investissements des entreprises en ont souffert, or ceux-ci sont un moteur de l'emploi des cadres. Les plus jeunes sont les premiers à en payer le prix.

La nouvelle donne géopolitique liée à la guerre en Iran oblige à la prudence. Le ralentissement attendu de l'économie ainsi que le resserrement budgétaire de l'État pourraient de nouveau freiner l'investissement, et donc les recrutements de cadres. **PAGE 25**

> FOCUS AIR FRANCE ET LUFTHANSA CONVOIENT TAP

Air France-KLM ou le groupe Lufthansa (Lufthansa, Austrian Airlines, Swiss, ITA...)? Le Portugal devra choisir entre ces deux candidats, celui qui reprendra 49,9% des parts de TAP, la compagnie lusitanienne nationale, dont 5% réservés aux salariés. En effet, jeudi, une nouvelle étape a été franchie dans ce processus de vente. Les candidats intéressés ont remis une offre non contraignante : en clair, qui ne les expose pas à des pénalités s'ils faisaient machine arrière plus tard. Le transporteur aérien franco-néerlandais et le groupe allemand restent seuls en lice. IAG (British Airways, Iberia, Aer Lingus...) qui semblait intéressé par le dossier fin 2025 s'est retiré de la course.

Air France-KLM a mis en avant les positions de TAP au Brésil, un marché en plein essor. Le transporteur portugais est le leader européen incontesté pour les liaisons vers le Brésil avec 22% du marché. Comme Air France-KLM contrôle 12% de ce marché, les deux réunis pèseraient très lourd. Pour que cette proposition d'union soit équilibrée, Air France-KLM a mis autre chose dans la corbeille de la mariée : «Grâce à sa position géographique idéale, Lisbonne deviendrait le hub unique du groupe en Europe du Sud», explique le transporteur franco-néerlandais. De son côté, Lufthansa a juste confirmé avoir remis une offre non contraignante pour reprendre 49,9% de TAP. Au cas où le groupe allemand serait choisi, il ferait de Lisbonne le «hub atlantique du réseau Lufthansa», pour accroître la connectivité entre l'Europe et d'autres régions du monde comme l'Amérique du Sud, l'Afrique ou l'Amérique du Nord.

JEAN-YVES GUÉRIN



Santé, alimentation : l'Europe de plus en plus dépendante de l'Asie

Un nombre croissant d'ingrédients présents dans le lait infantile, les médicaments et les aliments pour bétail viennent d'Inde ou de Chine. En quête de souveraineté, l'Europe n'a pas encore trouvé la parade. **PAGES 22 ET 23**

le PLUS du FIGARO ÉCO

DECATHLON
Le distributeur d'articles de sport tire son épingle du jeu **PAGE 26**

LA SÉANCE

- DU JEUDI 02 AVRIL 2026
- CAC 40**
7962,39 -0,24%
 - DOW JONES**
46346,22 -0,47%
 - ONCE D'OR**
4051,00 (4178,00)
 - PÉTROLE (Brent)**
107,350 (100,300)
 - EUROSTOXX 50**
5685,59 -0,82%
 - FOOTSIE**
10436,29 +0,69%
 - NASDAQ**
23919,44 -0,42%
 - NIKKEI**
52463,27 -2,38%

L'HISTOIRE

En pensant à demain, les internautes s'expriment moins sur les réseaux

Qui a envie de se voir agiter sous le nez une publication postée il y a des années sur X ou Facebook, et utilisée contre soi ? Pas les internautes britanniques, à en croire une étude publiée ce jeudi par l'Ofcom, l'équivalent de l'Arcom : 49% des internautes sondés s'inquiètent que leurs vieux posts puissent entacher dans le futur leur réputation ou leur carrière professionnelle, contre 43% en 2024. Et pour éviter de tels problèmes, ils ont trouvé une solution radicale. Oubliez l'époque où les internautes partageaient publiquement tout de leur quotidien ou de leurs opinions. Selon l'étude, l'usage des réseaux sociaux devient passif. Seuls 49% de leurs utilisateurs britanniques publient encore des

textes, photos, vidéos ou commentaires, contre 61% en 2024. Et quand ils partagent du contenu, ils y réfléchissent à deux fois et privilégient l'éphémère, comme les stories qui disparaissent en 24 heures. Mieux vaut ne pas laisser de traces. L'usage des réseaux sociaux est pourtant massif dans le pays (97% des 16-34 ans utilisent au moins un service, 89% sur toute la population). Mais beaucoup se contentent désormais de regarder défiler les publications de créateurs de contenu correspondants à leurs goûts.

Les algorithmes de recommandation sont devenus redoutables d'efficacité : 67% des sondés estiment d'ailleurs qu'ils passent trop de temps devant leur smartphone, et 64% s'inquiètent des conséquences pour leur santé mentale. ■

CHLOÉ WOTTIER



JOHN LOBB

51 rue François 1^{er}, 75008 Paris
21 rue Boissy d'Anglas, 75008 Paris
226 boulevard Saint Germain, 75007 Paris

Agroalimentaire, agriculture, pharmacie : l'Europe de plus en plus dépendante de l'Asie

Marie Bartnik et Olivia Détoyat

Nombre de produits fabriqués dans l'Union européenne sont en réalité composés d'ingrédients venus de Chine ou d'Inde.

Lysine, acide arachidonique, rosvastatine ou métamizole... Ces noms ne disent rien aux Français. Ils désignent pourtant des ingrédients indispensables à la fabrication de produits que nous consommons au quotidien, du lait infantile aux médicaments. Autant de « briques chimiques » fabriquées en grande partie, voire exclusivement en Asie, au point de mettre l'Europe dans une situation de fragilité. Malgré une certaine prise de conscience lors de la pandémie de Covid - l'Europe a manqué de masques et a, par la suite, souffert de pénuries de médicaments -, notre dépendance tend à s'accroître.

Le grand public en a récemment fait l'expérience avec la dernière affaire autour du lait infantile. Cet hiver, Nestlé, puis Danone et Lactalis, ont organisé le rappel massif de lots. À l'origine de cette contamination à la toxine céréulide : un industriel chinois d'acide arachidonique (ARA), qui fournit tous les plus grands fabricants mondiaux de lait infantile en cet ingrédient présent dans de nombreuses formules de poudres. La France et l'Union européenne (UE) sont dépendantes de la Chine pour ce produit incontournable pour répliquer les propriétés du lait maternel.

Certes, au moins une société européenne, Fermentlag, est capable de produire l'acide arachidonique contenu dans les laits pour bébé. Mais elle affirme ne pas pouvoir lutter à armes égales avec ses concurrents. « Entre les asymétries de taxes et la politique d'approvisionnement des grands groupes qui est dictée davantage par un cours de Bourse que par un pilotage des risques par continent, s'imposer comme le seul fournisseur intégré en Europe est un défi », explique Pierre Josselin, le directeur général de cette société. Le différentiel de compétitivité est de l'ordre de 10 % à 15 % avec ses concurrents chinois et même de 20 % à 25 % avec les Brésiliens. Pourtant, « c'est le prix de notre indépendance pour ces ingrédients stratégiques », ajoute le dirigeant.

Cet exemple est loin d'être isolé. Le sujet est brûlant pour un certain nombre d'ingrédients de la filière alimentaire, humaine ou animale. Dans l'élevage, de

nombreux acides aminés et vitamines, utilisés pour compléter les rations données aux animaux, sont indispensables à leur croissance, à la bonne santé de leur système nerveux, à leur fertilité, au renforcement de leurs défenses immunitaires ou à la fabrication de protéines non produites naturellement par leur corps. Or pour certains acides aminés indispensables à la synthèse des protéines (lysine, thréonine, valine...), le taux de dépendance de l'UE à la Chine va de 55 % à 100 %, selon un récent rapport de la fédération européenne des fabricants d'aliments pour animaux (FEFAC). En outre, la Chine produit aujourd'hui entre 80 % et 95 % des volumes mondiaux de certaines vitamines (B1, B4, B5, B6, B12, C, H...). Toujours selon le syndicat de la filière, la Chine a assuré 60 % des importations européennes de vitamines ces cinq dernières années.

« Comme une arme stratégique »

La dépendance est tout aussi forte dans le domaine pharmaceutique : l'Asie produit 80 % des principes actifs qui font l'efficacité des médicaments matures, c'est-à-dire génériques. L'Europe est particulièrement vulnérable s'agissant des antibiotiques. Mais pas seulement. Certaines molécules utilisées pour abaisser le taux de cholestérol (rosuvastatine, atorvastatine) ou traiter la douleur (métamizole, paracétamol jusqu'en 2027) sont même exclusivement produites en Asie. L'attrait des prix bas reste irrésistible. « Aujourd'hui, n'importe quel sous-traitant pharmaceutique européen est systématiquement mis en concurrence avec des sous-traitants indiens et chinois. Et dans cette compétition, le prix est déterminant malgré les beaux discours sur la souveraineté sanitaire », constate Alexandre Clauzet, directeur du capital-investissement dans le domaine de la santé chez UI Investissement. Les laboratoires confient souvent 10 % de leur production à un acteur européen pour dérisquer leur approvisionnement, et le reste à des acteurs asiatiques. Les pouvoirs publics qui maintiennent bas le prix des médicaments, ont aussi une part de responsabilité.

En déléguant la production de ces briques chimiques à l'Asie, l'Europe court

pourtant un risque majeur : celui de se retrouver dépendante de fournisseurs susceptibles de donner, en cas de crise, la priorité à leur pays. Voir de bloquer leurs expéditions. Et une fois détruites en Europe, les capacités industrielles sont difficiles à reconstruire.

« Cela pose un réel enjeu de souveraineté car si un jour la Chine arrête de livrer de la lysine, l'élevage s'arrête ou presque en France », rappelle Nicolas Martin, directeur des affaires publiques et de la RSE pour le français Eurolysine, dernier producteur européen de cet acide-amino, également utilisé dans l'industrie pharmaceutique (Aspegic, nutrition parentérale...). Reprise il y a deux ans par le groupe Avril, l'entreprise amiénoise est aux prises depuis dix ans avec ses concurrents chinois, qui après avoir développé à tous crins des capacités de production, cassent les prix. Ce qui empêche le français d'être rentable.

« La Chine pourrait très bien utiliser la livraison de principes actifs pharmaceutiques comme une arme stratégique pour faire plier l'Europe sur tel ou tel sujet, comme elle l'a fait l'année dernière avec les terres rares vis-à-vis des États-Unis, abonde Stéphane Lepeu, directeur général délégué de Delpharm et président de CDMO France, la fédération des sous-traitants pharmaceutiques. Dans ce cas-là nous serions démunis. » « Et en cas de nouvelle pandémie, nous nous retrouverons vulnérables s'ils n'exportent plus », renchérit David Simonnet, le président d'Axyntis, qui produit 15 principes actifs en France.

Une fois la concurrence européenne éliminée à coups de tarifs cassés, les concurrents asiatiques remontent les prix, avertissent les fabricants de principes actifs. « Les acteurs chinois procèdent principe actif par principe actif », constate Alexandre Clauzet, de UI Investissement. Ils subventionnent leur industrie, produisent d'énormes volumes qu'ils vendent à perte afin de tuer la concurrence, puis remontent les prix. Tous les principes actifs sont touchés. Ce n'est qu'une question de temps. » Ainsi, la vitamine B12, que le champion français des principes actifs Euroapi identifiait il y a à peine un an comme différenciante, est à son tour attaquée.



La Chine est le principal producteur d'acide arachidonique, un produit indispensable dans la composition du lait infantile. RICCARDO MILANI/HANS LUCAS VIA AFP

Les amidonniers (qui fournissent de l'amidon, des sucres et des ingrédients pour l'industrie agroalimentaire, la chimie, la pharmacie et la cosmétique) craignent d'être les prochains sur la liste. « L'Europe reste encore un lieu important de production dans notre secteur mais la compétition se fait de plus en plus dure sur l'ensemble de nos gammes de produits (amidon, sirops de glucose, maltodextrines, polyols), constate Marie-Laure Empinet, directrice des relations extérieures chez Roquette et présidente du syndicat des amidonniers. Dans le même temps, l'Europe ouvre largement les portes de son marché unique, et cela fragilise nos positions sur notre marché interne. »

Subventions limitées

Les outils à disposition des entreprises européennes pour se protéger sont encore insuffisamment efficaces. Les dossiers antidumping mettent 18 à 30 mois à aboutir. « Entre-temps, le mal est fait », constate Marie-Laure Empinet. Les pouvoirs publics ne sont pas avares de fonds pour financer la relocalisation de la production de certains ingrédients, en particulier dans le domaine pharmaceutique. Mais « pour une entreprise comme Delpharm, les subventions sont limitées à environ 15 % de l'investissement, alors qu'en Chine ou aux États-Unis, elles peuvent atteindre 50 %. Nous ne jouons pas à armes égales », souli-

gne Stéphane Lepeu. En outre, « le problème est que les usines financées sont en partie vides, faute de commandes de la part des laboratoires pharmaceutiques », souligne Marc-Olivier Bévierre, associé chez Cepton, un cabinet de conseil spécialisé. Si Seqens s'appare à relocaliser la production de paracétamol en France, avec le soutien des pouvoirs publics « cela n'est possible que parce qu'Opella et Upsa se sont engagés à se fournir chez nous », explique le secrétaire général du laboratoire, Gildas Barreyre.

À Bruxelles, un « critical medicine act » est toutefois en préparation, qui pourrait pour la première fois introduire une préférence européenne lors de la commande de médicaments dans le cadre de marchés publics. Une nouvelle accueilli par le secteur avec circonspection. Les industriels attendent la version définitive du texte avant de crier victoire. De leurs côtés, les laboratoires pharmaceutiques français se sont ligüés pour faire entendre leur voix et obtenir du gouvernement une fiscalité et des prix plus avantageux en cas de production dans l'Hexagone. ■

Avec ses génériques contre l'obésité, l'Inde va créer une nouvelle secousse

Emmanuel Derville
New Delhi

C'est un espoir pour des dizaines de millions de malades. Le 20 mars, le brevet du semaglutide est tombé dans le domaine public en Inde. Cette molécule, composant principal de l'Ozempic et du Wegovy fabriqués par le laboratoire danois Novo Nordisk, aide à perdre du poids, à lutter contre l'obésité et le diabète. La conséquence ne s'est pas fait attendre. Une dizaine d'entreprises pharmaceutiques indiennes ont lancé des médicaments génériques à des tarifs trois à quatre fois moins chers que les traitements précédents qui coûtaient environ 11000 roupies (100 euros). La législation indienne sur les brevets, moins stricte qu'en Europe, fixe la propriété intellectuelle à vingt ans dans le secteur pharmaceutique. De surcroît, la jurisprudence locale a débouté à plusieurs reprises des laboratoires étrangers qui tentaient de prolonger leurs brevets en modifiant la formule de leurs médicaments sans y apporter d'innovations majeures.

Le dynamisme de l'économie indienne depuis la libéralisation de 1991 a provoqué un bouleversement des modes de

vie, sous forme d'explosion de la nourriture industrielle et d'une sédentarisation croissante des classes moyennes. Résultat, 24 % des femmes et 23 % des hommes sont en surpoids ou obèses, selon les statistiques officielles. Et le pire est à venir. Une étude de la revue scientifique *The Lancet* parue en août 2025 estime que l'Inde comptera 450 millions d'obèses et de personnes en surpoids chez les plus de 25 ans d'ici à 2050. Avec la tombée des brevets semaglutide, c'est donc une immense opportunité qui s'ouvre pour les laboratoires indiens. La banque Jefferies, dans une note aux analystes, a salué « un tournant majeur », pointant l'émergence d'un marché estimé à 1 milliard de dollars.

Mais l'enjeu ne se limite pas au continent indien. Les versions génériques de l'Ozempic et du Wegovy disponibles en Inde pourraient débarquer sur le Vieux Continent, mais dans un premier temps par la petite porte. Le géant d'Asie du Sud est le premier producteur mondial de génériques et l'Union européenne est l'un de ses principaux débouchés. « Le brevet sur le semaglutide n'expirera pas en Europe avant le début des années 2030. Les groupes pharmaceutiques indiens ne peuvent donc pas y exporter leurs médicaments légalement. Le seul moyen de s'en procurer serait au marché noir », explique

Namit Joshi, le président de Pharmexcil, le lobby des exportateurs pharmaceutiques indiens qui insiste sur les risques pour le patient européen : « Le produit serait conforme à la pharmacopée indienne mais pas à la pharmacopée de l'UE, qui implique des normes différentes. »

« Le brevet sur le semaglutide n'expirera pas en Europe avant le début des années 2030. Les groupes pharmaceutiques indiens ne peuvent donc pas y exporter leurs médicaments légalement. Le seul moyen de s'en procurer serait au marché noir »

Namit Joshi Président de Pharmexcil

Ces dernières années, l'industrie indienne a été éclaboussée par des scandales qui ont mis en lumière des manquements à l'hygiène dans certains sites de production. En 2022, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) avait publié une alerte mondiale sur quatre sirops contre la toux produits en Inde après la mort de 66 enfants en Gambie. Ils

contenaient des traces de produits chimiques utilisés dans la fabrication d'antigels. Puis en 2023, des gouttes oculaires fabriqués par deux groupes indiens avaient fait quatre morts et rendu aveugles une vingtaine de patients aux États-Unis. Dès lors, avant d'être autorisées à exporter leurs médicaments en Europe, les usines indiennes sont parfois inspectées par les autorités sanitaires des pays membres.

« Il est très important que les traitements à base de semaglutide ne soient pas vendus sans ordonnance. Sinon, conduire une étude de pharmacovigilance pour surveiller les effets secondaires liés à la prise du médicament deviendra très compliqué », ajoute Namit Joshi. La DCGI, l'agence fédérale de sécurité sanitaire indienne, a envoyé une directive mi-mars à tous les États du pays en leur demandant de vérifier que seules les ordonnances rédigées par les endocrinologues soient acceptées en pharmacie. Elle s'inquiète des effets secondaires qu'un usage détourné de ces médicaments pourrait provoquer : fonte de la masse musculaire, nausée, vomissement, reprise brutale de poids après la fin du traitement...

Une directive nécessaire car il y a bel et bien des manquements. Des médicaments comme l'Ozempic étaient déjà



Les laboratoires hexagonaux militent pour un traitement préférentiel des médicaments produits en France

Un nouveau syndicat pharmaceutique pour défendre la production de médicaments innovants en France. Quatre mois après leur fracassant départ du Leem, le principal lobby de l'industrie pharmaceutique, les sécessionnistes (Sanofi, Servier, Pierre Fabre, Ipsen, LFB, Théa et Guerbet) ont dévoilé le nom de leur nouveau syndicat ainsi que sa raison d'être. Initiative Pharma appelle « à un changement de cap » pour favoriser la production de médicaments innovants en France - une cause qui leur semblait insuffisamment défendue par le Leem.

Les sept laboratoires fondateurs - tous français - déplorent qu'au contraire de la Chine, des États-Unis, et désormais de certains voisins européens (Espagne, Allemagne et Italie en tête), la France n'accorde que peu d'avantages aux laboratoires qui conçoivent et produisent leurs médicaments en France, au risque de pénaliser son propre tissu industriel.

Celui-ci s'est déjà délité. « Il y a quinze ans, la France était le premier producteur de médicaments en Europe, rappelle Pierre Boyer, directeur général des laboratoires Servier en France. Nous sommes aujourd'hui numéro cinq. Il y a dix ans, la France était le premier laboratoire européen en termes de

recherche et développement. Nous sommes désormais numéro trois. »

Parmi les médicaments innovants approuvés par l'Agence européenne du médicament entre 2020 et 2025, seuls 9% étaient produits en France, note le syndicat. C'est 24% en

« Il y a quinze ans, la France était le premier producteur de médicaments en Europe. Nous sommes aujourd'hui numéro cinq »

Pierre Boyer Directeur général des laboratoires Servier en France

Allemagne. « Nous pouvons faire beaucoup mieux et reprendre notre place de leader », estime Charles Wolf, directeur France de Sanofi et président d'Initiative Pharma.

Afin de soutenir les laboratoires qui produisent en France, Initiative Pharma plaide pour trois mesures en particulier. Il souhaite d'abord intégrer « des critères de souveraineté dans toutes les étapes de la chaîne de décisions publiques du médicament », explique Charles Wolf.

En pratique, les laboratoires fondateurs souhaitent qu'un nouveau médicament produit en France puisse

être examiné en priorité par la Haute Autorité de santé, puis qu'il lui soit proposé un prix de vente majoré. Ce médicament aurait par ailleurs un avantage compétitif dans le cadre des marchés publics. La fiscalité qui s'applique aux laboratoires pharmaceutiques devrait enfin tenir compte de leur tissu industriel et alléger la facture pour ceux qui investissent dans l'Hexagone. Autant de mesures que le syndicat estime possible d'obtenir à court terme. « Cela peut être décidé dès maintenant », assure le président d'Initiative Pharma.

La création d'une enveloppe budgétaire dédiée aux médicaments innovants produits en France pourrait se faire à l'occasion du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2027, qui sera examiné à l'automne. Quant à l'instauration d'une loi de programmation pluriannuelle dédiée, elle serait à mettre en œuvre par la prochaine majorité.

« Pendant la crise du Covid, nous avons manqué de tout, rappelle Didier Véron, directeur des affaires publiques du LFB et membre fondateur d'Initiative Pharma. Nous manquons de médicaments essentiels, de masques, parfois d'anesthésiants. Nous voyons bien que la recherche et la production de proximité, surtout dans un monde qui se déglobalise, ont de la valeur. » ■ M.B.

Le champion français des principes actifs Euroapi sous pression

Libre et désendetté, Euroapi devait s'épanouir hors du giron de Sanofi. Mieux, il devait être le fer de lance de la reconquête sanitaire française dans le domaine des principes actifs (ces molécules qui confèrent aux médicaments leur efficacité), dans un marché ultra-dominé par les Indiens et les Chinois. Mais l'indépendance acquise en 2022, par une entrée en Bourse, a finalement un goût amer. Le cours de Bourse d'Euroapi a été divisé par plus de dix, au point que la société ne vaut plus que 122 millions d'euros en Bourse malgré ses 848 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Quant aux ventes du champion français des principes actifs, elles ont baissé de 7% l'année dernière, et 2026 devrait être pire encore (-10%).

Cette cure d'amaigrissement est en partie volontaire. Dans le cadre de son plan stratégique Focus-27, l'entreprise (dont Sanofi détient 29% du capital) a entrepris de recentrer son activité sur les principes actifs les plus différenciants, moins attaqués par la concurrence asiatique. Elle a donc arrêté la production de certains produits et s'est délestée d'une usine en Angleterre. Une autre, située en Italie, est encore à céder. 66% de ses ventes - contre 53% en 2023 - proviennent désormais de produits différenciés, comme les corticostéroïdes (traitement des maladies

anti-inflammatoires) ou la prostaglandine (pour des médicaments entre autres utilisés lors des accouchements).

Les sites industriels conservés ne sont cependant utilisés qu'à la moitié de leurs capacités, quand « tous mes homologues seraient d'accord pour dire qu'un taux d'utilisation de 75% à 80% est le minimum requis pour avoir une perspective durable à long terme », reconnaît David Seignolle, le directeur général d'Euroapi depuis un an.

Une partie des difficultés d'Euroapi résultent de son histoire. Au moment de sa cotation en Bourse, l'entreprise dépendait des commandes de Sanofi pour plus de la moitié de son chiffre d'affaires. L'objectif de la scission était de permettre à la jeune société de conquérir de nouveaux clients, réticents à s'approvisionner chez Sanofi. Quatre ans plus tard, elle a emporté de nouveaux marchés - à un rythme certes plus lent que prévu. Elle a encore séduit trente et un nouveaux clients l'année dernière. Mais ces nouvelles commandes sont insuffisantes à compenser la chute des achats de son propriétaire (-34% en 2025 sur les principes actifs).

Également indépendant de Sanofi depuis qu'il a été partiellement cédé à un fonds d'investissement américain, Opella (Doliprane, Dulcolax...) se fournit moins chez Euroapi. Sanofi lui-

même a diminué ses volumes. Le laboratoire français vend de plus en plus de médicaments biologiques, tandis qu'Euroapi fournit principalement des principes actifs chimiques. « Rien n'était inattendu, si ce n'est peut-être la magnitude de ces changements », précise David Seignolle.

« Nous sommes les seuls, hors de Chine, à produire encore de la vitamine B12. Malheureusement, ces dernières années, les Chinois ont développé des surcapacités de production et vendent la vitamine B12 à un prix inférieur à nos coûts de production, peut-être même à leurs propres coûts de production »

David Seignolle
Directeur général d'Euroapi

Euroapi fait en outre face à une concurrence asiatique de plus en plus intense, tout comme ses concurrents. « Aujourd'hui, nos ventes diminuent pour deux raisons, poursuit le directeur général. D'une part parce que nous perdons du terrain face à la compétition asiatique

sur certains produits, d'autre part parce que nos clients aussi, qui sont des fabricants de médicaments, voient leur chiffre d'affaires affecté par la concurrence asiatique sur leurs produits finis. »

Le plan stratégique Focus-27 visait à concentrer les efforts d'Euroapi sur les principes actifs les plus complexes, moins concurrencés par les fabricants chinois et indiens. Mais ce portefeuille est-il réellement à l'abri de la concurrence? L'exemple de la vitamine B12 est à cet égard inquiétant. Considéré il y a encore un an par Euroapi comme différenciant, il est à son tour attaqué. « Nous sommes les seuls, hors de Chine, à produire encore de la vitamine B12, explique David Seignolle. Malheureusement, ces dernières années, les Chinois ont développé des surcapacités de production et vendent la vitamine B12 à un prix inférieur à nos coûts de production, peut-être même à leurs propres coûts de production. » Euroapi a en conséquence décidé de mettre fin à un projet de modernisation de ses lignes de production de vitamine B12. « Nous n'arrêtons pas pour autant d'en produire, précise-t-il. Il y a de la demande et nous allons continuer de défendre notre part de marché. »

Euroapi veut croire que ses parts de marché dans certains domaines sont moins menacées. Il est le leader de la production de prostaglandine, et

renforce son offre en augmentant ses capacités. Les opiacés sont encore un domaine « relativement protégé, qui comporte des barrières à l'entrée qui nous sont favorables » - fabriquer des principes actifs à partir de pavot suppose des contrôles supplémentaires, en particulier aux frontières. La concurrence est en revanche plus rude sur le marché des corticostéroïdes, où « nous sommes confrontés à des défis en matière de prix », reconnaît David Seignolle. Mais « nous sommes les seuls, à l'exception d'un autre site aux États-Unis, à disposer d'une chaîne de fabrication de corticostéroïdes entièrement intégrée, de A à Z, en dehors de la Chine. C'est un atout en matière de souveraineté. »

Le directeur général est conscient qu'en l'absence de cadre réglementaire favorable à la production européenne l'argument de la souveraineté ne suffira pas à assurer un avenir à Euroapi. Afin de remplir ses usines, il entend fabriquer davantage de médicaments en sous-traitance, au-delà de la fabrication de principes actifs - un marché néanmoins compétitif. Euroapi estime par ailleurs devoir continuer à réduire ses coûts. Il a lancé en mars un nouveau « plan de compétitivité », qui se traduira par la suppression de trente postes en France et la renégociation du statut collectif de l'entreprise, pour partie hérité de Sanofi. ■ M.B.



Donnons vie au progrès



Crédit photo : @Aypix

Convocation à l'assemblée générale mixte de Bouygues LE 23 AVRIL 2026 À 15H

Mesdames et Messieurs les actionnaires de Bouygues, l'assemblée générale mixte se tiendra à **Challenger, 1 avenue Eugène Freyssinet, 78061 Guyancourt.**

L'assemblée générale sera retransmise en direct et sera également disponible en différé sur le site internet de la Société www.bouygues.com

Retrouvez l'intégralité du communiqué et des résultats sur bouygues.com
Relations investisseurs : investors@bouygues.com
@GroupeBouygues @GroupeBouygues

L'avis de réunion comportant l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions présentés par le conseil d'administration à cette assemblée générale a été publié au Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires (BALO) le 9 mars 2026. Les modalités de participation à l'assemblée générale, l'ordre du jour et les projets de résolutions définitifs figurent dans l'avis de convocation publié au BALO ce jour.

Toutes les informations relatives à l'assemblée générale sont disponibles sur le site internet de la Société : www.bouygues.com à la rubrique Investisseurs/Investir dans Bouygues/Assemblée générale. Nous vous invitons à la consulter régulièrement.







Droits de douane : un an après le « liberation day », Trump loin d'avoir atteint ses objectifs

Pierre-Yves Dugua
Correspondant à Washington

Réduction du déficit commercial, relance de l'industrie et recettes miraculeuses manquent à l'appel.

L'Amérique n'a pas été « libérée » par le « liberation day ». Les droits de douane massifs proclamés par Donald Trump, il y a tout juste un an, le 2 avril 2025, n'ont pas fait de miracles pour l'Amérique. L'incontrôlable et capricieux président, délibérément antidiplomatique, a néanmoins changé le monde du commerce. Et probablement pour de longues années. Personne à Washington aujourd'hui, y compris parmi les démocrates, ne croit que l'on reviendra « au monde d'avant » une fois que Donald Trump aura quitté la Maison-Blanche.

Une relative bonne nouvelle se cache derrière le constat de mort de l'ordre commercial multilatéral, théoriquement attaché à des droits de douane le plus bas possible pour tous les pays ouverts : Donald Trump n'a pas mis à exécution ses pires menaces de « liberation day ». Une fois que l'on prend en compte les multiples exceptions, accordées souvent discrètement, à des secteurs politiquement bien défendus (comme ceux de la technologie ou de l'automobile), ou à des pays plus habiles que d'autres, le droit de douane effectif moyen en vigueur aujourd'hui aux États-Unis est de 16,8 %, contre 2,4 % avant le retour de Donald Trump aux affaires. On est donc très loin des 50 % annoncés lors du « liberation day », censés frapper 85 pays dont ceux de l'Union européenne.

L'émancipation de l'Amérique de ce qui a été présenté comme un carcan libre-échangiste par le président Maga accouche pour l'heure d'une souris. Certes, les achats anticipés durant l'hiver 2024-2025 en prévision de la hausse des droits de douane, ont gonflé les importations sur la période. Toujours est-il que sur l'ensemble de 2025, le déficit commercial, pour les marchandises, s'est creusé de 2,1 %, pour atteindre 1241 milliards de dollars.



Le droit de douane effectif moyen en vigueur aujourd'hui aux États-Unis est de 16,8 %, très loin des 50 % annoncés par Donald Trump le 2 avril 2025 et censés frapper 85 pays dont ceux de l'Union européenne.

Par ailleurs, l'inflation ne recule plus. Avant même la nouvelle guerre du Golfe, elle était remontée à 2,4 % en février. L'Américain moyen ne se sent pas plus riche. Le coût effectif des hausses de surtaxes à l'importation finalement pratiquées en 2025 est estimé à 2300 dollars par ménage.

Quant à l'objectif de restauration du tissu industriel américain, il semble encore lointain. On constate au contraire la disparition nette de 93000 emplois dans le secteur manufacturier depuis un an. La production industrielle est inférieure à son niveau des années Biden. Sans le boom incroyable de l'intelligence artificielle, l'investissement industriel serait probablement en baisse. Les promesses du Japon, Taïwan, de la Corée, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni d'injecter des milliards de dollars dans l'industrie aux États-Unis, en échange d'une relative clémence tarifaire, n'ont pas concrètement changé le paysage productif américain. On peut

même arguer que les usines automobiles ou celles de semi-conducteurs, par exemple, auraient de toute façon été prévues.

Quant à l'industrie américaine de l'acier et de l'aluminium, deux secteurs soudainement encore plus protégés par Donald Trump, on ne saurait parler de prospérité. Il est vrai qu'il faut plusieurs années pour que des projets industriels majeurs se mettent en place et pour que leurs effets sur l'emploi et le commerce se manifestent.

Donald Trump a néanmoins obtenu quelques concessions de pays dépendants de leurs débouchés américains. L'accès au marché européen pour certains produits énergétiques, pharmaceutiques et agricoles américains s'est amélioré. Le Japon accepte désormais des normes américaines en matière de sécurité automobile. La forte protection qui couvre les produits venus de Chine accélère la reconfiguration de chaînes d'approvisionnement au

L'invalidation par la Cour suprême d'une grande partie des droits de douane, imposés dans la foulée de négociations déclenchées après le « liberation day », crée une nouvelle incertitude, décourageante pour l'investissement

profit du Vietnam, de Taïwan, de l'Inde et du Brésil.

Pour autant, si le déficit commercial américain à l'égard de la Chine recule, il augmente avec d'autres nations. La Chine a ainsi pénalisé les agriculteurs américains, en particulier les producteurs de soja et de maïs, en se reportant vers des achats en Argentine et au Brésil.

Surtout, l'invalidation par la Cour suprême d'une grande partie des droits

de douane, imposés dans la foulée de négociations déclenchées après le « liberation day », crée une nouvelle incertitude, décourageante pour l'investissement. La mesure d'urgence immédiatement prise par l'Administration Trump, imposant une surtaxe de 10 % aux importations, va expirer mi-juillet. D'ici là, d'autres protections sectorielles sont supposées se mettre en place, mais le flou continue.

Même l'acquis le plus concret du protectionnisme trumpien est devenu incertain. Les plus de 300 milliards de dollars de recettes douanières supplémentaires collectées depuis un an, se révèlent non pérennes. Soit parce que leur fondement juridique a disparu et n'est pas clairement remplacé. Soit parce que les importateurs s'adapteront petit à petit et limiteront leurs surcoûts en changeant leurs fournisseurs.

Les exécrables relations entre Washington et Ottawa garantissent une renégociation très difficile de l'accord de libre-échange nord-américain. Les rapports moins mauvais entre Donald Trump et la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, ne suffiront pas à limiter les dégâts que la Maison-Blanche entend causer au traité qu'il a pourtant lui-même reconfiguré en 2018.

Sur ce champ de ruines, on peut difficilement imaginer un retour en arrière, même après Trump. D'abord parce qu'en dépit de la montée de l'opposition au protectionnisme parmi les élus du Congrès, la volonté de combattre la Chine continue de souder les républicains et les démocrates. Si les « deals » commerciaux négociés par Donald Trump avec des dizaines de pays expirent curieusement au terme du mandat du président, son successeur, quel qu'il soit, aura du mal à faire des cadeaux aux pays qui affichent des excédents commerciaux chroniques avec les États-Unis. Seul le thème de la défense du pouvoir d'achat et de la baisse des prix de produits importés, pourrait aider à lever des barrières érigées sous Trump II.

Sur un point, Donald Trump a certainement vu juste en matière commerciale : l'importance de l'accès au marché américain pour les entreprises du monde entier donne à tout locataire de la Maison-Blanche un levier important dans une négociation. De là à permettre à Washington de jeter à la poubelle toutes les normes multilatérales, au profit d'accords bilatéraux déséquilibrés, il y a un grand pas. ■

Très dépendant du Golfe, le Japon redoute une pénurie de gaz

Régis Arnaud Tokyo

L'Archipel importe l'essentiel des hydrocarbures du Moyen-Orient. La faiblesse du yen accentue l'envolée des prix.

« Continuez à rester calme » : cette supplique est signée Sanae Takaichi. Lundi, la première ministre du Japon a utilisé son réseau social préféré, X, pour exhorter la population à garder son sang-froid en réponse aux craintes de pénurie de carburant et de produits dérivés des hydrocarbures. Une petite piqure de rappel tandis que la guerre au Moyen-Orient, d'où l'Archipel tire une partie essentielle de ses ressources énergétiques, se prolonge et menace de s'étendre. Mardi, Sanae Takaichi a placé le ministre de l'Économie, Ryomasa Akazawa, à la tête d'une task force chargée de corriger les perturbations qu'engendre la guerre sur ses approvisionnements. Quelques heures plus tard, - avant d'accueillir Emmanuel Macron - elle recevait en grande pompe à Tokyo le président indonésien Prabowo Subianto. Au terme de la rencontre, elle a promis une meilleure coopération des deux pays dans le domaine de l'énergie. L'Indonésie est un fournisseur mineur en gaz naturel de l'Archipel, mais son principal fournisseur de charbon.

Depuis le déclenchement des hostilités en Iran le 27 février et la fermeture consécutive du détroit d'Ormuz,

l'Asie retient son souffle. L'essentiel de ses hydrocarbures, pétrole et gaz naturel, ainsi qu'une partie importante de ses dérivés proches ou lointains (naphta, méthanol, hélium, brome, soufre...), nécessaires dans de multiples secteurs, de l'agriculture à la pétrochimie, provient du Moyen-Orient via ledit détroit. Selon une note récente de la banque CA-CIB, 46 % des importations de pétrole et 83 % de celles de gaz naturel d'Asie y transitent. Étranglés par sa fermeture, les pays les plus affectés organisent le rationnement de leur demande. Aux Philippines, au Bangladesh, au Pakistan, en Thaïlande, les premières mesures d'économie d'énergie forcées sont apparues. En Corée du Sud, le président Lee a lancé une campagne d'économies d'énergie mardi dernier.

Le Japon, lui, semblait transi comme le lapin dans la lumière des phares jusqu'au week-end dernier. Comme ses voisins d'Asie, il est exposé à deux périls : la hausse des cours et la pénurie. La première se fait déjà ressentir en raison de l'anémie de sa monnaie, alors que le pays acquitte l'intégralité de sa facture énergétique dans un dollar aujourd'hui à un cours historiquement très élevé, à 160 yens. Ce choc est

aussi à craindre par les produits dérivés, dont les prix augmentent : le naphta nécessaire au plastique, le soufre nécessaire à l'engrais, l'hélium nécessaire aux semi-conducteurs... « La faiblesse du yen et la hausse du prix du pétrole amplifient une inflation poussée par les coûts. Les salaires réels baissent en raison des coûts des matières premières transmises aux consommateurs. Et les prix plus bas à l'exportation grâce au yen faible ne devraient pas stimuler la demande extérieure », avertit Natixis dans une note récente.

Pour atténuer le choc, le ministère de l'Industrie ne bridera plus les opérateurs de centrales à charbon, obligés actuellement de produire à moins de la

Jeudi dernier, le gouvernement a libéré une partie (20 %) des réserves pétrolières nippones pour pallier le manque anticipé de carburant, injection qui soulage le consommateur final

moitié de leur capacité pour réduire leur pollution. Il a aussi demandé à ses raffineurs de vendre leur pétrole temporairement à perte, non plus en se référant à l'indice Dubai qu'ils utilisent traditionnellement mais à l'indice Brent, plus bas. À la pompe, le gouvernement maintient artificiellement bas les prix de l'essence en subventionnant la filière. « Les prix ont monté, mais les entreprises et les particuliers les paient sous forme d'impôt, pas dans leurs factures », décrypte l'économiste Richard Katz.

Mais c'est la pénurie que le Japon craint avec le plus d'acuité. Plus de 90 % de son pétrole et 11 % de son gaz naturel viennent du Moyen-Orient, selon S&P Global. 65 % de ses importations de pétrole et 10 % de celles de gaz naturel transitent par le détroit d'Ormuz, précise Natixis dans une note. D'une prévoyance légendaire, l'Archipel est certes dans une situation moins délicate que ses voisins de la zone - à court terme. Il dispose de 254 jours de réserves de pétrole stratégiques. Un niveau de préparation unique au monde : ces stocks ont été constitués et maintenus depuis la fin des années 1970 après que le pays a essuyé deux chocs pétroliers qui ont traumatisé la

population et ses élites. Les médias font encore leurs choux gras des clichés de ruées sur le papier toilette des ménagères à l'époque, terrorisée par la peur du manque.

Jeudi dernier, le gouvernement a libéré une partie (20 %) des réserves pétrolières nippones pour pallier le manque anticipé de carburant, injection qui soulage le consommateur final. Lundi, dans son tweet sur le sujet, Sanae Takaichi a assuré surveiller les moindres difficultés d'approvisionnement local comme le lait sur le feu. Mais dans tous les scénarios, le retour à la normale prendra des semaines, voire des mois dans le détroit d'Ormuz. La traversée demeurera périlleuse bien après la fin déclarée des hostilités. Sur le front du gaz naturel, la situation du Japon est plus tendue : le Japon ne dispose que de 21 jours de réserve (le gaz naturel est beaucoup plus difficile à stocker que le pétrole). Sanae Takaichi devait recevoir mercredi soir Emmanuel Macron. Le président français s'efforce de rassembler une coalition de nations qui nettoieront le détroit d'Ormuz des mines que l'Iran a lâchées dans ses eaux une fois que les hostilités cesseront. Le Japon en fait partie. ■

Pierre-Loïc Thomas

Selon les prévisions de l'Association pour l'emploi des cadres, le recrutement de cols blancs devrait repartir à la hausse. Mais la guerre au Moyen-Orient fait peser des incertitudes.

Un coin de ciel bleu après deux années bien sombres. Dans ses prévisions pour 2026 publiées ce jeudi 2 avril, l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) mise sur une reprise des recrutements de cols blancs en France. «Après deux années de recul, le marché pourrait redémarrer», s'avance prudemment l'organisme, sans se défaire du conditionnel.

Selon l'Apec, qui a interrogé plus de 8 000 entreprises sur leurs intentions de recrutements pour 2026, le nombre d'embauches devrait augmenter de 4% d'ici la fin de l'année. Ces recrutements ont beau être anticipés à la hausse, ils resteraient «encore loin des niveaux de 2023». Il faut dire que les deux dernières années ont vu les recrutements s'effondrer. Après un rattrapage post-Covid spectaculaire pendant lequel le nombre d'embauches a bondi (+18% en 2021 et +15% en 2022), le marché de l'emploi des cadres s'est violemment retourné en 2024. Si la baisse a été contenue en 2025 (-3% seulement), le nombre de cadres recrutés a diminué de 11% sur deux ans. La faute à «de fortes incertitudes géopolitiques à l'international mais également au niveau de la politique nationale», note Hélène Garner, directrice des données et des études de l'Apec. Ce contexte tendu a drastiquement ralenti les investissements des entreprises. «C'est un moteur important de l'emploi des cadres, observe la responsable. Quand les investissements se rétractent, les recrutements aussi.»

Cette mauvaise conjoncture frappe directement les jeunes diplômés. «Dans un contexte incertain, les entreprises hésitent toujours à recruter des cadres débutants ou avec peu d'expérience», observe l'Apec. Résultat, entre 2024 et 2025, le nombre d'embauches a chuté de 13% pour les cols blancs dont



L'Apec estime que le nombre d'embauches devrait augmenter de 4% d'ici la fin de l'année. INSTA_PHOTOS/STOCKADOB.COM

Cadres : les embauches prévues à la hausse après deux années moroses

le CV faisait état de moins de cinq ans d'expérience. «Ce sont les premiers exposés au retournement de la conjoncture mais ce sont aussi ceux qui profitent le plus des phases de reprise», avance Hélène Garner.

D'un point de vue sectoriel, la baisse des embauches s'est notamment fait ressentir dans les services «à forte

«Les enjeux liés à la transformation digitale des entreprises, au renforcement de la cybersécurité et à la montée en puissance de l'IA sont toujours très prégnants et devraient générer des besoins croissants en compétences hautement qualifiées»

L'Apec

valeur ajoutée», et en particulier dans l'informatique. De 71 920 recrutements en 2023, la branche est passée à seulement 57 000 embauches en 2025, soit une chute de plus de 20%. Dans une note de conjoncture publiée et diffusée fin mars, l'Insee a observé un net recul de l'emploi dans le secteur des activités informatiques et des services d'information en France. Cette baisse inédite, jamais vue depuis 2002, pourrait être liée à la généralisation de l'intelligence artificielle dans ce secteur, selon l'Insee. «Pour l'instant, on ne peut pas établir de lien de causalité entre les deux», tempore Hélène Garner, qui préfère évoquer «deux phénomènes qui coexistent». L'Apec prédit par ailleurs une hausse de 4% du nombre de recrutements pour les cadres de l'informatique pour l'année en cours. «Les enjeux liés à la transformation digitale des entreprises, au renforcement de la cybersécurité et à la montée en puissance

de l'IA sont toujours très prégnants et devraient générer des besoins croissants en compétences hautement qualifiées», détaille l'association dans son rapport.

Plus largement, l'Apec se montre optimiste pour les prochains mois tout en restant prudente sur ses prévisions. «Une dose sans doute importante d'incertitude pèse bien sûr sur les perspectives pour l'année 2026», admet Laetitia Niaudeau, directrice générale de l'Apec. D'autant plus que l'enquête auprès des entreprises a été menée de novembre à janvier, soit un mois avant le début de la guerre en Iran. Depuis, la fermeture du détroit d'Ormuz et l'élargissement du conflit au Moyen-Orient ont bousculé les marchés mondiaux. «Une crise énergétique, en fonction de sa durée, pourra avoir un impact plus ou moins important sur l'économie», anticipe Laetitia Niaudeau tout en rappelant qu'en 2022, la même étude avait été présentée juste après le début de la

guerre en Ukraine, avec des résultats «très cohérents» avec les prévisions. «Au fur et à mesure de l'année, on affînera avec nos baromètres nos prévisions. On sent déjà dans le baromètre du deuxième trimestre une petite inflexion à la baisse», observe toutefois la responsable.

Outre les troubles internationaux, un possible relèvement des taux d'intérêt et des restrictions sur la dépense publique pourraient également affecter l'investissement, et donc les recrutements. Les deux derniers budgets, adoptés au forceps après le début de l'exercice, avaient largement refroidi les entreprises en 2024 et en 2025. Plusieurs d'entre elles avaient gelé leurs recrutements en attendant le vote et la copie finale. Les prochaines discussions budgétaires s'annonçant tout aussi houleuses, les entreprises pourraient alors être tentées de faire le dos rond en attendant d'y voir plus clair. ■

La chute des cours du cacao n'est pas visible dans les rayons

Anne Cheyvalle

Après avoir atteint des sommets, jusqu'à 13 000 dollars la tonne, les cours oscillent autour de 3 000 dollars.

Le compte à rebours est lancé. 1-4 avant le moment fort de l'année des fabricants de chocolat : la chasse aux œufs de Pâques qui fait le bonheur des petits et des grands. Il y en a pour tous les goûts dans les rayons des supermarchés, chocolatiers et épicerie fines. Si ce n'est que les prix, ces deux dernières années, ont connu une forte hausse, poussée par l'envolée des cours de la précieuse fève de cacao. L'or brun, dont les prix historiques oscillaient entre 2 000 et 3 000 dollars la tonne, s'est installé pendant plusieurs mois en 2024 au-dessus de 10 000 dollars, jusqu'à un pic de 13 000 dollars.

«Amorcée en 2023, la hausse a été très marquée l'année suivante à cause d'une très forte baisse de la production de la Côte d'Ivoire et du Ghana, les deux premiers producteurs mondiaux qui couvraient 60% de l'offre mondiale», explique Pierre Ricau, économiste, expert cacao chez Nitidæ. «Il y avait un déficit de 15% par rapport à la demande alors que les stocks étaient faibles», appuie un trader basé à Genève. De mauvaises conditions météo, une sévère sécheresse provoquée par El Niño, se sont conjuguées à des éléments plus structurels. «Le Ghana et la Côte d'Ivoire ont déjà exploité beaucoup de superficie et le cacaoyer est un arbre qui a besoin d'un sol très fertile. Après

10-15 ans il est plus fragile et donc plus sensible au stress climatique et aux maladies. Présente depuis longtemps, la maladie dite du "swollen shoot" a pris des proportions épidémiques et décimé beaucoup de cacaoyers», explique l'expert.

La tendance s'est inversée depuis quelques mois. Les cours du cacao sont en chute libre : sur le marché de New York, la tonne oscillait ces derniers jours autour de 3 100 dollars, fin février elle était passée sous la barre des 3 000 dollars. Il existe deux cotations principales, à New York et Londres. Comment expliquer un tel retournement ? Et, surtout, pourquoi cela ne se voit pas encore dans les rayons ?

C'est la loi de l'offre et de la demande. «Le début du retournement s'est fait en juin 2025 lorsqu'on s'est rendu compte que cette deuxième récolte (il y en a deux dans l'année, la plus grosse en octobre et une petite en juin, NDLR) était meilleure que prévu. S'est ajoutée une diversification de l'offre, des producteurs attirés par les prix élevés ont investi dans les cacaoyers au Cameroun, au Nigeria, en Équateur et au Brésil. Mais le principal facteur vient d'un net ralentissement de la demande», explicite Pierre Ricau. Les prix à 10 000 dollars étaient «illogiques, excessifs» pour l'industrie qui a cherché des alternatives. En premier lieu

en réduisant la part du cacao. Les industriels avaient de la marge par rapport aux exigences de taux minimum pour une appellation de chocolat (20% pour le blanc et au lait et 35% pour le noir selon la norme mondiale FAO, l'UE étant un peu plus exigeante). Certains ont aussi reformulé leurs recettes, remplacé le beurre de cacao par du beurre de karité.

«Entre la "shrinkflation", la reformulation et la faillite de petits chocolatiers, la demande a fortement baissé depuis deux ans et demi. Et en parallèle, la production est repartie en flèche»

Un trader

L'autre stratégie a été de jouer sur le packaging, en réduisant la taille des tablettes et des paquets, le phénomène dit de «shrinkflation». Un exemple : les paquets de M&M'S dans les distributeurs sont passés de 300 g à 200 g sans baisse de prix proportionnelle.

«Entre la "shrinkflation", la reformulation et la faillite de petits chocolatiers, la demande a fortement baissé depuis deux

ans et demi. Et en parallèle, la production est repartie en flèche, souligne le trader. On est passé d'une structure fondamentalement en déficit à une structure fondamentalement en surplus!» Chiffres à l'appui : sur 2023-2024, la production mondiale est tombée à quelque 4,4 millions de tonnes pour une demande à 4,9 millions de tonnes qui a nécessité d'entamer les stocks de sécurité. Et sur 2025-2026, la production est estimée à 4,9 millions pour une demande de 4,6 millions.

Si le consommateur ne ressent pas cette baisse, explique le trader, c'est que les prix sont couverts, «neuf mois en moyenne, en avance. Et les grandes surfaces qui ont des contrats annuels doivent écouler leurs stocks avant d'en racheter». Dans les supermarchés, les prix sont négociés une fois par an, en général en septembre. «Il faut que ce nouveau cacao moins cher, exporté depuis novembre, arrive dans les usines de broyage, qu'il soit transformé en beurre de cacao et commence à être livré. On peut s'attendre à une baisse dans les trois à quatre mois, cela devrait venir avec les négociations annuelles de septembre», analyse Pierre Ricau.

En attendant, les marques de chocolat vont jouer sur les promos pour écouler les stocks et essayer de relancer la

consommation. Les offres ont commencé à fleurir sur les étiquettes et devraient s'accélérer après les fêtes de Pâques. Mais avec la guerre en Iran, qui ravive le risque inflationniste, les amateurs de chocolat pourraient se raviser et se reporter sur des confiseries moins onéreuses. «Les gens font moins le plein à la pompe, ils sont ainsi moins tentés d'acheter des barres chocolatées dans les stations-service. La consommation dans les duty free, qui compte beaucoup pour le marché, devrait aussi en pâtir», complète le trader. Autre effet collatéral, la hausse des cours du pétrole qui augmente le coût de production des industriels pourrait aussi limiter leur capacité de baisse des prix.

En amont, dans les pays de production, les petits planteurs font grise mine, en particulier au Ghana et en Côte d'Ivoire, où les prix sont fixés par l'État deux fois dans l'année et une partie de la production est vendue en anticipation. La filière fait face à une crise de surproduction, les stocks s'accumulent dans les entrepôts, où les fèves doivent être régulièrement exposées au soleil pour éviter qu'elles pourrissent. Le gouvernement a décidé début mars de diviser par plus de deux le prix d'achat. De quoi provoquer la colère des planteurs qui ont menacé la semaine dernière de faire grève. ■

En pleine flambée des prix du pétrole et du gaz, l'État accélère sur l'énergie renouvelable

Elsa Bembaron L'île d'Yeu

Le gouvernement a donné jeudi le coup d'envoi à un appel d'offres géant pour des éoliennes en mer.

Le compte à rebours est enclenché. Après plus de deux ans de tergiversations autour du développement des énergies renouvelables en France, le gouvernement a les deux pieds sur la pédale de l'accélérateur. Publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) le 13 février pour fixer les grands axes de développement dans le nucléaire comme pour les énergies renouvelables ; puis, ce jeudi, lancement des appels d'offres qui viennent concrétiser les annonces liées à la PPE 3. Au-delà des objectifs fixés, le calendrier est devenu une pièce maîtresse de l'échiquier politique. L'enjeu est de lancer les procédures d'appels d'offres pour que les projets soient suffisamment solides et ne puissent plus être remis en cause, quels que soient les résultats de l'élection présidentielle en avril 2027.

La motivation est aussi bien politique qu'économique, alors que les prix du pétrole et du gaz s'envolent. Pour échapper à la dépendance du pays aux hydrocarbures (60% de la consommation énergétique contre 40% pour l'électricité), il faut électrifier les usages, martèlent en chœur les représentants du gouvernement. Roland Lescure, le ministre de l'Économie, ne manque pas une occasion de fustiger ceux qui s'attaquent à la « surproduction d'électricité en France ». Il veut croire en « une croissance exponentielle de la demande », que le gouvernement entend soutenir avec de nouvelles mesures. En attendant le grand plan d'électrification, qui doit être présenté la semaine prochaine, le ministre de l'Économie et la ministre de l'Énergie, Maud Bregeon, ont mis le cap sur le parc éolien en mer de l'île d'Yeu, une façon de marquer leur attachement à cette filière.

Les annonces les plus importantes concernent l'éolien en mer, avec l'objectif de passer de 5 gigawatts (GW) actuellement installés ou en construction à 15 GW en 2035. Toutes les façades maritimes sont concernées, « de Fos-sur-mer à Fécamp en passant par Oléron », a souligné Roland Lescure. Ce qui implique aussi le recours à deux technologies : des éoliennes posées sur les fonds marins - quand la profondeur le permet - ou flottantes, ce qui est plus onéreux mais permet de s'éloigner un peu plus des côtes. « En France, nous optons pour les solutions les plus chères à construire, tout en visant un prix d'électricité produite le plus bas possible », grince un représentant de la filière. Le coût de développement de ces projets est fondamental pour assurer leur viabilité, alors que le gouvernement

reste à rebours est enclenché. Après plus de deux ans de tergiversations autour du développement des énergies renouvelables en France, le gouvernement a les deux pieds sur la pédale de l'accélérateur. Publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) le 13 février pour fixer les grands axes de développement dans le nucléaire comme pour les énergies renouvelables ; puis, ce jeudi, lancement des appels d'offres qui viennent concrétiser les annonces liées à la PPE 3. Au-delà des objectifs fixés, le calendrier est devenu une pièce maîtresse de l'échiquier politique. L'enjeu est de lancer les procédures d'appels d'offres pour que les projets soient suffisamment solides et ne puissent plus être remis en cause, quels que soient les résultats de l'élection présidentielle en avril 2027.

visait un prix moyen de 100 euros du mégawatt-heure (MWh). Ce prix est assorti d'un mécanisme de compensation, avec la mise en place d'un contrat pour différence (CFD). Quand les prix de marché sont supérieurs à ceux du contrat, l'exploitant verse la différence à l'État, et dans le cas contraire, l'État compense l'exploitant. Le prix de 100 euros du mégawatt-heure est en ligne avec celui prévu pour les six réacteurs nucléaires EPR 2, dont le premier doit être livré en 2038. « 100 euros du MWh, c'est très ambitieux. Pour l'atteindre, il faudrait beaucoup de concurrents aux appels d'offres. Mais pour cela, il faudrait créer les conditions favorables à cette compétition », explique Jérémie Almosni, délégué général de France renouvelables. « C'est un prix d'intention », tacle une experte du secteur, très dubitative quant à la capacité des industriels de réellement tenir ces prix. La question du coût de ces appels d'offres concernant l'éolien en mer pour les finances de l'État devrait continuer à susciter des polémiques. Il est directement lié à l'évolution des prix de marché : s'ils

restaient très bas, la facture pourrait atteindre 35 milliards d'euros, entre 2025 et 2060, pour l'éolien en mer.

Mais si ces prix s'envolent - ce qui reste à craindre au vu des tensions internationales -, ce même programme rapporterait près de 37 milliards à l'État, toujours sur 35 ans. À moins de nouveaux changements. Le gouvernement a aussi lancé une mission d'étude sur les soutiens aux renouvelables, la mission Lévy-Tuot, qui doit rendre prochainement ses conclusions.

Un calendrier serré

Celles-ci pourraient être partiellement intégrées aux appels d'offres annoncés ce jeudi, si cela n'implique pas de modifications substantielles du cahier des charges. Sinon, ce sera pour les prochains. En effet, tout n'est pas encore joué. Le cahier des charges des appels d'offres doit être transmis par le gouvernement à la Commission de régulation de l'énergie (CRE), qui donnera son avis dans les prochaines semaines, avant la publication des appels d'offres. Les entreprises, ou les consortiums, auront ensuite quatre à six mois pour soumettre

leurs offres, que la CRE examinera pendant quatre mois. Le calendrier est donc très serré pour que les choix des développeurs de projet soient validés avant la présidentielle. Enfin, les projets choisis devront faire la part belle aux contenus locaux. Avec le lancement de ces appels d'offres, le gouvernement vise à pérenniser les activités industrielles sur le territoire. Au total, 120 000 emplois devraient être créés dans les filières des énergies renouvelables d'ici à 2035. Pour l'éolien en mer, les effectifs devraient passer de 8 000 à 33 000 personnes au cours des dix prochaines années, avec les usines de Siemens au Havre, de GE et des chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire en tête de pont.

Sur terre, les objectifs sont revus à la baisse, avec des ambitions limitées à l'année en cours. « Seulement » 2,9 GW devraient être attribués aux installations solaires cette année. Le gouvernement temporise, en attendant que la France dispose enfin de ses méga usines de production de panneaux. Il faut aussi lever le pied, pour permettre au système électrique de s'adapter à ces nouvelles installations,

en leur ajoutant des batteries par exemple. Les nouvelles petites installations solaires, celles sur le toit des maisons notamment, bénéficieront de conditions moins avantageuses pour le rachat de l'électricité produite.

Le gouvernement veut pousser à l'« autoconsommation » et donc éviter que cette électricité arrive en masse sur le réseau, au moment où la production est déjà élevée avec des prix au plus bas. Enfin, il n'y aura qu'un seul appel d'offres pour l'éolien terrestre, de 800 MW. Le gouvernement avait déjà prévu qu'il comptait donner la priorité à la remotorisation : comprendre, le remplacement des machines les plus anciennes par de nouvelles, plus puissantes, afin d'augmenter la production, avec moins d'éoliennes. L'objectif est de ne pas braquer les opposants à l'éolien, en mettant l'accent davantage sur le renouvellement que sur la multiplication de nouveaux sites. ■

Concernant l'éolien en mer, l'objectif est de passer d'une capacité de 5 à 15 gigawatts d'ici 2035.

MANOLA72 - STOCK.ADOBE.COM



Decathlon tire son épingle du jeu sur un marché français en berne

Manon Malhère Lille

Après avoir stagné en 2024, le chiffre d'affaires français du distributeur est reparti à la hausse l'an dernier.

Decathlon, l'enseigne de la gaxaxie Mulliez, reprend du poil de la bête dans son marché historique. « Dans un contexte très chahuté où le marché du sport freine et où le pouvoir d'achat des Français est plus contraint que dans d'autres pays, Decathlon a fait une année à fond la forme », se félicite Bastien Grandgeorge, le directeur général de Decathlon France. Une bonne nouvelle pour le groupe, dont le premier magasin a ouvert en 1976 à Englos dans le Nord de France, et qui célèbre ses 50 ans cette année.

En France, le secteur du sport est effectivement en petite forme depuis un an. En 2025, les ventes d'articles ont reculé de 0,3%, selon l'Union sport & cycle (UESC). « Il y a eu une sorte de décrochage à partir de la fin de l'année 2024, après 15 années de croissance », analyse Virgile Cailliet, le délégué général de l'organisation. C'est assez exceptionnel et paradoxal car tous les chiffres indiquent que les Français n'ont jamais fait autant de sport. Les tensions politiques nées de la dissolution de l'Assemblée nationale ont pesé

sur la consommation. Les conditions météorologiques n'ont pas été favorables au printemps dernier, marqué de fortes pluies. Mais surtout, le secteur n'est pas épargné par la rude concurrence des plateformes asiatiques comme Temu et Shein qui vendent des produits à très bas prix, notamment des articles de sport.

« Si Decathlon ne peut rien faire pour le prix de l'essence, nous allons tout faire pour le prix du sport »

Bastien Grandgeorge
Directeur général de Decathlon France

Pas de quoi décourager Decathlon, le leader du sport devant Intersport en France. La direction du groupe nordiste a pris le taureau par les cornes en opérant d'importantes réductions de prix, tout en restant fidèle à son ADN : celui de proposer le meilleur rapport qualité-prix, et pas l'étiquette la plus basse.

L'an dernier, plus de 1 000 produits ont vu leur prix diminuer de 6% à 7%. Cette stratégie a largement contribué à la croissance des ventes en volume de Decathlon en France (+1,4%). Au total, le chiffre d'affaires français du groupe a progressé de 1,6% à 4,85 milliards d'euros en 2025, après avoir fait du sur place en 2024. Quant au volume d'affaires (ventes, commissions perçues sur la place de marché, services), il a atteint 4,98 milliards d'euros.

Le groupe est bien déterminé à continuer sur sa lancée cette année, bousculée depuis un mois par le conflit au Moyen-Orient. « Si Decathlon ne peut rien faire pour le prix de l'essence, nous allons tout faire pour le prix du sport », insiste Bastien Grandgeorge. Nous n'avons et ne dévierons jamais de notre ADN de rendre accessible le sport à tous. Quatre nouvelles vagues de baisse de prix ont été planifiées tout au long de l'année qui représenteront un investissement de 11 millions d'euros. Début 2026, la diminution du prix de 4,49 euros à 3,99 euros d'un ballon de football a eu un effet quasi immédiat :

les ventes ont grimpé de 75%, avec 20 000 ballons vendus chaque semaine.

Parallèlement, le groupe s'appuie sur ces deux leviers de croissance les plus prometteurs. Lancée il y a 18 mois en France, la place de marché en ligne Decathlon est en forte croissance, avec des ventes en volume qui ont progressé de 49% l'an dernier. Autre atout : les articles de deuxième main commercialisés par Decathlon, ainsi que les activités de location de produits et les ateliers de réparation. Les ventes sur ce segment ont progressé de près de 12% en 2025.

Pas question toutefois de reléguer au second plan le magasin physique, qui attire toujours de nombreux clients. L'an dernier, 69 millions d'euros ont été investis pour moderniser une centaine de points de vente. Aujourd'hui, 75% de ses 324 magasins français sont rénovés.

Désormais, la direction mise sur l'ouverture de boutiques de proximité, situées dans les centres-villes au plus proche des consommateurs, et de plus petite taille. Ces points de vente peuvent être spécialisés sur un sport

comme le running ou proposer une offre plus variée. En 2025, 4 boutiques ont été ouvertes à Paris, Montpellier, Rennes et Bordeaux. Le distributeur veut également conquérir la montagne ainsi que les petites villes en s'y développant en franchise. « On ouvre le jeu, mais Decathlon restera un modèle ultra-intégré », insiste le dirigeant.

Présent dans près de 80 pays, le groupe peut aussi s'appuyer sur son internationalisation. Le nouveau directeur général, Javier Lopez, vise 2 milliards de clients d'ici 2035, contre environ 300 millions actuellement. Au niveau mondial, le chiffre d'affaires a progressé de 4% - plus fortement qu'en France - en 2025, à 16,8 milliards d'euros et le volume d'affaires a atteint 20,7 milliards d'euros. 80% des ventes sont assurées par les produits de marque propre (comme Quechua, Tribord et Domyos), le restant étant généré par les articles de marques internationales. Mieux, l'Ebitda a bondi de 21% à 1,8 milliard d'euros l'an passé, et le résultat net a affiché une hausse de 16% à 910 millions d'euros, après avoir reculé de 15,5% en 2024. ■

Facebook drague les influenceurs pour rajeunir son audience

Keren Lentschner

Le réseau social lance un nouveau programme de monétisation avec des salaires garantis pour les attirer.

Des salaires mensuels garantis entre 1000 et 3000 dollars pendant trois mois. C'est ce que Facebook est prêt à offrir aux créateurs de contenu pour rejoindre son réseau social. La seule condition : poster chaque mois 15 « reels » originaux, soit des vidéos courtes verticales.

Ce n'est pas la première fois que Facebook lance une opération de séduction à destination des influenceurs qui officient sur Instagram, YouTube et TikTok. Chaque année, il déploie de nouveaux outils de monétisation pour les attirer. Mais cette fois-ci, le réseau social, qui a fêté ses vingt ans en 2024, a mis le paquet. Il lance un programme, « Creator Fast Track », qui « permet aux créateurs confirmés d'élargir plus facilement que jamais leur audience et de gagner de l'argent », précise Meta. « Nous voulions répondre aux préoccupations des créateurs, qui craignaient que rejoindre Facebook soit difficile et qu'il leur soit compliqué de créer une communauté à partir de zéro », précise Yair Livne, vice-président des produits pour les créateurs chez Facebook. « Je pense simplement que peu de créateurs considéraient aujourd'hui Facebook comme leur principale plateforme. Mais cela crée justement une énorme opportunité d'arbitrage », avait reconnu il y a quelques mois Mark Zuckerberg, PDG de Meta.

Facebook, qui est passé en 2024 à un modèle de rémunération des créateurs basé sur la performance de leurs contenus, affirme leur avoir reversé l'an passé 3 milliards de dollars (+35%). 60% de ce montant a été consacré aux « reels ». Le nombre de créateurs gagnant plus de 10000 dollars par an sur le réseau social a augmenté de plus de 30% en un an, selon le groupe américain.

« Il s'agit d'une posture défensive qui en dit long sur le retard de Facebook chez les plus jeunes », réagit Arthur Kannas, PDG de l'agence marketing Heaven (groupe Hopscotch). Le dirigeant balaie aussi d'un revers la main le montant des salaires garantis. « Cela devrait surtout attirer des influenceurs de petite ou moyenne taille, estime-t-il. Facebook n'a jamais été une plateforme de création de contenu, mais plutôt un lieu où retrouver ses amis. »

« En France, Facebook ne constitue pas une source de revenus significative pour la

majorité des créateurs, renchérit un bon connaisseur du secteur. L'audience y est plus âgée que sur TikTok ou Instagram, qui correspondent davantage aux cibles recherchées par les créateurs et les marques. Il est perçu comme étant moins adapté aux formats actuels (vidéos courtes, contenus incarnés, tendances...) que les autres réseaux. Par ailleurs, il faut que les vidéos explosent pour gagner de l'argent. »

Avec cette offensive de charme, Facebook entend rajeunir son audience. Car s'il reste le premier réseau mondial au monde (2,1 milliards d'utilisateurs actifs quotidiens), il peine à attirer la génération Z, qui lui préfère TikTok, Instagram et Snap. En France, le nombre de visiteurs uniques quotidiens âgés de 15 à 24 ans a reculé de 8% l'an passé, selon Médiamétrie.

Refonte de l'application

« Comme vous le savez tous, Facebook, ça devient un peu has been, à savoir qu'on n'a que nos parents et grands-parents dessus », ironise sur Instagram l'influenceuse belge Candice Lees, qui s'est laissée tenter par le nouveau programme de Facebook. « Je vais attendre de voir si ça prend, déclare de son côté Gildas Leprince, créateur de contenu français spécialisé dans la géopolitique. Dans un contexte où les contenus demandent de plus en plus de temps de conception, je définis en amont ma stratégie (formats, plateformes, régularité...) et c'est compliqué pour moi de changer brutalement de braquet. »

La concurrence fait rage entre les plateformes pour attirer les créateurs, et donc le jeune public. Si YouTube peut se targuer d'être la plateforme la plus rémunératrice (50% des revenus publicitaires redistribués), Instagram ne leur reverse rien et TikTok reste assez opaque. Prisée avant tout pour ses fonctionnalités de messagerie, Snap s'efforce de combler son retard. « En offrant à ces talents des revenus plus prévisibles, des outils simples et un environnement sain, on crée un cercle vertueux : ils publient davantage, ils inspirent d'autres créateurs, et l'expérience devient plus riche pour toute la communauté », déclare Julie Bogaert, responsable des partenariats avec les créateurs de contenu pour la zone Europe-Moyen-Orient. En France, le réseau social a ainsi rallié Lena Situations (juillet 2024), EnjoyPhenix



Si Facebook reste le premier réseau social au monde, avec 2,1 milliards d'utilisateurs actifs quotidiens, il peine à attirer en masse la génération Z, qui lui préfère TikTok, YouTube et Snapchat.

SAI - STOCKADOB.COM

(novembre 2024) ou le streamer Anyme (décembre 2025).

Mais la bataille ne se joue pas uniquement au niveau des influenceurs. En décembre, Facebook a lancé une importante refonte de son application afin de la rendre plus attrayante. Cela passe par la mise en avant de fonctionnalités populaires auprès des jeunes telles que

« reels » et Marketplace (son service de petites annonces utilisé par plus de la moitié des internautes issus de la Gen Z aux États-Unis). Il y a un an, Mark Zuckerberg avait prévenu qu'il souhaitait redonner à Facebook l'esprit qu'il avait « à l'époque » en le rendant « bien plus influent sur le plan culturel qu'il ne l'est aujourd'hui ». ■

Boiron mise sur le cannabis médical et les compléments alimentaires

Marie Bartnik

Éprouvé en France par le déremboursement de l'homéopathie, le laboratoire familial est à nouveau en croissance.

Boiron revient de loin. L'activité du champion mondial de l'homéopathie, créé en 1932 par des frères jumeaux pharmaciens, a été percutée par le déremboursement progressif de cette médecine douce. Le laboratoire, toujours détenu en majorité par la famille Boiron, a perdu près de 120 millions d'euros de chiffre d'affaires entre 2018 et 2024. Pour pallier la baisse des volumes de ventes de tubes et doses homéopathiques, jadis préparés dans vingt-sept établissements de distribution en France, Boiron a dû mettre en place deux plans sociaux, qui se sont soldés par la suppression de 645 postes.

Le laboratoire espère avoir tourné la page des années difficiles. Il réalise toujours 93% de son chiffre d'affaires

grâce à l'homéopathie. L'année dernière, ses ventes ont cependant recommencé à croître, après huit années de décroissance quasi ininterrompue - l'année 2022 s'était soldée par une progression des ventes, uniquement due à la commercialisation de tests Covid. Le chiffre d'affaires a atteint 501 millions d'euros en 2025, en progression de 2,8% - 4,1% sans compter les effets de change. La rentabilité a progressé davantage.

« Nous sommes parvenus à stabiliser les ventes en France pour la première fois depuis 2017, explique Pascal Houdayer, directeur général des laboratoires Boiron depuis un peu plus d'un an. Et nous avons parallèlement grandi à l'étranger, en particulier aux États-Unis », où les ventes ont progressé de 14,4%. L'international représente désormais 60% des ventes du groupe, contre 43% en 2019. Aux États-Unis, Boiron assure bénéficier de la défiance qu'inspirent les Big Pharma à la génération Z, plus férue de médecine naturelle. Plus d'un tiers des ventes de Boiron s'y font sur Amazon. En Chine, 100% se font sur Douyin, la version locale de TikTok.

« Trouver un équilibre »

Pour stopper l'hémorragie en France, le laboratoire a commencé par simplifier sa gamme de tubes et doses homéopathiques, dont les 35000 références n'étaient « plus gérables ». « Nous devons trouver un équilibre entre l'hyperpersonnalisation, qui est l'avantage de la médecine homéopathique, et un nombre de références pléthoriques qui doivent être stockées et immobilisent du cash », explique le dirigeant. Un an plus tard, 500 souches parmi les moins vendues (sur 1200 à 1500) ont cessé d'être commercialisées. Pour rendre l'homéopathie plus accessible au grand public, Boiron a par ailleurs créé des kits, qui regroupent plusieurs tubes revendiquant ensemble une indication, comme le sevrage tabagique, les troubles du sommeil ou le surmenage.

Une façon de continuer de vendre les traditionnels tubes et doses sans passer par la prescription d'un médecin homéopathe, ou le conseil d'un

pharmacien formé à cette médecine douce. Leurs ventes continuent néanmoins de chuter de 5,6%.

Les « spécialités », c'est-à-dire les produits homéopathiques tout faits comme l'Oscilloccinum, le sédatif PC ou le sirop Stodal, constituent cependant la grande majorité des ventes d'homéopathie chez Boiron et sont en progression (4,2%). Ces produits ont été moins affectés par le déremboursement de l'homéopathie en France. Mais ils souffrent d'un autre mal : ils sont extrêmement saisonniers, et dépendants des pathologies hivernales. Afin de réduire cette dépendance, le nouveau directeur général mise sur le cannabis médical et les compléments alimentaires, dont les ventes progressent de 11% en France. Le laboratoire ambitionne de faire du cannabis thérapeutique « une des plus importantes innovations de Boiron de ces dix dernières années en termes de chiffre d'affaires ».

Ce dernier n'est pour l'instant utilisé en France qu'à titre expérimental, pour soulager les douleurs intenses de patients atteints de cancers ou de troubles neurologiques, le plus souvent en fin de vie. Trois mille ont été traitées depuis 2021 dans le cadre de cette expérimentation, quand « 10000 personnes attendent la signature des décrets pour que leur douleur soit prise en charge », explique Pascal Houdayer. Boiron espère le feu vert des autorités françaises pour la fin de l'année, voire le début 2027. Les compléments alimentaires sont un autre axe de développement. Le laboratoire vient de lancer une gamme « oscillo » (vitalité, immunité...) en France et en Italie, et prévoit de se développer sur ce marché dynamique au moyen d'acquisitions.

Faute d'être parvenus à racheter 90% des actions du laboratoire, la famille Boiron n'a finalement pas sorti l'entreprise de la cote, comme elle en avait l'intention il y a trois ans. Le laboratoire est détenu à 80% par le holding Boiron Développement, lui-même détenu à 70% par la famille Boiron. Depuis 2023, 20% du capital a été racheté par le fonds d'investissement américain EW Healthcare, qui devrait aider l'entreprise à cibler les bonnes acquisitions. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 2 AVRIL

LECAC													
	JOUR	%VAR.	-HAUT JOUR	-BAS JOUR	%CAP.ECH.	SI/12		JOUR	%VAR.	-HAUT JOUR	-BAS JOUR	%CAP.ECH.	SI/12
ACCOR	42,5	+1,38	42,77	40,96	0,437	-11,86	L'OREAL	358,2	+0,29	359,75	352,9	0,061	-2,29
AIRLIQUIDE	180,52	+0,29	181,32	177,7	0,141	+12,64	LEGRAND	135,95	-1,73	136,95	132,45	0,177	+6,84
AIRBUS	165,14	-1,64	167,2	162,74	0,154	-16,76	LVMH	471,05	-0,01	474,7	463,75	0,062	-26,97
ARCELORMITTAL SA	45,66	-2,14	46,45	44,5	0,23	+16,81	MICHELIN	29,69	-0,74	29,9	29,3	0,231	+4,87
AXA	40,51	+0,85	40,56	39,84	0,211	-1,1	ORANGE	17,89	+12,2	17,89	17,645	0,125	-25,99
BNP PARIBAS ACT.A	83,3	-2,44	83,75	81,52	0,252	+3,11	PERNOD RICARD	63,02	-0,88	63,8	62,84	0,289	-13,79
BOUYGUES	50,34	-1,33	50,56	49,33	0,172	+13,51	PUBLICIS GROUPE SA	72,48	+1,68	72,6	70,54	0,228	-18,21
BUREAU VERITAS	26,42	+0,69	26,54	25,94	0,159	-2,8	RENAULT	30,1	+0,2	30,25	29,46	0,446	-15,02
CAPGEMINI	102,85	+1,23	103,2	100,1	0,437	-27,7	SAFRAN	287,3	-1,14	291,3	283,1	0,13	-3,4
CARREFOUR	16,195	+1,44	16,23	15,94	0,23	+13,81	SAINT GOBAIN	70,52	-2,3	71,12	69,48	0,338	-18,91
CREDIT AGRICOLE	16,365	-1,3	16,41	16,095	0,18	-6,75	SANOFI	82,58	-0,35	83,04	81,9	0,164	-0,17
DANONE	69,24	+0,26	69,84	68,96	0,161	-9,82	SCHNEIDER ELECTRIC	236,15	-1,58	237,4	228,4	0,195	+0,53
DASSAULT SYSTEMES	17,62	+0,57	17,645	17,25	0,174	-26,09	SOCIETE GENERALE	64,24	-2,61	64,8	62,7	0,254	-6,52
EIFFAGE	135,7	-0,33	136	132,95	0,196	+0,87	STELLANTIS NV	6,574	+3,97	6,595	6,192	0,259	-30,06
ENGIE	28,97	+2,01	28,97	28,17	0,152	+29,27	STMICROELECTRONICS	29,085	-2,84	29,555	28,265	0,268	-29,61
ESSILORLUXOTTICA	191,25	-1,39	192,55	188,4	0,172	-29,14	THALES	267,5	+0,38	269,6	261,7	0,118	+16,41
EUROFINS SCIENT.	66,9	+2,83	66,9	64,88	0,197	+7,21	TOTALENERGIES	79,42	+2,4	80,27	78,65	0,249	+42,87
EURONEXT	143,3	+2,07	143,3	139,8	0,181	+11,95	UNIBAIL-RODAMCO-WE	98,46	+0,41	99,1	96,02	0,235	+6,14
HERMES INTL	1667,5	-0,12	1672	1624,5	0,067	-21,42	VEOLIA ENVIRON.	33,46	+1,15	33,47	32,69	0,234	+12,58
KERING	265,25	+0,78	266,8	258,35	0,163	-11,88	VINCI	131,6	-0,75	132,2	129,75	0,122	+9,62

LES DEVICES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6771	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,603	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8725	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,0325	HKD
JAPON	YEN	183,94	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9213	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1525	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,3723	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	51,2795	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	62,5524	EGP
CHINE	YUAN	7,9495	CNY
INDE	ROUPIE	107,3	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	152,8354	DZD

L'OR assuré par le Comptoir National de l'Or

	Cours	31/12
Lingot 1KG	126 000€	+7,69%
Lingot 100g	13 890€	+9,28%
Lingot 50g	6 960€	+8,92%
Lingot ONCE (31,10g)	4 051€	+9,49%
Lingot 10g	1 418€	+7,83%
Lingot 5g	712€	+7,88%
20Fr NAPONLEON	733€	+2,53%
20Fr SUISSE	7461€	+4,63%

CRYPTOMONNAIES

	Cours	31/12
Bitcoin	66 893,5€	-24,22%
Etherium	2 057,2€	-31,11%
BNB	577,51€	-33,08%
Solana	79,98€	-36,96%
XRP	1,29€	-30,63%



Audiovisuel public : l'audition de Xavier Niel vire à la foire d'empoigne

Caroline Sallé

Les coactionnaires de Mediawan ont multiplié piques et sarcasmes.

Fin février, Xavier Niel avait laissé un fauteuil vide et des députés médusés, contraignant la commission d'enquête sur l'audiovisuel public à annuler in extremis l'audition prévue des actionnaires de Mediawan, sur la foi d'un « empêchement » tombé à la dernière minute. Matthieu Pigasse, propriétaire du groupe de médias Combat (Les Inrocks, Radio Nova...), et Jérôme Nommé, président de KKR France, tous deux coactionnaires du groupe de production, avaient dû remballer leurs notes et quitter l'Assemblée sans avoir prononcé un mot. Ce jeudi, ils étaient tous les trois de retour face aux parlementaires. Avec une cartouche pleine.

Très offensif, Xavier Niel a attaqué bille en tête le rapporteur Charles Alloncle (UDR), l'accusant d'avoir

« transformé cette commission en cirque », avant de lâcher, en forme de mise au point : « Merci pour l'invitation, mais je ne suis pas un clown. » Le patron d'Iliad, la maison mère de Free, visiblement agacé de cette convocation, a multiplié les piques et les sarcasmes. « Vous nous avez couverts de boue, Xavier Niel et moi », a renchéri Matthieu Pigasse, se posant à son tour en cible d'un procès à charge. Dès son propos liminaire, Xavier Niel, dénonçant une « censure à six reprises », s'est levé, menaçant de quitter la salle. Manière habile, là encore, de se présenter en homme muselé et de contester le cadre de l'audition. « Merci de transformer cette audition en audition du rapporteur », a ironisé Charles Alloncle.

De Mediawan, la première société à bénéficier des contrats de production de France Télévisions, à hauteur de

110 millions d'euros, on n'aura rien appris de plus que lors de l'audition de son président Pierre-Antoine Capton.

« Vous avez transformé cette commission en cirque. Merci pour l'invitation, mais je ne suis pas un clown »

Xavier Niel s'adressant au rapporteur, Charles Alloncle (UDR)

Le groupe fondé en 2015 et devenu un géant mondial, derrière des émissions emblématiques du service public, comme « C à Vous », « C dans l'air », des films hollywoodiens comme *FI* avec Brad Pitt ou de la série animée *Miraculous*, « est un groupe français, son contrôle est français », ont répété Xavier Niel, Jérôme



De gauche à droite : Matthieu Pigasse, Jérôme Nommé et Xavier Niel, actionnaires du groupe Mediawan, à l'Assemblée nationale, le 2 avril. ALAIN JOCARD / AFP

Nommé et Matthieu Pigasse. « KKR est un investisseur financier minoritaire », a aussi insisté Jérôme Nommé. La part de l'audiovisuel public représente « moins de 5 % du chiffre d'affaires de Mediawan », ont détaillé les coactionnaires. Quant aux productions pour le service public, il s'agit d'émissions « sur lesquelles Mediawan perd de l'argent », a explicité Xavier Niel. En cas de privatisation du service public, « j'adorerais acheter ces chaînes ! », lance Xavier Niel. Elles sont probablement imparfaites, mais je serais ravi de les racheter. Les chaînes de France Télévisions sont incroyables, les radios de Radio France sont incroyables. J'espère qu'elles resteront publiques mais, si elles deviennent privées, je participerai aux appels d'offres qui pourraient s'ouvrir », a martelé le patron de Free. La semaine dernière, devant les députés, Vincent Bolloré avait estimé que le problème de l'audiovisuel public, « c'est son coût », évoquant les 4 milliards d'euros d'argent public.

Cela représente « environ 4 euros par habitant », a voulu relativiser Matthieu Pigasse. « Vous avez quoi

pour 4 euros ? Vous avez la 2, la 3, la 4, la 5, vous avez Arte, vous avez Franceinfo, vous avez les archives de l'INA, vous avez tout France et j'oublie plein de choses. » Et de tacler au passage Canal+, propriété de Vincent Bolloré : « Le coût moyen, ça doit être 30 ou 40 euros par mois pour avoir quelques matchs de football et de rugby. Faites votre choix. »

« Une concentration de mensonges », « vous avez dit n'importe quoi du début à la fin »... Jusqu'au bout de l'audition, la tension a été palpable et les attaques ont fusé contre le rapporteur. Un ton « extrêmement offensif », a pointé ce dernier. L'audition aura, au fond, confirmé que Xavier Niel garde cette « sacrée envie de foutre le bordel » qu'il revendiquait en 2024 dans les librairies. ■

TRANSFORMEZ VOS IMPÔTS EN APPARTEMENT NEUF. C'EST PLUS JOLI À REGARDER.

DEVENIR BAILLEUR PRIVÉ, FAUT PAS S'EN PRIVER.



Un nouveau statut pour investir dans un appartement à louer, avec une réduction d'impôt conçue pour durer.

Plus d'infos sur fpifrance.fr/dispositif-jeanbrun

Investir peut présenter des risques de perte en capital

Fédération des Promoteurs Immobiliers de France, 106 rue de l'Université, 75007 Paris.
Dispositif loi de finances 2026 : acquisition d'un logement collectif neuf, loué nu à titre de résidence principale pendant 9 ans minimum, dans le respect de plafonds de ressources et de loyers.
Conditions et modalités prévues par les textes en vigueur.



Cafeyn, nouveau leader du kiosque numérique

Amélie Ruhlmann

Le groupe français devient numéro un en Europe après le rachat de son rival suédois.

Changement d'échelle pour Cafeyn. Le kiosque numérique français, qui permet de lire en illimité journaux et magazines contre un abonnement, annonce ce jeudi le rachat des activités européennes de son concurrent suédois Readly, Scandinavie exclue. Les activités dans cette région restent détenues et opérées par Bonnie News, actionnaire de Readly. Il y a deux ans, Cafeyn avait déjà avalé Toutabo/ePresse, la branche française de Readly, après avoir déjà repris SFR Presse et le néerlandais Blendle en 2020. « Cette logique de consolidation est venue de la certitude qu'il fallait atteindre une certaine taille critique », déclare Laurent Kayser, directeur général de Cafeyn.

Avec cette intégration, le Français devient leader en Europe. Il opérera sur quinze marchés, pour 2,5 millions d'utilisateurs. « C'est une transaction extrêmement complémentaire d'abord d'un point de vue géographique : elle nous permet d'être présents en Allemagne, ce qui n'était pas le cas, et de renforcer notre présence en Angleterre », indique le dirigeant. Dans ces deux pays, Readly distribue les journaux *Die Welt*, *Bild*, *Time*, *The Independent* ou *The Guardian*. L'opération va permettre au kiosque d'étoffer son offre : 5000 publications issues de 1100 éditeurs partenaires. Le groupe a par ailleurs reçu des marques d'intérêt de grands titres américains désireux d'être distribués en Europe. « Le fait d'avoir davantage de contenus au sein de la plateforme va nous permettre de rémunérer de plus en plus les éditeurs, souligne Laurent Kayser. Cafeyn et Readly, en combiné, depuis leur création, ont reversé 450 millions d'euros aux éditeurs. Ce qui fait de notre groupe un gros financeur de l'information fiable en Europe. »

Côté organisation, les équipes qui travaillaient pour Readly en dehors des pays nordiques vont s'ajouter à celles de Cafeyn, portant l'ensemble à près de 200 salariés. Le groupe entend mobiliser ses effectifs pour conquérir de nouveaux abonnés, notamment des profils « BtoB » (médiathèques, ministères, rédactions...), les plus lucratifs, en

dehors de la France. Ils constituent, avec les abonnés directs grand public et les partenariats de distribution (opérateurs télécoms, banques...), l'une des trois sources de revenus de Cafeyn.

Le marché américain ciblé

Rentable depuis dix ans, Cafeyn va approcher les 100 millions de chiffre d'affaires. Les États-Unis figurent désormais parmi ses marchés cibles : « Avec Cafeyn, la France a réussi à créer un champion européen, et on espère en faire un champion mondial. » À l'avenir, l'entreprise va devoir surmonter deux défis. Le premier, ce sont les grands éditeurs de journaux réticents face à son modèle inspiré du streaming, car ils ont les moyens de développer eux-mêmes leurs portefeuilles d'abonnés grand public, ce qui est bien plus rémunérateur. En France, le groupe Le Monde n'a ainsi jamais souhaité intégrer ce kiosque numérique et *Le Figaro*, *L'Équipe* ou *Nice-Matin* l'ont quitté ces dernières années. Mais le modèle de Cafeyn est plus pertinent pour les acteurs de plus petite taille, ou pour la presse magazine. « La grande majorité des éditeurs trouvent que ce modèle est bénéfique. Sinon, ils ne seraient pas sur la plateforme », estime Laurent Kayser. « Si vous êtes un éditeur français ou américain et que vous faites un partenariat avec Cafeyn, cela vous ouvre tout le marché européen. »

L'autre enjeu, c'est l'intelligence artificielle, qui bouscule la consommation de l'information. Cafeyn ne veut pas rester sourd aux nouveaux usages. Il a instauré une suggestion d'articles dopée à l'IA et une fonctionnalité, « À la une », qui génère des résumés de l'actualité, en précisant ses sources. Et n'exclut pas de proposer un jour un assistant IA. « Nous avons un défi technologique à suivre et devons même anticiper l'évolution des usages de nos clients, estime le dirigeant. En ce sens, nous sommes attentifs à ce type d'expérience. Nous échangeons régulièrement avec les éditeurs pour nous assurer que les solutions développées collent avec leurs modèles. » ■

LE FIGARO et vous



STYLE
LES PETITES MONTRES PRÉCIEUSES,
NEUVES OU VINTAGE,
DÉCHAÎNENT LES PASSIONS **PAGE 33**



EXPOSITION
LA FONDATION PERNOD RICARD,
À PARIS, INVITE LES ARTISTES
À PLANCHER SUR LE RÊVE **PAGE 32**

La tulipe donne le ton

Dans les châteaux, chez les fleuristes, sur Instagram, pendant quelques semaines, cette fleur éphémère et délicate joue les premiers rôles sur la scène horticole.

PAGE 34



Le domaine de Dampierre-en-Yvelines.

DROUOT : DAMPIERRE, ADAGP, PARIS, 2026. PHOTO : NICOLAS BRASSEUR, DOBLEINTEGRATEDWATCHES

LISTE

Den19.....

Lfd. Nr.	Vor- u. Zuname	Geb. Dat.	In	Gewohnt	Straße	Nr.
11234	Usenerichowil Fela	9.8.20	Wielunka	Skawina	Ditla	1/4
11235	Uontik Shyja	16.5.14	Tyniec	Tyniec	Letna	21/2
11236	Birerman Saul	23.9.19	Wozina	Kutia	Bosaka	13/2
11237	Stinberg Miriam	6.5.21	Zkawina	Rzaska	Stelocka	7/2
11238	Mendler Markun	7.4.06	Tarnow	Tarnow	Bibic	8/7
11239	Ferber Ludwig	16.12.18	Uzzanow	Lobozw	Kostowa	10/7
11240	Furt Hanna	24.8.24	Rapaska	Lobzow	Rakowka	7/2
11241	Rakowka Ana	7.3.04	Lobzow	Lobzow	Rakowka	14/2
11242	Kidlo Erika	2.10.18	Lobzow	Lobzow	Rakowka	14/2

Hollywood part à la conquête des enchères à Paris

PAGE 30



De gauche à droite : page de la liste d'Oskar Schindler fabriquée pour *La Liste de Schindler* (1993), piège à fantômes fabriqué pour *SOS fantômes: la menace de glace* (2024).

En bas : la baguette lumineuse de Ron Weasley dans *Harry Potter et la coupe de feu* (2005).

Ce tableau qui signe le talent très précoce du jeune Rubens

Béatrice de Rochebouët

Présenté jeudi par l'expert Éric Turquin, « La Bataille des amazones », œuvre du peintre de 26 ans, sera vendu le 16 juin, chez Ader, à Drouot.

« Quand il commence à exécuter cette toile de 1603-1606, Pierre Paul Rubens a tout juste 26 ans. C'est dire à quel point il est déjà un grand artiste au talent précoce. Installé comme peintre de cour dans la ville de Mantoue, il est au service du duc Vincent de Gonzague, important mécène et collectionneur », explique Éric Turquin. L'expert qui se voit confier tous les plus grands tableaux du marché français - der-

nier en date, *Le Christ en croix*, aussi de Rubens, vendu 2,9 millions d'euros, chez Osenat à Versailles, en novembre - présentait, jeudi matin à Drouot, *La Bataille des amazones*, une nouvelle redécouverte.

Virtuosité déjà puissante

Éric Turquin présume que le vendeur l'aurait acquis à Marseille, via le Château de Forbin, musée privé et galerie aujourd'hui fermés. Mais rien ne le prouve car l'homme, âgé, ne s'en souvient

plus. Toujours est-il que cette toile, en parfait état, est d'importance, au vu de son estimation de 2 à 3 millions d'euros, dans une vente Ader qui se tiendra le 16 juin prochain, à Drouot. Elle figurerait au catalogue de l'exposition « Rubens, a Master in the Making » à la National Gallery de Londres, en 2005-2006.

Dès sa jeunesse, Rubens (1577-1640) a peint d'ambitueuses compositions à la virtuosité déjà puissante. « *Le sujet de La Bataille des amazones, l'a tout particuliè-*

rement intéressé puisqu'il l'a traité à plusieurs reprises. La première fois à Anvers, avec Jan I Brueghel vers 1597-1598 - la toile est au Palais de Sanssouci à Potsdam. La deuxième à Mantoue, vers 1603-1606 - c'est notre tableau. La troisième, enfin, en 1618, l'œuvre est aujourd'hui conservée à la Alte Pinakothek de Munich, détaille Éric Turquin. Concernant le tableau de Mantoue, Rubens a opté pour un paysage italianisant, avec une attention portée à la lumière. Com-

me une vague géante, la cavalerie grecque déferle sur le rivage, écrasant tout sur son passage. Sous prétexte d'un sujet mythologique, Rubens peint ici une scène de bataille à son paroxysme, sujet de prédilection à la Renaissance. »

« Le groupe d'Hercule luttant avec deux femmes est à rapprocher de son *Laocon* et de *L'Enlèvement des Sabines* de Caravage, Rubens trouve déjà son style personnel qui influencera la peinture européenne pendant des siècles. ■

poses de personnages sont empruntées à Michel-Ange. La composition et d'autres détails font référence à *La Bataille de Constantin* contre Maxence de Raphaël, au Vatican. Rubens réinvente ainsi et réorchestre toutes ces sources. » Au moment où la plupart des artistes hésitent entre le réalisme de Caravage et le classicisme de Carrache, Rubens trouve déjà son style personnel qui influencera la peinture européenne pendant des siècles. ■

Béatrice de Rochebouët

Alors que les ventes aux enchères existent au Royaume-Uni et aux États-Unis, la maison Mirabaud-Mercier innove avec une dispersion de 260 costumes et accessoires de 130 films et séries mythiques, le 3 avril, à Drouot.

Hollywood à la conquête de Paris? La place est à prendre face à un marché déjà bien ancré au Royaume-Uni et aux États-Unis drainant tous les records pour les costumes et accessoires de cinéma. La maison Mirabaud-Mercier se lance, en organisant une vente d'objets originaux du septième art, le 3 avril, à Drouot. Au programme : 260 lots de 130 films et séries mythiques. Tous les grands noms : de *Ben-Hur*, *Cléopâtre* ou *Les Sept Mercenaires*, pour les anciens, à *Harry Potter*, *Star Wars*, *Retour vers le futur* ou *Le Seigneur des anneaux*, pour les plus récents. En couverture du catalogue : la chaise de tournage utilisée par Ben Affleck lors de la production d'*Argo*, récompensé par l'Oscar du meilleur film, en 2013 (estimation 2500 à 5000 euros).

C'est une première. On la doit à Marc-Antoine Bressand qui, fort d'une expérience de quatorze ans dans le cinéma, a testé l'idée auprès de plusieurs études, leur assurant d'apporter son précieux carnet d'adresses et son confidentiel réseau d'objets. Il a convaincu ses amis collectionneurs. Tel Julien Guyard qui lui a confié la maquette de *Star Trek*, réplique du USS Enterprise 1701-A conçue pour la présentation d'événements liés à la saga. Monumental, l'objet ne peut sortir de l'atelier de ce spécialiste en accessoires et décors de science-fiction à Lyon qui a monté sa société Atlante Props. Il sera vendu à distance à une estimation de 15 000 à 20 000 euros.

Nouveau sur la scène des enchères parisiennes, Marc-Antoine Bressand a fait ses débuts chez Buf, l'un des plus grands studios internationaux d'effets visuels numériques, maintes fois récompensé pour son travail de création pour des longs-métrages, films publicitaires et clips musicaux. En 2022, ce « Senior digital artist », qui a piloté des productions pour *Kingsman*, *The Dark Knight*, *Blade Runner* ou *Game of Thrones*, est passé responsable des collections du Musée Cinéma et Miniature, à Lyon, en 2022. Il y est resté deux ans et demi.

« Toutes ces pièces montrent les évolutions du tournage dont la complexité implique l'existence de multiples versions d'un même objet »

Marc-Antoine Bressand
Collectionneur

Sa passion du cinéma l'a fait entrer dans la petite communauté des collectionneurs qui préfèrent souvent ne pas dévoiler leurs noms, par crainte de se voir rafter le costume ou l'accessoire de leur film culte. Quelques personnalités du cinéma osent toutefois parler de leur passion comme l'acteur et compositeur canadien québécois Jean-François Beuprédont dont l'appartement est un véritable musée *Star Wars* ou le réalisateur, scénariste et producteur britannique Ridley Scott qui ne communique pas, refuse les publications photos mais ouvre les portes de son musée dans le sous-sol de son chalet du mas des Infernières, dans le Luberon. Celui qui a sorti *Napoléon*, en 2023, expose les uniformes et le bicorne de l'empereur confectionnés par sa chef-costumière Janty Yates, avec les autres trophées de ses films, *Gladiator* en tête.

Marc-Antoine Bressand fait partie du cercle de ces chasseurs de reliques aussi intrépides que l'archéologue *Indiana Jones* dans les différents films. « Je collectionne depuis 2010, notamment les objets



1. Robe noire portée par l'un des deux gardes les plus proches du Maharaja, dans *Indiana Jones et le temple maudit* (1984).
2. Estampe originale réalisée pour *Le Magicien* (1978).
3. Enveloppe originale d'acceptation à Poudlard, dans *Harry Potter et l'école des sorciers* (2001).
4. Baguette magique originale de Lord Voldemort, dans *Harry Potter et la coupe de feu* (2005).
DROUOT

Ben Hur, Harry Potter, Indiana Jones, Star Trek, une première à Paris pour une vente de cinéma

originaux de MacGyver, série mythique des années 1980, raconte-t-il. Je me suis toujours étonné que ce marché n'ait pas pris en France, alors qu'il y a beaucoup d'amateurs qui aimeraient acheter dans leur pays. À l'étranger, le rapatriement des pièces est devenu complexe, avec les formalités du Brexit en Grande-Bretagne et la hausse des frais de douane et de transport aux États-Unis, depuis l'ère Trump. J'ai alors contacté plusieurs maisons parisiennes. Toutes étaient intéressées. Mirabaud-Mercier m'a fait confiance en premier. Je ne suis pas expert, n'ayant pas le titre de membre d'un syndicat, mais seulement consultant.»

Ce marché n'est pas si vieux. Il remonte au début des années 1990 avec des amateurs passionnés qui ont commencé à contacter les studios et acheter des pièces sur des sites internet. Des ventes, notamment en ligne, ont commencé à apparaître dans les pays anglo-saxons, souvent plus truffées d'objets promotionnels que d'originaux de tournages. Maintenant, elles proposent le meilleur de l'offre. En haut de l'affiche : les maisons Propstore (Londres et Los Angeles), Heritage Auctions (Dallas) ou Julien's Auction (Beverly Hills), qui a vendu la légendaire robe moulante portée par Marilyn Monroe le jour où elle a chanté *Happy Birthday* au président John F. Kennedy pour son 45^e anniversaire (4,8 millions de dollars) ou la luge de *Citizen Kane* d'Orson Welles (14,7 millions de dollars).

Ces maisons anglo-saxonnes ont fini par se faire un nom aux côtés des enseignes historiques Christie's (612460 dollars, en 2006, pour la robe noire d'Audrey Hepburn par Hubert de Givenchy, dans *Diamants sur canapé*) ou Bonham's (1,5 million de dollars, en 2015, pour la robe « Dorothy » de Judy Garland, dans *Le Magicien d'Oz* et près de 2 millions d'euros à l'été dernier pour la vente des costumes et accessoires de la série *Downton Abbey*). Elles brillent dans les médias, en décrochant de gros prix.

Dernier en date, le 25 mars, chez Propstore : plus de 1 million de dollars pour la tête dorée de C-3PO de *Star Wars : Épisode V - L'Empire contre-attaque* (1980), une création du concepteur américain Ralph McQuarrie. Ce résultat confirme l'engouement pour les reliques de la saga depuis l'adjudication à 3,6 millions de dollars du sabre laser de *Dark Vador*.

L'attrait pour ce domaine n'a fait que croître au fil des ans avec des expositions comme *Hollywood Costume* au Victoria and Albert Museum de Londres (2012-2013) ou la création de musées comme l'Academy Museum of Motion Pictures à Los Angeles (2021). « Le marché explose à l'étranger, pourquoi pas en France? C'est un pari que je tente. Et s'il réussit, d'autres ventes suivront, avec une moyenne de deux par an », confie Marc-Antoine Bressand. Pour ce premier clap, il a réuni des costumes et accessoires, maquettes préparatoires, storyboards, esquisses de production ou encore éléments techniques liés aux effets spéciaux.

« Toutes ces pièces composent une mémoire du processus de la création cinématographique », explique Marc-Antoine Bressand. Elles montrent les évolutions du tournage dont la complexité implique l'existence de multiples

versions d'un même objet pensées pour répondre aux exigences du récit comme aux contraintes techniques. Certaines versions, dites « hero », réalisées avec des matériaux d'exception, sont destinées aux plans rapprochés; d'autres, dites « stunt », privilégient fonctionnalité et légèreté pour les scènes d'action. Chaque pièce répond à une logique précise où l'exigence esthétique dialogue avec les impératifs de production.»

« Chargées d'histoire et porteuses d'un imaginaire universel, elles ont dépassé leur fonction première pour devenir des objets de collection à valeur patrimoniale »

Marc-Antoine Bressand

Parmi les pièces phares : le caftan rayé couleur sable dans l'épopée de *Ben-Hur* porté par Charlton Heston, avec ses étiquettes d'origine de la Western Costume Co (15 000 à 20 000 euros); la tête d'Aknot pour *Le Cinquième Élément*, film de science-fiction de Luc Besson, destinée à l'acteur Clifton Lloyd-Bryan ou sa doublure (12 000 à 15 000 euros); la rare baguette lumineuse de Ron Weasley (Rupert Grint) dans *Harry Potter et la coupe de feu* (30 000 à 50 000 euros); le bol de la salle du Graal dans *Indiana Jones* correspondant à l'un de ceux à l'écran, lorsque Walter Donovan (Julian Glover) s'apprête à les examiner (8 500 à 12 000 euros); la paire de pieds prophétique de Bilbo Baggins (Martin Freeman), dans l'un des trois volets de la saga *Hobbit*, de 2012 à 2014 (6 000 à 8 000 euros). Ou encore le chapeau porté par Yul Brynner dans *Les Sept Mercenaires* (10 000 à 15 000 euros).

Certaines pièces n'ont jamais été vues à l'écran, comme le prototype du masque de Griff, en cuir, laine et éléments métalliques, offert par la costumière

Joanna Johnston à John Bell, directeur artistique des effets visuels du film, alors en poste dans la société d'effets spéciaux Industrial Light & Magic (6 500 à 10 000 euros). À l'origine, le monde futuriste présenté à Robert Zemeckis et Steven Spielberg était bien plus sombre que celui finalement porté à l'écran. Il témoigne ainsi de la version initiale du futur de 2015 imaginée pour *Retour vers le futur II*, aux couleurs plus vives, tel que nous le connaissons aujourd'hui.

« Aujourd'hui, toutes ces pièces chargées d'histoire et porteuses d'un imaginaire universel ont dépassé leur fonction première pour devenir des objets de collections à valeur patrimoniale. Avec elles, je vends de l'émotion et une part de rêve », conclut Marc-Antoine Bressand. Ceux qui n'auraient pas les moyens de se les offrir pourront se tourner vers la vente de la collection de feu René Chateau (décédé en 2024) par Millon & Associés, le 9 avril, à Drouot. Avec des estimations très attractives, cette première partie comprend 700 lots sélectionnés parmi les milliers d'affiches, photographies, cassettes VHS, ouvrages et documentations rassemblés en un demi-siècle par cette mémoire du septième art.

L'inséparable associé de Belmondo avait choisi comme emblème de sa société une panthère noire, en souvenir de Bagheera dans *Le Livre de la jungle*, la bande dessinée de son enfance (300 à 400 euros le support publicitaire). Pour lui, la salle obscure fut « un moyen d'échapper à la médiocrité de la vie. Je cherchais des pères de substitution, je n'avais pas de guide. Alors j'étais avec Gary Cooper quand il combattait les Indiens, j'étais avec Errol Flynn dans *L'Aigle des mers*, j'étais Burt Lancaster et Kirk Douglas dans *Règlements de comptes* à OK Corral », disait-il. On comprend alors pourquoi les collectionneurs de cinéma peuvent avoir « no limit » pour nourrir leur passion qui remonte à très loin dans leur inconscient. ■

www.mirabaud-mercier.com et www.millon.com



Scarabée original ayant servi dans *Indiana Jones et le temple maudit* (1984). DROUOT

En faire plus pour *Vous*.

Un séjour à l'hôtel c'est aussi un moment pour soi.
 Un temps pour se poser.
 Un temps pour se retrouver.
 Alors nous avons choisi d'en faire plus.

...Plus pour Vous.

Mettre l'expérience voyageur au cœur de nos métiers,
 avec de nouveaux standards de confort.
 Des standards pensés et redéfinis pour chaque segment, avec une exigence simple :
 garantir un niveau d'expérience supérieur, partout, pour tous.

Plus de confort là où tout commence : le sommeil.
 Nous avons sélectionné une literie selon des critères plus exigeants
 que les standards du marché pour vous offrir un sommeil de qualité.

Le confort se retrouve aussi dans le moelleux d'un oreiller, l'épaisseur d'une couette,
 la puissance d'une douche revigorante, la douceur du linge de bain, la chaleur
 d'un accueil, et le sentiment immédiat d'être bien, tout simplement.

Plus d'attention, dans chaque détail qui compte. Plus de convivialité, dans
 des espaces communs qui donnent envie de s'attarder, de partager.

Deuxième Groupe hôtelier français et européen, nous avons à cœur de redéfinir
 les standards de confort : plus pour Vous est notre engagement.

Vivez l'expérience *Plus pour Vous* dans nos hôtels
 en France & en Europe.



Kyriad



Louvre Hotels
GROUP

À propos de Louvre Hotels Group

Louvre Hotels Group est un acteur majeur du secteur de l'hôtellerie mondiale, dont le portefeuille compte aujourd'hui plus de 1 750 hôtels dans 70 pays. Il dispose d'une offre hôtelière complète de 1 à 5 étoiles avec les marques : Première Classe, Hosho, Kyriad, Campanile, TULIP Hotels & Residences, Golden Tulip et Royal Tulip ; les 5 marques du réseau Sarovar en Inde, le groupe Hôtels & Préférence et les marques Unique Boutique Hôtels et Tempting Places Collection. Louvre Hotels Group est une filiale de Jin Jiang International Holdings Co., Ltd., 2^{ème} groupe hôtelier mondial.

Plongée dans la matière du rêve à la Fondation Pernod Ricard

Valérie Duponchelle

Deux artistes explorent notre imaginaire et en tirent une leçon métaphysique. Une expérience sensible.

« Nous vivons comme nous rêvons, seuls... », écrit le moderniste inquiet Joseph Conrad dans *Au cœur des ténèbres* (1899). Alors, seul dans son rêve comme sur une île du Pacifique ou projeté dans un monde collectif aux mêmes codes immortels, implacables et mystérieux ? Pour Carl Gustav Jung (1875-1961), le psychiatre et théoricien de Zurich, le rêve est un processus dramatique dont les différentes phases éclairent le sens, un processus à la fois individuel et réductible à des enjeux culturels et universels. Sa méthode d'interprétation, l'« amplification », compare les messages oniriques aux mythes et aux productions culturelles de toutes les époques. Avec un certain dépouillement qui isole les œuvres d'art comme les souvenirs en pleine métamorphose dans la nuit du sommeil, « L'argument du rêve » propose, à la Fondation Pernod Ricard, de plonger dans les rêves des autres. Plus précisément dans ceux de ces êtres particuliers que sont les artistes et qui jouent ici les médiums. Et d'en tirer une certaine leçon onirique, métaphysique et philosophique.

« Cette exposition en duo, imaginée par la curatrice Élodie Royer et nourrie par la recherche du philosophe Mohamed Amer Meziane, réunit la vidéaste Amie Barouh et la plasticienne Chloé Quenum autour de la thématique du rêve et des formes de relation au monde qu'il engage », souligne la Sicilienne Antonia Scintilla, directrice de la Fondation Pernod Ricard et femme passionnée de cultures au pluriel. « Si nos rythmes de vie contemporains, souvent décorrélés de l'imaginaire, nous éloignent de nos rêves et de ce qu'ils déposent en nous, des présences et des présages, des êtres vivants et des fantômes, des lumières et des sensations, on pourrait tout autant affirmer qu'ils ne nous quittent jamais : ils nous veillent, faisant dialoguer le réel avec d'autres lieux ou temporalités », avance Élodie Royer, commissaire de cette exposition petite mais vibrante, intello mais pas trop, sensible comme une apparition sur une plaque photographique.

Dans le monde rêvé d'Amie Barouh, vidéaste née en 1993 d'une mère japonaise et d'un père français célèbre (le parolier et compositeur, Pierre Barouh, qui a œuvré de Lelouch à Higelin), le rêve est une sauvegarde du réel, com-

me si l'esprit créait son propre documentaire en forme de memento et faisait se télescoper tous les événements qui constituent un jour, un mois, une vie. Fragments d'un voyage dans les communautés roms, journal intime entre joie et rejet, photographies et dessins se mêlent sur un long parchemin qui raconterait en images, en mots à demi-couverts, en allusions parfois sibyllines comme la calligraphie arabe, la vie des populations laissées dans les marges. De cette odyssée dessinée qui court sur toute une cimaise, se dégage une poésie douce et entêtante.

Ayant grandi au Japon, une société complexe et hiérarchisée, dont les

« En réactivant des signes et des formes issus de traditions porteuses d'histoires, Chloé Quenum crée un langage visuel fait de symboles abstraits, d'idéogrammes et de figures hybrides »

Élodie Royer
Commissaire de l'exposition

comportements sont conditionnés par d'innombrables codes, Amie Barouh a, par opposition, commencé à « fréquenter des personnes qui s'inscrivent sociologiquement en marge ». Une fois arrivée en France, elle rencontre par hasard des membres de la communauté rom auprès de qui elle trouve une nouvelle famille. Au sein de cet environnement, elle « appréhende et prend la mesure de la violence, des discriminations et du racisme dont ces communautés font l'objet, ce qui lui inspire une urgence à rendre visibles ces injustices systémiques ».

En 2025, elle est en résidence à la Villa 31 à Tirana, en Albanie, dans le cadre du programme de la fondation Art Explora. La même année, elle est invitée à présenter sa première exposition personnelle à Francfort, au MMK Museum of Modern Art. « Son dernier documentaire intitulé *Shuruuk* (2024), sorte de journal spontané composé de fragments, comme autant de récits de voyage sans début ni fin, dans lequel transparait sa fascination pour la magie », notait le critique Matthieu Lelièvre au 68^e Salon de Montrouge 2025. Et la magie opère avec *O Suno*, ses écrans miroirs dans lesquels se reflète le visiteur, devenu

partie intégrante de l'histoire, et qui prolongent les formes par ses projections fantomatiques sur le sol.

Même originalité profonde avec Chloé Quenum, artiste franco-bénoïse née en 1983, qui vit et travaille à Paris. « En réactivant des signes et des formes issus de traditions porteuses d'histoires – rébus sur calebasses du Dahomey, écriture hébraïque, motifs wax, tatouages, objets –, elle crée un langage visuel fait de symboles abstraits, d'idéogrammes et de figures hybrides », décrit la commissaire. Elle était l'une des quatre artistes qui représentaient le Bénin à la 60^e Biennale de Venise en 2024, pays montré pour la première fois sur la lagune. Ses appuies-têtes de la sculpture traditionnelle africaine sont revisités comme des prototypes design, s'éclairent d'une lueur orangée, aliens révélant la complexité de leur intérieur. Deux nattes de même composition et leurs grands oreillers s'éclairent lorsqu'un visiteur s'y allonge et peut confronter la peinture abstraite de l'artiste à la vision qu'offre la fenêtre sur la gare Saint-Lazare, chère à Monet et à Caillebotte. ■

« L'argument du rêve », à la Fondation Pernod Ricard (Paris 8^e), jusqu'au 18 avril.

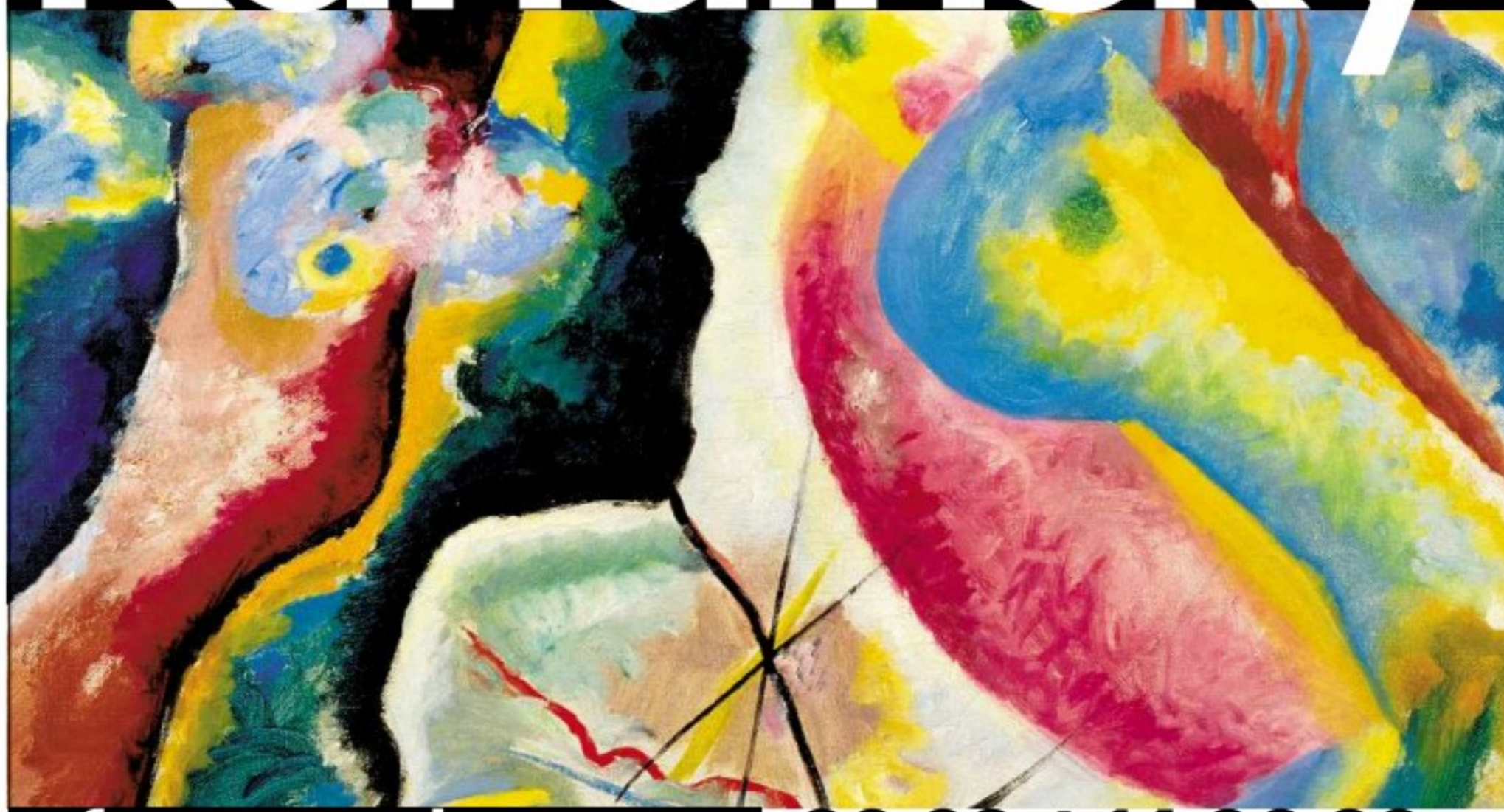


Tu respirez à ma place sans le savoir, 2026, installation de Chloé Quenum, à la Fondation Pernod Ricard, à Paris.

© ADAGP, PARIS, 2026 PHOTO : NICOLAS BRASSEUR

L@IMI × Centre Pompidou

Kandinsky



face aux images 20.02 → 14.06.26

Exposition de réouverture

L@IMI 26 Lille Métropole Musée d'art moderne d'art contemporain d'art brut

1 allée du musée, Villeneuve d'Ascq musee-lam.fr

MEL MÉTROPOLÉ EUROPÉENNE DE LILLE FONDATION CRÉDIT MUTUEL

À Montpellier, une « Traviata » habilement revisitée

Christian Merlin Envoyé spécial à Montpellier

Silvia Paoli insuffle de la puissance à l'œuvre de Verdi grâce à une relecture aussi moderne que rigoureuse.

Violetta meurt seule. C'est la leçon de la puissance mise en scène de *La Traviata* par Silvia Paoli, actuellement à l'affiche de l'Opéra de Montpellier. Pourtant, direz-vous, elle voit le bout du tunnel lorsque, agonisante, elle reçoit la visite d'Alfredo et de Germont père venus demander pardon pour les injustices qu'ils lui ont fait subir. Pas là. On les entend mais on ne les voit pas : ils n'existent que dans l'esprit de la mourante. Non seulement cette cruauté impitoyable est crédible, mais elle est à peu près la seule plausible, tant Verdi suggère l'impossibilité de « l'avenir meilleur » promis à la jeune femme. Même le Docteur Grenvil s'en va sans examiner la patiente.

Comme dans sa *Tosca* nantaise, la metteuse en scène italienne frappe par sa rigueur. Tout suggère le factice. Même la maison de campagne des amoureux est un décor de théâtre, amené à vue par des machinistes. Violetta n'existe que dans le fantôme des hommes qui la regardent danser pendant le prélude, sur fond d'une scène de théâtre. Une danse fragile et gracieuse, au contraire de celle, frénétique et très sexualisée, des fêtards qui font d'elle un animal sacrificiel. Habileté suprême de la mise en scène : proposer une relecture moderne tout en gardant crinolines et chapeaux haut de forme.

La soprano arménienne Ruzan Mantashyan a la présence altière et la digne sincérité pour donner corps à ce portrait exigeant. On retrouve sa belle ligne de chant, son timbre un peu froid, mais les vocalises et les aigus du premier acte sonnent forcés, et la *mezza voce* de « *Dite alla giovine* » pourrait être plus murmurée. Respect

à Andrew Owens, Alfredo arrivé la veille au soir et qui avait appris la mise en scène dans la journée pour pallier la défection du ténor de la production. Impossible, dans ses conditions, de lui tenir rigueur d'une voix un peu légère ! Moins d'indulgence pour le Germont père de Gezim Myshketa, tant le baryton albanais grossit inutilement son chant, au détriment de la noblesse et du legato, jusqu'à se mettre en danger : Germont n'est pas Rigoletto. On notera une fois de plus l'aisance du Chœur de l'Opéra de Montpellier à se mouvoir en scène, d'autant que Silvia Paoli le dirige très bien.

Circuit vertueux

Ce n'est pas la première fois que l'on remarque que Roderick Cox, l'excellent directeur musical de l'Orchestre national de Montpellier, est meilleur en symphonique qu'en lyrique. Sa direction n'a pas la souplesse qui permet à l'opéra italien de bouger en fonction des inflexions du texte, de l'action et de la respiration des chanteurs. D'autre part, il ne prend pas assez garde au fait que la fosse de l'Opéra Comédie est plus sonore que celle du Corum, et surexpose cuivres et percussions, certes de grande qualité (mention spéciale à la charnière trombones-cimbasso), mais qui auraient gagné à se fondre. Réserves qui n'empêchent pas d'être pris par un spectacle fort, doublé d'un circuit vertueux, puisque, avant Montpellier, la production avait été vue à Rennes, Angers, Nantes et Tours, Nice venant au mois de mai. ■

« *La Traviata* », jusqu'au 12 avril, à l'Opéra de Montpellier (34), du 27 mai au 6 juin à l'Opéra de Nice (06).

Marie-Gabrielle Graffin

La mode ? Trop chère. Les sacs ? Trop saisonniers. Les bijoux ? Trop vus. Désormais, les clientes du luxe jettent leur dévolu sur les garde-temps et pas n'importe lesquels.

Laura, 56 ans, occupe un haut poste dans la finance et vient de toucher 9000 euros de prime annuelle de performance. « Une belle somme que j'aurais placée il y a encore trois ans pour payer les études de mon fils. Mais aujourd'hui, il est indépendant ! Alors, pour la première fois depuis le Covid, je me suis rendue avenue Montaigne refaire mon vestiaire... et je suis tombée des nues. »

Car ce que Laura n'avait pas mesuré, c'est qu'en quatre ans, les prix du luxe se sont envolés. Dans la plupart des boutiques du triangle d'or, le blazer bleu marine franchit la barre des 2500 euros, une paire d'escarpins celle des 1000 euros. Quant aux sacs griffés à plus de 3500 euros, très peu pour elle. Un nouveau bijou ? Elle possède déjà les classiques de Cartier, Van Cleef & Arpels et autres Tiffany & Co. Finalement, le seul bien de luxe qui lui fait envie et qu'elle considère être (presque) à juste prix est une montre.

« Pendant longtemps, je ne me suis pas sentie concernée par l'horlogerie, dit-elle. C'était le domaine réservé de mes confrères qui roulent des mécaniques avec leur grosse montre, se vantant de la réserve de marche, du tourbillon ou d'une aiguille rétrograde. J'ai toujours trouvé cette posture un peu ridicule mais ça a fini aussi par m'intimider ! Seulement, ces derniers temps, autour de moi et sur les réseaux sociaux, je voyais de plus en plus de femmes que j'admire en porter. »

« Ces clientes ont un fort pouvoir d'achat et de décision et se tournent vers un secteur qu'elles ont peu exploré jusqu'ici »

Osanna Orłowski
Cofondatrice de Collector Square

Un soir, Laura tape « montres de femme » sur la barre de recherche de son iPhone... et ouvre la boîte de Pandora : comptes de collectionneurs, plateformes de revente, poignets de célébrités exhibant des pièces rares, etc. « J'ai découvert un monde, un siècle de vintage, du tout acier, du tout or, des designs arty, des références à des bijoux que je porte au quotidien... »

Après plusieurs jours d'investigation, son choix s'arrête sur une Serpenti de Bulgari en or. « Ce qui m'a plu, c'est qu'avec son bracelet double tour, elle ressemble moins à une montre qu'à un bijou. Le prix est certes très élevé et j'ai dû ajouter de mon épargne personnelle pour compléter ma prime, mais je sais que grâce à son design iconique et au cours de l'or, c'est un bon investissement. Et quand je porte ça, mon cachemire Uniqlo a l'air d'un Loro Piana ! (Rires.) »

L'expérience de Laura n'est pas un cas isolé, comme le confirme Osanna Orłowski, cofondatrice de Collector Square, spécialisé dans le luxe de seconde main. « Nous observons un boom de l'hor-



De la Serpenti de Bulgari à la Première de Chanel, en passant par les modèles vintage et épierrés de Piaget ou d'Audemars Piguet, la clientèle féminine redécouvre les charmes de l'horlogerie. GL : CHANEL HORLOGERIE ; GEORGIABENJ

Grâce à la montre-bijou, les femmes s'intéressent enfin à l'horlogerie

logerie féminine sur notre plateforme et nos clientes dépensent en moyenne 7000 euros dans une montre. Ces femmes ont un fort pouvoir d'achat et de décision et se tournent vers un secteur qu'elles ont peu exploré jusqu'ici. » Aux États-Unis, ces derniers mois, la presse économique a consacré de nombreux articles à la clientèle féminine largement inexploitée par l'industrie de l'horlogerie alors qu'elle représente un véritable levier de croissance.

Toutefois, les femmes ne sont pas des clients comme les autres, précise Clotilde Rafine-Ricard, directrice du département horlogerie de Collector Square : « La plupart de celles qui viennent nous voir au showroom (36, boulevard Raspail, Paris 7^e) savent ce qu'elles veulent et nous demandent une "montre-bijou", c'est-à-dire des designs de joaillerie et des matériaux précieux. Elles cherchent des petits diamètres, des modèles iconiques qui rassurent, mais dans des versions rares, avec des cadrans en pierres dures, des séries limitées... »

Même phénomène sur l'e-shop vintage 58 Facettes : sur les dix modèles féminins les plus recherchés, huit sont des montres-bijoux, à savoir la Traditionnelle Ovale en or ciselé de Piaget (celle de Jackie Kennedy), la Panthère de Cartier tout or, la Nautilus Dame de Patek Philippe en or et diamants, les garde-temps joailliers des années 1930, la Reflet de Boucheron aux bracelets interchangeables...

Dans les boutiques Cartier, les petits modèles de Panthère aux airs de gourmette et la nouvelle Baignoire, montée comme un jonc d'or, ont un succès fou. « Les femmes rentrent souvent dans l'horlogerie par le savoir-faire joaillier, note Georgia Benjamin, la collectionneuse britannique très suivie sur son compte Instagram (@giorgiabeni). Plus que par la performance ou la technicité, elles sont d'abord attirées par le design, l'histoire du modèle, l'éclat des pierres ou simplement par la façon dont une montre tombe sur leur poignet et l'aisance qu'elles ont ensuite à marcher et vivre avec. »

Elle-même a longtemps acheté des modèles d'homme, mais récemment, elle s'est laissée séduire par une Chanel Chocolat (au bracelet quadrillé comme une tablette), une 101 tout diamants de

Jaeger-LeCoultre (celle de la reine Elizabeth II) et une magnifique Clash de Cartier avec des billes d'or. « Nous vivons un retour de l'élégance en matière de montres, qu'elles soient d'hier ou d'aujourd'hui. »

Pour Jean-Bernard Forot, responsable du patrimoine de Piaget riche en pièces inspirées du glamour des années 1970, « une montre-bijou, c'est l'émotion qui dépasse la fonction. Quand les hommes portent une montre par passion, comme une façon de s'élever et de se cultiver, les femmes ont surtout envie de se faire plaisir à un moment clé de leur vie. »

C'est le cas de Valérie qui a longtemps pensé qu'un smartphone suffisait pour connaître l'heure. Mais alors qu'elle

compte dignement fêter ses 45 ans, sa meilleure amie lui confie que tous ses invités vont participer à une cagnotte. « J'ai tout de suite pensé à une montre même si je ne suis pas une fan d'horlogerie. En vieillissant, je porte de plus en plus de bijoux et en particulier des bracelets. J'imagine très bien le type de modèle qui se fondrait dans mon style. » Cette fine connaisseuse de la mode a ainsi jeté son dévolu sur la Première de Chanel. « J'aime le cadran sur fond noir très moderne et un peu masculin qui contraste avec son bracelet chaîne super féminin qui lui donne un côté vintage. »

Jean-Bernard Forot connaît bien l'histoire de la montre-bijou. « Chez Piaget, dans les années 1950, elle reflétait un

statut social. Dans les années 1970, elle incarnait le style de vie des jet-setteurs et des artistes. En 2026, elle permet d'exprimer qui on est, de se distinguer dans une époque où tout le monde suit les tendances et les nouveaux concepts. Je vois des clientes du luxe un peu désorientées par les changements de directeurs artistiques dans les marques de mode, elles n'y trouvent pas toujours leur compte. Une montre joaillière, c'est un repère. »

D'autant plus qu'elles sont très souvent en or, le meilleur des investissements. « C'est la fameuse valeur refuge en période d'instabilité géopolitique ou économique, conclut le directeur du patrimoine. L'or est bien le seul produit qui n'a pas besoin de campagne de publicité pour se vendre. »

KENNOL
PERFORMANCE OIL

GRAND PRIX DE FRANCE HISTORIQUE

8-10 MAI 2026
CIRCUIT PAUL RICARD

FFSAI | CIRCUIT PAUL RICARD | HVM | hp | LE FIGARO | RMC DECOUVERTE | RMC



Elles sont attirées par les petits diamètres, les designs de joaillerie, les matériaux précieux, les modèles iconiques et les versions rares.

Alyette Debray-Mauduy

Cet emblème du printemps inspire les influenceurs, les fleuristes mais aussi les domaines historiques, qui installent ce mois-ci des parterres colorés dans leurs jardins. Des décors aussi éphémères que surprenants.

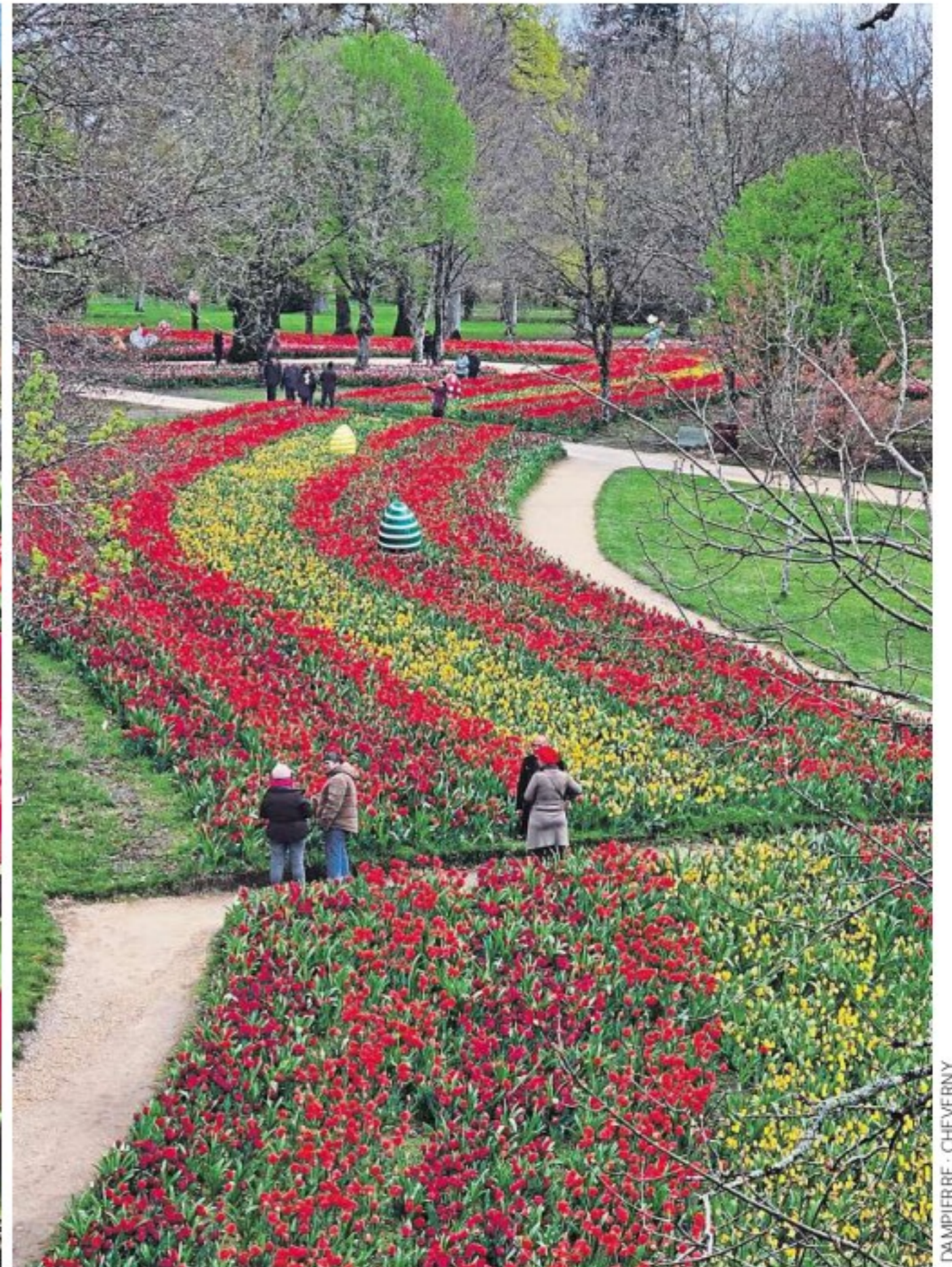
Les diktats des réseaux sociaux font et défont les tendances en un temps record. Que ce soit dans la mode, la beauté, la gastronomie ou le tourisme. Les fleurs n'échappent pas à la règle. En début d'année, on a vu le mimosa omniprésent sur les comptes Instagram des influenceurs. Avec l'arrivée du printemps, il a laissé place à la tulipe - qui fut pourtant sujet de polémique à la fin des années 2010, alors que le bouquet géant de Jeff Koons, en métal coloré et brillant, prenait place près du Grand Palais, à Paris. « En 2023, lorsque Simon Porte Jacquemus a installé un pop-up et un café "fleurs" aux Galeries Lafayette, il a imaginé un écrin décoré de tulipes blanches, remarque Guillaume Lecas, vainqueur à 24 ans de la coupe de France des fleuristes 2025. Cela est typiquement le genre d'événement qui l'a propulsé sur le devant de la scène et qui lui a redonné sa désirabilité, en particulier auprès des jeunes. Aujourd'hui, les réseaux sociaux regorgent de beaux bouquets de tulipes. » Il faut dire que ces dernières ont d'innombrables atouts pour séduire. Elles offrent une immense variété de tailles et de couleurs. De la Classique, rouge, orange, jaune, blanche, à quatre ou cinq pétales, à la Perroquet, plus fournie, à six pétales, bicolore, voire tricolore, en passant par la Fleur de lys, la Rembrandt, la Triomphe, la Flammée... « J'aime aussi sa saisonnalité, c'est vraiment la fleur du printemps par excellence, confie Guillaume Lecas qui aime la travailler seule ou avec du feuillage. Une tulipe prune avec du myrte, c'est sublime et cela permet à la tige de rester plus droite. » Car il faut savoir que dans son vase - où il ne faut jamais mettre plus de 10 centimètres d'eau - elle continue de grandir et se courbe un peu au fil des jours.

On comprend mieux pourquoi les parterres de tulipes se sont imposés comme un spectacle à part entière, un feu d'artifice de couleurs, attirant, entre mi-mars et mi-avril, un public de plus en plus nombreux. Dans la vallée de Chevreuse, le château de Dampierre-en-Yvelines - propriété de Franky Mulliez, le fondateur de Kiloutou - inaugure ce printemps son premier parterre



À gauche : à Dampierre-en-Yvelines, le domaine de 90 hectare inaugure son premier parterre de 1000 m², orné de 80 000 bulbes.

À droite : le château de Cheverny est réputé depuis une dizaine d'années pour son ruban de 500 000 tulipes s'étalant sur 150 mètres de long et 10 mètres de large.



La tulipe se donne en spectacle

de tulipes. « J'avais entendu parler du parc floral de Keukenhof, une institution en Hollande où les 7 millions de bulbes plantés chaque année, depuis 1949, attirent plus d'un million de curieux venus du monde entier, raconte Séverin des Mazery, le directeur du domaine. J'ai proposé à Franky Mulliez de m'accompagner découvrir les lieux et, au retour, nous avons décidé de tenter l'expérience. » Quatre-vingt mille bulbes ont donc été semés à Dampierre pour ce coup d'essai. « Sur environ 1000 m², nous avons privilégié une plantation très dense, d'environ 100 bulbes par mètre carré, afin de créer un effet visuel fort, explique Blanche Bastié, l'ingénieur agronome en charge du projet. Cela reste une part très limitée à l'échelle des 90 hectares de jardins historiques du domaine. »

Pour renforcer cet effet visuel, cinq variétés de tulipes ont été sélectionnées - Fleur de lys, Perroquet, Double tardive, Darwin hybride et Triomphe -, permettant d'avoir un joli dégradé de rouge, violet, rose et une floraison plus étalée dans le temps. « Les bulbes, ces

sortes de gros oignons, ont été plantés en novembre dernier, durant six semaines, par trente petites mains expertes en respectant le dessin réalisé en amont. » La réussite d'une première expérience comme celle-ci dépend de plusieurs facteurs : les conditions météorolo-

« En 2023, lorsque Simon Porte Jacquemus a installé un pop-up et un café "fleurs" aux Galeries Lafayette, il a imaginé un écrin décoré de tulipes blanches »

Guillaume Lecas
Vainqueur de la coupe de France des fleuristes 2025

giques, la qualité du sol... Les tulipes n'aimant pas, par exemple, l'eau stagnante. « Les résultats sont aujourd'hui contrastés, poursuit Blanche Bastié. Les fortes pluies et des vents soutenus de l'hiver, ainsi que la présence de faune sauvage sur le domaine, notamment les oies

bernaches, ont affecté certaines zones de plantations. Deux parterres offrent en revanche une image fidèle à l'intention initiale du projet. Mais ce n'est qu'une première année d'expérimentation. » Quelques ajustements seront donc nécessaires l'an prochain, comme peut-être l'abandon de zones mal drainées.

Dans le Loir-et-Cher, le château de Cheverny est quant à lui bien rodé à l'exercice. Cela fait une bonne dizaine d'années que ce domaine - qui a inspiré Hergé pour dessiner Moulinsart - est réputé pour son ruban de 500 000 tulipes s'étalant sur 150 mètres de long et 10 mètres de large. « L'idée m'est venue en retrouvant une carte postale où les Dupont et Dupont de Tintin avaient chacun un bouquet de tulipes à la main. On a commencé en 2015 avec 150 000 bulbes puis 250 000 pour arriver il y a deux ans à 500 000 fleurs, précise Constance de Vibraye, la propriétaire du château. Deux bandeaux - l'un dans des camaïeux d'orange, de rouge et de jaune, l'autre dans des tonalités de pourpre et de rose - s'étalent ainsi depuis notre pièce d'eau

pour tomber vers les vignes, avec des allées pour circuler et des bancs pour se reposer. Depuis 2023, nous proposons un autre parterre, plus petit, près du jardin des apprentis. Leur implantation est un vrai travail d'orfèvre. »

Avec les journées printanières des dernières semaines, ces bandeaux de tulipes, au cœur du Val de Loire comme dans les Yvelines, ont fleuri plus tôt que prévu, dès la mi-mars. Elles seront néanmoins à leur apogée durant ce week-end Pascal. À cette occasion, Cheverny a installé des œufs de Pâques géants en bordure de ses parterres. Et le domaine de Dampierre organise pour sa part, le 18 avril prochain, une fête de la tulipe autour de plusieurs animations botaniques et culturelles : concert de musique classique, lecture de textes sur les fleurs, atelier de rempotage, spectacle de drones et concert de jazz en soirée à l'occasion de la Nuit des monuments. Un avant-goût de sa première fête des plantes, programmée les 9 et 10 mai. ■
En savoir plus : chateau-cheverny.fr ; domaine-dampierre.com/

Fêtes des plantes : à vos agendas

Bientôt quinze jours que le printemps est arrivé et avec lui l'envie, et le besoin, de réaménager son jardin, de planter de nouvelles variétés. Pour être bien conseillé, les amateurs de botanique se tournent de plus en plus vers les fêtes des plantes. Vu leur succès, chaque année, de nouveaux rendez-vous sont imaginés, notamment dans les domaines historiques qui misent sur elles pour animer les lieux. Et, pour se distinguer, ils proposent aussi des thématiques dans l'air du temps. Tour d'horizon des prochains événements.

■ 4 et 5 avril : les Jardins en éveil

Plus de 80 exposants sont attendus dans le parc de l'abbaye Saint-Georges à Saint-Martin-de-Boscherville (Seine-Maritime). Le mot d'ordre leur a été donné, place aux « Plantes en formes », traduisez aux curiosités botaniques. La transmission est également au programme de ce rendez-vous avec des ateliers pédagogiques pour les enfants. 5 € l'entrée. jardinsdelabbayesaintgeorges.fr

■ Du 10 au 12 avril : la Fête des plantes de printemps de Saint-Jean-de-Beauregard

Créée en 1984, cette manifestation est l'une des plus populaires. Elle réunit 200 exposants dont la plupart des



meilleurs pépiniéristes du monde végétal. Pour célébrer le printemps, ils sont invités à exposer des plantes belles et nourricières, thématique de cette édition 2026, incarnation parfaite du jardin à la fois beau et bon. À voir :

des cognassiers de Chine, qui offrent de délicates fleurs rose et blanc au printemps puis d'énormes coings à l'arrière-saison.

À partir de 12 €, gratuit pour les moins de 18 ans. chateaudesaintjeandebauregard.com

■ 18 et 19 avril : Fête des parcs & jardins de Barbizon et des jardins du château de Pommorio

Le premier événement se déroule en Seine-et-Marne, dans le berceau des peintres impressionnistes. Autour d'Alain Baraton, jardinier en chef du château de Versailles et parrain de cette 5^e édition, le village célèbre « les jardins du monde ». Une thématique inspirante pour les 60 exposants et les amateurs de botanique invités à imaginer de micro-jardins anglais, japonais, marocains... Accès gratuit. barbizon.fr

La thématique choisie cette année de la Fête des plantes de printemps de Saint-Jean-de-Beauregard : les plantes belles et nourricières.

CAROLE DESHEULLES

Changeement de décor à Tréveneuc, dans les Côtes-d'Armor, où les agrumes résistants au froid, citronniers rustiques, mandariniers et yuzus, sont à l'affiche aux côtés d'Olivier Biggio, ingénieur en biotechnologie, expert des agrumes rustiques en France. 5 € l'entrée, gratuit pour les moins de 16 ans. pommorio.com

■ 25 et 26 avril : Esprits jardins au château de Versailles

Avec le parc du château de Versailles, son jardin à la française signé André Le Nôtre, la cité royale est plus que légitime pour organiser cet événement dédié à l'art paysager. Soucieuse de sensibiliser le public à une gestion durable des espaces verts, elle accueille chaque année pour cet événement plus de 20 000 personnes. Cette saison, le potager du Roi sera à l'honneur, à l'occasion du 400^e anniversaire de Jean-Baptiste de la Quintinie, son créateur et ouvrira ses portes aux visiteurs pendant tout le week-end. Accès gratuit. esprit-jardin.fr

A. D.-M.

La friperie nouvelle vague est-elle viable ?

Gino Delmas

Nombreux sont les urbains de 25 à 50 ans, élevés aux vide-greniers et à Vinted, à quitter le tertiaire pour se lancer dans la mode de seconde main, en ligne comme en ville.

Paris, Arts et Métiers. Dans ce quartier du Marais où une clientèle jeune et aisée vient flâner le week-end, les galeries d'art et les restaurants ont vu éclore un nouveau type de commerces depuis quelques mois : les boutiques vintage. Elles sont une bonne dizaine, plus ou moins éphémères, plus ou moins grandes, s'appellent En Face, Bozar, Demain Rétro, Brut, Insitu ou encore Puzzle. Dans les rues des Archives, des Gravilliers, du Temple ou Chapon, elles se disputent les bons emplacements avec les coffee shops - Kis, rue de Bretagne, combine même les deux.

Dans bien d'autres coins de la capitale (surtout rive droite où habitent les trentenaires, la clientèle cible) et dans nombre de villes en France, le phénomène est aussi visible. Olivier Châtenet, qui a fondé Insitu et vient d'ouvrir sa première vraie grande boutique, fréquente le milieu de la chine depuis plusieurs décennies : « Le vintage s'est installé durablement et intéresse un large public. Celui des gens qui cherchent à consommer différemment, qui veulent avoir accès à une qualité qu'on ne trouve plus, si ce n'est dans certaines marques de luxe à des prix stratosphériques. »

« Depuis le Covid, toute la marchandise est remontée à la surface, les gens ont rangé leurs dressings, se sont éduqués grâce au digital, et ont vendu ce qui intéressait des acheteurs »

Gauthier Borsarello
Expert en vintage

Si ce marché de la seconde main séduit une nouvelle audience, il est aussi, pour de nombreux actifs (surdiplômés mais en quête de sens derrière leur ordinateur), perçu comme une opportunité de reconversion. « Il y a dix ans, tout le monde voulait devenir cuisinier, menuisier, fromager... Aujourd'hui, c'est marchand de vintage ! », résume un chineur historique des Puces à Paris.

« Dès qu'un trentenaire ou un quadra dégote un vieux trench Burberry dans un



Emmais de province ou un meuble en formica en vide-grenier, il se pense disposé à en faire son métier. Regardez à Paris, il y a presque autant de boutiques de seconde main que de coffee shops ! J'ai encore une amie récemment qui a cru dans le mirage du vintage en ligne, mais elle a vite déchanté quand il a fallu stocker et passer ses journées à fixer des rendez-vous à des acheteurs tatillons qui négocient jusqu'au bout. »

C'est effectivement souvent sur internet (où selon une étude de Bpifrance, en 2023, trois Français sur quatre ont acheté un vêtement d'occasion) que naît la vocation. Si les sites spécialisés en luxe type Vestiaire Collective et Collector Square sont très alignés sur la cote, il est encore possible de faire de bonnes affaires sur des plateformes à l'offre plus hétéroclite et dont les vendeurs n'ont pas tous une parfaite connaissance des prix du marché, comme Vinted, eBay et Leboncoin.

Enfin, c'est ce qu'aime à raconter la mythologie du vintage selon Gauthier Borsarello, cofondateur du magazine L'Étiquette. « Il y a toujours un documentaire qui va te raconter qu'intel est devenu riche dans son salon en vendant de la seconde main sur Vinted, ou l'histoire d'un Japonais qui a vendu un jean

ultra-rare pour 50 000 dollars, dit cet expert de la première heure. Mais ce que la légende ne dit pas, c'est le boulot invisible énorme qu'exige le sourcing de telles pièces. Toutes ces heures passées derrière ton écran ou à courir les vide-greniers, le temps passé dans ta voiture à sillonner les États-Unis ou la campagne française, puis à laver, réparer, préparer... »

L'aventure de la seconde main demande en effet de nombreuses qualités, du goût, de la culture et du temps, mais aussi plus trivialement de l'organisation et un vrai sens du commerce. Il est fréquent que les vendeurs aient un autre métier et vivent cette passion comme une activité complémentaire. D'autres se lancent avec des fantasmes plein la tête avant d'être confrontés à la réalité.

D'autant que les débuts, quand on est à la tête d'un trésor de pièces vintage accumulées sur plusieurs années, sont souvent trompeurs. Les premières ventes sont, certes, rapides, gratifiantes et payantes. En revanche, reconstituer son stock au fur et à mesure s'avère beaucoup plus dur. Et la concurrence fait rage y compris de la part des clients qui vendent à l'occasion. « Depuis le Covid, toute la marchandise est remontée à la surface, les gens ont rangé leurs dressings, se sont éduqués grâce au digital, et ont vendu ce qui intéressait des acheteurs », décrypte Gauthier Borsarello.

Moins d'opportunités signifient des prix qui flambent pour les marchands tel Martin Brucker. Depuis une dizaine d'années, le jeune Français a vendu des bleus de travail et des jeans américains transformés sur le marché de Saint-Tropez et au mythique Jas des Robert, puis dans différentes boutiques. « Avant le Covid, je me fournissais en brocante ou sur les marchés. Mais ensuite, j'ai dû me tourner vers des grossistes ou des intermédiaires qui vendent des ballots avec différents niveaux de tri. C'est évidemment plus cher. »

Pour Olivier Châtenet, « aimer le vintage ne suffit pas, il faut savoir monétiser la chose de manière intelligente, construire son offre, avoir une clientèle, tenir ses charges ». Cet ancien modéliste qui a commencé chez Alaïa et Mugler puis monté sa propre marque, E2, possède une qualité rare dans le milieu lui permettant de se distinguer, puisqu'il sait réadapter les pièces des années 1960-1970 aux morphologies d'aujourd'hui.

Seulement, les retouches tout comme les réparations ajoutent une ligne de dépense, gonflent le prix de revient et grignotent la marge... avant même d'avoir vendu le vêtement ! C'est ce qui est arrivé à Martin Brucker : « Sur les six mois de la haute saison, on tournait



vraiment très bien. Sauf qu'entre le loyer très élevé et le budget réparation-personnalisation, à la fin, ma marge était insuffisante. » Il travaille aujourd'hui à un projet de marque.

Certains cherchent des modèles alternatifs et plus collectifs pour partager les frais. Jérémie Koyouo déménage ainsi son Puzzle à chaque opportunité de bail précaire dans le Marais. Lui-même possède un peu de stock mais s'associe surtout à d'autres chineurs spécialisés dans la mode de créateurs des années 2000. « Avant, j'avais une adresse rue du Caire. Quand ce que j'avais à proposer était dans l'air du temps, la boutique ne désemplassait pas. Mais dès que mon stock n'était plus assez renouvelé, ça devenait beaucoup plus difficile. Avec Puzzle, on événementialise nos ventes, et c'est cette excitation de la nouveauté et du collectif qui marche auprès du public. »

1. Le concept de Puzzle est de s'installer dans des lieux éphémères du Marais, à Paris, et de partager l'espace avec plusieurs chineurs. 2. et 3. Demain Rétro, rue du Temple, et En Face, rue de Picardie, toutes deux dans le 3^e arrondissement, un des quartiers de Paris où les boutiques de vintage sont presque aussi nombreuses que les coffee shops.

Durer dans le vintage n'est pas donné à tout le monde. Ceux qui parviendront auront su s'adapter, inventer des expériences différentes, trouver un créneau, tenir une sélection au cordeau, et faire de leur adresse une destination. Pour Gauthier Borsarello : « De ce brouhaha vont se dégager des spécialistes, plus précis encore, et il y aura moins de boutiques, mais le niveau sera meilleur. » ■



« Aimer le vintage ne suffit pas, il faut savoir monétiser de manière intelligente », défend Olivier Châtenet, propriétaire de la boutique Insitu, rue Chapon, à Paris. ANGELE CHÂTENET

Festival du Livre de Paris
17-18-19 AVRIL 2026 AU GRAND PALAIS

La bande dessinée, invitée d'honneur

BILLETTERIE EN LIGNE SUR FESTIVALDULIVREDEPARIS.FR
GRATUIT POUR LES MOINS DE 25 ANS - TARIF PRÉFÉRENTIEL JUSQU'AU 07 AVRIL 2026

Partenaires officiels : Région Île-de-France, Le Point, radiofrance, france 24, CFC, Sofia, CNL, RATP, Centre Pompidou, Grand Palais, Ministère de la Culture, Mairie de Paris, Mairie des Enfants de la George, unesco

Les folles soirées de Maxime Switek

Propos recueillis par **Laurent Louët**

Figure leader, le journaliste reprend « BFM Grand Soir » entre 21 heures et minuit, outre les « éditions spéciales », le « QG » et « Le Forum ».

Recruté en 2020 par BFMTV après avoir effectué toute sa carrière sur Europe 1 puis contribué comme chroniqueur au succès de l'émission « C à vous » sur France 5, Maxime Switek est devenu un pilier de la chaîne d'information. En moins de six ans, le journaliste a occupé quasiment l'ensemble des tranches horaires disponibles avec « 22h Max » en fin de soirée puis « Le live Switek » en matinée et enfin « 20h BFM » chaque soir en semaine. Depuis le 28 février dernier, date du début de la guerre en Iran, le quadragénaire né à Seclin (Nord) est aux manettes des soirées « édition spéciale Guerre en Iran ».

LE FIGARO. - Que vous inspirent vos dernières semaines à l'antenne ?
MAXIME SWITEK. - Un samedi matin de février, je faisais mon running lorsque j'ai reçu un appel de Fabien Namias. Je lui ai dit : « OK, j'ai compris ! » Nous sommes partis à fond sur le traitement de la guerre en Iran sans savoir où cela allait nous mener. Hier, c'était la 34^e soirée. C'est l'un des moments forts de ma carrière : j'ai vraiment le sentiment de faire mon

métier. Les événements se passent sous nos yeux grâce à nos envoyés spéciaux, qui « restent ouverts » 24 heures sur 24 ». Nous faisons tous notre boulot avec passion. Dans la vie, c'est grisant d'apprendre quelque chose à quelqu'un. Chacun peut en faire l'expérience. Nous, c'est notre travail quotidien. Imaginez.

À partir de lundi prochain, vous laissez le créneau de « 20h BFM » à Julie Hammett ?
Oui, je passe de 21 heures à minuit dans « BFM Grand Soir ». En fait, nous actons dans la grille un créneau que j'occupe souvent puisque je dépasse de plus en plus mes horaires en raison de l'actualité et de différents rendez-vous. Avec « Le Forum BFM », le « QG », les « éditions spéciales »... C'est très excitant de travailler en fin de journée sur la compréhension des événements.

Conservez-vous votre équipe ?
J'embarque tout le monde ! Je reste avec mes troupes. J'ai dit à mon équipe : « Nouveau challenge, est-ce que tout le monde suit ? » Dans la seconde, tout le monde m'a répondu : « Go ! » Aussi



« J'essaie de me mettre en permanence à la place des téléspectateurs », déclare Maxime Switek. CHRISTOPHE MEIREIS

bien ceux qui sont à l'antenne avec moi (Elsa Vidal, Amélie Rosique, Lisa Hadeif, Yves Thréard) que mes collaborateurs. C'est hyperimportant pour moi. Et, peut-être, rassurant aussi pour l'anxieux que je suis, qui vérifie en permanence la check-list. D'ailleurs, je me méfie aussi des moments où tout roule !

Comment vous est venue l'idée de l'émission « Le QG », avec un plateau qui ressemble à la « war room » de la Maison-Blanche ?
Avec la guerre, nous sommes tous en permanence dans le brouillard. En mettant des experts face aux enjeux, en leur posant des questions que chacun se pose, je les invite à raconter leurs expériences et à expliquer ce que l'on ne dit pas toujours. Attention, j'insiste beaucoup sur la pédagogie. Quand on a des militaires en plateau, ils peuvent parfois

avoir tendance à utiliser un vocabulaire compliqué. Je joue au béotien, au candide. J'essaie de me mettre en permanence à la place des téléspectateurs.

BFMTV est redevenue leader des chaînes info en mars avec environ 3,5 % de parts d'audience.
C'est une grande fierté. Nous ne voulons surtout pas crier victoire. Les téléspectateurs nous ont fait confiance sur la guerre en Iran et les municipales, à un moment où BFMTV déploie ce qu'elle sait faire : être présente sur le terrain avec des journalistes reporters d'images, des envoyés spéciaux.

Quid du « Forum BFMTV », où vous faites débattre des Français ?
On ne m'a jamais parlé autant d'une émission que j'anime ! Tous les jours, j'ai des messages, des témoignages. Beaucoup de téléspectateurs attendaient cet

espace de dialogue. Jeudi soir encore, nous avons voulu entendre les Français sur leur questionnement, leurs craintes autour de la guerre. Et les conséquences politiques, économiques...

Quel enseignement retirez-vous de cet exercice ?
Nous faisons la preuve avec ce rendez-vous que nous pouvons encore nous parler en France. Les jeudis soir, on termine l'émission en se disant que l'on a échangé, que l'on s'est écouté. Parfois, le ton monte, ce n'est pas facile. Je joue le rôle du « désamorceur en chef » pour faire redescendre la pression. Mais, à l'arrivée, on parle ensemble. C'est important de le faire et de le montrer. ■

« BFM Grand Soir » À partir de 21 heures, sur BFMTV Notre avis : ●●●●

« Quai n° 8 » : l'hommage de Copé à Chirac

Blaise de Chaballier

Sur LCP, dans l'émission d'Yves Thréard, l'actuel maire de Meaux se souvient du 21 avril 2002 qu'il a vécu aux côtés de son mentor.

Dans le quartier général de campagne de Jacques Chirac à Paris, le 21 avril 2002, 18 h 15. Le président de la République, candidat à sa propre réélection, entouré de ses collaborateurs et de son épouse Bernadette, attend les résultats du premier tour de l'élection présidentielle. Le chef de l'État n'imagine alors pas une seconde que la finale pourrait se jouer entre lui et quelqu'un d'autre que Lionel Jospin. Et pourtant : « Coup de tonnerre en France puisque Jean-Marie Le Pen se qualifie pour le second tour », lance Yves Thréard à Jean-François Copé, son invité dans « Quai n° 8 », une émission qui éclaire une date clé de l'histoire de la V^e République.

Fervent chiraquien, hier comme aujourd'hui - « Il m'a tout appris et je lui

dois tout », glisse-t-il -, l'actuel maire de Meaux (depuis 2005) était présent dans le QG de son mentor en cette soirée historique. Il se souvient comme si c'était hier du moment précis où l'incroyable nouvelle est arrivée aux oreilles du président. « Chirac doit nous donner le briefing pour qu'on aille sur les télévisions le soir même. Vous avez autour de la table tous ceux qui vont faire la décennie suivante dans le gouvernement. Vous avez Dominique Perben, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Jacques Toubon (...) mais aussi Michèle Alliot-Marie ou encore Roselyne Bachelot... Voilà, on est là, on attend les résultats (...). Et je me souviens très bien de Dominique de Villepin, qui était à l'époque secrétaire général de l'Élysée, qui arrive et qui parle très discrè-

tement à l'oreille du président. Inutile de vous dire qu'on est tous en train d'écouter comme des fous ! Et il lui dit : « Écoutez, Monsieur le président, il semble que les vingt premiers bureaux de la Sofres donnent une finale entre Le Pen et vous. » Et là, Chirac dit : « Écoutez Dominique, on est en train de travailler, on fait le briefing. Donc, revenez un peu plus tard. »

Prise de conscience du président

Ce que fait Dominique de Villepin qui revient à la charge, et dit cette fois-ci : « Sur les cinq instituts de sondages, tous, dans les vingt bureaux tests, vous mettez en finale avec Le Pen. Et là, détaille Jean-François Copé, Chirac s'énerve et dit : « Dominique, j'en ai assez, je ne veux

plus voir de sondages ! » Alors, nous, nous étions un peu gênés quand même, et je me rappelle très bien Nicolas Sarkozy qui s'énerve et lance : « Enfin président, on va être à la télévision dans une demi-heure, il faut absolument qu'on ait les sondages. » Et là, je vois Chirac, (...) il marque un temps d'arrêt et dit, dans un silence de mort : « Remarquez, Bernadette me l'avait prédit. » Et on entend la voix de Madame Chirac, derrière, qui dit : « Oui, mais je ne le souhaitais pas, Jacques. »

Après que Patrick Stefanini, qui était le directeur de la campagne, a confirmé la nouvelle au candidat de la droite, ce dernier prend alors pleinement conscience de la situation. « Jacques Chirac, très calme, nous annonce : « On refait le briefing. » (...) Il nous dit : « C'est

très simple, maintenant il faut en appeler à la défense de la République. »

À propos de la réélection du président Chirac avec 82 % des voix, Jean-François Copé souligne qu'elle « ne signifie en rien la fin du clivage droite-gauche, ce clivage est une assurance-vie contre les extrêmes ». Et il ajoute en se projetant aujourd'hui : « Nous payons au prix fort le choix d'Emmanuel Macron d'avoir gouverné au centre, ce qui a mécaniquement pour effet de faire monter en flèche (...) LFI d'un côté et le RN de l'autre. Le fameux en même temps. » ■

« Quai n° 8 » À 20h30, sur LCP Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7195

HORIZONTALEMENT

1. Long feu. - 2. Agents de change. - 3. Compagnes familiales. - 4. Manager chargé du système informatique. S'apprécie à la loupe. - 5. Harmonieuse vibration hindouiste. Dames de chocs. - 6. Circulent en Slovaquie. - 7. A fait tripler la valeur de la couronne. Cycle initial. - 8. Groupe romantique autour des frères Schlegel. Malbec. - 9. Partie d'un programme. - 10. Épreuve quelque douleur. - 11. Concerts réussis. - 12. Respirations pénibles.

VERTICALEMENT

1. Vieux capitaines d'aventure. - 2. Fâcheuse tendance à repousser. - 3. Princesse hindoue. Formait les gladiateurs. - 4. Agent blanchissant. Causer une fatigue extrême. - 5. Comme aven. Repère dans les airs. - 6. Base de réaction. Toit corse. - 7. Coule dans le Münster. Démarrer un ordinateur. - 8. Anneau de mousse. Gym tonique.

1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7194

HORIZONTALEMENT 1. Bricoler. - 2. Yéménite. - 3. Zappeurs. - 4. Ado. Tris. - 5. NATO. Ève. - 6. TP. Riser. - 7. Italo. SR. - 8. Nagent. - 9. Ite. Siam. - 10. Siné. Ste. - 11. Mot. Éson. - 12. Enervant.

VERTICALEMENT 1. Byzantinisme. - 2. Réadaptation. - 3. Impôt. Agente. - 4. Cep. Orle. - 5. Onet. Ions. EV. - 6. Liures. Tissa. - 7. Étrives. Aton. - 8. Resserrement.

LE FIGARO Jeux



MOTS MÉLANGÉS

RCHJEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ARMÉE	DÉBAUCHER	FOLIO	LUTIN	TÉMÉRAIRE
BAISSER	DINDE	FONTE	ORTIE	TERROIR
CAMÉRA	DUNE	GARDIAN	PARCOURIR	VEILLEUSE
CANON	ÉCRU	GELÉ	PRUNELLE	VOEU
CASÉINE	EIDER	GOULU	RÉTICENCE	
CÉSURE	ÉLEVER	HABITACLE	SALUER	
CRÉE	ÉNUMÉRER	LION	TAPIR	

E	N	U	D	F	V	R	P	R	E	P	G	E	L	E
L	A	R	M	E	E	E	R	A	O	C	D	A	C	
C	I	E	I	S	B	V	I	R	U	N	V	N	R	A
A	D	D	S	O	E	A	C	L	E	N	O	I	L	S
T	R	I	L	R	O	U	C	L	M	E	D	A	E	
I	A	E	E	E	U	R	I	C	A	E	U	L	T	I
B	G	P	M	R	S	T	E	L	H	N	U	N	L	N
A	B	E	I	A	E	I	T	O	E	O	S	E	E	
H	T	R	U	R	C	E	L	N	R	F	R	N	E	E

SOLUTION DU N° 5401

4	6	3	2	7	8	1	9	5
1	5	7	9	4	3	8	2	6
9	8	2	5	6	1	4	3	7
3	2	5	4	1	9	7	6	8
7	1	8	6	2	5	3	4	9
6	4	9	8	3	7	5	1	2
5	9	4	1	8	6	2	7	3
2	3	6	7	5	4	9	8	1
8	7	1	3	9	2	6	5	4

SOLUTION DU N° 5402

5	6	3	2	9	4	7	1	8
9	2	8	1	6	7	3	4	5
7	1	4	5	8	3	6	9	2
8	4	7	3	2	9	5	6	1
1	3	9	6	5	8	2	7	4
2	5	6	4	7	1	9	8	3
3	9	2	8	4	6	1	5	7
4	7	5	9	1	2	8	3	6
6	8	1	7	3	5	4	2	9

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont : LIVRET - COUDEE - OINDRE.



ÉPHÉMÉRIDE St-Richard
Soleil : Lever 07h22 - Coucher 20h25 - Pleine Lune

TFI 21.10 Danse avec les stars
Divertissement
Prés.: Camille Combal. 2h30. Inédit.

france 2 21.10 Tropiques criminels
Série. Policière
Fra. 2026. Saison 7. Avec Sonia Roland, Julien Bérarnis.

france 3 21.10 Véronique
Film. Documentaire
Fra. 2025. Réal.: Tom Volf. 1h40. Inédit.

LE FIGAROTV Ile-de-France
12.00 Points de vue. Présenté par Vincent Roux.
18.30 Le Buzz TV. Nicolas Voltaire et Sarah Lecœuvre reçoivent Alysson Paradis, comédienne.

CANAL+ 21.10 Dracula
Film. Fantastique
Fra. 2025. Réal.: Luc Besson. 2h07. Avec Caleb Landry Jones.

arte 20.55 Toute la vérité
Série. Policière
All. 2023. Avec Christina Hecke. Justice sera rendue.

6 21.10 Pékin express
Jeu
Prés.: Stéphane Rotenberg. 1h20. Inédit. La 5e étape offre l'opportunité de remporter des passeports pour la Chine.

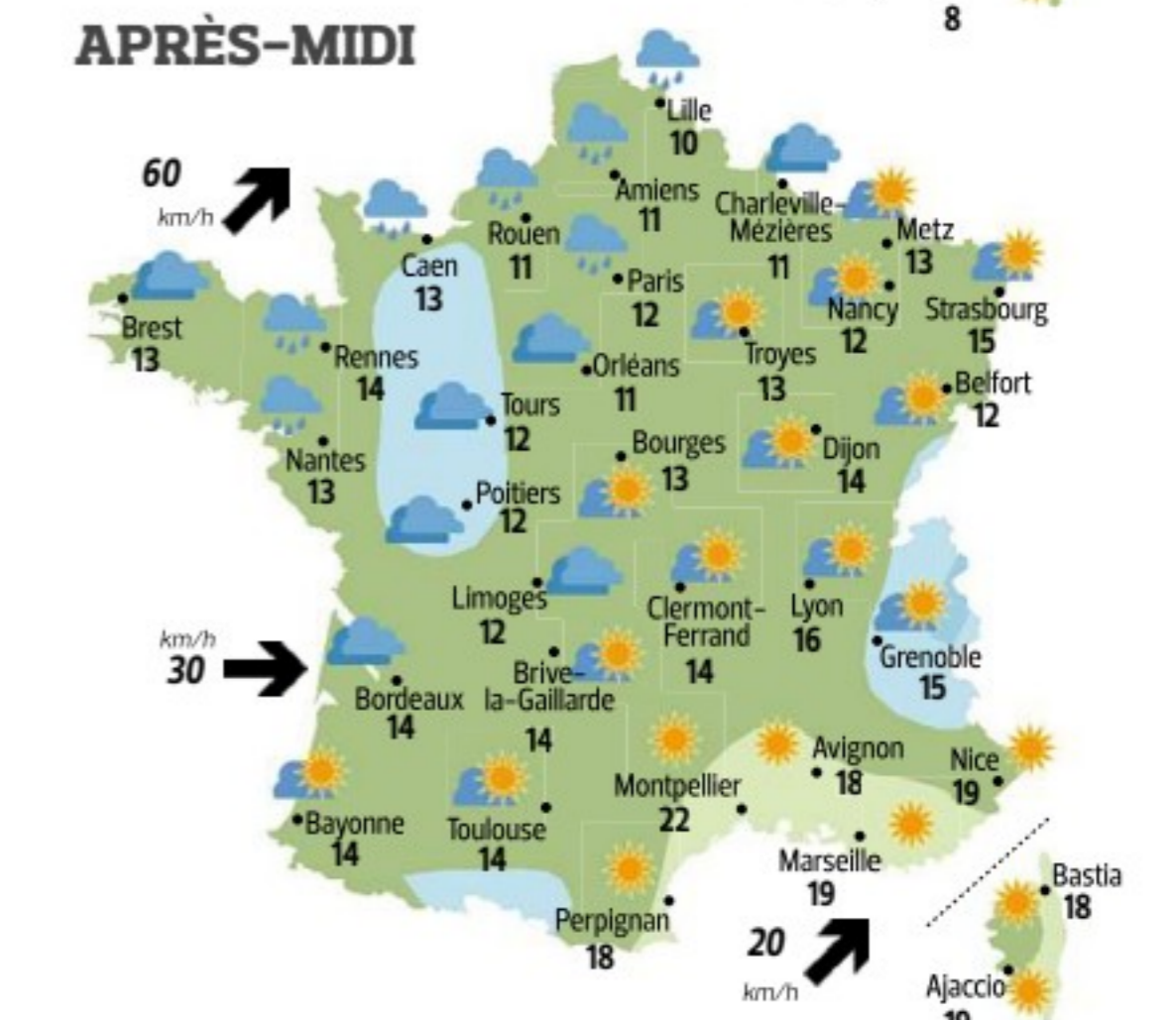
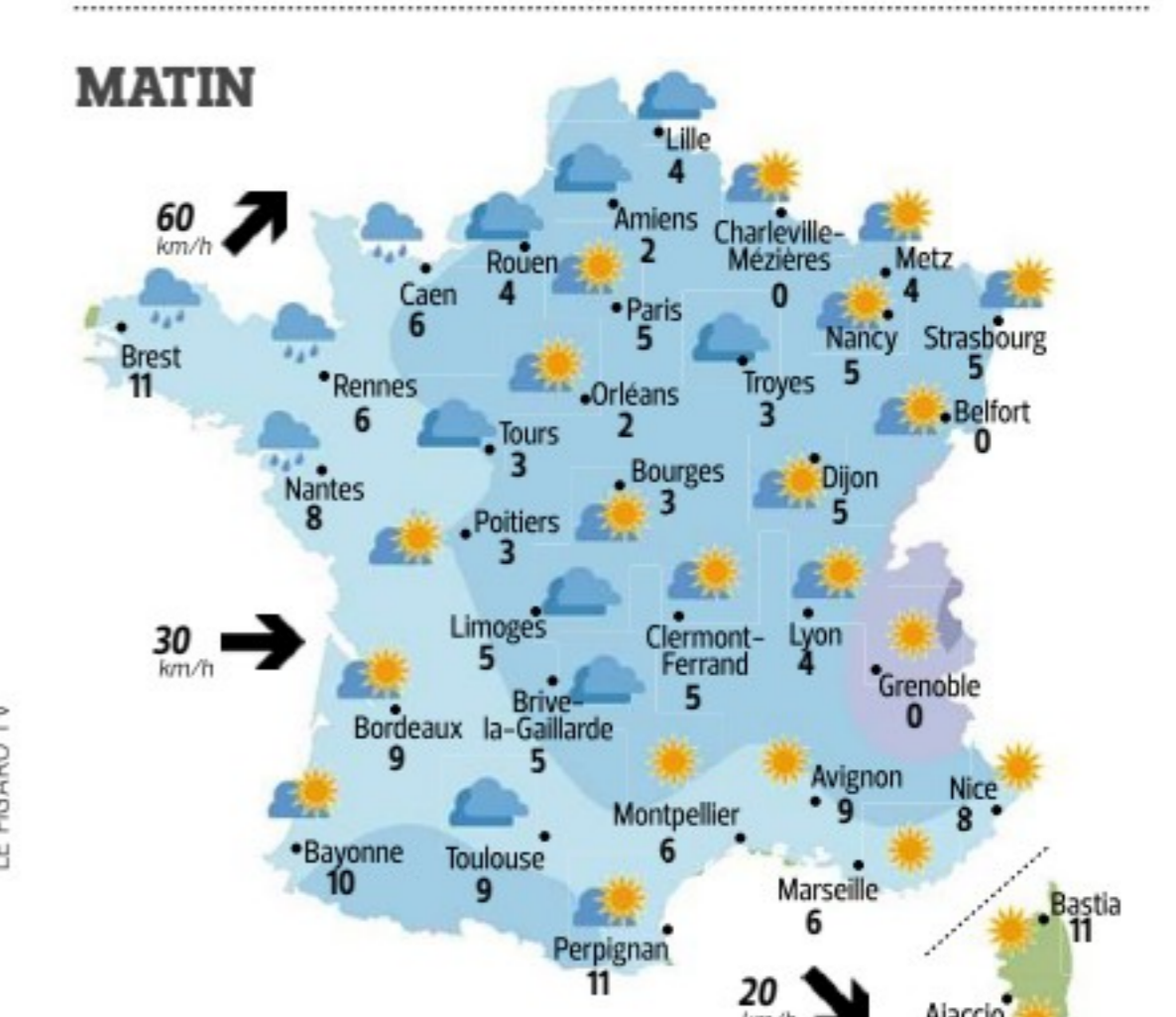
The Buttshakers
Concert. Ce groupe de funk lyonnais mené par l'Américaine Ciana Thompson propose depuis dix ans un voyage musical intense.

LCP PUBLIC SENAI 20.34 Quai n°8. Interview.
21.02 Le banquet
Magazine. Prés.: Anna Cabana et Christophe Ono-dit-Biot.

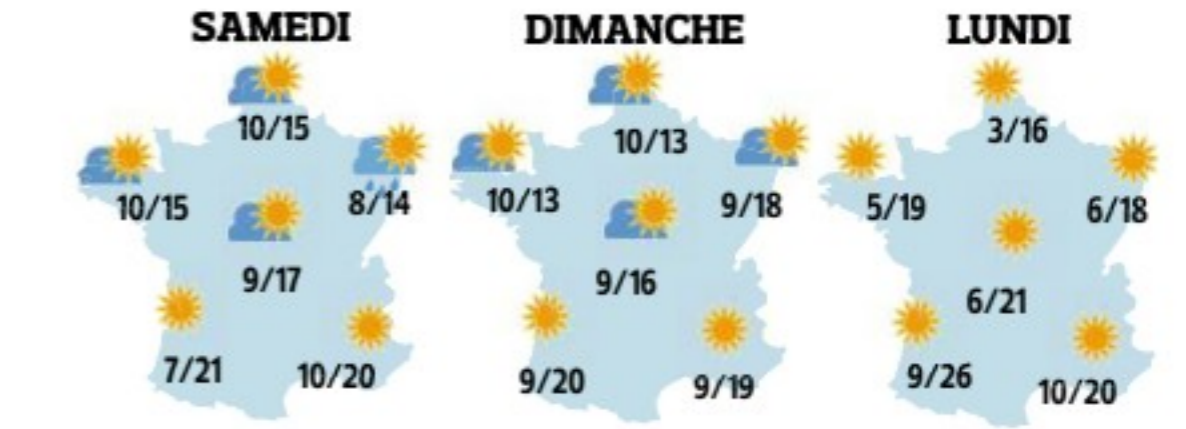
W9 18.45 Tout beau, tout neuf. Inédit.
21.25 Enquête d'action
Magazine. Prés.: Marie-Ange Casalta. 1h45. Gendarmes normands: traque sur les routes de la Manche!

TMC 19.15 Quotidien. Inédit.
21.25 90' Enquêtes
Magazine. Prés.: Tatiana Silva. 1h25. Chauffards, bagarres, fêtards: pas de vacances pour les gendarmes du Gard.

prime Deadloch
Dulcie a quitté la Tasmanie pour s'installer à Darwin, au nord de l'Australie, afin d'aider Eddie à enquêter sur la mort de Bushy.



LE TEMPS AILLEURS...
ALGER 9/17, AMSTERDAM 4/10, ATHÈNES 10/18, BARCELONE 10/18, BELGRADE 8/13, BERLIN 4/9, BERNE -1/13, BRUXELLES 3/11, BUDAPEST 10/17, COPENHAGUE 3/8, DUBLIN 9/12, LISBONNE 11/24, LONDRES 8/15, MADRID 4/22, PRAGUE 1/12, RABAT 9/22, ROME 10/20, TUNIS 11/16



la chaîne météo lachainemeteo.com
Par téléphone: 3201 LIVE 24/24 Sur L'APPLI GRATUITE CANAL+ La Chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N° 4414

Word search grid with clues and a solution key at the bottom right.



La chocolatière Jade Genin (à gauche) a présidé notre test à l'aveugle des meilleurs oursons en guimauve de Paris. Le Cédric de Cédric et la Chocolaterie (ci-contre) se classe premier, devant l'oursin de Pleincœur (en bas).

Si l'on devait mesurer la pertinence d'un sujet à l'enthousiasme qu'il suscite, on croirait cette semaine avoir touché le gros lot! À en juger les étoiles dans les yeux de nos collègues de la rédaction (toutes rubriques confondues) à l'évocation de ce palmarès, nul doute que l'oursin en guimauve n'est pas seulement réservé aux enfants! C'est pourtant eux qui ont fait la popularité de cette guimauve enrobée de chocolat au lait en forme d'oursin d'une dizaine de grammes, dont l'invention, en 1962, est attribuée à Michel Cathy, alors responsable de la production de la chocolaterie Bouquet d'Or, à Villeneuve-d'Ascq (Nord), rachetée depuis par le groupe français Cémoi, leader du marché avec plusieurs centaines de millions d'oursins produits chaque année.

Face au succès durable de cette confiserie, de plus en plus d'artisans chocolatiers et pâtisseries se lancent le défi de proposer leur propre nounours, variant sa forme (jusqu'à imaginer d'autres animaux), son enrobage (noir, blanc, dulcey) ou sa guimauve (chocolat, café, noix de coco, insert praliné ou caramel). Certains pâtisseries, comme Cyril Lignac, pionnier en la matière, ou Christophe Michalak, lui consacrent même des corners éphémères multi-parfums! Autre illustration de son es-

Les meilleurs oursins en guimauve de Paris

Alice Bosio et François Blanc

Les palmarès du « Figaro Scope » sont de retour. Avec la complicité de la chocolatière Jade Genin, nous avons passé au crible dix-neuf spécimens vendus par des artisans de la capitale pour vous livrer notre verdict.

En 2017, pour établir dans ces colonnes le premier classement consacré à ce produit, nous étions montés tant bien que mal à 12 enseignes parisiennes. En 2026, nous en avons testé 19, nous offrant même le luxe d'en écarter certaines, notamment parce qu'elles ne proposaient pas la version classique lait-vanille à laquelle nous avions décidé de circonscrire notre test.

Pour arbitrer les débats, nous avons convié à la dégustation Jade Genin, qui dirige depuis fin 2022 sa propre chocolaterie haut de gamme avenue de

l'Opéra (Paris 2^e), après avoir fait ses armes auprès de son père, le célèbre Jacques. « Un bon oursin guimauve se reconnaît d'abord à son aspect brillant et régulier, souvent obtenu grâce à un moule, a expliqué notre experte. Ensuite, quand on le met en bouche, il faut un chocolat bien croquant, qui ait du goût, et dont la puissance va contrebalancer le sucré de la guimauve. » Et la guimauve, justement? « Elle doit être légère, aérienne, idéalement faite à base de blanc d'œuf, pour donner une impression de nuage en bouche. » Selon elle, le

succès du nounours s'explique par « son côté très mignon et régressif : c'est un produit avec lequel tout le monde a grandi, notamment avec ceux de Cémoi : je trouve toujours super intéressant que les chefs se saisissent des souvenirs d'enfance pour en faire des produits qui sont censés être meilleurs que l'industriel. » Si la trentenaire n'en propose pas dans sa boutique, où elle tente de sortir des sentiers battus (nous ne l'aurions pas sollicitée, sinon!), elle se félicite des nombreuses déclinaisons imaginées par ses confrères : « La

guimauve reste quelque chose d'assez peu savoureux par elle-même. Tout ce qui peut venir relever sa texture et sa saveur, que ce soit de la vanille, du praliné ou autre chose, peut être le bienvenu. Je pense notamment à des guimauves que j'avais goûtées au zeste de citron vert ou au piment d'Espelette, qui leur apportaient vraiment une autre dimension! »

Preuve s'il en fallait encore que l'oursin en guimauve méritait que l'on se penche à nouveau sur son cas, les trois premiers de notre palmarès - à découvrir dans le tableau ci-dessous - n'ont ouvert que récemment : 2025 pour Cédric et la Chocolaterie (2^e), 2024 pour Pleincœur (17^e) et 2022 pour l'enseigne spécialisée Les Oursins de Manon, de Manon Valtier (11^e). Un trio de tête, complété par la pâtissière Claire Heitzler (Levallois-Perret), qui s'est nettement distingué du reste d'un échantillon plutôt décevant. Cédric Grolet, avec sa guimauve riche en vanille et son chocolat au lait 40% Madagascar de Nicolas Berger (35 € la boîte de 225 g), l'emporte d'une courte tête sur Maxime Frédéric avec son chocolat bolivien non conché 40% légèrement croustillant (également confectionné par Nicolas Berger) et sa guimauve mousseuse (16 € la boîte de 120 g). La crème des ingrédients pour les plus savoureux des nounours! ■

NOTRE CLASSEMENT			ASPECT (SUR 3)	CHOCOLAT (SUR 6)	GUIMAUVE (SUR 6)	QUALITÉ-PRIX (SUR 5)	TOTAL	COMMENTAIRES	
1	CÉDRIC ET LA CHOCOLATERIE	33, avenue de l'Opéra (2 ^e). cedricetlachocolaterie.com	15,60 € les 100 g	3	5	5	4	17	Un enrobage brillant, craquant et savoureux, une guimauve moelleuse, agréablement collante et bien vanillée.
2	PLEINCŒUR	64, rue des Batignolles (17 ^e). pleincœur.com	13,30 € les 100 g	3	4	5,5	4	16,5	Un oursin très mignon, à la guimauve mousseuse et à l'enrobage croustillant (chocolat non conché).
3	LES OURSINS DE MANON	15, rue Richard-Lenoir (11 ^e). lesoursinsdemanon.com	10 € les 100 g	2	4,5	4	4,5	15	Un aspect ludique, un chocolat épais et craquant, une guimauve fondante et raisonnablement sucrée.
4	CLAIRE HEITZLER & PRODUCTEURS	9, rue du Parc (Levallois-Perret). patisserie-claire.com	17,50 € les 100 g	2,5	4,5	4	3,5	14,5	Très mignon, avec un chocolat de caractère, bien croquant et une guimauve peu sucrée.
5	JADIS ET GOURMANDE	39, rue des Archives (4 ^e). jadisetgourmande.fr	8 € les 100 g	2,5	3,5	3	4	13	Mignon, brillant, sa saveur est équilibrée à un prix tenu parmi les moins chers de l'échantillon.
5	CLUIZEL	201, rue Saint-Honoré (1 ^{er}). cluizel.com	10,60 € les 100 g	2,5	3,5	3	4	13	Petit et mignon, craquant, équilibré, à tarif honnête.
7	LE JARDIN SUCRÉ	156, rue de Courcelles (17 ^e). lejardinsucre.fr	11,40 € les 100 g	2	3,5	3	3,5	12	Un chocolat avec de la personnalité et un enrobage fin qui fait ressortir la guimauve.
8	URSA MAJOR	75, rue Sedaine (11 ^e). ursamajorchocolats.com	9,10 € les 100 g	1,5	3,5	3	3,5	11,5	Un enrobage très fin et une guimauve mousseuse, à prix tenu.
9	CHOCO AU CARRÉ	5, rue Mouton-Duvernét (14 ^e). choco-au-carre.fr	6 € les 100 g	1	3,5	2,5	4	11	De gros oursins au chocolat épais et croquant, un ensemble équilibré, les moins chers de notre test!

ET LES AUTRES...

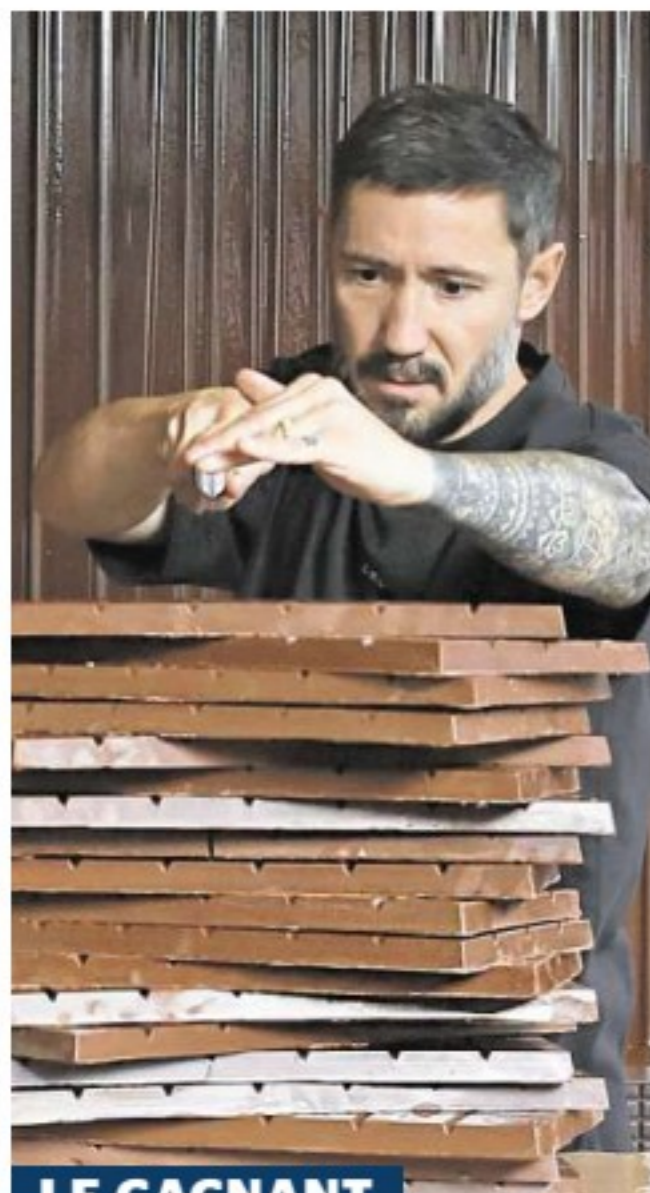
10	CHRISTOPHE MICHALAK	60, rue du Faubourg-Poissonnière (10 ^e). Prix : 12,70 € les 100 g.	10,5/20
10	JEAN-PAUL HÉVIN	231, rue Saint-Honoré (1 ^{er}). Prix : 13,50 € les 100 g.	10,5/20
12	LA CHOCOLATERIE CYRIL LIGNAC	25, rue Chanzy (11 ^e). Prix : 11,20 € les 100 g.	10/20
12	LADURÉE	16, rue Royale (8 ^e). Prix : 20 € les 100 g.	10/20
14	YANN COUVREUR	137, avenue Parmentier (10 ^e). Prix : 16,70 € les 100 g.	9,5/20
15	AU BONBON ROYAL	33, rue de Chaillot (16 ^e). Prix : 8,10 € les 100 g.	9/20
15	L'ÉCLAIR DE GÉNIE	122, rue Montmartre (2 ^e). Prix : 9,20 € les 100 g.	9/20
15	NICOLAS HAELEWYN, LA BOULANGERIE	11, rue Guillaume-Tell (17 ^e). Prix : 12,50 € les 100 g.	9/20
18	FOUQUET	23, rue François-1 ^{er} (8 ^e). Prix : 12,50 € les 100 g.	8,5/20
19	À LA MÈRE DE FAMILLE	35, rue du Faubourg-Montmartre (9 ^e). Prix : 11,50 € les 100 g.	8/20



LE PRINCIPE DU TEST

Les 19 oursins en guimauve ont été achetés de façon anonyme dans des chocolateries et pâtisseries parisiennes, au cours des jours précédant le palmarès, par les journalistes de la rubrique. Nous avons privilégié, quand c'était possible, les formats (petits ou grands) vendus à l'unité. Si d'autres espèces étaient tolérées (loutre, lapin, renard...), nous avons exclu les fleurs ou les cubes. Et avons, pour des raisons d'équité, limité l'échantillon aux enrobages chocolat au lait et aux guimauves vanille (pas de praliné ou de caramel). Les créations ont ensuite été numérotées et dégustées à l'aveugle au Figaro, en présence de notre experte, la chef chocolatière Jade Genin, selon une grille de lecture préétablie. Quatre critères ont été retenus, notés sur 3, 6 et 5 points, pour arriver à une note finale sur 20. Soit l'aspect (brillance, précision, mignonnerie), le chocolat (finesse, texture, saveur), la guimauve (fraîcheur, consistance, goût, sucrosité) et enfin le rapport qualité-prix mis en regard de l'équilibre de l'ensemble (tous les tarifs ont pour cela été rapportés aux 100 grammes, mettant en lumière un écart conséquent, allant de 6 € à 20 €).

A. B.



LE GAGNANT

Cédric Grolet : « Chaque détail compte »

Propos recueillis par François Blanc

Lauréat de notre palmarès avec sa chocolaterie lancée en octobre dernier avenue de l'Opéra, Cédric Grolet livre les secrets de son « Cedrico », décliné en chocolat noir, blanc et lait, et garni de guimauve vanille ou chocolat.

LE FIGARO. - L'ourson en guimauve est évidemment un plaisir régressif.

Quels souvenirs en avez-vous ? CÉDRIC GROLET - Je n'avais pas le droit d'en manger quand j'étais petit ! Mes parents me le refusaient parce que, quand je commençais, je finissais le paquet. Aujourd'hui, c'est comme une petite revanche d'en faire un symbole de ma chocolaterie.

Comment l'aimez-vous ?

J'aime bien que la guimauve soit enrobée dans un chocolat de caractère, mais celui-ci doit être fragile, craquant, d'une finesse maximale, pour laisser beaucoup de place à la guimauve. Cette dernière doit être très moelleuse et dévoiler beaucoup de grains de vanille à l'intérieur.

L'ourson avait disparu ces dernières années, avant de revenir en flèche...

Je pense que les classiques reviennent de plus en plus à la mode, que ce soit en chocolaterie ou dans le sucré de manière générale.

En quoi votre ourson est-il différent des autres ?

Nous sommes loin de l'ourson à l'ancienne, fabriqué à la chaîne sous une enrobeuse. Chaque pièce est moulée individuellement - ce qui garantit, avec la qualité du chocolat, sa brillance -, et nous proposons des recettes qui changent avec les saisons. Il évolue au fil du temps et des événements - Noël, anniversaire, Saint-Valentin... Et il a même son nom, le Cedrico !

D'ailleurs ce n'est pas tout à fait un ourson.

Son nom vient d'un surnom qu'on me donnait enfant : « Cedrico l'abricot ». J'ai repris cette idée pour créer une mascotte qui, un jour, pourrait me remplacer. On a passé trois ans avec mes équipes pour travailler en toute discrétion et en faire l'emblème de Cédric et la Chocolaterie. Il y a eu un vrai travail de design.

Il est à la mode de les décliner en changeant l'enrobage, en ajoutant du praliné... Qu'en pensez-vous ?

Tant mieux. Ce que j'aime avec la guimauve, c'est qu'on peut s'amuser, explorer le sujet sous toutes ses formes.

Comment expliquez-vous son tarif élevé ?

Le prix reflète tout un univers : une adresse au cœur de l'avenue de l'Opéra, des matières premières de grande qualité, le savoir-faire de toutes les équipes, un packaging très soigné, une boutique qui offre une expérience unique. Chaque détail compte. ■



HACHÉ MENU

PAR EMMANUEL RUBIN

LE 21, GREAT AGAIN

À creuser l'affaire, ce qui fait vraiment le plaisir du restaurant (ou même son déplaisir), c'est d'être toujours porté par l'événement. Les nourritures peuvent bien se trémousser, les chefs gesticuler, le service et le décor lâcher leur tralala, c'est bien le pourquoi on se retrouve embarqué dans ces drôles de lieux qui, en vérité, excite, emballe, agace ou prodigieusement lasse. La liste est longue des occasions qui nous y poussent et la plus consciencieuse des typologies ne suffirait pas à en épuiser les circonstances. Travail, famille, ami, amour, voyage, célébration, orage soudain, filature, soir de frime, critique au Figaro... Voilà sûrement pourquoi, au cinéma, les restos se retrouvent si souvent à faire scène. Parmi toutes ces situations, l'une des plus désirables (quoique) reste l'invitation. Nul besoin de choisir l'adresse, la douloureuse nous passe sous le nez, l'esprit rejoint les pieds sous la table. Et de se retrouver ainsi dernièrement invité par quelques complices sur l'air désormais convenu du « Tu vas voir, c'est nouveau et tu vas prendre une claque. » Encore une...

Retrouver l'alcôve Pour l'effet surprise, rien de grave mais faudra passer ! Rendez-vous au 21, qui, rive gauche, depuis plus de vingt ans, n'a même plus besoin de rappeler qu'il est au 21, rue Mazarine. En ce resto minus qu'un certain grand (Paul Minchelli) bastonnait une épouvante cuisine corse et marine en même temps qu'un tonnerre d'addition. Le Paris snob en redemandait sans qu'on puisse lui donner vraiment tort. Dedans, pas plus d'étonnement à retrouver l'alcôve. Sûrement rafraîchie mais fidèle aux ombres mascara, aux rideaux faux-cils, au slow des banquettes et aux bougies qui papillonnent. « Non, mais tu vas voir, ça a vraiment changé. Le chef est américain, il était au Verjus, dans le 1^{er}, c'est un autodidacte mais il envoie ! », se défend l'un des trois lascars à régaler. Après confiance plus soutenue, l'Américain s'appelle Braden Perkins. Son 21 ? Seulement trois dîners en semaine, un menu unique à 110 euros, encore du poisson, désormais du végétal. A priori, toujours snob...

Chic Paris yankee Ce doit être la magie du lieu, son étonnement, son fluide, son parfum. Cette fois encore, il y a bien un chef pour mener la danse. Les plats tournent sans compter et sans s'oublier. Joyeux, rieurs sans être ivres d'eux-mêmes. Laissez aller, c'est une valse. Les amuse-bouches le sont vraiment ; tarte à l'échalote, jaune d'œuf à l'érable, rôsti d'oignons rouges pour les plus convainçants, plus gourmands que bégueules. Homard dans son grand come-back Thermidor, délicieusement à contretemps de l'époque, sa béchamel gratinée lui marchant un peu sur les pinces mais pas farouche à ce qu'on y plonge le moelleux des petits pains Parker House. Un chou-fleur XO au tournant, vélocité à lui aussi plonger dans une sauce fruits et sea food qui ne l'est pas moins. Desserts qui repartent pour un tour, une pomme noire traitée en façon de condiment, le choc thermique d'un citron Meyer en granité, un sudiste sirop de mélasse qui emporte gâteau de fleur et glace vanille et un potimarron nixtamalisé (trempé et cuit dans une solution alcaline) qu'on n'a pas (ou plus) trop suivi. Sûrement qu'il était déjà tard. Souvent ainsi avec les invitations et les belles surprises.

MAIS ENCORE...

LE SERVICE. Savant mélange d'intimité enjoué.

LE PUBLIC. Jolie bourgeoisie dans son crépuscule.

EST-CE CHER ? Ça l'a toujours été, ça le reste, même si légèrement moins furieux qu'à la grande époque. On se console comme on peut mais en attendant : menu unique à 110 euros. En accord mets et vins, 75 euros de plus.

FAUT-IL Y ALLER ? Faites-vous inviter !

21, rue Mazarine (6^e).
Tél. : 01 46 33 76 90.
Du mer. au ven., de 19h30 à 23h30.
Métro : Odéon.

Caius et son latin de cuisine

Emmanuel Rubin

L'ancien repaire de Jean-Marc Notelet, voisin de l'Étoile, renaît sous la houlette du chef Francesco Garzone, autour d'une plaisante cuisine franco-italienne.

Il y avait là une table consciencieuse comme au feutre du billard, longtemps suivie par la critique (puis un peu moins), acquise à son public (toujours) et un chef-patron qui ne papillonnait pas autrement qu'à son tour de salle en fin de service. Le dernier s'est plié en discrétion, il y a quelques semaines, et la main est passée tout aussi sereine. À la succession, Francesco Garzone, Transalpin atypique, dix ans de comptabilité, quatre ans seulement de cuisine et le drôle de parcours finalement bien cortiqué à réhabiliter le menu-carte où le prix fixe ne s'enferme pas dans le choix unique.

Garzone surtout agile à ne pas rester coincé dans la Botte et lui préférer l'échange, la rencontre, un France-Italie amical avec les recettes plaisantes à se mêler. L'émulsion au vin d'Arbois filant sur le méditerranéen filet d'ombrine, les artichauts très Latium à re-



CAIUS

6, rue d'Armaillé (17^e).

TÉL. :

01 42 27 19 20.

HORAIRE :

Tj sf sam. et dim.

MÉTRO :

Argentine.

s'accordant à juste croque et bonne mâche de blettes et filet de canette des Dombes, avant d'ajuster l'un des plats les plus réussis du moment. Squadra Azzurra, allez les Bleus, une purée de pommes de terre sur-onctueuse, cardière, délicieusement naïve à remettre du jus à son volcan et soutenir (succomber à ?) une côte de veau milanaise comme rarement ; la panure couteuse, une beauté de cuisson, la chair grisante à la suivre jusqu'à l'os.

Un plat à sa place, une maison en paix, le chef aux fourneaux, son petit tour en salle, c'est peut-être tout ce qu'on demande à un resto d'aujourd'hui. La critique suivra ou pas, le public, sûrement. *Festina lente !*

AVEC QUI ? Les petites légions des Ternes et de l'Étoile.



Le Caméo

Genre : monté par un binôme qui préfère tenir resto que de pointer au bureau, un bar à manger générationnel avec ses flacons de « vigneron qui bossent bien », les cocktails signés, le mur de briques comme au stand-up et, pif, paf, heureuse surprise, les tapas exaltées d'un jeune braqueur de fourneaux.

Prix : environ 25€ hors les vins. Maquereau shime saba (raifort, condiment et julienne de betterave Chioggia) ; aiguisé. Poulpe au barbecue laqué au café, purée de pommes de terre fumée au foie ; pépite. Madeleine, crème et segments de clémentine, tagète : charmante.

Avec qui ? Sa doublure.

Bonne table : entre briques et banquettes. Service engageant.

80, rue Maubeuge (9^e).

Tél. : 06 66 67 83 75.

Tous les jours, de 17 heures à 2 heures.

Métro : Poissonnière.

Caius (17^e).

UNE, DEUX, TROIS ASSIETTES... Carpaccio de picanha de bœuf, béarnaise, champignons de Paris : la béarnaise très émulsionnée, inattendue mais bien vue. Cannellonis farcis au had-dock fumé, sauce ajo blanco, poivron de piquillo : quatre nuances de fondant. Sorbet clémentine, mousse de bergamote, crumble d'agrumes : bête-ment déconstruit, à la limite du rien. Le soufflé noisette et orange des voisins avait l'air de s'en sortir nettement mieux.

DANS LE VERRE ? Héritée du précédent propriétaire, une cave (et ses armoires vitrées en salle) qui a encore du répandant, des champagnes de vigneron (Genet, Bauchet, Trichet), beaucoup de bourgognes et, idéal en ce début de printemps, l'appétissant domaine de Lauzières, 2024, biody-

namique rouge provençal, mourvèdre IGP des Alpilles. Huit vins au verre.

L'ATTENTION : la serviette tiède à l'accueil.

ZUT ! La bande-son (loungue datée) qui gagnerait à la boucler, le choix peu convaincant d'un édulcorant naturel sans sucre du côté des desserts.

AU PETIT COIN ? Un boudoir virant curieusement au night-club avec la bande-son de la salle de retour, à fond les enceintes.

SERVICE : des messieurs à chemise et à leur poste.

L'ADDITION ? Rien de déplacé mais qui se pose là ! Menus à 48 € et 54 € (dél.) et menu-carte à 69 € (dîn.).

QUELLES TABLES ? La table d'hôte en solo, une banquettes pour deux au centre de la salle et, plus à distance, la 11.



Saku

Genre : prière de saluer la conscience professionnelle (et le service compta) stoïques à régler l'addition toujours sulfureuse de l'ex-culte Kinugawa, nippon-mode qui change de petit nom sans bousculer sa carte et ceux qui la gobent : sushis plutôt bien gaulés, frivolités de baguettes, public dans son miroir.

Prix : 60-100 €. Assortiment de sushis de 35 € à 45 €. Tête de seiche grillée à la flamme sauce teriyaki, gingembre haché : pour la croque. Tempura crevette sauce tsuyu : leste. Black cod grillé, mariné sauce miso : vite avalé, vite oublié. Taiyaki (petite gaufre en forme de poisson fourrée de pâte de haricots rouges) : cocasse.

Avec qui ? « Luxifer ».

Bonne table : à la privilégiation des trois tabourets de comptoir-cuisine.

Service « Fashion Week ».

9, rue du Mont-Thabor (1^{er}).

Tél. : 01 42 60 65 07. Tous les jours.

Métro : Tuileries.



Ladurée Café

Genre : business as usual ! Devenue marque, la pâtisserie-salon de thé s'essaie à la fast-food avec ce comptoir à matcha et à macarons façon coffee shop. Voilà qui passe et doit réjouir l'actionnaire sans que la maison y gagne en élégance. En espérant que la prochaine étape ne verse pas aux linéaires de station-service...

Prix :

environ 15-20 €.

Matcha pistache : épais.

Chocolat chaud : corsé.

Double macaron caramel :

oui, bon, on connaît.

Avec qui ?

Un bec de linotte.

Bonne table :

en marchant vers le Troca...

Service « duty free ».

112, avenue Victor-Hugo (16^e).

Sans tél.

Tj de 7h30 à 19 heures.

Métro : Victor-Hugo.

Henri de Rohan-Chabot, son combat pour le répit des aidants



PAR
Marie Létang-Horay

Après avoir perdu sa fille, ce chef d'entreprise a créé la Fondation France Répit et la première Maison de répit à Lyon. Un lieu destiné à accueillir les aidants non professionnels qui soutiennent à domicile leur proche atteint d'une maladie grave ou en situation de handicap physique lourd.

La douceur d'un sourire cache parfois les plus profondes blessures. Pour Henri de Rohan-Chabot, c'est la perte de sa fille Jeanne, en 2010, décédée d'une tumeur cérébrale. Une tumeur rare et incurable, diagnostiquée à l'âge de 12 ans, qui bouleverse à jamais la vie d'Henri et de Sophie, parents de quatre enfants. De cette

douleur fulgurante va naître le projet de France Répit et des Maisons de répit, destinées à accueillir les malades et offrir un peu de repos aux aidants.

En 2006, ce Lyonnais est à la tête d'Esprit public, l'agence qu'il a fondée après des études de sciences politiques et de communication. Alors qu'il s'apprête à quitter le groupe GL Events, auquel il a vendu cette entreprise, le monde s'écroule avec l'annonce de la maladie de sa fille.

« La vie bascule bien entendu et, face à la sidération, il faut pourtant tenir, agir, accompagner. C'est le début d'un chemin de souffrance, mais aussi de lumière, tant les quatre années qui suivront seront pour Jeanne et tous ceux qui l'ont connue des moments indicibles d'amour, de confiance, et j'ose le dire, d'une certaine forme de joie, nourrie de l'intensité propre à ces périodes de notre vie où l'on mesure la valeur de l'instant présent. » Pendant ces quatre ans, Henri de Rohan-Chabot éprouve avec sa femme et ses enfants le rôle d'aidant et les sacrifices qu'il implique. « Cela a rendu concret ce que beaucoup de gens vivent, même si à notre échelle nous avions la chance d'avoir une famille unie, des ressources matérielles et des amis pour prendre le relais. »

Après le décès de Jeanne, ce chef d'entreprise fait une pause de quelques mois, marche dans le désert, suit des cours de théologie et écrit un livre. « Ma femme a également, de son côté, écrit un livre de maman, pour faire mémoire de la vie de sa fille. Mon écriture est plus poétique, sûrement inspirée par Christian Bobin, dont les textes nous ont soutenus pendant la maladie. Nous avions besoin l'un et l'autre de mettre des mots sur l'indicible. » Mais rapidement, Henri de Rohan-Chabot décide de créer la



Henri de Rohan-Chabot, président de la Fondation France Répit et créateur de la Maison de répit, à Tassin-la-Demi-Lune, près de Lyon.

réussi à mobiliser des fonds privés afin de financer les 5,5 millions d'euros pour la construction de la maison et une équipe mobile qui intervient directement chez les familles. » À Tassin-la-Demi-Lune, dans un parc d'un hectare aux arbres centenaires, la maison a été construite avec la volonté de ressembler à une maison de famille ou de vacances mais surtout pas à un établissement de santé. « Les architectes de l'agence Patriarches ont fait un travail formidable pour bâtir un lieu bienveillant, réconfortant et chaleureux. »

Solitude, fatigue, culpabilité, les aidants ont besoin de souffler et cette maison au cadre apaisant est un refuge qui permet de prendre en charge les enfants et adultes malades ou handicapés et leurs proches aidants dans un environnement agréable. En plus du personnel soignant, l'association Jeanne Cœur, lancée par sa femme Sophie, rassemble environ 80 bénévoles présents en permanence, pour la lecture, la cuisine, le jardinage, l'aide aux repas... Dans la foulée, Henri de Rohan-Chabot a également créé l'association Métropole aidante, premier guichet unique territorial qui réunit plus de 200 adhérents pour faciliter l'accès aux aidants de la métropole de Lyon aux nombreuses solutions de soutien et d'accompagnement : tiers-lieu en centre-ville, permanences dans les communes, formations...

« Le nombre des aidants familiaux est estimé à plus de 9 millions en France. Ils assistent leurs proches tout en essayant de concilier ce rôle avec leur propre vie. En 2050, on passera de 1,5 à 5 millions de personnes de plus de 85 ans, il est urgent d'inventer de nouvelles solidarités »

Henri de Rohan-Chabot

Président de la Fondation France Répit

Fondation France Répit, imaginée pour porter la voix des aidants et apporter aux familles de nouvelles solutions.

« À l'époque, on parlait encore peu des aidants. Il m'a semblé indispensable de trouver de nouvelles solutions pour les soulager. » Il note qu'autrefois, dans la France des villages, les petites communautés étaient naturellement aidantes et solidai-

res. Avec l'éclatement des familles, le travail des femmes, l'exiguïté des logements, une vie tendue à l'extrême, il est devenu très difficile de prendre soin d'un proche malade, vieillissant ou handicapé. Et si cette question est prégnante depuis une vingtaine d'années, c'est aussi parce qu'on vit plus longtemps et plus nombreux grâce aux progrès thérapeutiques. « Tout le système de santé a fait du domicile le lieu principal du soin et les aidants sont mis à rude épreuve. Cela impacte toutes les dimensions de la vie, les relations intra-familiales, le couple, les revenus, la vie sociale et bien sûr la santé... Pour des mamans seules dans de petits appartements, avec des problèmes financiers et une réduction du temps de travail, c'est une spirale délétère. »

Selon lui, si la France est très performante pour délivrer des soins cliniques de qualité, le système de santé a mal anticipé à quel point ces situations ont des conséquences psycho-sociales terribles sur les proches. C'est en pensant à ces aidants qui s'oublent qu'il décide d'ouvrir la première Maison de répit en 2018, à Lyon. « La question des aidants était un sujet peu documenté sur le plan scientifique, mais nous devons mieux comprendre les situations, les ressources mobilisées, les attentes. Pour cela, nous avons mis en place des programmes de recherche et visité des lieux de soins innovants, en Allemagne, en Belgique ainsi qu'au Québec où l'approche humaine du soin est très développée. »

Le projet met cinq ans à voir le jour, soutenu notamment par l'Institut Mériel. « On ne rentrait dans aucune case, donc il nous a fallu du temps pour expliquer et convaincre afin d'obtenir les subventions et les agréments. Nous avons

« Le nombre des aidants familiaux est estimé à plus de 9 millions en France. Ils assistent leurs proches tout en essayant de concilier ce rôle avec leur propre vie. En 2050, on passera de 1,5 à 5 millions de personnes de plus de 85 ans, il est urgent d'inventer de nouvelles solidarités. » Cet esprit solidaire habite Henri de Rohan-Chabot, qui a rejoint en 2023 l'Institut Mériel pour accompagner des projets qui ont du sens. « Cette famille d'entrepreneurs, discrète et généreuse, est largement engagée dans le service du bien commun. Comme Alain Mériel, je pense que le monde ne pourra pas tenir sans une véritable économie du partage. »

Alors qu'une deuxième Maison de répit ouvrira à Boulogne-Billancourt, en février 2027, les projets se multiplient dans toute la France. « Notre feuille de route, c'est d'ouvrir une maison par région. On a notamment un projet très prometteur sur la presqu'île de Giens, au bord de la plage, pour concevoir une Maison de répit et de vacances familiales. » Également à l'initiative d'un Congrès francophone des aidants et d'un diplôme universitaire, Henri de Rohan-Chabot rêve de la création d'un droit au répit entièrement financé, impliquant l'adaptation du temps de travail, le renforcement du congé du proche aidant et la possibilité de profiter de lieux de soins et d'accompagnement structurés, dans les grandes métropoles comme en milieu rural. ■

AD VITAM

«UNE QUÊTE D'IDENTITÉ BOULEVERSANTE»

PREMIÈRE

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE
COMPÉTITION

ROMERÍA

UN FILM DE CARLA SIMÓN

LE 8 AVRIL AU CINÉMA

LE FIGARO VOCABLE LA SEPTIÈME OBSESSION arte Télérama inter



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Loft (loft) n. m.
Émission, qui était tout un programme.

Ce samedi seront célébrées les obsèques de Loana, qui fut la première vedette de l'émission de télé-réalité « Le Loft ».

Le mot vient directement de l'anglais et désigne un atelier, un grenier. Avec lui, on est conscient de flirter avec le franglais contemporain : ainsi un loft est un appartement trendy, cosy, aménagé dans un atelier haut perché ; et son accès peut aller jusqu'à nécessiter le service d'un liftier.

« Le Loft » de la télévision n'était pas d'une grande élévation. Une bande de jeunes gens vivaient filmés, lovés sur les divans...

Au milieu, la jolie Loana jouait le rôle de Lolita du « Loft ».

Elle alla jusqu'à se prêter à une parodie de *Love story*.

L'after du loft fut affreux pour elle.

N'importe qui aurait tourné le dos à cet univers factice, allant au loft pour fuir « Le Loft ». Pas elle. Impossible de réussir un lifting de son image.

Pire : des lovelaces de tous poils allaient se succéder dans sa vie et l'infortunée Loana découvrirait que hors du « Loft » la vie est remplie de loups. ■